

La gauche polonaise à tâtons

Le premier gouvernement de gauche dans l'histoire post-communiste de la Pologne s'est mis à l'œuvre, mardi 26 octobre, avec un atout de poids : il n'aura pas à affronter sans cesse un Parlement émietté qui avait sensiblement affaibli les équipes dirigeantes précédentes, obligées de jongler avec des coalitions hétéroclites.

Les élections législatives du 19 septembre dernier ont donné une majorité confortable - 303 sièges sur 460 - au Parti paysan (PSL, ex-satellite du PC) et aux anciens communistes de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD). Même si elle a été amplifiée par le nouveau mode de scrutin, la victoire de ces deux formations, enracinées dans l'ancien régime, a été incontestable. Elles ont bénéficié d'un certain désarroi de l'électorat, las de la légende de Solidarité et déstabilisé par quatre années de réformes menées tambour battant.

MALGRÉ leur succès sans appel, les partis de cette coalition de gauche ont néanmoins le plus grand mal à former un nouveau gouvernement. Après un mois de tractations laborieuses, leurs divergences ont atteint des proportions rocambolesques, lundi, lorsque la SLD a rejeté publiquement la liste que le premier ministre désigné, Waldemar Pawlak, venait à peine de présenter au président Wałęsa. Autant dire que l'équipe qui a finalement prêté serment, le lendemain, devant le chef de l'Etat polonais est le fruit d'un compromis fragile.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce sont les anciens communistes qui ont joué un rôle modérateur dans cette épreuve de force, portant essentiellement sur la politique économique. Trop contents d'avoir retrouvé une légitimité par les urnes, la SLD a volontiers abandonné le prestigieux poste de premier ministre au Parti paysan, mais a insisté jusqu'au bout pour obtenir la contrôle des portefeuilles financiers.

C'EST chose faite, puisque la conduite des affaires économiques reviendra à Marak Borowski, l'émiment grisé «libéral» du parti, qui passe pour le «Balcarowicz de gauche», du nom du père de la thérapie de choc polonaise. C'est le signal - encourageant - d'une certaine continuité des réformes et des privatisations, malgré les pressions protectionnistes et interventionnistes du PSL, qui a dû se contenter de ministères de second rang.

On peut se demander combien de temps ces «paysans», qui ne disposent pas du même «réservoir» de cadres que leurs alliés, accepteront d'avaloir des couleuvres. Le prochain discours d'investiture de M. Pawlak devant la Diète éclairera sans doute ce rapport de force et donnera la tonalité de la politique à venir. Pour l'instant, le nouveau gouvernement s'annonce encore, mais l'enjeu de ce qui se passe à Varsovie dépasse largement le cadre polonais ; ici, comme ailleurs en Europe de l'Est, la gauche est en train de sortir de son isolement. Il lui reste maintenant à faire ses preuves.

page 3

M0147 - 1028 0 - 7 00 F



Alors que trois étrangers ont été assassinés en Egypte

Les familles françaises sont incitées à quitter provisoirement l'Algérie

Quatre jours après l'enlèvement de trois agents du consulat général de France à Alger, aucune indication sur leur sort n'avait été donnée mercredi 27 octobre, en fin de matinée. Seul, un «Groupe armé islamiste» a revendiqué ce rapt, mardi, au Maroc, dans un tract qui n'a pas été authentifié. Les forces de sécurité algériennes tentent de retrouver la piste des ravisseurs, mais on ne connaît pas les résultats de leurs investigations. Le Quai d'Orsay a jugé «opportun» que les familles fran-

çaises saisissent l'occasion des vacances de la Toussaint pour rentrer provisoirement en France. Pour sa part, l'ambassadeur de France a indiqué qu'au lycée français d'Alger les cours reprendraient après ces vacances.

En Egypte, trois étrangers - dont un Français - ont été assassinés, mardi, dans un grand hôtel du Caire, par un individu, considéré comme «melade mental» par la police. Mais l'hypothèse d'un attentat organisé par des extrémistes musulmans n'est pas écartée.



Lire nos Informations page 5

Le rapport Balkany sur les polices municipales

Dans un rapport remis lundi 25 octobre au premier ministre, qui l'avait chargé de «faire des propositions concernant les missions mêmes des polices municipales et leurs rapports avec la police nationale», Patrick Balkany demande que les polices municipales disposent de missions et de compétences juridiquement étendues. Le député (RPR) des Hauts-de-Seine, maire de Levallois-Perret, souhaite que les policiers municipaux puissent «participer pleinement à la sécurité publique» aux côtés des policiers d'Etat qui sont la gendarmerie et la police nationale. La question des pouvoirs exercés dans la capitale par le préfet de police de Paris relance un débat qui, d'habitude, se tient à l'échelle municipale, parisienne et départementale de la création d'une police municipale à Paris.

page 10

Un accord à EDF-GDF contre le chômage

Les directions d'EDF-GDF viennent de négocier un «accord sur le développement de l'emploi et une nouvelle dynamique sociale» dont le contenu devait être rendu public mercredi 27 octobre. Ce protocole, qui a déjà reçu l'aval de la CFDT, de la CFTC et de l'UNCM-CGC, consacre la lutte contre le chômage et l'exclusion «en jeu majeur» des deux entreprises et prévoit une série de mesures internes et externes destinées à faciliter les créations d'emplois.

page 19

Le Soleil fait frissonner la Terre

Les variations de l'activité solaire seraient responsables de fluctuations climatiques inexplicables

Il semble délicat, en ces périodes de «tout à l'environnement», de tenter de convaincre que les perturbations de l'atmosphère ne proviennent pas seulement des gaz à «effet de serre». Presque provocateur de suggérer que les pollutions insensées issues de l'activité humaine, ces quantités industrielles de gaz carbonique et de méthane que nous crachons depuis un siècle, ne sont peut-être pas les seuls responsables de l'éventuel réchauffement de notre planète. Et pourtant : à en croire un nombre croissant de spécialistes, l'activité du Soleil pourrait bien, elle aussi, influencer les furies et les frissons de notre Terre. Le premier colloque international organisé sur ce thème réunit du 25 au 29 octobre à l'Observatoire de Paris, avec le support de l'OTAN, plusieurs dizaines de physiciens solaires, de climatologues et d'atmosphéristes terrestres.

Le Soleil, acteur de nos climats ? La chose, à première vue, paraît évidente, tant la succession des jours et des nuits, le déroulement des saisons, les rigueurs des pôles et la clémence de nos régions tempérées dépendent, précisément, de la position qu'adopte la Terre par rapport à lui. De même, les grandes variations climatiques qu'a connues le globe durant l'ère quaternaire, caractérisées par une succession de périodes glaciaires (d'une durée d'environ cent mille ans) et inter-glaciaires (quelques dizaines de milliers d'années), dépendent-elles du Soleil, ou plutôt de l'évolution du mouvement de la Terre par rapport à lui : du fait de l'excentricité de son orbite, du fait aussi de l'inclinaison de son axe sur le plan de l'écliptique, celle-ci détermine en effet l'ensoleillement de notre planète, selon des périodicités dominantes allant de cent mille à

dix-neuf mille ans. Cette théorie astronomique, expliquée à elle seule la grande majorité des variations climatiques. Mais elle ne traite que de paramètres orbitaux, non de l'activité solaire proprement dite. Or notre astre, lui aussi, a ses soubresauts d'humeur. Etoile «variable», sa brillance fluctue avec le temps. A ses périodes de repos succèdent des phases d'intense activité, qui se manifestent par l'apparition, à sa surface, d'une multitude de taches solaires.

C'est à l'étude de ces taches que se consacre depuis dix ans Elisabeth Nesme-Ribes, astrophysicienne à l'Observatoire de Paris-Meudon (no 326 du CNRS), dont les travaux sont en grande partie à l'origine du colloque. «Lorsque le Soleil entre dans une phase d'activité, celle-ci se manifeste à sa surface par l'apparition de petits champs magnétiques très concentrés, qui bloquent localement l'énergie transmise des couches profondes. Les régions où existe un champ magnétique fort deviennent donc plus froides, ce qui les fait apparaître plus sombres à l'observation», explique-t-elle.

Bien qu'elles aient été observées dès le quatrième millénaire avant notre ère par les astronomes chinois, il fallut attendre Galilée pour que ces taches, jusqu'alors prises pour d'étranges planètes ou de simples nuages, soient considérées comme une partie intégrante du Soleil. Et plus longtemps encore pour déterminer que leur présence à la surface de notre astre variait selon un cycle régulier de onze ans, auquel se superpose un cycle de quatre-vingts ans (dit cycle de Gleissberg), voire des périodes plus longues encore, de deux cents à trois cents ans.

Les chercheurs sont formels, ces variations de l'activité solaire sont bien trop infimes

pour influencer les grands changements climatiques. En revanche, ils sont de plus en plus nombreux à l'admettre : les alternances de repos et d'éveil, parfois chaotiques, que connaît le Soleil, pourraient être en partie responsables de fluctuations climatiques plus légères, dont on ne comprend pas encore l'origine. Une hypothèse défendue au premier chef par Elisabeth Nesme-Ribes, qui, au mur de son bureau de la tour solaire de Meudon, l'a joliment affirmé en légende d'une partition de la *Leçon de ténèbres* : «La variabilité solaire est au climat ce que l'agglutination est à la musique».

baroque. Pour préciser son intuition, cette astrophysicienne s'est concentrée sur un événement climatique récent au regard des grandes glaciations : le «petit âge glaciaire».

Un refroidissement spectaculaire qui affecta de larges régions du globe entre 1550 et 1700 - les glaciers des Alpes, d'Alaska ou de Nouvelle-Zélande s'avancèrent alors bien au-delà de leurs limites actuelles - pour atténuer son paroxysme à la seconde moitié du dix-septième siècle.

CATHERINE VINCENT

Lire la suite page 15

MICHEL DRANCOURT Mémoires de l'entreprise

Comment les entreprises ont transformé un pays qui ne croyait pas en elles.

COLLECTION notre époque

368 pages, 139 F.

ROBERT LAFONT

DEBATS

AGRICULTURE

Pour une adaptation urgente de la PAC

Pour échapper aux contraintes d'un accord réduisant les exportations subventionnées, le meilleur moyen n'est pas d'attendre les jachères, mais d'ajuster les prix intérieurs aux prix mondiaux naturellement compensés par des aides directes aux exploitants.

par Jean-Pierre Soisson

DÉJA, en novembre 1992, le gouvernement recherchait sur le GATT un accord avec l'opposition. Il souhaitait « un accord global et équilibré ». Il présentait à l'Assemblée nationale une déclaration demandant une réunion commune des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture de la Communauté. Pierre Bérégovoy précisait : « A cette occasion, le gouvernement confirmera qu'il opposera son veto à tout projet d'accord contraire aux intérêts fondamentaux de la France. » Quand une telle décision pourrait-elle être prise ? A la fin des fins pour le premier ministre, c'est-à-dire au terme de la négociation. Le projet de déclaration du gouvernement a été modifié pour tenir compte de leurs observations. En vain : l'UDF et l'UDC, au terme d'une suspension de séance, choisissaient de privilégier la solidarité avec le RPR.

L'opposition était pour un veto immédiat, alors même qu'aucun texte n'était soumis au conseil des ministres de la Communauté. Nous étions, Pierre Bérégovoy, Roland Dumas et moi-même, trop modé-

rés et même, pour certains, « laxistes ». Le dialogue entre Pierre Bérégovoy, Alain Juppé et Bernard Pons, tenu à l'Assemblée nationale le 25 novembre 1992, illustre bien l'état d'esprit de l'époque :

— Pierre Bérégovoy : « Le gouvernement opposera son veto à tout projet d'accord contraire aux intérêts fondamentaux de la France. »

— Alain Juppé : « A quel moment ? »

— Pierre Bérégovoy : « Il l'opposera à tous les stades de la procédure, dès qu'un acte juridique lui sera soumis. »

— Bernard Pons : « Il faut le faire tout de suite. »

— Pierre Bérégovoy : « Je vous demande d'attendre notre pays. »

Cet appel n'a pas été entendu. La majorité actuelle est, très largement, responsable d'une situation politique qu'elle a créée, entretenue, développée tout au long de la campagne des élections législatives. Le 1^{er} mars 1993, Jacques Chirac publiait un entretien dans la Tribune : « Une seule politique s'impose à l'égard des prétentions agricoles des Américains : celle de la fermeté. Le gouvernement de l'alternance devra faire de la révision de l'accord agricole conclu entre l'Europe et les Etats-Unis un préalable à tout accord général au GATT. »

Quelle était la position du gouvernement ? A Bruxelles, avant même l'accord de Blair House, j'avais demandé à la Commission un rapport sur la compatibilité d'un accord au GATT avec la réforme de la politique agricole commune.

Aucun de nos partenaires n'avait contesté cette demande. Le débat avait été renvoyé au comité spécial agricole qui a présenté ses premières conclusions au conseil des ministres de l'agriculture le 17 mars 1993. L'étude du comité agricole confirmait la thèse française : la compatibilité ne pouvait être assurée que « si un certain nombre d'hypothèses se réalisaient ». Les ministres de l'agriculture, René Stelchen, reconnaissaient que le bilan de la Commission serait remis en cause si son interprétation de l'accord de Blair House n'était pas acceptée par les Etats-Unis.

Produire et exporter

Ainsi, avant même le changement de majorité en France, tous à Bruxelles savaient que la compatibilité entre un accord au GATT et la PAC devrait être assurée : ou l'accord de Blair House serait modifié ou la PAC serait adaptée.

Dans l'ouvrage en jachère j'ai noté, conseil après conseil, la position de nos partenaires européens. Les ministres de l'agriculture, dans leur grande majorité, ont estimé que l'accord de Blair House entraînerait des difficultés pour leur pays, mais ils savaient aussi qu'il ne serait pas modifié. Dès lors, ils ont demandé une adaptation de la PAC.

Quelle adaptation ? La situation n'a guère changé depuis un an. Ce qui est toujours en jeu, c'est la capacité à produire et à exporter des produits agricoles.

Au lendemain de l'accord de Blair House, j'ai écrit que, pour

échapper aux contraintes d'un accord réduisant les exportations subventionnées, le meilleur moyen n'était pas d'attendre les jachères, mais d'ajuster les prix intérieurs aux prix mondiaux. « La France pourrait proposer une nouvelle baisse des prix, naturellement compensée par des aides directes aux exploitants » : cette idée, que je développais dans la Tribune du 23 novembre 1992, me paraît toujours actuelle. Le ministre allemand de l'époque, Ignatz Kiesche, y était opposé ; son successeur Jochen Borchert, devrait y être plus favorable.

Sur le terrain de l'agriculture, le gouvernement doit faire preuve de clairvoyance. Il le doit d'autant plus qu'il a accepté, en juin dernier, sans véritables compensations, les dispositions de l'accord de Blair House relatives aux oléagineux et qu'il a, ce faisant, limité sa marge de manœuvre.

Certes, une telle novation conduirait à augmenter le budget européen consacré à l'agriculture et une nouvelle négociation budgétaire s'imposerait. Mais les enjeux sont à ce prix : un accord général au GATT aussi.

Parvenir à un accord équilibré qui ne soit pas préjudiciable aux intérêts de l'agriculture suppose une modification de la politique agricole commune. De toute façon, si aucun changement n'intervient, la PAC explosera.

Il est donc urgent de l'adapter.

Jean-Pierre Soisson est ancien ministre.

CEE/CEI

Deux communautés sœurs

La Communauté européenne doit développer des liens organiques avec les pays de l'ex-URSS afin de leur faire comprendre que la démocratie ne se limite pas au libéralisme économique.

par Maurice Duverger

Le sort de la Russie, cœur de l'ex-URSS, est plus important pour l'Europe que le signe rapide des accords du GATT. La canonade du Parlement par Eltsine et le ralliement de la Géorgie à la CEI concernent directement les peuples de la Communauté des Douze. Ils ont cru que les révolutions de 1989 allaient étendre le libre-échange au-delà du rideau de fer et du mur de Berlin, enfin détruits, enracinant la démocratie de Lénine à Vladivostok. Quatre ans plus tard, l'octobre sanglant de Moscou leur ouvre les yeux. Il leur impose aussi un examen de conscience, car ils n'en sont pas tout à fait innocents. Malgré l'apparence, leur responsabilité est plus engagée dans cette tragédie que dans celle de la Yougoslavie, où la fureur des haines raciales ne leur permettait pas d'intervenir plus directement qu'ils l'ont fait.

Ils ont prêté trop peu d'attention aux guerres civiles qui ont ensanglanté — et parfois ensanglantent encore — l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et diverses régions. Ils ont délibérément ignoré les statistiques russes où l'effondrement de la durée de vie moyenne révèle un véritable génocide des vieillards. Ils ont négligé les conséquences entraînées par la combinaison d'une économie désagréée, d'une pénurie persistante, d'une inflation galopante, d'une hausse des prix à grande vitesse, de salaires et de retraites en chute libre, l'ensemble condamnant 95 % de la population à vivre beaucoup plus mal que sous Brejnev, pendant que 5 % amassent en peu de temps des fortunes énormes, ils ne veulent pas voir que ce fantastique accroissement de l'inégalité efface, pour la plupart des Soviétiques, les progrès de la liberté, réels mais insuffisants et précaires.

L'armée rouge a sauvé Eltsine et son gouvernement les 3 et 4 octobre. Elle est ainsi devenue la colonne vertébrale d'un régime qui s'effondrerait sans elle dans une anarchie généralisée. Un directeur de recherches à l'Académie des sciences de Russie constate que l'économie est diluée par environ 150 mafias dominées par Moscou et les grandes villes. Elles sont organisées sur des bases ethniques rappelant les tribus d'Afrique noire : les Tchétchènes contrôlent les trafics d'armes et de drogue, les Tatars d'occupant du racket, les Azeris dominent les marchés de la capitale, les Géorgiens pratiquent les trafics de pesticides et les vols de voitures, les Russes proprement dits organisant le trafic des devises et la prostitution.

Les entreprises publiques et les administrations étatiques ou locales qui interviennent dans l'exportation ou l'importation et la commerce intérieur se livrent au marché noir et à toutes sortes d'opérations illégales ou semi-illégales, dont les bénéfices clandestins sont placés à l'étranger. L'armée même participe à ce jeu, des avions militaires servant au transport de voitures japonaises importées au fraude. L'ensemble des capitaux qui prennent ainsi la fuite est évalué à 25-30 milliards de dollars. Enrichie dans la tradition du tsarisme et renforcée par le communisme, la corruption de la bureaucratie atteint maintenant des sommets. L'évasion fiscale, l'octroi d'une licence, la location ou l'achat des locaux d'une entreprise, la préparation d'un dossier, la simple rendez-vous avec un responsable se vendent et s'achètent comme une marchandise.

Cette économie mafieuse et cette administration maffieuse ne peuvent être réprimées. La même impunité favorise l'expansion d'une criminalité qui prive les citoyens de l'un des droits de l'homme essentiels : la sécurité. L'ensemble du système juridique n'est plus obéi, qu'il s'agisse des lois antérieures, des textes votés par le Parlement dissous ou des décrets multipliés par le président. Désorientée, les policiers et les juges sont de moins en moins actifs. Mais l'absence d'une législation claire paralyse aussi les investisseurs occidentaux. Quand on connaît la réussite de Lénine

ouvrant la Russie de 1921 aux capitaux étrangers dans la NEP (nouvelle économie politique) en leur offrant des garanties juridiques précises et audacieuses, on s'étonne que les liquidateurs du stalinisme aient totalement négligé l'exemple de son fondateur.

Les Etats-Unis et la Communauté ont commis une faute majeure en s'occupant presque exclusivement d'introduire en Russie une économie de marché ultra-libérale. Déjà critiquable à l'ouest, où se mode est en déclin, elle était inapplicable dans un pays privé de la classe d'hommes d'affaires indispensables pour le faire naître. Introduite brutalement dans un pays où le capitalisme incarnait le mal dans le système de valeurs enseigné depuis 1917, une doctrine fondée sur une concurrence sans freins ni scrupules conduisait logiquement au développement des mafias.

Il est temps que la Communauté réagisse avec vigueur à la caricature du modèle de liberté que ses Etats et leur allié de Washington ont laissé exporter dans l'ex-Union soviétique. Cela implique d'abord qu'on rende bien clair à tous les peuples de Russie que la démocratie repose avant tout sur la système de valeurs défini par la liberté politique, l'égalité sociale, la solidarité des hommes et la souveraineté des citoyens. Les mécanismes du marché n'en sont que l'élément fondamental puisqu'ils peuvent aussi fonctionner très bien dans une dictature, comme Hitler et Pinochet l'ont clairement montré.

Reconstruire un Etat efficace

Maintenant que Boris Eltsine et les mains libres, il ne doit pas perdre de vue ses principes fondamentaux. Son élection au suffrage universel dans des conditions relativement équitables a rendu légitime « malgré une violence excessive » l'emploi de la force pour briser un Parlement et des assemblées locales devant le vote populaire après une campagne électorale réellement libre. Ce vote pourrait éventuellement porter aussi sur un référendum autorisant le président à agir par décrets avec un contrôle des députés, pendant une période limitée, nécessaire à la délibération parlementaire d'une nouvelle Constitution. Il serait évidemment inadmissible que la texte de celle-ci, déjà préparé par Eltsine, soit directement soumis au vote des citoyens. Une telle méthode est celle du fascisme. Un transfert de technologie politique ne serait pas inutile dans ce domaine, car les mécanismes de la démocratie sont aussi méconnus des peuples sortant d'une longue dictature que les mécanismes du marché. Moscou a autant besoin d'assistance pour appliquer les premiers que les seconds. Au-delà des principes qu'on vient de rappeler, une aide est nécessaire pour reconstruire un Etat disposant d'une administration, d'une police et d'une justice efficaces.

En rappelant à la fois les règles et les méthodes des régimes de liberté, nous devons prendre conscience qu'elles définissent aussi nos propres obligations et pas seulement celles de la Russie. Géographiquement incluse en partie dans l'Europe, celle-ci ne pourra jamais s'intégrer dans notre Communauté : mais cette CEI et le CEE sont étroitement liées politiquement, culturellement et historiquement. Une coopération organique doit être développée entre elles la plus tôt possible. La Communauté européenne ne peut pas se borner à sa participation, avec les autres Etats riches du G7, à l'aida international décidée collectivement par eux. Elle doit ajouter ce qu'impose la solidarité fraternelle entre deux Communautés-sœurs dont le développement de chacune sera favorable à l'autre. L'ouverture des Douze vers l'intérieur par l'intégration de nouveaux membres ne peut faire oublier le nécessaire de cette ouverture extérieure, trop négligée jusqu'ici.

MONNAIE

Danger sur le franc

Les marchés financiers jouent de nouveau contre le franc. La tension internationale créée par la France sur le GATT n'est sans doute pas étrangère à ces comportements.

Lionel Stoléru

OU'IL me soit permis de tirer le signal d'alarme auprès d'Edouard Balladur, dont j'approuve la politique monétaire européenne, pour lui dire, qu'il méconnaît gravement les dangers à venir sur le franc !

Tout d'abord, chacun sait qu'on aurait pu faire l'économie de la dernière crise monétaire du franc, d'une part, en ne faisant pas l'erreur de baisser les taux français au-dessous des taux allemands, d'autre part, en acceptant des dévaluations minimales du franc, de 1 % à 2 % lorsque les tensions monétaires l'exigeaient. La SME est un système de parités fixes mais ajustables, et l'on a eu grand tort de vouloir camper sur des taux stables en laissant monter les pressions monétaires : mieux vaut faire retomber la pression par petites bouffées que d'attendre l'explosion de la chaudière.

Cela dit, la crise a eu lieu, et la solution trouvée par les Douze le 1^{er} août a été excellente : passer les marges de fluctuation à plus ou moins 15 % a pris de court et pénalisé les spéculateurs, a préservé l'avenir du SME et a donné à la France le répit nécessaire pour gérer le franc.

Je persiste à croire que, par manque d'audace, la France s'est

utilisée ce répit : si elle avait, dès le lendemain de l'accord, baissé brutalement ses taux d'intérêt de 3 points, le franc aurait certainement chuté, mais sans doute de moins de 10 %, et les marchés auraient pris confiance dans l'assainissement et le redressement de l'économie française.

Il est vrai que cela aurait coûté cher à la Banque de France : perdre 10 % de change sur les 150 milliards qu'elle avait dû lever et englober en vingt-quatre heures durant la crise, cela représente 15 milliards de perte sèche. Mais il y a des moments où ce qui est bon pour la France ne se confond pas avec ce qui est bon pour la Banque de France.

Dès lors, la France a perdu le franc, c'est-à-dire la baisse du franc, et l'argent du beurre, c'est-à-dire la non-baisse des taux d'intérêt. Nous perdons sur les deux tableaux : le franc baisse par rapport au mark alors même que les taux français réels, hors inflation, restent supérieurs aux taux allemands.

Donc, aujourd'hui n'est pas bon.

Une économie saine

Mais, et c'est là que je veux en venir, demain risque d'être bien pire. Si j'observe aujourd'hui l'évolution des marchés, je vois que, sans aucun espoir de gain spéculatif, puisque nous sommes en taux flottant, les marchés ont grignoté 5 %, soit le tiers de la marge de 15 % permises entre le franc et le mark. Or ce devrait être exactement le contraire. Les taux français devraient attirer les opé-

teurs, et le mark devrait se rapprocher des 3,45 francs au lieu de dériver vers les 3,55 francs. La baisse-surprise des taux allemands, le 22 octobre s'est apporté un répit, qui ne semble pas changer la tendance de fond.

A l'émission « 7 sur 7 », Edouard Balladur a traité cela par la mépris, en disant que l'économie française est saine — ce qui est exact — et qu'il ne se laisserait pas impressionner par les marchés.

Il a grand tort de tenir ce discours. La réalité est inverse : ce sont les marchés qui ne se laissent pas impressionner par Edouard Balladur, et les marchés ne sont plus orientés par les seuls mérites de l'économie : la sphère monétaire vit sa vie propre, elle n'est plus le simple reflet ou le simple outil de la sphère économique. Quand il s'échange 1 dollar économique, il s'échange 40 dollars monétaires, sans aucun rapport avec les « fondamentaux » économiques. Et que M. Balladur ait intellectuellement tort ou raison est sans importance : la raison du plus fort est toujours la meilleure, et le raison du plus fort, c'est la raison des marchés.

Or, au moment, il est clair que les marchés vont contre la France : à tort ou à raison, ils préfèrent renoncer aux taux d'intérêt élevés du franc pour ne pas passer un risque de change sur le franc. Pour tous ceux qui suivent techniquement les marchés en ce moment, cela est parfaitement clair. On voit un développement de transactions d'opérateurs qui « prennent » ce qu'il y a de bon, le taux français, et « ne prennent pas » ce qu'il y a de mauvais,

c'est-à-dire le franc : ils placent au taux français et se couvrent à terme sur le franc. C'est ce qu'on appelle « acheter le taux sans la devise ».

De tels comportements des marchés sont extraordinairement inquiétants. D'une part ils émusent complètement l'arme des taux d'intérêt pour protéger la monnaie. Augmenter les taux français ne ferait plus baisser le mark. D'autre part, ils sont un signe précurseur de la catastrophe qui arrivera si le franc se rapproche de sa limite, au bout de sa marge de 15 %, à un mark valant environ 3,89 francs.

Certes, me direz-vous, on en est loin, pas tant que ça. Si le franc baisse jusqu'à ce niveau, il risque d'être catapulté en vingt-quatre heures à sa limite des 15 %, d'un mark à 3,89 francs. Et là, le franc explose, et le SME avec lui.

En conclusion, Edouard Balladur devrait prendre beaucoup plus au sérieux ce qu'il se passe depuis une dizaine de jours sur le marché du franc : dans l'état actuel de l'économie française et au niveau actuel des taux d'intérêt français, le mark devrait baisser. Or il reste orienté à la hausse.

Il faut que les autorités monétaires françaises analysent en profondeur le comportement actuel des marchés et activent les leviers et les signaux qui incitent les opérateurs des marchés à modifier leurs comportements vis-à-vis du franc.

La tension internationale créée par la France sur le GATT n'est sans doute pas étrangère à ces comportements monétaires sur le franc. C'est dire que le data du 15 décembre, horizon du GATT, pourrait aussi être une date à hauts risques sur le franc. Comme pour le train, un piège peut en cacher un autre. Edouard Balladur a bien vu le piège du GATT. Il ne semble pas avoir encore bien vu le piège du franc.

Lionel Stoléru est ancien ministre.

AMIN MAALOUF

Le Rocher de Tanios

“La subtile et trouble poésie orientale dans un fabuleux roman.”

André Brincourt

ROMAN

Grasset

EUROPE

ALLEMAGNE

L'ex-chef de la Stasi condamné pour un double meurtre commis... en 1931

Erich Mielke, ancien chef de la Stasi - la trop célèbre police secrète est-allemande - a été condamné, mardi 26 octobre, à six ans de prison pour le meurtre de deux policiers... en 1931. Ce procès, qui a duré vingt mois, a été hautement controversé car la justice de la République fédérale avait repris à son compte un acte d'accusation d'un tribunal nazi établi en 1934 par des magistrats du III^e Reich, et retrouvé par hasard en 1990. Elle ne disposait pas de preuves suffisantes pour juger M. Mielke pour ses activités à la tête de la Stasi de 1967 à 1989.

Le tribunal de Berlin a finalement estimé qu'Erich Mielke était « un des auteurs » du double meurtre et qu'il avait agi avec « perfidie ». En dépit de son âge - quatre-vingt-cinq ans - le tribunal a décidé de le maintenir en prison, craignant qu'il ne fuit à l'étranger une fois libéré pour raisons de santé. Son maintien en détention doit toutefois être examiné le 10 novembre.

« Ce verdict porte atteinte à l'image de la justice allemande », a-t-il ajouté, en soulignant qu'il n'y avait jamais dans les annales judiciaires

allemandes, un homme n'aurait été condamné pour des faits remontant aussi loin dans le temps. Le président du tribunal, Theodor Seidel, a cependant refusé de considérer les faits comme prescrits. Selon la loi allemande, le délai de prescription pour les crimes est de vingt ans. M. Seidel a fait valoir que l'acte d'accusation avait été confisqué en 1947 par les autorités soviétiques et qu'il avait été retrouvé il y a trois ans seulement.

Le parquet avait requis la prison à perpétuité contre celui qui fut jusqu'en 1989 l'homme le plus important du régime communiste est-allemand après l'ancien numéro un Erich Honecker. La défense, qui avait plaidé l'acquiescement, a annoncé qu'elle ferait appel. Le procès d'Erich Mielke est vraisemblablement un des tout derniers visant un ancien dirigeant de premier plan de la RDA communiste. La justice a libéré M. Honecker, âgé de quatre-vingts ans, au début de l'année, en raison de son cancer du foie, et a renoncé à le juger pour les tirs contre les Allemands de l'est qui sont morts en tentant de franchir le mur de Berlin.

Le tribunal a estimé dans ses attendus que les principaux éléments à charge contenus dans

l'acte d'accusation de 1934 étaient « crédibles et dignes de foi ». La condamnation de M. Mielke repose en premier lieu sur les propos tenus à l'époque par un militant communiste passé chez les nazis et le mettant en cause dans l'attentat. Cité par la défense, la fille de ce témoin-clé a affirmé que les aveux de son père - aujourd'hui décédé - avaient été soutirés sous la torture par les nazis. M. Seidel a estimé qu'elle avait livré un « faux témoignage ».

Dans une biographie officielle datant de 1951, M. Mielke avait reconnu avoir « participé » en 1931, alors qu'il était un jeune militant communiste, au double meurtre des policiers, qui était présenté comme un acte de vengeance. Mais, tout au long du procès, il a nié avoir lui-même tiré les coups de feu. M. Mielke séjourne en prison, pratiquement sans interruption, depuis décembre 1989. Il a accueilli le verdict avec calme, tandis que plusieurs personnes nostalgiques du communisme, présentes dans la salle d'audience ont crié au « scandale » et entonné l'Internationale...

A. D.

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Lord Owen est sceptique sur la proposition de M. Mitterrand de « forcer la route humanitaire »

David Owen, l'un des médiateurs internationaux pour l'ex-Yougoslavie, a réagi avec scepticisme, mardi 26 octobre, à la déclaration faite la veille par François Mitterrand selon laquelle il fallait « forcer la route humanitaire » entre Split et Sarajevo avant l'hiver.

« C'est une chose difficile à réaliser », a estimé David Owen, en marge d'une réunion des Douze à Luxembourg, « cela nous rapprocherait d'un rôle de combattant ». D'autre part, c'est d'abord dans les régions où se livrent les combats que l'hiver va le plus aggraver la situation humanitaire, c'est-à-dire surtout en Bosnie centrale. Or « cette route de Split à Sarajevo n'y mène pas », a fait remarquer David Owen.

M. Mitterrand avait ajouté que l'aide humanitaire devrait « être assurée d'une protection militaire » et qu'il pensait « qu'un peu de force sur ce terrain est un soutien américain ». Or ces dispositions de protection militaire existent déjà. M. Owen a rappelé que les « casques bleus » avaient la possibilité de riposter en cas de « provocation ». Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui date d'août 1992 les autorise

même à recourir à la force pour garantir l'acheminement des secours. Enfin, les Américains se sont engagés l'été dernier à ce que les appareils de l'OTAN assurent une protection aérienne des « casques bleus » en Bosnie chaque fois que la FORPRONU leur en ferait la demande.

« Paradis pour francs-tireurs »

Lord Owen a rappelé que les Nations unies étudiaient actuellement les moyens de « nettoyer » les terrains longeant les routes empruntées par les convois humanitaires dans ces régions montagneuses et forestières qu'il a qualifiées de « véritable paradis pour les francs-tireurs ». Mais selon lui, il y a une « différence fondamentale » entre la riposte aux agressions commises contre les convois humanitaires par des « seigneurs de la guerre » et une opération militaire consistant à ouvrir une route par la force en territoire hostile : « Selon moi, nous traversons la frontière », a-t-il dit. Dans son intervention, M. Mitterrand avait lui-même insisté sur le fait que la France ne s'engagerait pas militairement dans le conflit.

Lord Owen s'est montré d'autre part assez pessimiste sur les chances de parvenir à un accord de paix en Bosnie avant l'hiver. « Vous ne pouvez pas imposer une solution s'il n'y a pas la volonté de l'appliquer par la suite », a-t-il dit. Interrogé sur l'éventuelle organisation d'une nouvelle conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, sur le modèle de celle de 1992 à Londres, il a estimé qu'il fallait au préalable obtenir un accord de cessez-le-feu « par toutes les parties en conflit en même temps et dans toutes les zones ». Il n'a ajouté enfin qu'un accord de paix global dans l'ex-Yougoslavie lui paraissait « une perspective assez lointaine ». - (AFP, Reuters.)

Un village bosniaque rasé par les Croates. - Le village musulman de Stupni Do, dans le centre de la Bosnie, a été complètement rasé et des civils y ont de toute évidence été tués, ont déclaré des « casques bleus » qui sont entrés dans cette localité. Selon les « casques bleus » de l'ONU, 110 des 260 habitants du village sont portés disparus. - (Reuters.)

DIPLOMATIE

Le départ de l'ambassadeur de France en Chine

Le climat des relations entre Pékin et Paris « reste gris »

L'ambassadeur de France en Chine, Claude Martin, a quitté Pékin, mercredi 27 octobre, à l'issue de trois ans de séjour, en estimant que le climat des relations franco-chinoises risquait de demeurer « gris » mais qu'il ne fallait pas « désespérer ».

PÉKIN

de notre correspondant

« Le moment n'est pas encore venu de mesures de rétorsion » après les sanctions économiques prises par Pékin en représailles pour les ventes d'armes à Taiwan, a estimé, la veille de son départ, M. Martin. Ce dernier n'en a pas moins invité à une réflexion sur l'opportunité « d'une certaine menace de rétorsion », en citant l'exemple des Etats-Unis dans leurs relations conflictuelles avec la Chine. M. Martin dressait la synthèse d'un séminaire, le second de ce type, ayant rassemblé à Pékin, pendant deux jours, la communauté française d'affaires de Chine et des participants venus de Paris et de la région.

Il a jugé que, en dépit des efforts de Paris pour renouer un dialogue, un climat qui « reste gris » plane sur l'avenir des rapports avec Pékin en raison notamment des ventes d'armes à Taiwan, auxquelles la Chine s'oppose. Il y a là, pour le gouvernement français, « un héritage à assumer », même s'il n'est pas inimaginable que la position de la Chine évolue. L'équation se complique de la présence des Etats-Unis, qui ont accru eux aussi leurs ventes d'armes à Taiwan ces derniers temps sans subir, loin s'en faut, de représailles économiques. Le colloque a fait apparaître que ni les Etats-Unis ni la Grande-Bretagne, en dépit de sa

querelle politique avec Pékin à propos de Hongkong, ne semblent pénalisés sur le plan économique, à l'heure où s'ouvre en Chine « un marché particulièrement attractif ».

Il y a là, de la part des dirigeants chinois, une manière de voir la France comme « un pays de seconde zone », à laquelle il conviendrait peut-être d'opposer une position de la Communauté européenne quant à la candidature de Pékin au GATT, un objectif majeur pour la République populaire. C'est par ce levier qu'on pourrait tenter de « rétablir un certain ordre et, si possible, une égalité » dans les rapports franco-chinois, a estimé M. Martin.

Plusieurs industriels ont exprimé des plaintes amères en regard aux pertes encourues à la suite des ventes d'armes à Taiwan. Pour Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des Eaux-Dumex, de tels contrats mettent en péril une vieille présence du groupe en Chine qui promettait des perspectives portant sur plus de soixante projets d'équipement. Tout en assurant le monde industriel des préoccupations des autorités publiques, M. Martin a déploré que certains aient plus tendance à exprimer leurs doléances dans les couloirs des ministères à Paris qu'à « dénoncer l'attitude chinoise auprès de leurs interlocuteurs qui les prennent en otages ».

Huitième ambassadeur de France en Chine populaire depuis la normalisation de 1964 - dont on célèbre en janvier le trentième anniversaire - M. Martin devient secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay pour les affaires économiques et européennes. Son successeur à Pékin reste à nommer.

FRANÇOIS DERON

ANNIVERSAIRE : quarante-cinq ans de relations diplomatiques franco-sri-lankaises. - La France et le Sri-Lanka célèbrent cette année le quarante-cinquième anniversaire de leurs relations diplomatiques. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères de Colombo, A. C. S. Hameed, se trouve actuellement à Paris, où ont été organisées plusieurs manifestations, - festival du film, représentations culturelles, expositions. Un séminaire sur les échanges commerciaux, organisé par le CFCE, est prévu, jeudi 28 octo-

bre. (Ambassade du Sri-Lanka, 15, rue d'Assas, 75008 Paris, tél. : 42-66-35-01.)

VISITE : le président d'Ouzbékistan attendu à Paris. - Le président de la République d'Ouzbékistan, Islam Karimov, était attendu, mercredi 27 octobre, en visite officielle à Paris. Chef de l'ex-Parti communiste local, M. Karimov, âgé de cinquante-cinq ans, est président de l'Ouzbékistan depuis la déclaration d'indépendance de ce pays le 31 août 1991.

La visite du président de la République en Andorre

M. Mitterrand souligne que l'existence de petits Etats indépendants est « l'une des richesses de l'Europe »

François Mitterrand s'est rendu, mardi 26 octobre, en visite officielle dans la principauté d'Andorre, qui vient de se doter d'une Constitution démocratique. Il a souligné à cette occasion que l'existence de petits Etats indépendants est « l'une des richesses de l'Europe ».

ANDORRE-LA-VIEILLE

de notre envoyé spécial

Au terme d'un long mûrissement, à la mesure du conservatisme régnant dans ce vestige du passé - partis et syndicats étaient jusqu'alors interdits - Andorre a adopté par référendum, le 14 mars dernier, une Constitution inspirée des principes démocratiques modernes, qui en fait un Etat indépendant (le Monde du 13 mars). La Constitution est entrée en vigueur le 4 mai et Andorre a été admise à l'ONU. Désormais, les deux coprinces régnent sans gouverner sur une sorte de monarchie parlementaire.

C'est cette mutation que François Mitterrand, qui demeure coprincedu nouveau micro-Etat pyrénéen, est venu marquer lors d'une visite officielle, mardi 26 octobre. M. Mitterrand a donc retrouvé le coprincedu espagnol, l'évêque d'Urgel, Mgr Joan Mardí i Alenís, pour déviler un monument - une sculpture curieuse repré-

sentant une silhouette humaine ébénée dans l'épaisseur grise de chacun des côtés d'un quadrilatère marron - commémoratif de l'adoption de la Constitution. Puis, sous un beau soleil d'automne, les coprinces se sont adressés aux Andorrans réunis sur la place du Peuple.

Après l'évêque d'Urgel qui s'est exprimé en catalan, langue officielle de la principauté, M. Mitterrand a salué la principauté d'Andorre, « Etat souverain », en soulignant que « le chemin ne manquait pas de difficultés » pour en arriver jusqu'ici. Chaque Andorran, a-t-il ajouté, peut être « fier » du travail accompli, même s'il reste « fort à faire » aux responsables de la principauté pour mettre en œuvre l'ensemble des dispositions prévues par le texte fondamental. M. Mitterrand a conclu en lançant en catalan : « Visca Andorra ! » (« Vive l'Andorre ! »), non sans avoir encouragé la principauté à entrer de plain-pied dans le concert des nations en observant que « l'existence des petits Etats indépendants est l'une des richesses de l'Europe ».

Le débat sur le code de la nationalité

En revanche, M. Mitterrand n'a pas sniffé mat d'un différend qui a déjà surgi entre le Parlement (conseil général des Vallées), d'une part, et l'exécutif

andorran et le coprincedu français, d'autre part : les Andorrans ont, eux aussi, un débat sur leur code de la nationalité. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la Constitution, les règles étaient, dans les faits, celles du droit du sang, puisqu'il était pratiquement impossible d'être andorran autrement que par filiation ou par un lien de parenté avec un Andorran de souche. La double nationalité n'existait pas.

Si elle maintient cette impossibilité, sauf pour les coprinces, la Constitution a laissé à la loi organique le soin de définir de nouvelles règles. Celles-ci, qui paraissent très restrictives au regard du droit français, constituent une avancée considérable pour l'Andorre : sous certaines conditions, les enfants nés sur le sol de la principauté peuvent être andorrans ; la même possibilité est ouverte aux résidents depuis 1960.

En revanche, selon les termes de l'article 20, ceux des Andorrans qui le deviennent autrement que par filiation doivent résider dans la principauté au moins les dix années suivantes, faute de quoi ils perdent leur qualité et, vu l'impossibilité de la double nationalité, deviennent apatrides. La préoccupation des Andorrans, admet-on dans l'entourage de M. Mitterrand, peut se comprendre : compte tenu de la structure de leur population - 59 000 habitants, dont 11 000 Andorrans et

30 000 Espagnols, - l'indépendance et l'identité andorranes pourraient être menacées si la moitié des habitants avaient des droits politiques à la fois en Andorre et en Espagne.

Les vertus de la « solidarité »

Malgré tout, tandis que le coprincedu espagnol acceptait de signer cette loi, M. Mitterrand s'y est refusé, ne serait-ce que parce qu'elle introduit une discrimination entre les Andorrans eux-mêmes. Une seule signature suffisait, la loi a été promulguée. Allusion sans doute à ce désaccord : M. Mitterrand, qui a vanté les vertus de la « solidarité » et rappelé l'importance du « respect des droits de l'homme », a précisé : « Rien n'est pire que le repli sur soi ».

De toute façon, l'affaire n'est pas terminée. Le chef du gouvernement, Oscar Ribas Reig, nous a lui-même précisé que l'exécutif juge également que l'article 20, comme d'autres dispositions de la loi susceptibles d'être rétractives, sont contraires à la Constitution. M. Ribas Reig indique donc que son gouvernement va déposer un recours devant le tribunal constitutionnel, qui n'existe pas encore mais doit être installé dans les jours qui viennent.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

La Conférence générale de l'UNESCO s'apprete à renouveler le mandat de M. Mayor

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, réuni à Paris du 11 au 22 octobre, a désigné à l'unanimité l'actuel directeur général, l'ancien ministre espagnol Federico Mayor, comme candidat à sa propre succession pour un second mandat de six ans. La Conférence générale réunissant les cent soixante-dix-neuf Etats membres (1) à Paris, à compter du lundi 25 octobre, devrait confirmer ce choix.

Le conseil exécutif a, d'autre part, recommandé à la Conférence générale d'adopter un bud-

get de 455 490 000 dollars pour le biennium 1994-1995. Près de 40 % de cette somme iront à l'éducation, notamment l'éducation de base dans les pays les moins avancés et, d'une manière générale, en Afrique noire. Plusieurs chefs d'Etat (Egypte, Mali) ou de gouvernement (Jordanie, Trinité-et-Tobago), ainsi que Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, doivent prendre la parole devant la Conférence générale.

(1) La principauté d'Andorre a adhéré à l'UNESCO.

FRANCIS SAINT-LAZARE
15, pl. du Havre
43-57-34-64
Paris 13^e arrondissement
FRANCE

GRANDS OU FORTS Rafal

Le Monde
éditions

Alain Lebaube

DEVCOM 93

4^{ème} Salon des Associations

Le carrefour professionnel du monde associatif

du 15 au 17 décembre 1993
Palais des Congrès - PARIS

THEMATICA
tel. (1) 34 24 90 90

Social

Par ici la sortie !

INTERNATIONAL

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le Quai d'Orsay conseille aux familles françaises de rentrer pour les vacances de la Toussaint

Les vacances de la Toussaint arrivent à point nommé pour dramatiser des retours en France, plus nombreux que d'ordinaire après l'écoulement de trois agents du consulat général de France à Alger, dont, mercredi 27 octobre en fin de matinée, on était toujours sans nouvelles. « Compte tenu de la tension, il apparaît opportun que les familles qui le souhaitent puissent rentrer à cette occasion », a indiqué, mardi, Richard Duqué, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Des entreprises françaises - Air France, Gaz de France, en particulier - et des sociétés étrangères, notamment allemandes - ont pris les devants en rapatriant les familles de leurs employés. Pour l'heure, il ne s'agit, le plus souvent, que de mesures de simple prudence, voire de réactions de bon sens. Faudra-t-il aller jusqu'à évacuer le plus gros de la communauté étrangère ? La réponse tient, pour une large part, au sort qui sera réservé aux trois otages français.

La sagesse veut donc que toutes les missions diplomatiques, et au premier chef l'ambassade de France, s'inquiètent de la

sécurité de leurs ressortissants et veillent à la renforcer en liaison avec les autorités locales. La sagesse veut aussi qu'à tête reposée, ces mêmes missions peaufinent les plans d'évacuation qu'ici comme ailleurs, elles conservent au cas où.

Pour tenter de retrouver la piste des ravisseurs des trois fonctionnaires français, les services de sécurité algériens ont multiplié les recherches dans plusieurs bastions intégrés d'Alger et ont même localisé, mardi, un appel à témoin. L'agence officielle APS a indiqué que le véhicule qui a servi à l'enlèvement, avait été « identifié » mais pas encore retrouvé. Il servait au transport du personnel d'une entreprise publique dont le nom n'a pas été précisé. Son conducteur, employé dans cette entreprise, aurait disparu une heure avant le rapt.

De son côté, la radio Média 1 qui émet de Tanger au Maroc, a fait état, mardi, d'un « élément nouveau » dans l'enquête, à savoir la revendication de l'enlèvement, dans un tract circulant à Alger, non authentifié et signé par le Groupe armé islamique

qui aurait revendiqué l'assassinat, le 21 août dernier, de Kasdi Merbah, ancien premier ministre. Pour autant, la question reste posée de savoir si les trois agents consulaires sont aux mains de terroristes « indépendants », agissant sans vraie logique, ou dans celles d'un mouvement structuré qui pourrait vouloir tirer profit de ce rapt.

Toujours est-il que les appels à la libération des trois otages, sont, pour le moment, restés sans écho, même ceux qui ont été lancés, de l'étranger, par plusieurs responsables de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Pour leur part, les syndicats CFTD, CGT et FO du ministère français des affaires étrangères ont dénoncé, mardi, dans un communiqué, « l'insuffisance des conditions de sécurité pour leurs collègues en poste à l'étranger ». Quant au Front national, dans un communiqué signé par Michel Collinot, membre de son bureau politique, il a exigé « le rapatriement immédiat des 25 000 Français demeurant en Algérie » ainsi que « le retour des Algériens en Algérie ».

J. de B.

BURUNDI

Les massacres continuent alors que le pays est coupé du monde

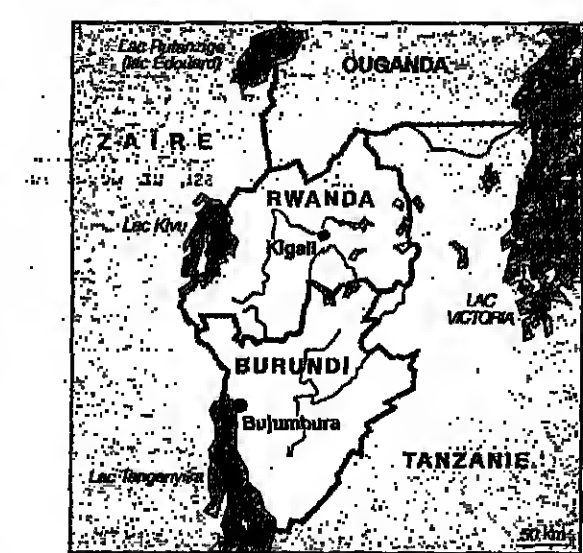
Les tueries entre ethnies, déclenchées par le coup d'Etat militaire et l'assassinat du président Melchior Ndadaye, ont continué, mardi 26 octobre, au Burundi. Près de 400 000 personnes (pour une population de 5,5 millions d'habitants) ont fui le pays. Les liaisons téléphoniques internationales étaient toujours interrompues mercredi matin.

Le ministre burundais de la santé, Jean Minani, joint par téléphone à Kigali, la capitale du Rwanda, où il a constitué un gouvernement d'exil, a de nouveau appelé à une intervention armée internationale pour assurer la protection du gouvernement légal et ainsi « mettre fin aux massacres ». Selon lui, les militaires tutsis (ethnie minoritaire qui domine l'armée) « ne veulent rien entendre et ne veulent que massacrer ». « C'est une force en furie que le gouvernement est incapable d'arrêter ».

De nombreux Tutsis fuient également les campagnes, où ils sont très minoritaires et soumis aux expéditions punitives de Hutus. Le chaos semble total. La population a coupé de nombreuses routes à l'aide d'arbres, et détruit plusieurs ponts, pour empêcher les déplacements de l'armée. Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'ont de ce fait pas pu gagner les provinces du Nord, où ils voulaient évaluer la situation. Près de 400 000 Burundais - en grande majorité des Hutus - ont fui leur pays pour le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre.

Environ dix mille personnes ont manifesté dans le calme et le silence mardi à Bujumbura, en réclamant notamment que leur soient rendus les corps des victimes du putsch. Des sources diplomatiques, on indiquait, mardi, que l'impasse est totale à Bujumbura, où les ministres de M. Ndadaye ont rejeté la demande de pourparlers et d'amnistie des putschistes.

Le gouvernement n'a obtenu aucune réponse à sa demande d'intervention armée internationale, relayée à l'étranger par de nombreuses organisations humanitaires, notamment françaises. « Personne n'est choqué pour y aller, la situation est trop compliquée », a déclaré un diplomate à Nairobi. Le président ougandais, Yoweri Museveni, a néanmoins appelé les pays africains, mardi, à examiner un éventuel envoi de troupes, et annoncé qu'il consulterait d'autres chefs d'Etat d'Afrique centrale et de l'Est sur les



moyens de mettre un terme à la crise.

Les autorités françaises « font en sorte de pouvoir transporter » à Bujumbura les Français qui se trouvent dans les régions les plus touchées, a déclaré mardi le porte-parole du ministère des

affaires étrangères. Huit cents des neuf cents Français installés dans le pays résident dans la capitale, où la situation reste calme. Les quelque 1 500 Belges qui vivent au Burundi ont reçu le conseil de se replier « préventivement » sur Bujumbura. - (AFP)

REPÈRES

GRÈCE

Athènes rappelle son ambassadeur en Albanie

Le gouvernement grec a rappelé, mardi 26 octobre, pour consultations, son ambassadeur à Tirana ainsi que son consul général à Gjirokastra. Cette décision intervient après un regain de tension dans les relations entre les deux pays. Athènes a protesté lundi auprès de Tirana au sujet des « dernières provocations » du gouvernement albanais et a fait état notamment d'incidents survenus le semaine dernière à Krasia (sud de l'Albanie) - un village où des écoles de la minorité grecque albanaise auraient été fermées. A Tirane, le ministère de l'ordre public a rejeté ces accusations.

La porte-parole du gouvernement grec a déclaré que son pays souhaitait « l'amélioration des relations gréco-albanaises, qui ne peut intervenir que dans le respect du droit international, des droits de l'homme et des droits de la minorité grecque ». D'autre part, le nouveau ministre socialiste des affaires étrangères, Carolos Papoulias, a reçu, mardi, plusieurs représentants de la minorité grecque (Épistotes du nord). Ceux-ci « ont exposé les problèmes auxquels ils

doivent faire face ». Selon le communiqué, la rencontre a été qualifiée d'« utile » (...) « dans l'optique de la visite prévue de M. Papoulias à Tirane », dans le courant du mois de novembre. - (AFP)

LIBYE

Des Thaïlandais participent à l'installation d'armements chimiques

Selon des dirigeants américains et thaïlandais, cités, mardi 26 octobre, par le New York Times, des compagnies thaïlandaises construisent, dans une colline près de Tarhuna, à quelque 84 kilomètres au sud-est de Tripoli, des galeries souterraines destinées à la production et au stockage de gaz innervants et autres armes chimiques.

Washington a prévenu Bangkok que des sociétés thaïlandaises étaient maintenant les principaux investisseurs impliqués dans de tels projets, après le retrait, dans les années 80, d'entreprises allemandes et japonaises, précise le journal. Il s'agit de la firme de construction « W and M » et de deux agences de placement de main-d'œuvre, « W end M » et récemment reconnu avoir construit en Libye des « abris anti-aériens ». - (AFP)

PROCHE-ORIENT

EGYPTE

Deux Américains et un Français tués dans un attentat au Caire

Deux Américains et un Français ont été tués par balles et trois autres étrangers - un Américain, un Italien et un Syrien - blessés, mardi 26 octobre, à l'intérieur du Sémiramis Intercontinental, l'un des plus grands hôtels du Caire, situé le long du Nil. La police a aussitôt arrêté l'homme qui a ouvert le feu et qu'elle considère comme un malade mental. Mais l'hypothèse d'un attentat organisé par des extrémistes musulmans n'est pas écartée, les touristes ayant été, à de nombreuses reprises depuis un an, le cible des intégristes.

D'après les témoins, tard dans la soirée de mardi, l'auteur de l'attentat, très bien habillé, était installé à une table dans un café du deuxième étage de l'hôtel Sémiramis, où se trouvaient de nombreux touristes. Il s'est rendu quelques instants aux toilettes, sans doute pour charger son pistolet, puis est revenu dans la salle et a tiré sur les consommateurs. Selon la police, l'agresseur, arrêté quelques minutes après l'attentat, est un malade mental, Sabar Farhat Aboul-Ha, 29 ans, diplômé de l'Institut de la musique arabe, est originaire du quartier d'al-Zawya al-Hamma, l'un des plus populaires

et des plus pauvres de la capitale égyptienne.

Selon le ministère de l'intérieur, deux personnes, dont l'identité n'a pas été encore divulguée, « se trouvant en compagnie de l'auteur de l'attentat », ont été également arrêtées. A en croire des témoins, l'homme qui a ouvert le feu serait un intégriste car il a notamment crié au moment de son arrestation : « Pourquoi massacrez-vous les musulmans de Bosnie ? »

Plusieurs touristes ont déjà été victimes d'attentats depuis un an en Egypte. Une jeune Britannique avait été tuée, le 21 octobre 1992, en Haute-Egypte. Au mois de février dernier, trois autres visiteurs étrangers avaient trouvé la mort, dans un attentat à la bombe commis contre un café du centre de la capitale. Tous ces actes terroristes ont été attribués par les autorités à des groupes armés islamistes.

Ces derniers mois, les cotisations dans les hôtels s'étaient relâchées avec la baisse du nombre des attaques contre les touristes. L'Egypte avait connu une certaine reprise du tourisme au début de la saison, fin septembre, après plusieurs mois de marasme complet provoqué par les attentats précédents. Mais l'organisation fondamentaliste Djamaa Islamiya avait récemment menacé de continuer ses attaques contre les touristes,

affirmant qu'il s'agissait d'un « moyen de pression contre le régime » du président Hosni Moubarak qui s'est avéré « inefficace » et qui l'a « affaibli ». Le chef de l'Etat avait affirmé, pour sa part, à Washington qu'il rencontrait, lundi, Bill Clinton, que l'intégrisme ne « constitue plus un danger pour le pays » et que « la sécurité règne en Egypte ». - (AFP)

Fernand Boulan un juriste de 54 ans

Les autorités égyptiennes ont donné, mercredi 27 octobre, l'identité de la victime française du Caire. Il s'agit de Fernand Boulan (cinquante-quatre ans), ancien doyen de la faculté de droit d'Alx-Mar-seille, qui participait, dans la capitale égyptienne, à un congrès international de droit pénal, spécialisé de ce juriste.

Né le 18 août 1939 à Marseille, auteur de plusieurs ouvrages, Fernand Boulan était maire (UDF-PR) de Châteauneuf-le-Rouge (Bouches-du-Rhône), une petite commune de la périphérie aixoise.

Gaza se taille déjà des uniformes

Sans attendre la création de la « police » locale prévue par l'accord avec Israël, l'OLP veut se doter d'une force de sécurité

GAZA

de notre envoyée spéciale

Depuis lundi 25 octobre, à Gaza, les soixante-quinze ouvriers de la fabrication de vêtements El Farès travaillent sans relâche : 1 500 uniformes des services de sécurité palestiniens doivent être livrés avant la fin de la semaine. Après l'assassinat, en l'espace d'un mois, de trois partisans de l'accord conclu entre l'OLP et Israël le 13 septembre dernier - Assad Saftaoui, Maher Pawzi Kheil et Nabil Judah - le Fatah de Yasser Arafat semble avoir décidé, sans plus attendre, de prendre en charge le maintien de l'ordre dans la bande de Gaza.

Dans la nuit de dimanche à lundi, des membres du bureau de l'OLP sont venus mesurer la taille et le poids des habitants de la bande de Gaza, nous a déclaré Taha Salah, le propriétaire local de la société El Farès. Les travaux ont donc commencé lundi et, déjà, cadences d'enfer sifflant, chemises et pantalons de toutes tailles s'en-

tassent, en attendant d'être livrés aux bureaux élus qui constitueront l'avant-garde... de... ce que l'on appelle ici le « garde nationale » palestinien.

Acché sur le marché de Gaza, et donc vraisemblablement de fabrication israélienne, le tissu a été fourni par le bureau de l'OLP, et c'est Taha Salah lui-même qui en a conçu le modèle. Le résultat, observé sur l'un des ouvriers qui fait office de mannequin à l'occasion de passages de journalistes, s'apparente davantage à une tenue de commando qu'à un uniforme de forces de l'ordre. Mais peu importe. Ce qui compte, c'est de prendre en main une situation qui se dégrade considérablement et commence à inquiéter sérieusement la population.

L'assassinat, le 21 octobre, d'Assad Saftaoui semble avoir été la goutte qui a fait déborder le vase. Dès le lendemain, en effet, le Fatah donnait des instructions à « tous [ses] cadres, membres et sympathisants, pour qu'ils prennent les dispositions nécessaires afin de mettre un terme » à la détérioration de la situation. Dans les quarante-huit heures, précisait un communiqué, pas moins de 3 000 personnes seront enrôlées au sein de l'appareil de sécurité palestinien, « qui assurera également la protection des vies et des biens », de même que « le processus de paix, contre toutes les tentatives visant à le mettre en échec ».

Rassurer la population

Le recrutement, selon un responsable palestinien, Marouane Afané, se fait parmi les personnes de plus de vingt ans et de moins de trente-cinq ans, toutes membres du Fatah ou proches de lui. Trente cadres ont été envoyés en Egypte pour leur formation. Avec d'autres, qui avaient été enrôlés dans les rangs de la police israélienne et en avaient démissionné au début de l'intifada, au mois de décembre 1987, ils encadreront les jeunes recrues. D'après notre interlocuteur, la décision a été prise à Tunis, c'est-à-dire par le commandement politique de l'OLP.

A trente-sept ans, Taha Salah a donc l'honneur d'être le tailleur des premières forces paramilitaires de l'OLP à Gaza. Cette première fournée d'uniformes, il entend l'offrir à ses commanditaires en guise de contribution, dit-il, à la réussite de l'accord

israëlo-palestinien. Aussi longtemps qu'on lui fournira le tissu, il jure qu'il ne fera payer que le prix de la main-d'œuvre, soit 14 shekels par uniforme. A l'occasion de la signature de l'accord israëlo-palestinien, il avait déjà fabriqué 1 000 drapeaux palestiniens.

D'autres avaient sans doute eu la même idée puisqu'il n'y a pratiquement pas d'immeubles à Gaza sur lesquels ne flottent ces drapeaux. Cette « garde nationale », dont il n'est pas fait mention dans l'accord conclu entre Israël et l'OLP, sera provisoire, précise Marouane Afané. Quand l'accord entrera réellement en vigueur à Gaza et à Jéricho, en principe le 13 décembre prochain, ce sont des régulars de l'Armée de libération de la Palestine venus de Jordanie et d'Egypte qui devraient, selon lui, prendre la relève.

Marouane Afané n'a pas l'air d'en savoir plus pour le moment. Il dit que les forces de sécurité palestiniennes ne seront pas armées et que leur seule présence rassurera la population et dissuadera les terroristes. Il dit aussi que les Fatahs du Fatah, le bras armé de cette organisation, aujourd'hui recherchés par Israël, les soutiendront vraisemblablement dans l'ombre. Mais il ne précise pas quand cette force sera opérationnelle. Le communiqué du Fatah ne donne aucune précision à ce sujet.

Le document signé entre Israël et l'OLP prévoit que lors de l'instauration de l'autonomie à Gaza et à Jéricho, des arrangements seront faits « pour la prise en charge de la sécurité intérieure et d'ordre public par la police palestinienne ». Toutefois, il y a quelques jours, après l'assassinat de Assad Saftaoui, le ministre israélien de la santé, proche du premier ministre, avait préconisé une « collaboration » entre Israël et l'OLP en matière de sécurité « afin de ne pas permettre aux ennemis de la paix de poursuivre leurs activités terroristes ».

Mardi, à Taba, en Egypte, lors de la troisième session des négociations israëlo-palestiniennes, les questions de sécurité et du transfert d'autorité ont été discutées, a déclaré le chef de la délégation palestinienne, Nabil Chagah. Selon la radio militaire israélienne, il a été décidé de créer deux sous-commissions de travail : la première serait chargée d'examiner la mise en place de la police palestinienne et le retrait de l'armée israélienne, la seconde discuterait de la sécurité des frontières et de celle des colons israéliens.

MOUNA NAIM

POLITIQUE

L'examen du projet de révision constitutionnelle à l'Assemblée nationale

La majorité devrait approuver sans difficulté la réforme du droit d'asile

■ **UN DÉBAT RAPIDE.** Les députés ont entamé, mercredi 27 octobre, l'examen du projet de loi constitutionnelle relatif aux *accords internationaux en matière de droit d'asile*, présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux. A quelques exceptions près, la droite devrait faire bloc derrière le gouvernement pour approuver ce texte. Après avoir été longtemps embarrassés par l'accord intervenu entre François Mitterrand et Edouard Balladur sur cette réforme, les socialistes combattent le texte mais sans recourir aux techniques d'obstruction.

■ **COHABITATION.** Le projet soumis au Parlement résulte d'un accord laborieux entre le président de la République et le premier ministre. M. Mitterrand a affirmé qu'il représente un progrès du droit, parce que la possibilité, pour la France, d'accorder l'asile politique à qui elle le souhaite sera inscrite dans la Constitution, et non plus déduite du préambule de 1946, auquel renvoie la loi fondamentale actuelle. Cependant, le préambule, lui, fait obligation à la France d'offrir un refuge aux étrangers persécutés dans leur pays pour leur action en faveur de la liberté.

Depuis six mois, le scénario se reproduit à l'identique. Une frange de députés de droite succombe à quelques États d'âme ou se laisse gagner par une mauvaise grogne devant un texte gouvernemental. Les ministres et, souvent, le premier d'entre eux, entrent aussitôt en scène pour neutraliser ces bumeurs de fête. La reprise en mai a invariablement pour théâtre les réunions de groupe du mardi après-midi à l'Assemblée nationale : on fournit courtoisement aux récalcitrants les explications exigées, tout en les rappelant fermement à la solidarité vis-à-vis de l'exécutif. Et les interrogations se dissipent comme par enchantement.

Déjà observée sur des dossiers comme l'emploi ou la participation du budget, cette remise en ordre de marche se reproduit de nouveau au sujet de la révision constitutionnelle sur le droit d'asile, dont la discussion parlementaire devrait être étonnamment rapide. Un jour de débat en séance publique, mercredi 27 octobre, un jour d'examen en commission des lois le 21 octobre, aucune commission saisie pour avis (la commission des affaires étrangères aurait pu l'être) : tout aura été fait pour édulcorer le débat.

En se déplaçant personnellement, mardi, devant le groupe UDF, Edouard Balladur, Pierre Méhaignerie, Charles Pasqua et Alain Lamassouse, ont pesé de tout leur poids pour faire taire les inquiétudes de la majorité. Charles Millon, président du groupe, attendait une « explication très claire »

de la part du gouvernement. Il l'a obtenue au-delà des ses souhaits.

M. Méhaignerie s'est chargé de l'exposé juridique. Il a expliqué en quoi cette révision est « nécessaire » depuis la décision du Conseil constitutionnel du 13 août, qui fait « obligation » à la France d'examiner toute demande d'asile émanant d'un étranger se réclamant du préambule de la Constitution de 1946. Charles Pasqua, lui, s'est contenté d'arguments plus politiques. Il a rappelé que cette réforme permettrait de donner au gouvernement « les moyens de lutter contre l'immigration clandestine ». N'est-ce pas là un des volets du programme sur lequel la nouvelle majorité a été élue ? Les députés UDF ont donc guère eu de mal souscrire au projet de M. Pasqua, qui avait déjà voté son premier projet de loi lors de la session de printemps.

Une minorité de sceptiques

Alois, bien sûr, il y a les grincheux. Ceux qui, comme Laurent Dominati (Paris), estiment que l'on aurait pu se contenter d'une loi ordinaire ou qui doutent de l'efficacité du nouveau dispositif. Ceux qui, tels Alain Griotteray (Vall-de-Marne) ou Philippe de Villiers (Vendée), sont d'emblée hostiles aux accords de Schengen et ne voient donc pas pourquoi ils cautionneraient leur application. Ou ceux qui, à l'instar de Claude Malhuret (Allier), se sont toujours refusés à alimenter les surenchères sécuritaires qui travaillent, en permanence, la majorité.

Cependant, ces sceptiques-là, animés, au demeurant, par des motivations souvent contraires, ne pèsent pas lourd face au consensus ambiant. Le groupe UDF estime, en effet, dans son écrasante majorité qu'« il ne faut pas couper les cheveux en quatre », selon la formule du centriste Jacques Barrot (Haute-Loire). Il devrait donc suivre sans sourcilier l'avis de Jean-Pierre Philbert (Loire), rapporteur de la commission des lois - désigné parce qu'il avait été, déjà, le rapporteur du projet de loi de M. Pasqua sur le contrôle de l'immigration au printemps dernier - qui considère, dans son rapport, que le « bien-fondé » de la politique du gouvernement « n'est contesté que par une minorité de défenseurs du droit d'asile, dont le zèle aveugle pourrait finir par nuire à leur cause ».

Tout au plus les députés du PR demandent-ils qu'à l'avenir « les modifications de la Constitution soient strictement limitées aux réformes indispensables », selon les termes d'un communiqué diffusé, mardi, par José Rossi (Corse-du-Sud), leur porte-parole.

Au RPR, les sceptiques sont une petite minorité, aussi, mais ils se font bruyamment entendre, mardi, lors de la réunion du groupe néo-gaulliste, par la voix de Pierre Mazeaud (Haute-Savoie), qui a vertement interpellé M. Méhaignerie. Le président de la commission des lois s'est notamment interrogé sur l'« opportunité » d'inscrire dans la Constitution une disposition déjà contenue dans les accords de Schengen

(article 29, alinéa 4), celle qui réserve à chaque Etat le droit souverain de traiter une demande d'asile qui incombe en principe à un autre Etat.

Pas d'obstruction du PS

Cette précision (le deuxième alinéa du texte gouvernemental) avait été souhaitée par François Mitterrand comme la condition sine qua non de sa signature au bas du projet de révision. Jugant cet alinéa « inutile », M. Mazeaud a l'intention de déposer, en compagnie de son compère André Fantoo (Calvados), un amendement visant à le supprimer. D'autres députés RPR sont plongés dans la perplexité, tels Nicole Catala (Paris), Robert-André Vivieo (Val-de-Marne) ou Robert Pandraud (Seine-Saint-Denis). Ce dernier demande instamment la mise en place d'un fichier spécifique aux déboutés de l'asile en Europe, faute de quoi la révision, selon lui, « ne servira à rien ». Si un vote décisif de la part de ces sceptiques-là semble exclu, des abstentions sont envisageables.

A gauche, l'attitude hostile du PC, qui considère que ce texte constitue « une dérive dangereuse vers la supranationalité », n'a jamais posé de problème au sein du groupe parlementaire. Après avoir connu les affres de l'embaras par crainte de donner le sentiment de désavouer M. Mitterrand, les socialistes se sont, eux aussi, alignés sur une position de refus, sous la pression, notamment, de Julien Dray (Essonne).

En compagnie de Ségolène Royal (Deux-Sèvres), M. Dray souhaitait même recourir aux techniques de l'obstruction parlementaire. Le groupe s'est finalement décidé de s'opposer au texte, qui, s'il ne représente pas en lui-même « un recul », opère « une confusion inadmissible entre immigration et droit d'asile », selon Martin Malvy, président du groupe.

Le groupe socialiste n'a pourtant pas souhaité assortir ce refus d'une vigoureuse bataille de procédure. Il défendra la rituelle question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu à débattre), ainsi que le renvoi en commission, mais les députés socialistes ne déposeront pas d'amendements. Le débat ne devait donc pas occuper davantage à l'Assemblée nationale, qu'une petite journée. Le vote aura lieu mardi 2 novembre.

FREDERIC BOBIN

ESSAIS NUCLEAIRES : le RPR demande la création d'une mission parlementaire d'information. - Le groupe RPR de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 26 octobre, de demander la création rapide, au sein de la commission de la défense, d'une mission parlementaire d'information sur les essais nucléaires, qui devrait déterminer si la reprise des expérimentations est nécessaire, ou non, pour passer au stade de la simulation par ordinateur. Le RPR souhaite « éclairer ce point, connaître très exactement la position des experts », a déclaré Bernard Poos, président du groupe.

CLÉS/Chronologie

■ 8 avril 1993 : Edouard Balladur. Dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le premier ministre annonce que la législation sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France sera durcie.

■ 2 juin : Charles Pasqua. Le conseil des ministres adopte le projet de loi préparé par Charles Pasqua, après que la Conseil d'Etat en a contesté diverses dispositions et que plusieurs responsables religieux ont critiqué la politique d'immigration menée par le nouveau gouvernement. De nombreuses organisations de défense des droits de l'homme condamnent ce texte. Il prévoit, notamment, que la France appliquera les accords européens sur le droit d'asile de façon à n'être contrainte d'examiner aucun dossier de demandeur d'asile ayant transité par le territoire d'un de ses partenaires.

■ 15 juin : Assemblée nationale. La discussion du projet commence au Palais-Bourbon. Une partie de la majorité cherche à l'assouplir, alors qu'une autre, derrière Alain Marsaud, député (RPR) proche du ministre de l'Intérieur, veut le durcir. La partie de ce texte sur les modalités d'application du droit d'asile n'est pratiquement pas discutée avant qu'il ne soit approuvé par le RPR et l'UDF, mais repoussé par le PS et le PCF.

■ 6 juillet : Sénat. Charles Lademont, au nom du PC, dénonce un texte qui « met à mal le droit d'asile ». Les députés et les sénateurs se mettent facilement d'accord sur la version définitive du projet. Les sénateurs socialistes, ainsi que, en commun, les députés socialistes et communistes, saisissant la Commission constitutionnelle, an argument, notamment, des restrictions apportées au droit d'asile en contradiction avec l'alinéa 4 du préambule de la Constitution de 1946, qui proclame : « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ».

■ 13 août : Conseil constitutionnel. Les neuf gardiens de la Constitution, à l'unanimité, censurent partiellement le texte de la loi. Ils estiment que l'application des accords européens sur le droit d'asile (de Schengen, déjà ratifiés par la France, et de Dublin, qui na la sont toujours pas été) na doit pas dispenser la France d'examiner les demandes d'asile des personnes se récla-

mant du préambule de 1946, ces accords permettant d'ailleurs à un *Etat de destination*, par exception, de la règle générale, le statut de réfugié d'un demandeur dont le *passage* normalement, raiterait d'un de ses partenaires.

■ 23 août : Charles Pasqua. Le ministre de l'Intérieur réagit vivement à cette décision, affirmant qu'elle « empêche d'appliquer sa politique ». Dans un entretien au *Figaro* du 23 août, M. Pasqua affirme qu'il n'y a pas « d'autre chemin que la révision constitutionnelle ». Lors d'une conférence de presse, le 25 août, M. Balladur reprend à son compte l'analyse de son ministre. Au cours du conseil des ministres, la même jour, le président de la République met en garde le gouvernement « contre le réveil d'éléments passionnés » et annonce que, lorsqu'il sera en possession des propositions de celui-ci, il procédera à sa « propre lecture » et veillera au respect strict des droits fondamentaux des personnes.

■ 23 septembre : Conseil d'Etat. Pendant un mois le débat est vif. Une partie de la majorité poussée M. Balladur à engager une épreuve de force avec M. Mitterrand, M. Pasqua envisageait même un référendum sur le sujet. Les deux cohabitants, au cours de nombreux entretiens, s'efforcent d'éviter la crise. La président de la République finit par demander au premier ministre de consulter le Conseil d'Etat, mais il est demandé à celui-ci si la France peut, par une simple disposition législative, se dispenser d'examiner les dossiers des réfugiés se réclamant du préambule de 1946. Le 23 septembre, la réponse est nette : pour parvenir à ce résultat, il faut modifier la Constitution.

■ 20 octobre : conseil des ministres. Le débat continue entre M. Mitterrand et M. Balladur, puisque, au vu même de la Constitution, un accord entre eux est indispensable pour engager un processus de révision. Le chef de l'Etat obtient que soit ajouté un deuxième alinéa au projet reconnaissant le droit souverain de la France d'accorder le droit d'asile à qui elle veut. Le conseil des ministres adopte, alors, le texte de ce projet sans tenir compte des remarques de formid du Conseil d'Etat. Il est immédiatement déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, le premier ministre faisant savoir qu'il souhaite que la Parlement adopte sans l'amender.

Michel Barnier et Ségolène Royal s'affrontent sur l'environnement

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 26 octobre, les crédits du ministère de l'environnement, d'un montant de 1,638 milliard de francs, soit, environ, un millième du budget total de l'Etat. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC, contrairement, la discussion donnant lieu à un échange assez vif entre Michel Barnier et son prédécesseur socialiste au ministère, Ségolène Royal.

L'analyse budgétaire d'étant pas une science exacte, chacun pourra retenir, de celle des crédits de l'environnement, l'évolution qui l'annonce. Le projet de budget pour 1994 présenté par Michel Barnier, ministre de l'environnement, présente la particularité, en effet, d'être à la fois en baisse de 3,7 % par rapport à l'exercice en cours, en baisse de 1 % pour les crédits de paiement et de 3 % pour les autorisations de programmes par rapport à la loi de finances de 1993 et en augmentation de 9,1 % si l'on s'en tient, comme le structure, à une comparaison « à structures constantes ». Prudent, le successeur de M. Barnier comme rapporteur spécial de la commission des finances, Denis Merville (RPR, Seine-Maritime), s'est contenté de relever que les moyens d'action du ministère seront « globalement majorés ».

Plusieurs porte-parole de la majorité se sont émus cependant de l'insuffisance des crédits de recherche, des retards pris dans l'application des lois adoptées sous la précédente législature et, plus encore, de la crise de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), créée par Brice Lalonde, pour laquelle les crédits en provenance du ministère de l'Industrie seront en diminution, l'an prochain, de 40 %. Dans l'opposition, Jean Tardito (PC, Bouches-du-Rhône) a interpellé le ministre en ces termes : « Qu'est donc devenue votre idée d'un grand ministère de l'environnement, que vous défendiez, à juste titre, lorsque vous étiez rapporteur de la commission des finances ? »

La critique la plus féroce pour M. Barnier est venue du président titulaire de son ministère. Se posant en conseiller expérimenté du nouveau ministre, Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres) a

dénoncé la baisse du budget, « qui traduit l'affaiblissement d'un ministère devenu fragile et secondaire ». « Le gouvernement, en sacrifiant l'environnement à la crise, commet une erreur économique », a-t-elle ajouté. Piqué au vif, M. Barnier a répliqué : « Compte tenu du peu de temps que vous avez passé, madame, à la tête du ministère et du bruit que vous y avez fait, je m'attendais à plus d'humilité et de réserve de votre part ».

Dans un long plaidoyer, il a cessé de justifier sa politique par référence à « l'essor » pratiqué précédemment. « Lors de ma nomination, cinquante-cinq décrets étaient en souffrance. A la fin de l'année, il n'en restera plus qu'une vingtaine à publier », a précisé M. Barnier.

Il a confirmé qu'un projet de loi sur la clarification des compétences de l'Etat et des collectivités territoriales en matière d'environnement sera présenté au Parlement lors de la prochaine session de printemps, au moment même où deux cent cinquante jeunes appelés du contingent pourront effectuer, pour la première fois, leur service national au titre de la « sécurité écologique ».

JEAN-LOUIS SAUX

La course au vote

Les nouvelles modalités du vote personnel, voulues par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, ont des conséquences imprévues sur les rythmes biologiques des députés. Au coup de sonnette annonçant la séance, les couloirs du Palais-Bourbon se transforment en une dangereuse piste de course pour les parlementaires, qui se ruent vers l'hémicycle afin de prendre part au vote. C'est Pavlov ! a constaté, mardi 26 octobre, Martin Malvy, le président du groupe socialiste. Le député du Lot venait d'interrompre brutalement sa conférence de presse hebdomadaire pour aller voter contre les crédits du ministère de l'Industrie et des postes et télécommunications.

Parti à grandes enjambées, Charles Millon, son homologue

Les députés défendent en chœur la cause des anciens combattants

Face à l'hostilité des députés de la majorité RPR et UDF, Philippe Mestre, ministre des anciens combattants et des victimes de guerre, a été contraint de demander, mardi 26 octobre, la réserve du vote sur les crédits de son ministère. D'un montant de 26,81 milliards de francs, le budget des anciens combattants est en baisse de 2,65 % par rapport à 1993, soit une réduction inférieure à celle du nombre de ses ressortissants.

Scène rituelle, à l'Assemblée nationale, pour l'examen du budget des anciens combattants : les bancs des députés sont exceptionnellement garnis, et les tribunes du public regorgent de spectateurs. « Nous travaillons sous le regard des associations d'anciens combattants », lance Christian Cabal (RPR, Loire). On se saurait mieux dire, et le regard pèse lourd. Tellement lourd qu'il bouleverse les règles pourtant bien établies de la solidarité entre la majorité parlementaire et le gouvernement. Bernard Schreiner (RPR, Bas-Rhin) dénonce « l'absence de volonté politique qui transparait dans ce budget ».

François Rocheblot (UDF, Loire), champion toutes catégories de la démagogie, relève les « graves insuffisances » des crédits ministériels et « l'action décevante » du ministre des anciens combattants.

Parmi les orateurs de la majorité, c'est à qui s'affichera le plus sévère à l'égard du gouvernement. Le jeu est sans risque et sans gloire : face à l'opposition du RPR et de l'UDF, le gouvernement a déjà laissé entendre qu'il demanderait la réserve des crédits de ce budget, c'est-à-dire qu'il ne les soumettra pas à un vote à la fin de la séance. Les députés peuvent donc jouer sans crainte les matamores face aux délégués des associations d'anciens combattants, présents dans les tribunes.

Vieillesse « coossante » de ce petit jeu parlementaire, Philippe Mestre, ministre des anciens combattants, savait parfaitement à quoi s'attendre en entrant dans l'hémicycle. Son budget, il le sait, ne répond pas à une des revendications essentielles des associations, le bénéfice de l'ouverture de la retraite anticipée pour les anciens combattants d'Algérie.

P. R-D.

Aux députés, M. Mestre est donc venu dire que le coût de cette mesure, évalué au minimum à 60 milliards de francs, « est si élevé qu'il s'avère totalement incompatible avec la politique gouvernementale de redressement de l'équilibre financier des régimes sociaux ». Malgré conso- lation, « le gouvernement n'entend pas en rester là », précise le ministre des anciens combattants, et « il recherche une mesure tangible pour témoigner de la reconnaissance de la notion d'égalité des anciens d'Algérie ». Aucun député n'est parvenu à obtenir des éclaircissements sur le sens de cette « tangibilité ».

La place de M. Mestre était d'autant moins enviable qu'il est signataire, avec le premier ministre, M. Balladur, et l'ensemble des députés RPR et UDF, d'une proposition de loi, rédigée dans l'euphorie de l'opposition, en faveur de l'octroi de cette retraite anticipée. Il se lui restait plus, dès lors, qu'à accepter de subir patiemment, pendant trois heures de débat, la rhétorique de foire des parlementaires, en méditant sur les signatures que l'on appose sans réfléchir au bas de certains textes.

PASCAL ROBERT-DIARD

Le projet de loi sur la santé publique et la protection sociale

Les sénateurs instituent le dépistage obligatoire du sida pour les tuberculeux

Le Sénat a examiné en première lecture, mardi 26 octobre, le projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale, présenté par Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS), ministre délégué à la santé. Il a adopté le texte, dans la nuit, après l'avoir modifié par une soixantaine d'amendements, souvent contre la volonté du ministre. La RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC contre. L'amendement le plus spectaculaire et le plus controversé institue le dépistage obligatoire du sida pour les personnes atteintes de la tuberculose.

Philippe Douste-Blazy se souviendra longtemps de la défense de son premier projet de loi important devant des parlementaires. Les sénateurs ne lui ont pas

fait de cadeau, mardi, l'attaquant sur tous les fronts, réécrivant sur certains points le texte à l'opposé des intentions gouvernementales. D'entrée de jeu, tout en remerciant le ministre d'avoir déposé en premier lieu ce projet devant le Sénat, Claude Huriet (UC, Meurthe-et-Moselle), rapporteur de la commission des affaires sociales, l'avait prévenu : son texte visait un objectif louable, celui « d'adapter l'appareil sanitaire aux nouveaux enjeux de santé publique », mais il comportait des « méthodes maladroites et inopportunes », et les sénateurs se proposaient « d'y remédier ».

En fait, nombre de sénateurs regrettaient de devoir discuter d'un vaste « DMOS », texte fourre-tout comportant diverses mesures d'ordre social, qui ne disait pas son nom, alors qu'ils attendaient avec impatience la fameuse loi

quinquennale sur la protection sociale, promise par Simone Veil, dont certains ont déploré l'absence au Palais du Luxembourg.

M. Douste-Blazy aurait dû se méfier, aussi, du ton patelin de Jean-Pierre Fourcade (Rég. et Ind.), président de la commission des affaires sociales, engageant le jeune ministre à se prêter au débat dans le même esprit d'ouverture que les sénateurs. « C'est la première fois que vous participez à un débat parlementaire sur un texte difficile, où vous avez rassemblé un certain nombre de mesures délicates », avait relevé M. Fourcade. Moyennant quoi, le sénateur des Hauts-de-Seine ne s'est pas privé, à chaque tournant stratégique du débat, d'intervenir pour « emporter le morceau » face au ministre qui ne montrait pas, il est vrai, une grande pugnacité.

C'est ainsi qu'a été adopté, contre l'avis de M. Douste-Blazy, l'amendement le plus spectaculaire : l'obligation du dépistage du sida pour les malades de la tuberculose, voulue par les sénateurs, dont l'assemblée a pris souvent les allures d'une réunion de médecins prêchant pour leurs chaperelles. Présentant l'amendement incriminé, adopté contre son gré, M. Huriet a exprimé, d'ailleurs, son embarras par un lapsus, en parlant de « proposer » le dépistage alors que le texte de l'amendement prévoyait l'obligation.

Les ambiguïtés de M. Fourcade

Rappelé à l'ordre par Jean Chénou (RPR, Paris), il a avoué : « J'ai pris mes désirs pour la réalité... La majorité de la commission a retenu l'obligation... » Il faudrait avoir, tout de même, le courage de décider le dépistage obligatoire, a répliqué M. Chénou, tandis que Charles Descoeurs (RPR, Isère), plus nuancé, reconnaissait : « Je suis perplexe. J'ai déposé un amendement sur le dépistage des détenus qui souffrent de tuberculose. »

Le rapporteur espérait implicitement l'adoption de ce dernier amendement, en accord avec le ministre, qui refusait, en revanche, le dépistage obligatoire des tuberculeux. Malgré ce soutien et celui du sénateur socialiste Francis Sureau (Rhône), qui a fait remarquer que le dépistage obligatoire n'est pas raisonnable, parce qu'il faudrait y soumettre les intéressés tous les trois mois, le ministre a été emporté par la vague des sénateurs RPR les plus durs — Alain Vasselle (Oise), Paul Blanc (Pyrénées-Orientales), Jacques Sourdilhe (Ardennes) —, dont les arguments ne pouvaient cacher des relents de moralisme.

M. Fourcade n'a pas arrangé les choses en adoptant une attitude ambiguë. « Votons cet amende-

ment ! Qu'il soit considéré comme un signal d'alarme ! » a-t-il affirmé, tout en proposant, simultanément, au gouvernement de « mettre à profit la navette entre le Sénat et l'Assemblée nationale pour trouver une solution qui satisfasse tout le monde ».

Le ministre a été battu, aussi, à l'unanimité, sur son intention d'imposer un recours hiérarchique contre les décisions de l'Agence du médicament, « instrument scientifique de qualité » chargé d'autoriser la mise sur le marché des médicaments sans se laisser imposer les classifications américaines ou allemandes. « Faites ce que vous voulez sur les prix et la remboursement,

lit, s'est emporté M. Fourcade, mais laissez l'Agence décider librement de la valeur d'un médicament ! Il en va de la crédibilité internationale de notre pays sur le plan scientifique. »

Le ministre a dû, quand même, à la commission de pouvoir garder à peu près intact son objectif de planification hospitalière, prévoyant notamment la fermeture de nombreux lits, malgré l'opposition de certains sénateurs qui ont défendu leur position d'élus locaux, généralement président du conseil d'administration de l'établissement de santé de leur territoire.

CLAIRE BLANDIN

COMMENTAIRE

Dérailson

REVIENT-IL aux sénateurs de dicter ce que doit être le comportement des médecins face à l'épidémie de sida ? L'adoption par une large majorité des membres de la Haute Assemblée d'un texte prévoyant l'obligation du dépistage de l'infection par le virus du sida chez les personnes déjà infectées par le bacille de Koch démontre à quel point l'irrationnel, la passion et la déraison peuvent continuer à prévaloir dès lors que l'on traite de cette épidémie et des moyens de la contrôler.

La fréquence de l'association de ces deux infections est un phénomène inquiétant déjà observé depuis plusieurs années en différents endroits du monde. Pour autant aucun argument rationnel ne permet d'affirmer que l'instauration

d'un dépistage contraignant serait de nature à freiner l'extension du fléau. On sait bien au contraire que toute initiative allant dans le sens de la stigmatisation est, sans même évoquer la respect des droits de l'homme, totalisant contrairement aux intérêts de la santé publique.

Ecrire ces vérités ne doit nullement conduire à une sous-estimation de la réalité épidémiologique. La nouvelle et grave situation créée par l'épidémie de sida impose un bouleversement des rapports entre le médecin et celui qui se confie à lui, la recherche des stigmates de l'infection virale ne pouvant être mise en œuvre qu'avec l'accord du patient. Le corps médical prend progressivement la mesure de l'évolution qu'impose dans sa pra-

tique quotidienne la dissémination de ce virus sexuellement transmissible.

L'exemple des fammas encartées qui, dans leur immense majorité, acceptent aujourd'hui ce dépistage est là pour démontrer l'innocuité de tous les appels lancés à la fin des années 80 par quelques mandarins extrémistes pour rendre cette recherche obligatoire. La démarche adoptée par la majorité des sénateurs, à laquelle n'a pas pu s'opposer le ministre délégué à la santé, se fonde sur une conception largement dépassée des rapports médecin-malade et sur le mythe d'un contrôle policier des maladies infectieuses. A ce titre elle ne pourra qu'échouer.

JEAN-YVES NAU

Les principales mesures adoptées

Les sénateurs ont adopté en première lecture, mardi 26 octobre, après les avoir profondément amendés, les principaux articles suivants du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale :

— l'article 1^{er} renvoie la législation en matière de lutte contre la tuberculose : la vaccination par le vaccin antituberculeux BCG devient obligatoire, mais, surtout, un amendement oblige les « personnes atteintes d'une tuberculose évolutive » à se soumettre « obligatoirement à un test de dépistage du virus de l'immunodéficience humaine » ;

— l'article 2 assure la prise en charge sanitaire des détenus par le service public hospitalier en milieu pénitentiaire et, si nécessaire, en milieu hospitalier ;

— l'article 3 affine obligatoirement les détenus aux assurances maladie et maternité du régime général de la Sécurité sociale, à compter de la date de leur incarcération ; l'Etat est redevable d'une cotisation pour chaque détenu affilié, mais une contribution peut être

demandée aux détenus qui disposent de ressources suffisantes ;

— l'article 6 bis prévoit que : « à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération, la réalisation d'un test de dépistage du sida est systématiquement proposée au détenu » ;

— l'article 17, amendé à l'unanimité, consacre l'indépendance de l'Agence du médicament, organisme créé à l'initiative du Sénat, qui autorise la mise sur le marché des médicaments ;

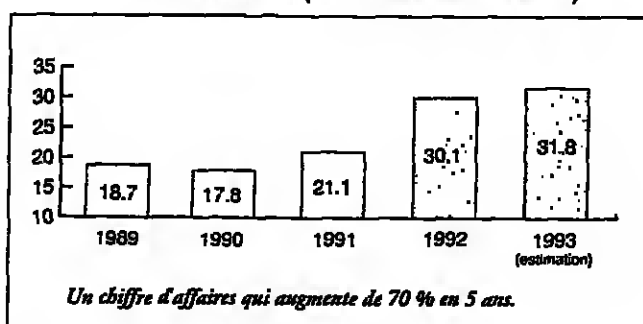
— les articles 19, 20 et 21 organisent les restructurations hospitalières, en établissant de nouvelles dispositions pour la création, l'extension ou la transformation de tout établissement de santé, de toute installation ou activité de soins ; les sénateurs ont modifié plusieurs dispositions, afin de rendre la suppression de lits ou de services moins soumise à des risques d'arbitraire et à des critères flous du type « période suffisamment longue » ou « taux d'occupation ou d'utilisation peu élevé ».

(Publicité)

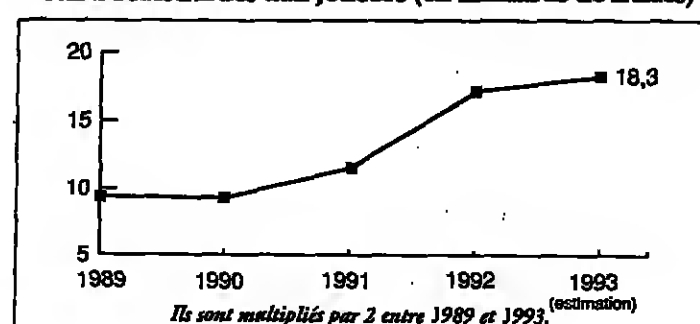
LA FRANÇAISE DES JEUX

RÉSULTATS DE 1989 A 1993

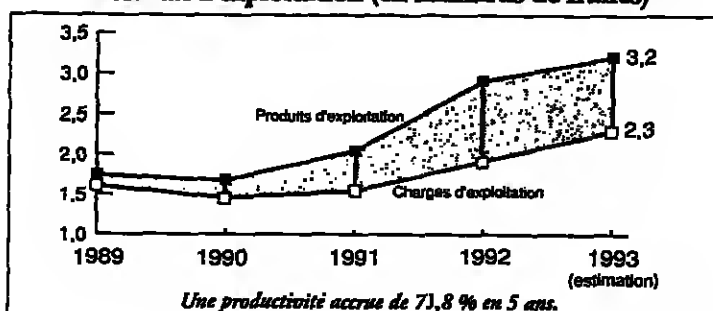
Chiffre d'affaires (en milliards de francs)



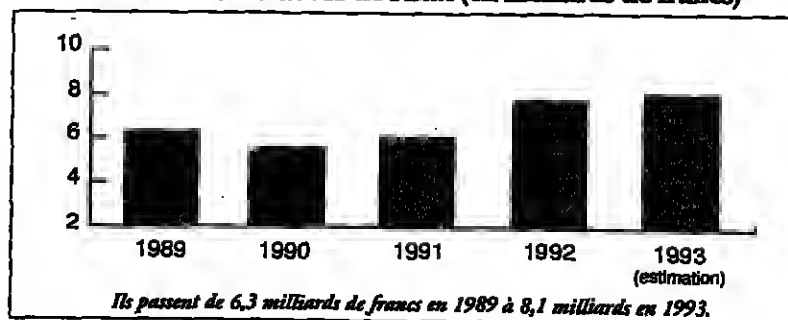
Gains redistribués aux joueurs (en milliards de francs)



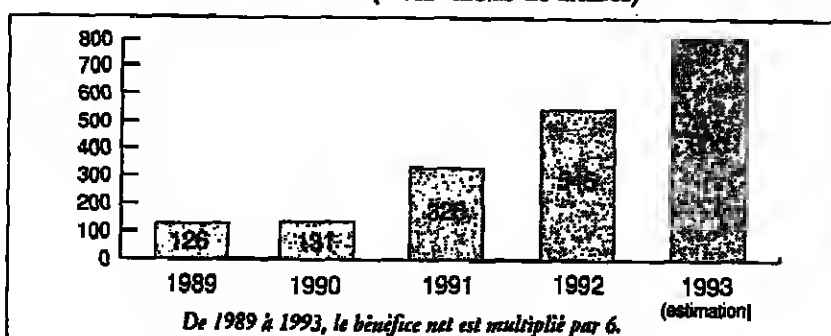
Résultat d'exploitation (en milliards de francs)



Prélèvements en faveur de l'Etat (en milliards de francs)



Bénéfice net (en millions de francs)



Quatre années de profondes mutations et d'innovations ont déjà permis des résultats spectaculaires.

La Française des Jeux a changé d'image, innové, mis en place des outils techniques fiables et performants, motivé un réseau commercial étendu à 38000 points de vente, diversifié et dynamisé une gamme de produits passée de 5 à 9 jeux.

Ce développement est le fruit du travail, de l'imagination et de la rigueur de ses équipes.

Aujourd'hui la Française des Jeux s'impose sur de grands marchés étrangers.

ET LE SUCCES CONTINUE...

مكدام النحل

POLITIQUE

Selon le président de leur groupe Les députés UDF sont majoritairement favorables à un accord sur le GATT

Les députés de l'UDF se sont réunis, mardi 26 octobre, à l'Assemblée nationale, pour évoquer le dossier du GATT. Selon Charles Millon (UDF-PR), président du groupe, « il a été souligné, d'une manière claire, que la non-signature de l'accord serait négative pour la France ». « Dans ces conditions, tout en respectant les intérêts français, il faudra tout mettre en œuvre pour qu'on puisse aboutir à la libération des échanges », a ajouté M. Millon qui avait déclaré, le 15 octobre, que « la France ne peut pas dire "non" au GATT » (Le Monde daté 17-18 octobre). « On a pu constater que le groupe, dans son ensemble — même si certains parlementaires sont plus en répl, plus protectionnistes — adopte les positions émises par Raymond Barre, par Valéry Giscard d'Estaing et par moi-même », a affirmé M. Millon.

Jacques Barrot (UDF-CDS), vice-président du groupe UDF, a déclaré, lui aussi que « l'UDF, dans sa très grande majorité, est favorable à un accord ».

M. Barrot a observé, « depuis trois semaines, une évolution des esprits ». « En regardant bien le dossier, a-t-il expliqué, les gens ont convenu qu'un accord est souhaitable, qu'il faut qu'il soit le meilleur possible et qu'a priori on ne peut pas admettre que l'on boude un accord ». M. Barrot s'est déclaré cependant partisan de « clauses de sauvegarde et d'anti-dumping pour répondre à l'accélération des échanges ».

Du côté du RPR, l'un des rares partisans de la signature du traité, Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, assure, dans un entretien publié par *Globe-Hédo* (daté 27 octobre-2 novembre), que « si le gouvernement signe les accords, l'opinion, qui a été chauffée à blanc, le prendra comme une capitulation ». En revanche, ajoute M. Devedjian, « s'il ne les signe pas, les conséquences économiques seront proprement catastrophiques pour notre pays ».

Alain Juppé rappelle les conditions françaises

Dans une « tribune » publiée par le *Figaro* mercredi 27 octobre, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, lodié, à propos des négociations du GATT, que la France « a intérêt à un accord, à condition qu'il s'agisse d'un bon accord », parce que « l'économie française est une des plus ouvertes au monde » et parce qu'« un échec aurait des conséquences néfastes » en renforçant « les tendances protectionnistes qui existent tant en Europe qu'ailleurs dans le monde ».

M. Juppé relève, cependant, quatre obstacles à cet accord : « l'absence de marché », dossier sur lequel les États-Unis sont, selon lui, « en retrait », alors que « l'Europe des Douze constitue déjà le

marché le plus ouvert » ; « l'exception culturelle » ; la création d'une « organisation mondiale du commerce », souhaitée par l'Europe communautaire ; « les problèmes sectoriels », dont l'agriculture, à propos de laquelle M. Juppé rappelle l'opposition du gouvernement au préaccord de Blair House.

M. Juppé estime que la Communauté a fait, sur ces sujets, « des propositions raisonnables » et souhaite que les États-Unis ne s'efforcent pas « dans une intransigence absolue ». Il assure, enfin, que « le débat "souveraineté" n'est pas un meilleur respect des pouvoirs respectifs institutions communautaires ».

BIBLIOGRAPHIE

Où sont passés les « rénovateurs » de la droite ?

GÉNÉRATION BIDON
de Hugues Dewavrin.
Lattès, 216 p., 129 F.

Qu'avons-nous fait de nos talents ? A l'instant où les cheveux grisonnent, s'éclaircissent, où la silhouette s'élargit, Hugues Dewavrin, directeur du journal du Parti républicain, dont il est aussi le délégué général adjoint, mesure le chemin parcouru par sa génération, celle des « rénovateurs », les Latoré, Longuet, Noir et autres Millon. Horreur ! Pas de traces ! Pas d'empreintes ! Le dossier est vide. « La page est blanche », désespérément blanche, de nos idées, de nos actes, de nos projets.

« Génération des actes manqués », la « génération bidon », est-il dit sans nuances, et tout raté. Ayant laissé aux socialistes les réformes « rénovatrices » de la vie politique, dont Hugues Dewavrin drasse le liste, elle a épuisé son eudisme dans la course aux médias, dérisoires, des jeunes « *Rastignac pressés* ». Comme le personnage de Balzac, les voici à présent ministres, pour les plus chanceux, gonflés de leur toute nouvelle importance, mais qu'ils ne s'y trompent pas ! Leur marge de manœuvre reste des plus étroites, puisque nos « quadras » vieillissants sont « sous tutelle », celle d'Edouard Balladur, leur contrepartie, qui, pour avoir tracé seul son chemin, se retrouve, selon l'auteur, dans la position idéale.

Contraints de passer son tour pour la présidentielle de

1995, alors qu'elle croyait na pas le manquer, la « génération bidon » va donc devoir attendre 2002 et « les rivages fatigués de la soixantaine ». Pour quel projet ? Pour quel idéal ? Lors que l'heure tant désirée sera enfin venue, sera-t-elle seulement capable à son tour « d'écrire l'Histoire » ?

Une fois faite, avec un brio certain, « la part du spectacle qui consiste, justement, en la dénonciation du spectacle que nous avons présenté », les doutes de l'auteur, qu'un Latoré, pourtant, na laissa toujours pes, restent entiers. La défi est d'autant plus ambitieux que la bataille s'annonce féroce. Elle risque d'opposer, nous dit-on, nationaux et européens, conservateurs et libéraux, « dans nos vieilles familles où vivent depuis longtemps, se côtoient et s'affrontent les deux tendances opposées ».

« Qu'on ne s'y trompe pas ! Notre adversaire n'est plus la gauche, passive, dépendante, morte, c'est nous-mêmes », assure Hugues Dewavrin, eudiste sentencieux. Et notre « quadra » pérorant, en dix commandements, de conseiller notamment à ses pairs, avec le sérieux des frâis repentis, de « savoir déplaire », de « reconnaître ses erreurs », de « clarifier (leurs) rapports avec les médias » et de « retrouver une morale face à l'argent ». « Vaste programme ! », aurait sans doute rétorqué de Gaulle à ce vieux galopin.

GILLES PARIS

CONSEIL EUROPÉEN : M. Chevènement demande une information préalable du Parlement. — Jean-Pierre Chevènement, député (app. PS) du Territoire de Belfort, a demandé, mardi 26 octobre, qu'à l'occasion

de la réunion du Conseil européen, le 29 octobre, qui doit aborder la mise en œuvre du traité de Maastricht, le Parlement puisse bénéficier d'une information préalable de la part du gouvernement.

La préparation du congrès du PCF

Controverses sur la participation des communistes au gouvernement Mauroy

Plusieurs militants du PCF se sont étonnés des propos tenus lors d'une conférence de presse par André Lajoinie, selon lesquels il fallait avoir « une certaine dose de crénisme pour penser qu'avec quatre ministres sur quarante-quatre, nous allons pouvoir peser sur le cours des choses » (le Monde daté 3-4 octobre). M. Lajoinie avait ajouté : « J'ai été un partisan acharné, avec Georges Marchais, du retrait de nos ministres du gouvernement ».

Dans une lettre adressée le 15 octobre à M. Lajoinie, Louis Odru, ancien député de Seine-Saint-Denis, et Claude Popere, ancien membre du bureau politique, écrivent notamment : « Nous sommes stupéfaits par la version des faits et nous sommes certainement très nombreux à l'être, à travers tout le pays. » Ils rapportent une série de déclarations de Georges Marchais entre 1981 et 1984.

« Dans un entretien avec Claude Cabanes (*l'Humanité* du 10 mai 1982), reprenant les, Georges Marchais, après avoir

évoqué la déception des travailleurs devant les promesses non tenues, déclare : « Mais ces faits, aussi réels soient-ils, doivent-ils nous aveugler ? Devons-nous prendre nos distances, voire même quitter le gouvernement ? (...) S'il s'agit de des communistes pensent ainsi, ils se tromperaient lourdement, totalement. Non seulement une telle éventualité ne serait pas plus favorable, mais elle serait désastreuse pour notre peuple ar — c'est une certitude — désastreuse pour le Parti communiste français lui-même ».

MM. Odru et Popere citent, aussi, la réunion du comité central du 18, 19 et 20 janvier 1984, révisée, selon eux, « de la poursuite obstinée de cette orientation ». « Citons encore Georges Marchais : « L'œuvre d'ores et déjà réalisée par la gauche est importante, encourageante. Outre les mesures sociales prises dans les deux premières années de la législature, des réformes, qui recèlent de grandes potentialités transformatrices, ont été décidées. Nous avons dit dans la déclaration commune du 1^{er} décembre (1) qu'il y avait là un bilan très supérieur aux grandes conquêtes du Front populaire et de la Libéra-

tion. » Ils concluent : « Ces textes significatifs — et il y en a de nombreux autres — s'opposent complètement à tes déclarations au Monde. Alors, à qui donc peut bien s'adresser la « certaine dose de crénisme » dont tu parles douze ans après ? »

M. Lefort critique le projet de résolution

La « tribune de discussion », publiée chaque jour par *l'Humanité*, continue, d'autre part, d'illustrer les débats en cours au PCF. Parmi beaucoup de textes qui ne font souvent, comme par le passé, que paraphraser le discours de la direction, apparaissent des témoignages sur la mauvaise fonctionnement du parti, ou la fragilité de cellules dont le nombre d'adhérents a singulièrement baissé au cours des dernières années. « Je suis un communiste différent. Nous la sommes tous. Cette idée m'a longtemps paru sacrilège. J'avais peur des différences chez nous, redoutant qu'elles ne nous affaiblissent dans le combat de classe », reconnaît, ainsi, un militant de l'Yonne. « N'y a-t-il pas encore trop d'ordres d'en haut, d'objectifs parachutés ? » demande un communiste corse.

Député du Val-de-Marne, Jean-Claude Lefort estime que « le projet de statuts, en son état actuel, manque d'audace démocratique réelle ». Evoquant le caractère un peu flou du projet, déjà souligné par d'autres membres du comité central, l'ancien collaborateur de M. Marchais s'interroge : « Sans droits reconnus et explicites, de quelle garantie dispose l'adhérent ? Sans conséquence concrète, qu'en est-il d'un droit ? Cela m'apparaît un recul démocratique (...). A rester dans l'aggraver l'insupportable décalage qui existe encore sur bien des points entre ce qui est proclamé et ce qui est pratiqué. »

Enfin, M. Lefort, qui avait marqué son opposition à l'abandon du centralisme démocratique, lors de la dernière session du comité central, regrette le fait que « les adhérents ne peuvent intervenir concrètement sur le choix des principaux dirigeants ».

J.-L. S.

(1) Il s'agit d'une déclaration publiée, le 1^{er} décembre 1983, après la troisième rencontre au sommet du PS et du PCF depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Si tous les radiotéléphones sont prêt-à-posers, seuls nos abonnements sont sur mesure.

SFR, Société Française du Radiotéléphone,

exploite des réseaux et vous propose des abonnements sur mesure, car aucune

entreprise, aucun professionnel n'a

les mêmes besoins que ses concurrents.

Vous vous déplacez surtout en ville et vous

passer la majorité de vos appels depuis votre région ? Pour vous,

SFR a créé l'Abonnement Résident.

Vous ne vous déplacez qu'en Province et vous téléphonez au moins deux heures par mois ?

L'Abonnement Optimum devrait vous séduire.

Vous téléphonez rarement

aux heures de pointe ?

Découvrez l'Abonnement

Heures Creuses...

SFR

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DU RADIOTÉLÉPHONE

Tous ceux qui ont fait le Test SFR ne se sont pas trompés de radiotéléphone. Le Test SFR est à votre disposition chez votre revendeur ou en composant le 36 68 92 29

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE
Nos abonnés en veulent plus.

Dans son rapport au premier ministre

M. Balkany demande que les polices municipales aient des missions et des compétences plus étendues

■ **RAPPORT.** - Le 1^{er} juillet, Edouard Balladur avait invité le député (RPR) des Hauts-de-Seine, Patrick Balkany, maire de Lavallois-Perret, à « faire des propositions concernant les missions mêmes des polices municipales et leurs rapports avec la police nationale ». Ce rapport a été remis, lundi 25 octobre, au premier ministre et au ministre de l'intérieur. Charles Pasqua doit présenter un projet de loi sur les polices municipales à la session de printemps du Parlement.

■ **PARIS.** - Derrière la question de la sécurité dans la capitale se profilent des stratégies politiques différenciées au sein de la majorité municipale. UDF et RPR s'accordent à demander une remise en cause du rôle spécifique joué par la préfecture de police de Paris. Jacques Chirac voudrait diaphaner certains pouvoirs de police mais n'est pas favorable à la création d'une police municipale, contrairement à certains élus libéraux.

■ **ARMES.** - Plus d'un tiers des policiers municipaux sont dotés, en France, d'une arme à feu. Leurs missions ne sont pas d'abord répressives : c'est le cas, par exemple, à Strasbourg.

Des policiers municipaux armés de revolver et habillés d'un uniforme bleu marine; des policiers recrutés, payés et dirigés par le maire, mais autorisés à relever les identités des contrevenants et à verbaliser pour tapage nocturne aussi bien que pour excès de vitesse; des fonctionnaires encadrés, dans les grandes villes, par des inspecteurs ou des commissaires détachés de la police nationale; des missions insistant sur la participation des policiers municipaux à la sécurité publique: le modèle de police municipale choisi par le rapport Balkany est celui qui empiète le plus sur les prérogatives des polices d'Etat (gendarmerie et police nationales). Il opte clairement pour des forces composées de « fonctionnaires de police à part entière » et à même de « participer pleinement à la sécurité publique ».

Aux yeux du maire de Lavallois-Perret, le développement des polices municipales constaté au cours des années 80 s'explique non seulement par l'extension des pouvoirs que les lois de décentralisation ont confiés aux maires,

mais surtout par la volonté des élus de répondre à « l'extrême pression de leurs administrés face à la montée d'une petite et moyenne délinquance difficilement contenue ». Or, considère M. Balkany, les policiers d'Etat « ne parviennent pas à veiller au respect des prescriptions arrêtées par le maire et à assurer la surveillance de la voie publique ». La police et la gendarmerie nationales remplissent mal les missions relevant de la « police de proximité », ajoute son rapport, préconisant d'inscrire nettement les polices municipales dans la lutte contre la « petite délinquance » et dans le champ de la « sécurité publique » et de la « police de proximité ». Considérant que les policiers municipaux ne sont pas, aujourd'hui, « à même d'agir efficacement », le rapport propose donc d'étendre très sensiblement les missions et les compétences juridiques qui leur sont dévolues.

■ **Les contraventions pour infractions flagrantes:** les policiers municipaux pourraient verbaliser les contrevenants en cas d'infraction présentant un caractère flagrant et relevant « des cinq catégories de contraventions prévues par le code pénal ». Du tapage nocturne aux dégradations par graffiti ou aux jets d'immondices sur des passants, l'ensemble des infractions passibles de contraventions seraient ainsi visées. Avec des sanctions de niveau élevé: les contraventions de cinquième classe prévoient des amendes allant jusqu'à 10 000 francs et des peines privatives telles que la suspension (pour un an au plus) du permis de conduire.

■ **La circulation routière:** il est prévu d'« étendre la compétence des policiers municipaux aux infractions les plus passibles au code de la route: franchissement d'un stop, non-respect d'un feu de signalisation ou d'un sens interdit, franchissement de ligne continue, dépassement de vitesse autorisée en ville », notamment, à l'exclusion des infractions, « commises sur les voies à grande circulation et des accidents s'accompagnant de blessures graves ».

■ **L'exécution des arrêtés**

municipaux: les policiers du maire auraient l'autorité de « faire exécuter les arrêtés de police municipale et de verbaliser en cas d'infraction » dans les domaines relevant de la tranquillité publique ou du stationnement sur la voie publique.

consulteur le fichier des cartes grises». Ils devraient « obligatoirement » transmettre leurs rapports et procès-verbaux aux OPI. La philosophie du rapport Balkany est finalement que les maires doivent être libres de confier à leurs policiers des mis-

quatrième catégorie, qui serait « un revolver, arme à barillet ». Les édiles seraient unifiés destinataires de l'autorisation préfectorale d'acquisition des armes.

Soucieux de laisser les coudées franches aux maires, le rapport leur donne toute latitude de créer, ou non, une police qui devra avoir une compétence « strictement limitée à la commune ». Il complète toutefois le dispositif existant par plusieurs propositions visant à renforcer le contrôle et la professionnalisation des policiers municipaux. Le maire pourrait ainsi nommer à la tête des forces municipales de plus de trente agents un inspecteur ou un commissaire détaché de la police nationale, qui serait désigné (pour trois ans) sur une liste établie par le ministre de l'intérieur. Les policiers municipaux devraient en outre recevoir l'agrément du procureur de la République, qui existe déjà, ainsi que celui du préfet du département. Une formation initiale de trois mois, avec un enseignement « assez proche de celui reçu par les gardiens de la paix », leur serait dispensée dans les écoles des polices d'Etat. Une « Commission nationale de contrôle des polices municipales » et un « code de déontologie » seraient créés à l'usage des policiers municipaux.

Sans trancher l'épineuse question des pouvoirs de police municipale à Paris, le rapport préconise enfin d'instaurer, « pour la capitale, un statut précis de celui des villes à police d'Etat ». Dix ans après la parution de la loi du 26 janvier 1984 sur la fonction publique territoriale, et alors que les policiers municipaux restent les seuls agents concernés à ne pas bénéficier d'un statut, M. Balkany propose d'appliquer le projet de décret édicté en la matière et approuvé, le 10 février 1993, par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Ce projet devrait toutefois être amendé par, notamment, la création d'un « code de emploi d'encadrement d'officiers de polices municipales classés en catégorie B ».

E. In.

La bataille de Paris

Les projets tendant à municipaliser les affaires de police dans la ville-capitale risquent fort de rallumer de vieilles querelles au sein de la majorité municipale et avec la préfecture de police de Paris. Revenant à son compte la position de Jacques Chirac, le rapport Balkany rappelle ainsi que « pour bien des raisons, la création d'un corps de police municipale n'est pas souhaitée par la majorité de Paris ». Si « un tel projet n'est donc pas d'actualité », le député (RPR) des Hauts-de-Seine précise qu'il serait « souhaitable, comme nous l'avons confirmé le maire de Paris », de promouvoir « une extension du pouvoir de police du maire de Paris afin de conférer à la capitale un statut voisin de celui des villes à police d'Etat ».

Autant dire que le statut d'exception accordé à la préfecture de police de Paris - depuis un fameux arrêté des consuls du 12 Messidor an VIII (1^{er} juillet 1800), toujours en vigueur - s'en trouverait sérieusement écorné. En vertu de cette conception consulaire, Paris reste la seule commune de France où les pouvoirs de police municipale échappent au maire. Le préfet de police y concentre les attributions relevant de la police administrative (papiers d'identité) comme de la police judiciaire ou de la police de la voirie, de la salubrité (immondices vénales) comme de la sécurité-incendie, de l'ordre public comme de la circulation. Nommé en conseil des ministres et représentant l'Etat, le préfet n'est donc pas loin d'être le « co-maire » de Paris.

Cette concentration des attributions, assortie d'une unité de commandement, est présentée comme un gage d'efficacité par les tenants d'une force publique d'Etat dans la capitale. Comment contrôler les 7 000 événements publics à 1 500 manifestations battant le pavé parisien, auxquelles s'ajoutent 2 000 cérémonies ou déplace-

ments officiels et 2 500 sélections, spectacles ou expositions organisés chaque année - si l'on ne maîtrise pas, en même temps, la police de la circulation, interrogent-ils par exemple?

Au sein de la majorité municipale, certains élus appartenant à l'UDF se montrent cependant plus exigeants que l'actuel maire de Paris, Maire du deuxième arrondissement parisien, Benoit Hamon, ainsi prévu, dans son bulletin municipal du 15 octobre, « une réforme profonde de la police à Paris, on ne peut pas se contenter de la voirie, celle qui a vocation à devenir la police municipale », ajoutant qu'« il est encore temps que Jacques Chirac, depuis longtemps réservé sur ce dossier, s'y engage ». Auteur d'une récente proposition de loi sur l'« extension des pouvoirs de police du maire de Paris », Laurent Domnati est allé dans le même sens en proposant non seulement d'abroger l'arrêté des consuls, mais encore de créer une police municipale placée sous l'autorité directe du maire. Il envisage de consulter à ce sujet les Parisiens par référendum.

Dans l'histoire mouvementée de la police parisienne, la préfecture de police a - comme le lieutenant de police, eon ancêtre instauré en 1667 par un édit du Roy - souvent joué le rôle d'interface entre le pouvoir central et les pouvoirs parisiens. La « grande maison » de l'île de la Cité, où s'élaborent compromis politiques et opérationnels, a alors permis d'éviter que s'expriment en des face-à-face explosifs les rivalités pouvant exister entre le gouvernement et la Ville. Nul doute que le projet de loi sur les polices municipales, qui sera présenté par Charles Pasqua à la session de printemps et qui doit s'inspirer du rapport Balkany, sera l'enjeu d'empoi-

ERICH INCYAN

CLÉS/ Missions

Lutter contre l'insécurité

■ **Un développement rapide.** - Le nombre de policiers municipaux a doublé depuis 1984: il y avait alors 5 641 agents effectifs dans 1 748 communes; il y en a aujourd'hui 10 977 dans 2 849 communes. La plupart des nouvelles polices municipales ont été créées dans des villes disposant déjà d'un commissariat de police nationale ou d'une brigade de gendarmerie. C'est notamment le cas des 47 polices municipales comptant plus de trente agents. Mais une forte proportion des polices municipales sont des petites unités comptant un ou deux agents.

■ **Missions.** - Faute d'un cadre

juridique précis, les missions confiées par les maires à leur police municipale sont très variables. Certaines se bornent à assurer des tâches de police administrative (service des objets trouvés, port et notification des enquêtes ou décisions administratives) dévolues aux pouvoirs du maire. D'autres se sont engagées dans la lutte contre l'insécurité urbaine, allant de l'interdiction de la vente, liée à une présence dissuasive, à des interventions plus musclées qui ont caractérisé l'action de certaines polices municipales, particulièrement dans le sud-est de la France. Les polices

municipales empiètent alors sur les missions de la gendarmerie et de la police nationale, la sécurité publique étant considérée en France comme une mission régalienne de l'Etat.

■ **Armement.** - Chaque maire peut décider d'armer ses policiers, en vertu d'un décret du 12 mars 1973 et en fonction des missions qu'il leur assigne. 36 % des policiers municipaux sont aujourd'hui dotés d'une arme à feu. Une autorisation préfectorale d'acquisition doit être délivrée, soit au nom du maire pour l'ensemble de sa police, soit au nom de chacun des agents municipaux.

Liberté pour les maires

« Afin d'assurer l'efficacité des policiers municipaux », dispose le rapport, « le pouvoir de relever l'identité de l'auteur d'une infraction située dans leur sphère de compétences ». Si le contrevenant ne s'exécute pas, ils devraient le présenter « immédiatement devant un officier de police judiciaire [OPI] de la police ou de la gendarmerie nationales ». Les policiers municipaux seraient aussi « dotés du pouvoir de

sions adaptées à leurs communes, y compris les missions « à risques » que sont les patrouilles nocturnes sur la voie publique, les rondes dans les parkings ou les interventions sur déclenchements d'alarme de particuliers ou de commerçants. Il est dès lors logique que les policiers municipaux « à la mode Balkany » ressemblent fort, par leur aspect extérieur et leur armement, aux fonctionnaires d'Etat. Ils seraient vêtus d'uniformes de couleur bleu marine et les maires conserveraient le droit de choisir « une tenue semblable à celle portée par les fonctionnaires de la police nationale ». Ils devraient toutefois « porter un écusson suffisamment grand et portant l'inscription « Police municipale ». Evoquant un « droit à l'armement des policiers municipaux », le rapport propose de laisser « les maires, et eux seuls », décider de les doter ou non d'une arme de

Asnières : mieux armés que les « nationaux »

Créée en décembre 1985 et aujourd'hui l'une des dix que compte le département, la police municipale d'Asnières (Hauts-de-Seine) avait des véhicules et des tenues ressemblant à s'y méprendre à ceux de la police nationale mais ne disposait, pour mener à bien ses missions et faire usage de la force en cas de nécessité, que de marteaux, bombes lacrymogènes et menottes. C'est une déshonneur devant un poste de police situé dans un quartier chaud de la commune, à deux pas de Colombes et de Gennevilliers, le 16 octobre 1992, qui fit basculer la décision du maire de la ville, Michel Maurice-Bokanowski (RPR). Pour que force reste à la loi, le maire de la commune décidait sur le champ d'armer sa police et transmettait une demande en ce sens au préfet des

Hauts-de-Seine trois jours plus tard. Depuis le début de l'année, les trente fonctionnaires de la police municipale d'Asnières sont équipés de Glock 17, « une arme véritablement peu connue en France, et dont sont seuls munis les policiers du RAID ou du GIGN ».

Comme le prévoyait l'autorisation du préfet, avant de prendre possession de leurs armes, les fonctionnaires ont dû suivre un stage. Pendant une semaine, deux instructeurs envoyés par le fabricant, un policier suisse et un espagnol, sont venus les former au maniement d'arme. Richard Neuhoff, adjoint au maire, chargé de la sécurité, avait préparé une formation émanant de la police nationale, demande à laquelle le préfet n'a pas donné suite.

Les policiers d'Asnières effectuent donc leurs missions Glock 17 à la ceinture. Pas question pour autant de tirer sur tout ce qui bouge, au nom de la légitime défense. En neuf mois de pratique, les Glock 17 n'ont pas quitté les holsters et le stock de munitions est intact.

Les trente policiers municipaux ont une moyenne d'âge de vingt-cinq ans et beaucoup d'entre eux ont été policiers ou gendarmes auxiliaires avant de se présenter au concours dont le jury est composé d'un magistrat et d'un représentant de la police nationale et de la gendarmerie. Equipés de trois voitures et de trois motos, la police municipale d'Asnières a réalisé, l'an dernier, 3 601 interventions, allant du simple déclenchement d'alarme à l'interpellation en flagrant délit. Elle dispose d'un budget de fonctionnement de 6 millions de francs par an, auquel s'ajoutent 200 000 francs d'investissement.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

Strasbourg : éviter qu'ils ne jouent aux cow-boys

STRASBOURG

de notre correspondant régional

La police municipale de Strasbourg existe depuis 1791. Les quelques gardes champêtres d'il y a deux siècles sont devenus une centaine de fonctionnaires municipaux, armés de pistolets automatiques disposant de onze véhicules équipés de liaisons radio et d'une cinquantaine de motos et de scooters. Installés dans le centre administratif de la ville, les policiers occupent, en outre, des antennes réparties aux quatre coins de la capitale alsacienne. Pour compléter la « professionnalisation » de sa police, la municipalité socialiste vient de mettre à sa tête un officier de paix en remplacement d'un lieutenant-colonel en retraite de l'armée de l'air.

Il n'est cependant pas dans les intentions de Catherine Trautmann de « se transformer en shérif ». Pour le maire de Strasbourg, la police municipale, malgré une importance accrue et la multiplication de ses tâches, ne doit pas s'écarter de sa mission originale: travail de proximité pour assurer la prévention et la protection. Afin d'éviter toute maladresse, la ville a signé avec l'Etat, en décembre 1992, un projet local de sécurité établissant de manière précise la frontière avec la police nationale (forte, elle-même, d'un effectif de 850 policiers à Strasbourg).

En dehors de ses tâches traditionnelles - qui vont du contrôle du stationnement à celui des cartes de pêche en passant par la délivrance des autorisations pour les manifestations de toutes sortes (foires, marchés, braderies, concerts) - la police strasbourgeoise, l'augmentation de la petite et moyenne délinquance

aidant, a rapidement accru son rôle au cours des dernières années. Elle s'est vue chargée non seulement de la gestion des objets trouvés mais aussi de la surveillance du domaine public (cimetières, marchés, galeries marchandes, jardins, espaces verts). En coopération avec la police d'Etat, elle participe au service d'ordre lors de l'organisation de manifestations d'envergure: conférences internationales, tour de France cycliste, fêtes de fin d'année.

Pour les responsables de la cité alsacienne, la répression relève « exclusivement de l'Etat », et ils veulent éviter le dérapage vers une police « musclée ». « Pour ma part, affirme Jean-Charles Quintiliani, adjoint responsable des policiers strasbourgeois, je n'accepterai jamais des missions d'enquête ou de maintien de l'ordre car nos fonctionnaires ne sont pas formés à l'application de ces tâches. » « Nous devons rester proches et à l'écoute de nos administrés, ajoute-t-il, et nous limiter aux interpellations pour les flagrants délits. » Recrutés sur concours (fonctionnaires de catégorie C), les policiers strasbourgeois effectuent des stages de tir, organisés par la police nationale, avant de disposer d'un pistolet automatique. « Ensuite, explique M. Quintiliani, nous tâchons de nous assurer qu'ils ne sont pas tentés de jouer aux cow-boys. »

Depuis les élections municipales de 1989, la ville a augmenté de 40 % ses effectifs et n'a équipé jusqu'ici qu'une soixantaine de policiers, préférant parfaire la formation des recrues récentes avant de leur fournir une arme à feu.

MARCEL SCOTTO

محامين الأشمل

Le Monde de l'éducation

PALMARÈS 1993 DES ÉCOLES DE COMMERCE:

LES MEILLEURES NE SONT PAS TOUJOURS CELLES QU'ON CROIT

Pour la première fois, un palmarès n'hésite pas à remettre en cause les hiérarchies traditionnelles des 44 premières écoles de commerce. Les classements se sont modifiés, chez les plus grandes comme pour les ESCAE. De quoi réjouir certains et faire grincer des dents à d'autres.

Grâce à dix critères croisés d'analyse, le Monde de l'éducation vous permet de repérer les écoles qui montent, celles qui ont su s'adapter, les valeurs sûres de demain. Et de mesurer leurs points forts, leurs domaines réels d'excellence.



Numéro de novembre en vente partout

EDUCATION

Respectant l'avis du Conseil d'Etat

M. Bayrou confirme que le gouvernement n'interdit pas le port du foulard islamique à l'école

La ministre de l'éducation nationale devait rendre publique, mercredi 27 octobre, une circulaire sur la «*respect de la laïcité*» dans les établissements scolaires. Pour François Bayrou, il importe de couper court aux polémiques déclenchées, au sein de la majorité parlementaire, par quelques incidents récents dans des collèges où des élèves musulmanes antenaient porter le voile islamique.

François Bayrou n'aura pas trahi. Il y a tout juste une semaine, le 20 octobre, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, il avait été brutalement interpellé par Ernest Cénétre, député (RPR) de l'Oise et ancien principal du collège de Creil où avait éclaté «*l'affaire*» du foulard islamique à l'automne 1989.

«*Monsieur le ministre, cela ne peut plus durer !*», lançait M. Cénétre, vigoureusement soutenu par le groupe RPR, avant de dénoncer cette «*djihad insidieuse*» lancée dans notre bonne école laïque et républicaine par plusieurs centaines de jeunes musulmanes qui, «*poussées par leur famille, entendant imposer à leurs camarades et à l'administration scolaire l'expression outrancière de leur différence, l'expression visible de leur engagement radical*» (Le Monde

du 22 octobre). M. Bayrou avait eu toutes les peines du monde à calmer le jeu en annonçant qu'il préparait une circulaire destinée à rappeler aux chefs d'établissement les principes qui doivent guider leur attitude dans pareille situation.

C'est ce texte qu'il devait rendre public, mercredi 27 octobre, après l'avoir adressé aux recteurs, inspecteurs d'académie et chefs d'établissement du second degré. Son objectif est double. D'une part, rassurer des chefs d'établissement parfois désemparés, en réaffirmant nettement la position du gouvernement sur le port du foulard islamique par des élèves musulmanes. D'autre part, éviter que ce débat ne rebondisse, ne s'envenime et dérape. Bref, faire taire les excités de la majorité.

Le rôle des chefs d'établissement

Son argumentation mesurée les satisfait-elle ? Le ministre de l'éducation nationale, avec l'aval de Matignon, s'en tient, pour l'essentiel, à la réponse qu'il avait esquissée à l'Assemblée le 20 octobre et qui avait à plusieurs reprises déclenché les fureurs des députés RPR. L'état du droit sur cette question, rappelle-t-il fermement dans sa circulaire, est établi par l'avis du Conseil d'Etat du 27 novembre 1989, rendu à la demande du ministre de l'époque, M. Jospin, pour mettre un terme à la première

«*affaire du foulard*». Et M. Bayrou de citer intégralement le passage essentiel de l'analyse du Conseil : «*Le port par les élèves de signes par lesquels ils entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas, par lui-même, incompatible avec le principe de laïcité, dans la mesure où il constitue l'exercice de la liberté d'expression (...). Mais cette liberté ne saurait permettre aux élèves d'arborer des signes d'appartenance religieuse qui, par leur nature, par les conditions dans lesquelles ils seraient portés individuellement ou collectivement, ou par leur caractère ostentatoire ou revendicatif, constitueraient un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande (...). perturbant le déroulement des activités d'enseignement (...). enfin, troublant l'ordre dans l'établissement.*»

Rappeler ainsi le droit revient donc à écarter toute hypothèse d'une modification de la législation. On souligne d'ailleurs, au ministère, que seules quelques dizaines de jeunes filles – sur près de trois millions de collégiennes et lycéennes – entendent porter le voile islamique. Et que les quelques incidents récents, à Nantes (Ain), Noyon (Oise) ou Paris, ne justifient aucunement un changement d'attitude sur le fond. Mais il est clair que l'attitude d'une partie de la majorité sur ce sujet est trop éphémère pour que le ministre de l'éduca-

tion nationale ne s'emploie pas à leur donner quelques gages de bonne volonté.

En réaffirmant les grands principes, tout d'abord. «*L'école est un lieu fréquenté par les enfants : son rôle est de favoriser l'intégration et non la division. Le respect de ce principe de laïcité est impératif*», souligne-t-il.

En incitant, ensuite, les chefs d'établissement à davantage de fermeté. «*Vous avez à appréhender, leur rappelle-t-il, si un comportement constitue un acte de pression, de provocation, de prosélytisme ou de propagande, s'il trouble l'ordre de l'établissement ou le fonctionnement normal du service public. Si c'est le cas, et après avoir dialogué avec les jeunes et les parents, il appartient au chef d'établissement, après consultation des instances compétentes de l'établissement, de prendre individuellement les décisions nécessaires.*»

C'est, en réalité, le seul point sur lequel M. Bayrou se démarque un tant soit peu de la circulaire de M. Jospin, établie en décembre 1989 dans le prolongement de l'avis du Conseil d'Etat. Les principaux de collège et proviseurs de lycée sont invités à réagir rapidement et sans s'embarrasser de procédures trop lourdes. Malgré satisfaction pour M. Cénétre et ses amis.

GÉRARD COURTOIS

JUSTICE

Devant la cour d'appel de Grenoble

Le parquet demande le renvoi en correctionnelle du sénateur (RPR) Charles Ginesy pour complicité d'ingérence

NICE

de notre correspondant régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, présidée par Daniel Farge, devait examiner, jeudi 28 octobre, l'affaire dans laquelle Charles Ginesy, sénateur (RPR) et président du conseil général des Alpes-Maritimes, ainsi que son fils, Charles Ange, ont été mis en examen pour délit d'ingérence (Le Monde des 30 novembre 1991 et 23 septembre 1992). Le parquet général a requis leur renvoi devant le tribunal correctionnel.

L'affaire fait suite à une plainte déposée, le 4 décembre 1990, par cinq personnalités nicoises de gauche (1). Selon l'accusation, le syndicat intercommunal de Valberg – regroupant les communes de Pégère et Guillaumes – avait fait appel, au début de 1987, aux services de trois sociétés privées auxquelles il avait concédé l'exploitation des centres d'activités et de loisirs de la station de sports d'hiver.

Présidé par Charles Ginesy, ce syndicat avait reçu, entre 1987 et 1989, plus de 20 millions de francs de subventions du conseil général des Alpes-Maritimes dont M. Ginesy, par ailleurs maire de Pégère, était, à l'époque, premier vice-président. Or le fils de M. Ginesy, Charles Ange – lui-même adjoint au maire de Pégère, vice-président du syndicat

et directeur de l'office du tourisme de Pégère-Valberg – était, également, actionnaire majoritaire des trois sociétés concessionnaires, exploitant les remontées mécaniques et les équipements sportifs de Valberg.

Une confusion d'intérêts se serait donc créée à travers Charles Ginesy, à la fois décideur financier, en tant qu'élu, maître d'ouvrage, comme président du syndicat, et maître d'œuvre, par le biais des trois sociétés concernées. Le sénateur Ginesy, qui conteste les accusations dont il fait l'objet, s'appuie sur une consultation d'un éminent juriste, M. Flécheux, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris. Il appartiendrait à la chambre d'accusation de trancher, soit dans le sens du parquet, soit en prononçant un non lieu en faveur du sénateur Ginesy, soit, encore, en renvoyant celui-ci devant le tribunal correctionnel sous une autre qualification pénale, la complicité d'ingérence.

GUY PORTE

(1) MM. Jean-Hugues Colonna, ancien député (PS) des Alpes-Maritimes, Max Cavaglione et Pierre Josselin, alors conseillers municipaux (div. g) de Nice, le général François Binoche, ancien conseiller municipal (div. g) de Nice et Joseph Figueras, enseignant, M. Josselin est, depuis, décédé. Par ailleurs, M. Cavaglione et Binoche ont retiré leur plainte deux mois plus tard.

Un voyageur qui avait refusé de présenter son billet SNCF est relaxé

La grève et le contrôleur

La cour d'appel d'Orléans a relaxé, le 25 octobre, Guy Blanchard, maire de Huisseau-sur-Mauvais (Loir-et-Cher). Celui-ci avait, à deux reprises, la 29 mai 1991 et le 14 mai 1992, refusé de présenter son billet, bien qu'il soit régulièrement composé, au contrôleur sur la ligne SNCF entre Paris et Orléans. Il attendait ainsi protester contre les «*grèves à la retard*» des trains, et faire entendre «*les droits des usagers*».

«*Quand la SNCF fait grève, ce sont tous les voyageurs qui sont pris en otage*», avait-il ajouté. Il arriva que des personnes n'aient pas composé, parce qu'elles étaient en retard. Elles ont été sanctionnées par

une amende. D'autres, qui, un jour, ont oublié leur carte d'abonnement dans une autre veste, ont été également pénalisés, alors que la loi leur fait tout à fait défaut. C'est une politique trop répressive.»

Lors d'une première comparution devant la tribunal, le 27 septembre 1992, M. Blanchard avait été condamné à deux amendes de trois cents francs. Ce n'est pas sur la fond que la cour d'appel a prononcé sa relaxe. Pour la première contravention, les magistrats ont estimé qu'il y avait prescription. Pour la seconde, ils ont considéré que la procédure des poursuites engagées par la SNCF comportait des irrégularités. — (Corresp.)

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt Grandes Marques
Vente aux particuliers

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 94 au prix du dégriffé.

du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures
D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M^{re} Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

JOURNÉE DU JUDAÏSME FRANÇAIS

YOM HATHORA

A L'INITIATIVE DU
GRAND RABBIN DE FRANCE

Dans un monde en proie à une profonde crise d'identité et à la perte des références morales, quelles sont les valeurs et les réponses du Judaïsme sur :

Ses réponses sur : l'identité, face aux menaces d'exclusions.
La solidarité face à l'éclatement de la société.
Le couple, la famille, l'éducation des enfants,
Le sida, la drogue...

Le Grand Rabbine de France, Joseph SITRUK, vous invite à les découvrir à travers une grande exposition originale.

AU PARC DES EXPOSITIONS
LE BOURGET

LE DIMANCHE 31 OCTOBRE 1993

de 10 h à 19 h

CONTACT : ASSOCIATION T.A.L.
Joëlle TORJMANE 44-59-86-06.

NOMADE

59, rue Montorgueil 75001 Paris 46 23 71 71

MONTAGNES, DESERTS

plus de 100 idées de voyages pour les découvrir.

L'exploitation des maisons de jeux en Languedoc-Roussillon

Georges Tranchant s'estime autorisé à prendre le contrôle du casino de Sète

MONTPELLIER

de notre correspondant

Soupçonné d'avoir écarté le groupe Perez pour prendre le contrôle du futur casino de Sète (Le Monde du 22 octobre), Georges Tranchant affirme n'avoir exercé «*aucune action machiavélique*» dans cette affaire. «*Pourquoi aurais-je eu besoin d'un espion ?*», dit-il en évoquant le rôle d'Alain Verbyst, cet ancien avocat qui, avant de travailler pour le groupe Tranchant, avait œuvré pour la holding des casinos du Grand Sud de France Perez.

«*La ville de Sète a effectivement, signé un cahier des charges avec le groupe Perez. Pour des raisons sur lesquelles je ne porte pas de jugement, ce groupe n'a jamais obtenu d'autorisation de jeu. Le contrat étant suspensif à l'obtention de cette autorisation, la ville a recherché un nouveau postulant*», précise l'ancien député RPR d'Asnières. M. Verbyst était chargé de trouver un terrain. Il s'est acquitté avec beaucoup de conscience de sa mission. A ma connaissance, il n'a jamais infiltré un groupe quelconque. Jusqu'à ce jour, je ne savais pas qu'il était inculpé.

Georges Tranchant, patron d'une holding qui à la fois vend des machines à sous et exploite des casinos (dix-sept à ce jour), se dit persuadé qu'il aura, sur la base du dossier Perez, l'autorisation d'ouverture de l'établisse-

ment de Sète avant la fin de l'année. Et le conseiller général des Hauts-de-Seine ne se base pas seulement sur ses rapports avec le ministre de l'Intérieur, «*un ami vieux de vingt ans*», «*Le processus d'autorisation lui échappe. Que je sois bien ou mal avec Charles Pasqua, cela n'a aucune importance.*»

Georges Tranchant déclare enfin qu'il n'existe aucun texte qui fasse obstacle à une société d'exploitation des machines à sous d'exploiter des casinos. «*C'est un mythe*», déclare le patron de la société Techni Import.

RICHARD BENGUIGUI

CONDAMNATION : dix-huit ans de prison pour le chimiste de la «*French Sicilian Connection*». — Condamné par défaut en juin 1992 à vingt ans de prison, André Bousquet, un médecin devenu le chimiste de la «*French Sicilian Connection*» a été condamné, le 26 octobre, après comparution, à dix-huit ans de prison par le tribunal de grande instance de Marseille pour sa participation à un vaste trafic de morphine-base entre la Turquie et la France entre 1977 et 1980. Il avait été arrêté en août 1980, en plein «*travail*» dans un laboratoire installé près de Palerme (Sicile) et condamné par la justice italienne à seize ans de prison.

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Valéry Giscard d'Estaing

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

JEUDI 28 OCTOBRE
7h45/9h

مكتبة الأمل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Spécialiste de chirurgie cardiaque

Le professeur Jean-Paul Cachera est mort

Le professeur Jean-Paul Cachera, chef du service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire à l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil (Val-de-Marne), est décédé dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 octobre à son domicile de Meudon (Hauts-de-Seine), à l'âge de soixante-deux ans. Le professeur Alain Carpentier, chirurgien à l'hôpital Broussais, lui rend hommage.

par le professeur
Alain Carpentier

Avec le professeur Jean-Paul Cachera, la chirurgie cardio-vasculaire française perd l'un de ses représentants les plus éminents, l'un de ceux qui, aux premiers temps de la chirurgie à cœur ouvert, il y a trente ans, contribua à élever cette discipline au rang des thérapeutiques médicales bien codifiées et sûres. Son tempérament réservé, une parfaite maîtrise de soi, une honnêteté intellectuelle sans faille le désignaient plus que tout autre pour devenir ce chirurgien rigoureux et élégant que ses étudiants admiraient.

Ses nombreuses contributions au progrès de la chirurgie des artères coronaires, des gros vais-

seaux, des valves cardiaques traduisaient ce souci permanent qu'il avait de perfectionner les techniques existantes pour les rendre plus efficaces et plus fiables.

Mais le cœur du professeur Cachera restera dans l'histoire médicale attachée principalement à la première transplantation cardiaque réussie en Europe. C'était au début de l'année 1968, quelques mois seulement après la première greffe du professeur Bernard, au Cap. Ce nouveau succès de la transplantation cardiaque fut reçu avec d'autant plus d'attention que la plupart des tentatives faites ailleurs étaient marquées par l'échec.

La personnalité exubérante de Père Damien Bouloune, volontaire pour subir cette première transplantation, estompée dans la mémoire collective le souvenir de ses chirurgiens - les professeurs Cachera et Dubost - mais chacun parmi les initiés savait que ce succès méritait couronner une longue, lente, patiente et rigoureuse préparation en laboratoire, dont Jean-Paul Cachera était l'auteur. En 1973, il quittait l'hôpital Broussais pour fonder, à l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, un nouveau service de chirurgie cardiaque où il put donner sa mesure d'organisateur et de chef d'école. Ses élèves, qui

étaient pour lui un motif de fierté légitime, y continuent son œuvre. A Meudon, où il habitait, se pressaient, hier, mardi 26 octobre, sa famille, ses élèves et ses amis venus apporter à son épouse, à sa fille et à ses fils le témoignage de leur affection et de leur sympathie.

Il y avait là aussi un prêtre, venu manifester la consolation de l'Eglise et sa propre reconnaissance : vingt-cinq ans après le Père Bouloune, il avait lui aussi bénéficié d'une greffe de cœur.

Jean-Paul Cachera est né le 8 décembre 1930 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Issu des hôpitaux de Paris en 1955, il obtint son diplôme de docteur en médecine en 1962. Chirurgien des hôpitaux de Paris depuis 1966, il travailla à la clinique de chirurgie cardio-vasculaire de l'hôpital Broussais, dans le service du professeur Charles Dubost. En 1973, il entra à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne), où il prit la tête du service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire.

Jean-Paul Cachera a procédé à de nombreux travaux expérimentaux sur les transplantations cardiaques, consacrés aux innervations pré- et post-opératoires des transplantés, aux divers modes de conservation du foie, du cœur et du sang, ainsi qu'à la mise au point de ceus auxiliaires (dis artificielles). Il s'est à plusieurs reprises exprimé dans nos colonnes sur l'état de la recherche chirurgicale en France et, récemment, sur le statut des infirmières.

DÉFENSE

Pour entrer chez Thomson

Bernard Retat s'apprête à quitter la délégation générale pour l'armement

Actuel délégué aux relations internationales et, à ce titre, haut fonctionnaire chargé des exportations et de la coopération internationale en matière d'armement au ministère de la défense, Bernard Retat, ingénieur général de l'armement, quittera prochainement ses fonctions à la délégation générale pour l'armement (DGA).

Il devrait prendre les responsabilités de directeur général adjoint au sein du groupe Thomson-CSF.

M. Retat était déjà à la tête des affaires internationales de la DGA depuis 1987 lorsqu'il fut appelé, en 1990, par le groupe Dassault-Aviation, aux fonctions de directeur général international.

En février dernier, sur l'insistance du délégué général pour l'armement, Yves Sillard à l'époque, il est, avant les élections législatives, rappelé au poste de délégué aux relations internationales de la DGA et il est élevé au rang d'ingénieur général hors classe (à quatre étoiles, dans la nouvelle hiérarchie de l'armement).

Problème de subordination

Le gouvernement de M. Balladur, issu du scrutin de mars 1993, remplace, le 19 mai, M. Sillard par Henri Conze, qui avait quitté la DGA après la réélection de François Mitterrand à l'Elysée.

Avec celui de Michel Scheller, ingénieur général de l'armement et aujourd'hui conseiller auprès du ministre de la défense pour les questions industrielles et la recherche, le nom de Bernard Retat avait été également avancé, il y a six mois, pour les fonctions de délégué général pour l'armement. Le problème de la sobor-

dination de M. Retat au nouveau délégué, en réalité, était posé depuis le début de l'été, d'autant que ces deux hauts fonctionnaires avaient déjà en à travailler ensemble, au milieu des années 80, quand ils furent affectés à la direction des affaires internationales.

M. Conze a soumis à M. Léotard, qui en a approuvé les grandes lignes, un projet de réorganisation des différentes directions internes à la DGA (*le Monde* du 22 octobre).

Au sein de l'actuelle DGA, on évoque le départ d'autres responsables qui ont servi notamment au cabinet du délégué, à la direction des missiles et de l'espace, ou à la direction des programmes.

M. Léotard suggère la création d'un conseil national de sécurité. Le ministre de la défense, François Léotard, a suggéré, mardi 26 octobre, à Paris, la création d'une « structure de sécurité, placée au plus haut niveau de l'Etat », qui soit l'équivalent du Conseil national de sécurité aux Etats-Unis, afin de mieux adapter le renseignement français à la « multiplication des risques et des sources de conflits ». Il a souligné que la création d'un tel organisme, qui participerait à l'élaboration de la politique générale de renseignement, permettrait d'améliorer l'effort de coordination entre les différents services de son administration, dont la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la direction du renseignement militaire (DRM) et la direction de la protection et de la sécurité de défense (DPSD), l'ex-Sécurité militaire.

Ivan Barbot
nouveau président
de l'Office français
d'exportation
de matériel aéronautique

A la suite du départ du général d'armée aérienne (cadre de réserve) Roger Pessidou, invité par le gouvernement à donner sa démission, l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA) a porté, mardi 26 octobre, à sa présidence Ivan Barbot, ancien préfet. Créé en 1937 et contrôlé par les principaux groupes aéronautiques français, l'OFEMA est chargé de promouvoir dans le monde l'exportation de matériels militaires. Il y a quatre mois déjà (*le Monde* du 29 juin), un autre office, la Société française d'exportation de systèmes d'armement (SOFESA), avait changé de responsable : Jean-Claude Sompolain avait été prié de céder la place à Jacques Doufflaques, ancien ministre de l'équipement du gouvernement Chirac (1986-1988) et proche de M. Léotard.

[Né le 5 janvier 1937 à Pizuc (Côte-d'Armor), Ivan Barbot a successivement été préfet de la Charente et du Var, avant d'être nommé directeur général de la police nationale (1987-1989), président d'Interpol, puis préfet de la région Poitou-Charentes et préfet de la Vienne (1989-1991). Préfet hors cadre, il a appartenu au cabinet d'Edith Cresson à l'hôtel Matignon (1991), où il s'est occupé des affaires de police et de renseignement. Il présidait depuis 1992 la Société du tunnel du Mont-Blanc.]

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Communes : SAINT-LAURENT-DU-VAR, LA GAUDE et NICE

- RN 202 -

Projet de création d'une route nouvelle à 2 x 2 voies, section LA GAUDE-SAINT-ISIDORE.

Maître d'ouvrage : l'Etat, pris en la personne de M. le directeur départemental de l'équipement des Alpes-Maritimes.

1^{er} AVIS D'ENQUÊTE

Le PRÉFET DES ALPES-MARITIMES, CHEVALIER de la LÉGION D'HONNEUR, CHEVALIER de l'ORDRE NATIONAL du MÉRITE

Informé le public qu'il sera procédé sur le territoire des communes de SAINT-LAURENT-DU-VAR, LA GAUDE et NICE en exécution de l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 1993.

- 1) à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de création, pour la RN 202, d'une route nouvelle à 2 x 2 voies, section LA GAUDE-SAINT-ISIDORE.
- 2) à une enquête publique sur les modifications que le projet apporte au plan d'occupation des sols des communes susmentionnées.

Les pièces du dossier ainsi que les registres seront déposés en mairie de SAINT-LAURENT-DU-VAR, siège des enquêtes, du 15 novembre au 17 décembre 1993 inclus (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) afin que chacun puisse en prendre connaissance : de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 (17 h les vendredis).

Des dossiers et des registres subsidiaires seront déposés, en mairie, durant la même période, selon les modalités suivantes :

- 1) LA GAUDE
- du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30 le samedi : de 9 h à 12 h.
- 2) NICE
- du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 17 h (15 h 45 les vendredis).

Toutes observations pourront être consignées sur les registres mis à la disposition du public dans les trois mairies précitées ou adressées par correspondance en mairie de SAINT-LAURENT-DU-VAR, au président de la commission d'enquête désignée le 1^{er} octobre 1993 par le président du tribunal administratif de NICE et dont la composition est la suivante :

M. Pierre MOUCHART, ingénieur des travaux publics de l'Etat en retraite, président.

M. Pierre AICARD, ingénieur civil des mines en retraite ; M. Jean-Louis BERARD, ingénieur du Génie civil et des travaux publics.

Les membres de la commission d'enquête se tiendront à la disposition du public à la mairie de SAINT-LAURENT-DU-VAR, les 24 novembre, 8, 16 et 17 décembre 1993, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

A l'ISSUE des ENQUÊTES PUBLIQUES

Les registres d'enquête seront clos et signés par les maires des communes intéressées qui les adresseront dans les vingt-quatre heures, avec le dossier, au président de la commission d'enquête.

Celui-ci adressera l'ensemble accompagné de ses conclusions motivées et du procès-verbal des opérations dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête fixée ci-dessus à :

- M. le préfet des Alpes-Maritimes, pour la commune de NICE,

- M. le sous-préfet de GRASSE, pour les communes de son ressortissement, qui transmettra le tout, avec son avis, à M. le préfet des Alpes-Maritimes.

Les CONCLUSIONS

Copie des conclusions de la commission d'enquête sera déposée en mairies des communes précitées, à la sous-préfecture de Grasse et à la préfecture des Alpes-Maritimes (direction des actions interministérielles - bureau de l'environnement et de l'urbanisme), où toute personne physique ou morale intéressée pourra en demander communication à M. le préfet des Alpes-Maritimes.

NICE, le 14 oct. 1993,
pour le préfet des Alpes-Maritimes,
le secrétaire général,
Philippe REY

EN BREF

STUPÉFIANTS : trois tonnes de cannabis saisies au Pays basque. - Les douaniers de Biarritz (Pays basque français) ont mis la main dans la nuit de dimanche 24 à lundi 25 octobre sur 3,2 tonnes de résine de cannabis cachées dans un camion néerlandais censé n'acheminer que des fleurs coupées. Avec cette prise record, le volume saisi de drogue à cette frontière en 1993 atteint déjà 12 tonnes contre 6 seulement pour toute l'année 1992 et 1,5 tonne en 1991. Le chargement arrivait de Pontevedra, en Galice, une province du nord-ouest de l'Espagne réputée être un pivot du trafic de drogue. Il était destiné à la Hollande, suivait ainsi une filière traditionnelle à laquelle s'est ajoutée, plus récemment, un trafic important de la péninsule ibérique vers la Grande-Bretagne, également via le Pays basque français. - (Corresp.)

RELIGIONS : troisième journée d'études du judaïsme français. - Après deux précédentes éditions en 1989 et en 1991, l'initiative de Joseph Siruk, grand rabbin de France, la troisième journée d'études du judaïsme (*Yom Ha'hora*) aura lieu dimanche 31 octobre au Bourget. Ce *Yom Ha'hora* accueillera en particulier les présidents des grandes institutions juives, des intellectuels (Pierre Drai, Ady Steg), les rabbins et grands maîtres du judaïsme français.

FOOTBALL : le FC Tours dépose son bilan. - Le FC Tours a déposé son bilan lundi 25 octobre. Le club de football, qui évoluait en première division de 1980 à 1984, avait été rétrogradé, en fin de saison, de la division 2 au national 2 en raison de ses difficultés financières. Le FC Tours est lourdement endetté et une décision définitive sur son avenir redressement judiciaire ou mise en liquidation sera prise la semaine prochaine par le tribunal de Tours.

Championnat de France de deuxième division. - Nancy et Rennes ont fait match nul (1-1), mardi 26 octobre, en match avancé de la dix-huitième journée du championnat de France de deuxième division. Les deux équipes occupent respectivement les troisième et deuxième places du classement établi par NICE.

RUGBY : nouvelle victoire de l'Australie. - L'Australie, qui doit disputer le premier test-match de sa tournée en France samedi 30 octobre à Bordeaux, a battu une sélection du Sud-Est (24-23), mardi 26 octobre à Grenoble. C'est la quatrième victoire en quatre matches des Wallabies.

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT BNP CONTRE DES ACTIONS BNP

Du 18 octobre au 23 novembre 1993 inclus

En échangeant vos Certificats d'Investissement contre des actions, devenez actionnaire de la BANQUE NATIONALE DE PARIS. Chaque Certificat d'Investissement sera échangé contre une action BNP moyennant le versement d'une soulté de 5 F.

Devenir actionnaire de la BNP :

- c'est choisir d'être un partenaire privilégié d'une des plus grandes banques internationales,
 - c'est avoir accès à un marché plus large, plus liquide.
- A l'issue des opérations d'échange en cours, l'action BNP, qui fera son entrée le 17 novembre prochain dans le CAC 40, sera l'une des valeurs phares de la Bourse de Paris.

Pour échanger vos C.I. BNP adressez-nous à votre banque ou à votre intermédiaire financier jusqu'au 23 novembre 1993 inclus. Une note d'opération ayant reçu le visa COB n° 93-406 en date du 4 octobre 1993 ainsi qu'un document de référence sont disponibles auprès de la BNP.

GRANDISSONS ENSEMBLE.



RANCE INTER

EUJ 28 OCTOBR
7H45/9h

REPÈRES

DROGUE

La France propose à l'ONU un renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants

La France a proposé, mardi 26 octobre, par le voix de Simone Veil, ministre française des affaires sociales, de la santé et de la villa, de renforcer le contrôle et l'application de la convention des Nations unies du 20 décembre 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

M^{me} Veil s'exprime devant l'Assemblée générale de l'ONU à New-York, à l'occasion d'une séance extraordinaire consacrée à la lutte contre les drogues. Ce renforcement pourrait se faire grâce à l'élaboration d'un protocole créant une instance dotée du pouvoir d'infliger des pénalités et, dans les cas graves, des sanctions. Il s'agirait d'une extension « considérable mais nécessaire » des compétences de l'organisation internationale de contrôle des stupéfiants. M^{me} Veil a lancé un appel à la ratification « la plus large possible » de la convention de 1988. Quatre-vingts États l'ont pour l'instant ratifiée, dont la France, le 31 décembre 1990. — (AFP.)

PARIS

Surveillance renforcée des lieux de diffusion des thèses racistes

La cellule parisienne de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et le xénophobie s'est réunie, mardi 26 octobre, sous la présidence du préfet de police de Paris, Philippe Massoni, et a fixé comme priorité « la surveillance des lieux et médias de diffusion des thèses racistes ainsi que le renforcement des moyens policiers ». Selon le communiqué de la cellule — mise en place, le 21 juillet, à la suite des instructions données, le 12 juillet, à tous les préfets de France, par Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur — les publications faisant l'apologie des crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou provoquant la discrimination vont être « systématiquement contrôlés », les groupuscules extrémistes « faisant l'objet d'une particulière vigilance, tout spécialement (ceux) tendant à s'organiser en groupes de combat ». Les policiers seront « sensibilisés, informés et formés » et seront appelés à « collaborer avec les associations, les magistrats et les institutions représentatives ».

ILE-DE-FRANCE

Une campagne de prévention contre l'excision

« Nous protégeons les petites filles », tel est le slogan figurant sur les plaquettes et les affiches qui vont être diffusées en Ile-de-France dans le cadre d'une campagne de prévention contre l'excision. Cette mutilation sexuelle pratiquée sur les fillettes africaines a été importée en France notamment par les immigrées en provenance du Sénégal. Interdite par la loi, elle est pratiquée clandestinement et dans de telles conditions d'hygiène qu'elle entraîne plusieurs décès par hémorragie ou infection. On estime que l'excision menace 4 000 fillettes d'origine africaine résidant en Ile-de-France. Appuyée par diverses associations féminines et seules, la préfecture de la région lance donc une campagne d'information — c'est la première du genre en France — pour que les parents sachent que l'excision est interdite. Il s'agit aussi de soutenir ceux qui tentent de protéger leurs enfants et de fournir aux professionnels concernés (enseignants, médecins de PMI, travailleurs sociaux) du matériel de sensibilisation.

GRAND STADE

La Seine-Saint-Denis approuve le montage financier

A l'unanimité (communistes, socialistes, UDF et RPR), le conseil général de Seine-Saint-Denis s'est prononcé, mardi 26 octobre, en faveur du projet de construction du Grand Stade

sur le commune de Saint-Denis (le Monde du 20 octobre). Les élus ont également accepté que le département participe au montage financier pour 110,5 millions de francs. Toutefois Bruno Le Roux, au nom du groupe socialiste, a indiqué que cette somme ne pourrait être révisée à la hausse même si l'État le demandait. « Le département, a-t-il précisé, ne peut remettre en cause des opérations prioritaires, ni demander à ses contribuables de supporter des dépenses financières supplémentaires du gouvernement ». Le même jour, au conseil régional, Yannick Bodin, président du groupe socialiste, a indiqué que ses amis approuveront le principe d'une contribution financière de la région. Toutefois il y a posé une condition : le respect par l'État de ses engagements à l'égard de Saint-Denis. Cette ville nouvelle, candidate malheureuse à l'implantation du Grand Stade, devrait bénéficier d'une nouvelle station RER, d'une gare d'interconnexion du TGV et d'une université.

DIFFAMATION

Mise en examen de la présidente du Syndicat de la magistrature

La présidente du Syndicat de la magistrature, Béatrice Patrie, qui est à ce titre directrice de la revue *Justice*, a été mise en examen, mardi 26 octobre, pour diffamation envers une administration publique et un ministre à la suite d'une plainte du ministère de l'Intérieur. Celui-ci a estimé qu'un article (le Monde du 4 juillet) contestant la relation officielle de la mort d'Eric Schmitt, la preneur d'otages de la maternité de Neuilly, avait « mis en cause le comportement et la conscience professionnelle des fonctionnaires de police, ainsi que la légalité des ordres qui leur auraient été donnés dans l'affaire de la prise d'otages de Neuilly ».

DINOSAURES

Des fossiles au pied des falaises du pays de Caux

Des fossiles d'ichtyosaure et de plésiosaure, des reptiles marins vivants à l'époque jurassique, il y a cent millions d'années, ont été découverts sur la plage de Sainte-Adresse (Seine-Maritime), a-t-on appris mardi 26 octobre auprès du Muséum d'histoire naturelle du Havre. Ces vestiges, qui gisaient sous une décharge aujourd'hui abandonnée et peu à peu nettoyée par la mer, ont été trouvés fortuitement par Gérard Breton, directeur du muséum, au cours d'une sortie au pied des falaises avec des membres de la Société géologique de Normandie. Les fossiles sont emprisonnés dans trois blocs de calcaire pesant entre 150 et 250 kilos.

ESPACE

Les débris d'un satellite chinois devraient s'écraser sur la Terre

Un satellite scientifique chinois de quatre tonnes, lancé en orbite le 8 octobre dernier, plonge vers la Terre. Normalement, la friction de l'air lors de leur rentrée dans l'atmosphère suffit à carboniser les débris. Mais, selon les spécialistes du groupe d'observation de Kettering (Grande-Bretagne), plusieurs d'entre eux, trop volumineux pour brûler totalement, pourraient atteindre la surface. Le plus dangereux est un bouclier de deux tonnes destiné précédemment à préserver le satellite lors de sa rentrée. Il devrait se séparer de l'ensemble en fin de course et être ralenti par un parachute avant de retomber sur le sol chinois, mais, les contrôleurs ayant perdu le contrôle de l'engin, cette manœuvre n'est pas possible. Les débris — parmi lesquels un médaillon à l'effigie de Mao Tsé-toung entouré de diamants — plongeront probablement dans l'Atlantique ou le Pacifique. Mais, selon le revue américaine *Aviation Week*, le US Space Command ne pourra prédire le point d'impact des débris que quelques heures avant leur arrivée, possible à partir de vendredi 29 octobre.

ENVIRONNEMENT

La collecte et le recyclage des déchets automobiles

Renault crée le premier « réseau vert » européen

Comme plusieurs constructeurs européens, notamment suédois et allemands, Renault et Peugeot développent leur système de collecte et de recyclage des déchets automobiles. Renault termine la mise en place du premier « réseau vert » européen, tandis que Peugeot lance une opération pilote dans la région Nord-Pas-de-Calais.

Renault achève l'installation, dans dix pays de l'Europe de l'Ouest, de son « réseau vert », système de collecte et de recyclage des déchets automobiles. De Swindon (Grande-Bretagne) à Vienne (Autriche) et d'Amsterdam à Lisbonne, en passant par Paris, Bruxelles ou Milan, ce sont, dès 1994, 1 million de pare-chocs, 700 000 batteries, 3 millions de litres de solvants, 3 millions de pneumatiques et 120 000 mètres cubes d'emballages usés qui, chaque année, seront ramassés, puis « valorisés » (c'est-à-dire transformés en de nouvelles matières premières) par des professionnels du recyclage.

Mise en route, à l'été 1991, dans la région de Tours et en Allemagne, cette filière a déjà permis, par exemple, d'utiliser quelque 120 000 pare-chocs usagés pour la fabrication de pièces neuves (ailes et boucliers) équipant les derniers modèles de Safrane, Clio et Twingo. Elle doit impliquer les 13 500 concessionnaires et agents du réseau commercial européen de Renault : de tous les points de vente et de réparation, les camions, qui livrent les pièces de rechange neuves, repartiront avec une cargaison de déchets automobiles vers des « plates-formes » régionales ou nationales (ainsi Zurich pour l'Espagne). Les déchets seront alors triés et les stocks de même « famille » acheminés vers des entreprises de recyclage agréées.

Avec la Compagnie française des ferrailles, Renault a, par ailleurs, implanté, en septembre 1992 à Athis-Mons (Essonne), le premier centre industriel de traitement des véhicules hors d'usage. En un an, cette usine a recyclé quelque 10 000 voitures avec, indique la firme, « un taux

de valorisation supérieur à 90 % » et une bonne rentabilité économique. Dans moins de dix ans, « pas plus de 10 % » du poids d'un véhicule seront relégués dans des décharges contre 25 % aujourd'hui. En effet, à côté des centres existants (Athis-Mons, Msdrid et, en Allemagne, Würzburg), Renault entend en créer de nouveaux — notamment à Toulouse — parfois en collaboration avec d'autres constructeurs, comme c'est le cas avec BMW à Würzburg.

Les « garages propres » de Peugeot

A une moindre échelle, Peugeot se préoccupe aussi du remassage de déchets automobiles (huiles, batteries et pneus). Avec le Conseil national des professionnels de l'automobile (CNPA), la firme sochaliennaise vient de lancer une expérience pilote dans la région Nord-Pas-de-Calais : les automobilistes qui entretiennent eux-mêmes leurs véhicules sont incités à apporter les matériaux usagés dans les établissements équipés à cet effet (quarante d'ici à la fin de l'année, plus de deux

cents en 1994). Ces matériaux sont ensuite dirigés vers des centres de recyclage. Si cette expérience est positive, ce système sera étendu à toute la France.

Parallèlement, Peugeot mène une opération « garages propres », après que cette formule a été, selon le constructeur, testée « avec succès », depuis décembre 1992, par le concessionnaire de Douai (Nord) : elle consiste à trier à la source les déchets d'ateliers destinés à être recyclés.

Le consommateur verra-t-il la facture du garagiste augmenter pour « cause verte » ? Renault écarte cette hypothèse, du moins « à court terme ». Peugeot envisagerait l'éventualité d'un « forfait environnement » au nom d'un « civisme des temps modernes ». Car, selon la firme sochaliennaise et le CNPA, ce sont, chaque année en France, 100 000 tonnes d'huiles de vidage, 2 millions de batteries et 15 millions de pneumatiques qui sont abandonnés, trop souvent dans des décharges sauvages. Chiffres à rapprocher des efforts entrepris.

M. C.

3615 3616
RENAULT

RENAULT présente GEF

Modèle présenté: Safrane RXE 2.5L dT avec options. Consommation aux 100 km

SAFRAN

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Le Soleil fait frissonner la Terre

Suite de la première page

Or, les archives l'attestent, cette même période s'est caractérisée par une absence quasi totale de taches solaires. Une mise en repos comme notre astre n'en a pas connue depuis lors, appelée « minimum de Maunder » du nom de l'astronome anglais qui, à la fin du dix-neuvième siècle, fut parmi les premiers à s'intéresser à cette anomalie.

Du minimum de Maunder au petit âge glaciaire, y aurait-il eu une relation de cause à effet? Envisagée dès 1976 par le climatologue américain John Eddy (Boulder, Colorado), cette hypothèse a été sérieusement étayée, ces dernières années, par les travaux d'Elizabeth Nesme-Ribes. Une étude d'autant plus approfondie que l'astrophysicienne se trouvait directement à pied d'œuvre pour explorer les meilleures observations de l'époque, réalisées en France à la fin du seizième siècle par Jean Picard et les frères La Hire, et consignées depuis lors, aux archives de l'Observatoire de Paris.

Ses conclusions? « Attesté par cent quatre-vingts à deux cent trente observations par an (dix mille jours au total), le minimum de Maunder a atteint son paroxysme de 1645 à 1705. Soit une période d'accalmie solaire anormalement longue,

durant laquelle l'énergie rayonnée sur la Terre a diminué d'environ 1 watt par mètre carré, résume-t-elle. Reste à comprendre, au plan théorique, le mécanisme magnétique de telles « anomalies » (1), et à élaborer des modèles climatiques prenant en compte ces variations d'activité solaire. Une étude à laquelle se consacre d'ores et déjà Robert Sadourny, directeur du laboratoire de météorologie dynamique du CNRS à l'Ecole normale supérieure de Paris, dont les premiers résultats (à paraître dans le *Journal of Geophysical Research*) démontrent que la baisse d'activité solaire correspondant au minimum de Maunder est bien compatible avec les variations de température observées durant le petit âge glaciaire.

« Si l'on suppose que la luminosité solaire était de 4 % plus faible qu'aujourd'hui entre 1650 et 1700, nous obtenons un refroidissement d'un ordre de grandeur comparable aux données réelles, affirme-t-elle. Même si des éruptions volcaniques ou des fluctuations lentes de l'océan ont également pu influencer le climat de cette époque, le minimum de Maunder est donc un candidat plausible pour expliquer le petit âge glaciaire. » Constatation annexée, et autrement troublante: en simulant dans les mêmes proportions non

plus une diminution mais une augmentation de la constante solaire, les modifications climatiques obtenues sont à peu près similaires à celles que l'on obtient... en augmentant la concentration des gaz à effet de serre.

Aux côtés des rejets de méthane et de gaz carbonique (dont la teneur dans l'atmosphère, il faut le rappeler, a augmenté de 25 % depuis le début du siècle dernier), l'intense activité dont témoigne actuellement notre étoile (le *Monde* du 19 juillet 1989 participerait-elle au relatif réchauffement de la planète observé ces dernières années? Il est encore trop tôt pour l'affirmer, mais un nombre croissant de climatologues prennent désormais l'hypothèse en considération. Si celle-ci se confirme, les futures réunions du Programme international Géosphère-Biosphère (IGBP), qui étudie les changements climatiques à l'échelle mondiale, pourraient bien accueillir, dans un avenir proche, un nombre croissant de spécialistes du Soleil.

CATHERINE VINCENT

(1) Objectif unique et consensuel des deux équipes, mais Elizabeth Nesme-Ribes, en collaboration avec Jean-Claude Ribes (directeur de l'Observatoire de Lyon), Dmitry Sokolov (du département de physique de l'université de Moscou, actuellement détaché en France) et André Mangey (historien à l'Observatoire de Paris-Montsouris).

ARTS

DANI KARAVAN à Nuremberg

Une colonnade pour les droits de l'homme

NUREMBERG

de notre envoyée spéciale

Dani Karavan, artiste israélien, a conçu un *Chemin des droits de l'homme* pour la rue piétonne qui mène au Germanisches Nationalmuseum de Nuremberg récemment modernisé et agrandi. C'est un alignement de colonnes de béton blanc, qui portent, gravées, les articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 par les Nations unies. Sur chaque colonne de 9 mètres de haut, le texte est inscrit deux fois: en allemand et dans une langue toujours différente, parlée dans des pays qui ont été atteints par le nazisme, ou qui ont combattu le nazisme. Le choix des langues a été fait en accord avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (de même pour la traduction).

L'ordre de l'inscription sur la colonnade prise entre une ancienne porte de la ville et une porte créée par l'artiste en écho à l'autre, dépend de la distance entre Nuremberg et la capitale du pays retenu. Il devrait y avoir trente colonnes apparentes. En fait, il y en a vingt-sept. Deux ont dû être enfoncées dans le sol

pour laisser un passage aux voitures, et à la place d'une d'entre elles, Karavan a voulu un arbre, pour introduire un élément végétal dans cette rue complètement soumise au minéral, à la pierre, à la brique, au verre des nouvelles façades du musée. Le chêne est dédié aux langues et aux pays non représentés.

L'idée du *Chemin* est claire et belle, sa réalisation aussi qui n'aurait pas de soi, car si la municipalité de Nuremberg s'y reconnaît aujourd'hui (1), il a fallu, pour que le projet de Dani Karavan aboutisse, cinq ans, et la détermination de l'architecte chargé de la rénovation du Germanisches Nationalmuseum conjuguée à celle des conservateurs qui l'ont choisi parmi d'autres (Serra, Sol Lewitt, Uecker...).

Dani Karavan est un grand routier international de l'art public, qui, depuis près de trente ans, crée des environnements s'appuyant sur l'histoire et la géographie des sites où il choisit d'intervenir (le désert ou la ville, Israël, Florence ou Cergy-Pontoise) pour les modeler ou remodeler, en dégageant des perspectives symboliques qu'il matérialise par des volumes simples, des pyra-

mides, des portions de sphères, des escaliers, des rampes, des gradins, des tracées géométriques au sol, de la végétation, des rayons laser...

Si le plus souvent il œuvre en doublant son vocabulaire formel de messages de paix, jamais encore il n'avait chargé son œuvre d'un message aussi visiblement politique qu'à Nuremberg, où pour la première fois le cooteau prime sur la forme. A site chargé, œuvre chargée, qui répond par la force des paroles d'égalité entre les hommes aux souvenirs de paroles impardonnables proférées par Hitler du haut de la tribune des grands rassemblements nazis, qui existe toujours. Le *Chemin* est aussi une œuvre qui heureusement remplit son contrat artistique: elle est de justes proportions et contribue à mettre de l'unité dans cette rue du musée qui en avait bien besoin.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) L'inauguration de l'œuvre de Dani Karavan, le 24 octobre, a été l'occasion d'une journée de rencontres des organisations internationales pour les droits de l'homme, à laquelle participait Danielle Mitterrand.

Clint Eastwood bienfaiteur du MoMA

NEW-YORK

correspondance

A partir du vendredi 29 octobre, et pendant près d'un mois, le Musée d'art moderne de New-York projettera la quasi-intégralité de l'œuvre de Clint Eastwood, acteur et réalisateur. « Ce sera, dit Mary Lee Bandy, conservateur en chef du département cinéma du musée, la rétrospective la plus complète jamais présentée ici. » C'est au MoMA, qu'en 1980, la première mondiale de *Bronco Billy*; c'est avec un autre film d'Eastwood que, deux ans plus tard, le MoMA organisa son premier gala de bienfaisance et de collecte de fonds au profit des Archives cinématographiques.

Le mercredi 27 octobre, c'est avec un hommage à l'acteur, bardé l'an dernier d'Oscars, et un montage de ses grands moments au cinéma que se tiendra un autre gala de bienfaisance au profit du nou-

veau centre de préservation des films dont le MoMA entreprend la construction à Philadelphie.

Clint Eastwood pulvérise tous les records de collectes de fonds jamais organisés par le département cinéma du MoMA. L'hommage consacré à Audrey Hepburn avait rapporté 400 000 dollars. Celui dont Eastwood est l'objet - la location a commencé dès le début du mois de septembre - a déjà fait rentrer 750 000 dollars (chaque table du souper coûte 25 000 dollars) et, « les comptes n'étant pas encore arrêtés, ajoute Mary Lee Bandy, il est probable que l'hommage à Clint Eastwood représente la somme la plus élevée jamais recueillie par le Musée d'art moderne, toutes disciplines artistiques confondues ».

H. B.

INSTITUT

La séance de rentrée des cinq Académies

La formation d'une culture européenne

Le GATT passera-t-il sous la Coupole? A l'heure où se discute la question d'une « exception culturelle européenne », c'est précisément sur l'esprit du Vieux Continent que se sont penchés les membres de l'Institut de France. Réunis, mardi 26 octobre, pour la séance de rentrée des cinq Académies (française, Inscriptions et Belles-lettres, Sciences, Beaux-Arts, Sciences morales et politiques), les immortels ont présenté quelques aspects de la « formation d'une culture européenne ». D'où il ressortait que notre patrimoine commun, toujours vivace, avait puisé sa richesse dans la diversité des connaissances et des aspirations exprimées au fil des siècles dans les différents pays d'Europe.

Le « lent travail des humanistes » fut ainsi toujours mené « dans un contexte international », comme le rappela Jean-Pierre Babelou, délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Et que dire de la Russie de Catherine II, tout imprégnée de culture française avant de se tourner, au XIX^e siècle, vers la pensée allemande? Pour Hélène Carrère d'Encausse, de l'Académie française, l'apport de la France est « un gage de l'unité spirituelle de l'Europe aujourd'hui recomposée ». Une reconstruction qui constitue un ferment d'espoir aux yeux de Raymond Gallois Montriblan, de l'Académie des beaux-arts. « L'union de l'Europe », a-t-il affirmé, scellera la parenté artistique, intellectuelle et morale

des pays qui se seront reconnus frères ».

Les obstacles à cet aveoir radieux n'ont cependant pas été passés sous silence. Convaincu que « si la vision d'une recherche européenne n'avait pas prévalu depuis près de quarante ans, nous ne serions plus aujourd'hui qu'une notion scientifique assez modeste », Edouard Brézin, de l'Académie des sciences, a mis en lumière les carences qui pourraient faire obstacle au développement scientifique de la France: « pas assez de trilinguisme », un système de grandes écoles peu attractif pour les jeunes Européens et le manque de possibilités d'accueil de chercheurs étrangers.

Roland Drago, de l'Académie des sciences morales et politiques, a insisté, de son côté, sur les méfaits de « l'encadrement de la culture juridique européenne ». Ou comment la menace d'une « réglementation sans âme » met en péril notre capital culturel.

R. R.

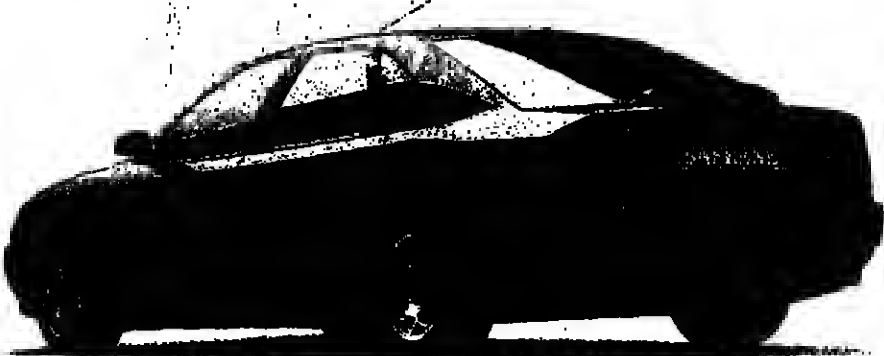
LETTRES

Le Booker Prize à Roddy Doyle. - Le Booker Prize, prix littéraire le plus prestigieux en Grande-Bretagne, a été attribué, mardi 26 octobre, à l'écrivain irlandais Roddy Doyle pour son roman *Paddy Clarke Ha Ha Ha*. Agé de 35 ans, Roddy Doyle est l'auteur de *The Commitments*, paru en 1987 et adapté à l'écran par le réalisateur Alan Parker en 1991.



- " Turbo diesel à échangeur air-air, culasse renforcée en alliage léger, 115 ch à 4200 trs/mn, couple de 240 Nm à 2000 trs/mn..."
- " Si vous économisez du carburant, vous n'économisez pas vos paroles. "
- " Ma chère, devant tant de qualités, le plus dur est de conclure. "

Monsieur a du mal à être concis face à toutes les qualités du 2.5L Turbo Diesel. Le renfort du bloc moteur et le turbo-compresseur réduisent le niveau sonore, augmentent la puissance, et améliorent le couple à bas régime. Et c'est vrai que s'il économise du carburant, il n'économise pas son plaisir.



laissez le plaisir conduire.

115 ch, 7.4L à 120km/h, 9.9L en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans.

RENAULT LES VOITURES A VIVRE

Universités : la rénovation à géométrie variable

Quelques facs ont réorganisé leurs premiers cycles. D'autres résistent avec force. La majorité s'engagent progressivement sur la voie de la réforme

Où est-on vraiment sur le dossier de la rénovation pédagogique des cursus universitaires et, en particulier, des premiers cycles ? En pleine rentrée universitaire, la question mérite d'être posée car, si les textes officiels sont clairs, la réalité se révèle beaucoup plus confuse.

Pour le juriste, la réponse est évidente : l'arrêté du 24 mai 1992 qui définit la nouvelle organisation du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) indique, en effet, dans son article 23, que « les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la rentrée universitaire 1993-1994 ». En bonne logique, les 247 000 bacheliers qui viennent de s'inscrire en première année à l'université devraient suivre les nouveaux cursus, élaborés pour limiter l'échec lors de l'entrée dans le supérieur en évitant une spécialisation trop rapide et en permettant des choix et une orientation progressifs.

En fait, les étudiants de premier cycle ne seront pas tous soumis au même régime. Certains bénéficieront, certes, de ces dix nouveaux DEUG, assortis de leurs mentions (1), qui ont fait l'objet de plusieurs arrêtés ministériels entre l'automne 1992 et le printemps 1993. Mais un nombre important d'entre eux seront intégrés dans des premiers cycles « à l'ancienne ».

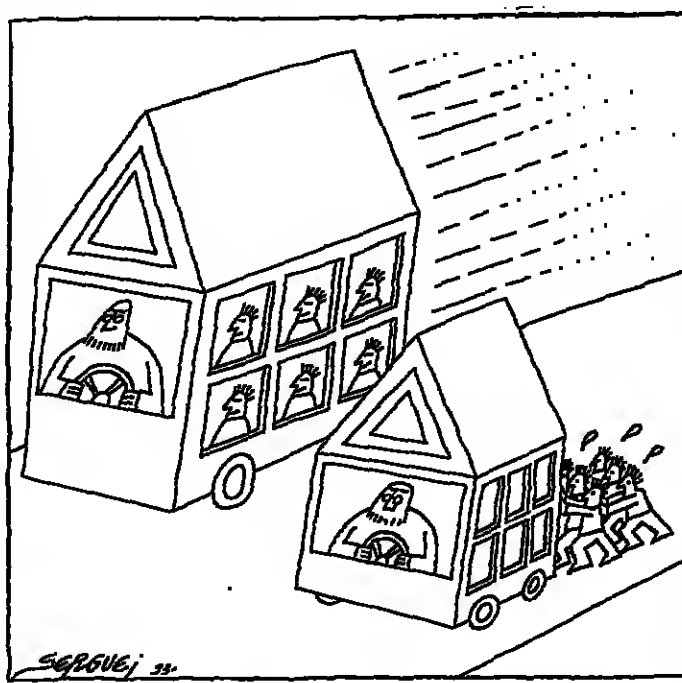
Ainsi, l'étudiant en sciences humaines et sociales de l'université d'Aix-Marseille suivra une première année organisée selon le principe des modules capitalisables, alors que son camarade de Poitiers devra se frayer un chemin dans le maquis des unités de valeur, non capitalisables, non capitalisables et assorties parfois de notes éliminatoires. En revanche, l'étudiant en sciences

de Poitiers va intégrer un DEUG rénové et sera notamment soumis au verdict d'un jury composé de trois enseignants.

Ces décalages, qui créent un système à géométrie variable, ne traduisent pas, de la part des universitaires, un mépris désinvolte des déclarations fixées par le précédent gouvernement. La date butoir de la rentrée 1993-1994, fixée par l'arrêté général, a, en effet, été repoussée par le ministre de l'enseignement supérieur lui-même. Dès son arrivée rue Descartes, François Fillon incitait les présidents d'université « à la plus grande prudence dans la mise en œuvre de cette réforme, si vous n'êtes pas en mesure de pouvoir financer ce que vous entreprenez ». Et s'il a tenu à préciser, à l'occasion de la rentrée universitaire, que la poursuite de la rénovation pédagogique faisait partie de ses « priorités », il a réaffirmé qu'elle devrait être mise en œuvre « à un rythme correspondant aux moyens disponibles ».

Ni carotte ni bâton

Un rapport de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale sur ce dossier, remis au ministre au mois de mai, avait pourtant semblé lever l'incertitude sur le coût de la réforme : son application, précisait l'inspection, « ne devrait pas engendrer de surcoûts réels en moyens d'enseignement, sauf exceptions ponctuelles ». Seules quelques dispositions devraient se révéler coûteuses : les unités de crédits, comme la généralisation de l'apprentissage de l'informatique et de la pratique d'au moins une langue vivante, mais,



globalement, estime l'inspection, l'application de la rénovation à moyens constants est possible (Le Monde du 19 juin 1993).

Malgré ces conclusions, François Fillon n'a pas appelé les présidents d'université à appliquer le plus rapidement possible la rénovation pédagogique. Le butoir fixé est désormais celui du renouvellement ou du réexamen à mi-parcours des contrats quadriennaux entre l'Etat et les universités, c'est-à-dire, au

plus tard, à la rentrée 1996. Bref, le ministère ne forcera pas l'allure.

Il n'y aura donc, vis-à-vis des universités, ni carotte ni bâton : les établissements qui appliqueront la rénovation pédagogique ne seront pas récompensés pour leur dynamisme, pas plus que ne seront handicapés ceux qui choisiront le statu quo. « L'autonomie des universités ne saurait être battue en brèche, indiquait au Monde, il y a quelques semaines, le directeur général des

enseignements supérieurs, Jean-Pierre Bardet. Les établissements d'enseignement supérieur gardent la maîtrise de la mise en œuvre de cette réforme ». Cette attitude circospecte risque d'entraîner une certaine confusion jusqu'en 1996. En cette rentrée universitaire, par exemple, cinq universités appliquent la réforme à tous leurs étudiants, soixante la mettent partiellement en œuvre à l'occasion de la création de diplômes nouveaux ou par transformation de formations existantes, quinze en revanche n'ont absolument pas retouché l'organisation de leurs premiers cycles.

La grande majorité des universités commencent néanmoins à appliquer la réforme, chacune à son rythme et selon ses préférences. Ainsi, l'université d'Amiens a défini et testé dès 1992 une organisation en modules. Elle s'applique cette année à assurer un tutorat d'accueil et d'accompagnement ainsi qu'à mettre en place des jurys d'examen. Celle de Créteil a procédé de manière inverse, engageant des tuteurs et sollicitant des enseignants pour les jurys d'année en 1992, avant d'organiser les cursus sous forme de modules.

Ailleurs, on ne fait rien ou presque. Ainsi à Paris-IV, le président Jean-Pierre Ponsou justifie le peu de changements introduits cette année par le poids plus faible qu'ailleurs des premiers cycles par rapport aux effectifs globaux accueillis par l'université de Paris-Sorbonne - 9 000 sur 24 000. « De plus, la rénovation pédagogique est très coûteuse à mettre en œuvre, estime-t-il. Mais tentons de l'appliquer en premier cycle d'histoire et géographie, cela mobilise énormément de crédits ».

An-déjà de ces arguments financiers apparaît une opposition sur le fond. Même si personne ne conteste les objectifs de la réforme - lutter contre l'échec - certains n'acceptent pas les modalités. La réorganisation des enseignements en modules, notamment, se révèle parfois difficile et se heurte aux susceptibilités des responsables de chaque discipline, soucieux de défendre leur territoire. Curieusement, alors que les architectes de cette réforme avaient prédit une forte réticence dans les filières juridiques et économiques, ces formations se sont révélées plus malléables que les littéraires. En revanche, la transformation des premiers cycles de sciences est, comme prévu, quasi générale.

Deux écueils se superposent désormais : celui concernant les filières et celui divisant les universités. L'inspection générale de l'administration avait déjà présenté cet état de fait en précisant, dès le mois de mai, que « toutes les universités ne sont pas également prêtes, pour des raisons diverses - position de principe, difficultés du dialogue interne, faiblesse des directions, moyens globalement insuffisants ou mal gérés - à entrer dans la rénovation ». Et l'inspection concluait alors à la nécessité de fixer un délai, au plus tard la rentrée 1995, sous peine de « mise à l'économie générale de la réforme ». Un danger qui n'a pas disparu.

MICHELLE AULAGNON

(1) Sciences, sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), technologie, lettres-langues, sciences humaines et sociales, arts-culture, philosophie, droit et sciences politiques, économie-gestion, administration économique et sociale.

Toulouse-Le Mirail, la bonne élève

Confrontée à des taux d'échec considérables en DEUG, l'université toulousaine a pris la réforme à bras le corps.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Avec près de 25 000 étudiants dont plus de la moitié inscrits en premier cycle, l'université de Toulouse-Le Mirail avait-elle le choix ? Pouvaient-elle, cette fois encore, comme elle l'avait fait en 1984, rater le train de la réforme, ne pas saisir la chance de remettre à plat ses formations restées inchangées depuis le début des années 70 ?

Que ce soit en lettres, en langues vivantes ou en sciences humaines, sur 100 bacheliers entrant en DEUG à Toulouse-III, 50 disparaissent au bout de trois ans sans aucun diplôme et seulement 14 parviennent à décrocher leur DEUG en deux ans. Ces deux chiffres suffisent à comprendre pourquoi la plus grosse université littéraire provinciale a décidé, cette fois, de ne pas rater le coche. Et pourquoi les douze UFR (unités de formation et de recherche) qui la composent sont parvenues - chose rarissime - à se mettre d'accord sur une architecture commune.

Particulièrement exposée, ces dernières années, à l'inflation galopante des effectifs étudiants (+ 35 % en six ans), prise à contre-pied par un flot croissant de jeunes bacheliers encombrant son premier cycle, plus fragiles et incertains dans leurs choix, socialement et culturellement décalés dans l'université, Le Mirail, devenue une gigantesque machine à produire de l'échec, broyait du noir. A chaque rentrée universitaire, c'était plusieurs milliers de nouveaux bacheliers (plus de 4 000 cette année, dont 1 000 en psychologie, qu'il fallait, tant bien que mal, accueillir dans des locaux bourrés à craquer et chaque année plus dégradés.

Ces deux dernières années, les choses se sont néanmoins nettement améliorées. Grâce au métro, les étudiants du Mirail ne se sentent plus bannis du centre-ville. Et les largesses du plan Université 2000 ont permis de repousser un peu les murs. Des locaux supplémentaires, une maison de la recherche et une bibliothèque interuniversitaire seront en service dans le courant de cette année scolaire (coût total 139 millions de francs).

L'amélioration du cadre de vie, et surtout la création, en trois ans, de 37 postes ont sans doute donné à l'équipe d'enseignants l'élan nécessaire pour attaquer l'essentiel : l'amélioration de l'accueil et la rénovation des DEUG.

L'accueil et le tutorat

L'équipe de présidence ne s'est pas attaquée d'entrée de jeu à la refonte des 370 unités de valeur (dont plus de 400 rien qu'en premier cycle) proposées par l'université, dans lesquelles les étudiants piochaient, un peu au hasard, pour composer leur menu, à coups d'options et d'« UV libres ». Car on ne réforme pas d'un coup de baguette magique un système monstrueux, ossifié depuis une bonne vingtaine d'années.

La critique est pourtant quasi générale aujourd'hui dans les rangs des universitaires du Mirail : avec 25 000 étudiants, le système des UV était devenu ingérable. Chaque enseignant « éricolait » dans son coin, protégé par un splendide isolement, les UV étant nées de fiefs conquis souvent de haute lutte, étroitement articulés sur les goûts, les aptitudes et les recherches des uns et des autres. Si le système, vaillamment résistait au changement de mission et d'échelle

qui s'imposait à l'université, c'était tout au prix d'un morcellement des cours, d'un morcellement de l'enseignement et d'une dilution croissante de la responsabilité pédagogique des enseignants, comme le souligne Jacques Fijalkow, vice-président du Mirail. Sans compter l'isolement des étudiants et l'absence de lisibilité des formations et des parcours.

C'est en fait la création, à la rentrée 1992, du Dispositif d'aide à la réussite en DEUG (DARD) qui a permis de repenser, dans un deuxième temps, l'architecture des DEUG. En instaurant des procédures d'accueil et d'information des « primo-arrivants » en juillet et septembre, puis, tout au long de l'année, un système de tutorat assuré par des étudiants de maîtrise et de DEA, sous le contrôle d'un réseau d'enseignants répartis dans les douze UFR du Mirail. Une centaine de tuteurs ont été recrutés et sont rémunérés (55 francs net de l'heure) pour servir de grands frères aux bizuts de premier cycle.

Patricia Rossi, thésarde et tutrice à l'UFR de psychologie a ainsi pu expliquer à plusieurs centaines d'étudiants, « avec un succès mitigé mais pas totalement nul », que le DEUG de psychologie n'était pas forcément le meilleur choix pour qui voulait entrer à l'UFRM. « Or les trois quarts de ceux qui veulent s'inscrire en DEUG de psychologie ont ce projet en tête », dit-elle.

Démarrant ensuite, pour se poursuivre tout au long de l'année, des permanences et des ateliers d'aide au travail universitaire. Sur la base d'un horaire fixe attribué à un tuteur et à un thème, les étudiants de premier cycle volontaires peuvent ainsi, par groupes d'une quinzaine, approfondir un point du cours ou se familiariser avec des méthodes de travail

(exposés, bibliographie, etc.) qu'ils maîtrisent mal. D'après une enquête menée par l'observatoire de la vie étudiante, 89 % des étudiants connaissent le dispositif et un sur trois a utilisé le tutorat en 1992-1993. Un résultat satisfaisant, selon la présidence, entre tuteurs et enseignants, « peuvent nettement être améliorés » - ce que confirment les tuteurs.

Après un an de fonctionnement du DARD, la réflexion sur l'orientation des étudiants, la lutte contre l'échec en DEUG et le remodelage des cursus se sont presque imposés d'eux-mêmes. Une dizaine de réunions impliquant l'ensemble des structures de l'université ont permis de dégager un schéma d'ensemble. Même si, d'une UFR à l'autre, la réflexion a plus ou moins abouti, et si les résistances à l'abandon des UV ont été plus ou moins complètes.

Accélération des cursus, bidisciplinarité et possibilité de réorientation après une période probatoire de neuf semaines de cours : ce sont les trois principes auxquels ont, peu ou prou, adhéré les douze UFR du Mirail. Les quatorze UV de premier cycle font désormais place à huit modules qui devraient, grâce à la compensation des notes dans chaque module, augmenter les chances de réussite des étudiants. Et limiter, surtout, le nombre de étudiants traînant, des années durant, un DEUG incomplet.

Chaque étudiant choisit en première année une première discipline, dite « majeure », et une seconde, dite « mineure » mais correspondant à la « majeure » d'une autre UFR. Avantage : permettre une éventuelle réorientation de l'étudiant. Préparés par les enseignants, les tuteurs sont intervenus fortement au moment des

inscriptions de septembre pour guider les étudiants dans le choix de leur « mineure ». A ceux qui, par exemple, se sont entêtés à s'inscrire en psychologie pour entrer à l'UFRM, on a pu conseiller de prendre anglais ou lettres modernes plutôt que sociologie.

« Ce système qui oblige les étudiants à s'investir dans deux pôles et à se projeter dans l'avenir est stimulant et préfigure ce que sera, sans doute, l'université dans dix ans, explique Daniel Filatre, directeur de l'UFR de sociologie du Mirail. Quand 500 étudiants entrent en première année de sociologie et qu'il en sort à peine cinquante au niveau du DEA, il faut bien un jour ou l'autre accepter de reconnaître que l'UFR de sociologie ne fabrique pas des sociologues. La réflexion sur les modules nous a conduits par exemple à proposer à tous les étudiants de sociologie un enseignement centré sur les techniques et les méthodes de travail à l'université. Impensable au temps des UV ».

Le jeu de la concertation

En lettres modernes, où l'on s'est pourtant prudemment cantonné au remodelage de la première année de DEUG, un enseignement de la dissertation a, de la même façon, pu être introduit grâce au système des modules. Car ces derniers, mêlant, en première année, « spécialistes » et « non-spécialistes », une réflexion sur les méthodes et les outils à donner aux étudiants s'imposait d'autant plus.

Même si l'UFR de lettres modernes s'est entendue avec celle de langues pour limiter à ces deux disciplines les possibilités de choix des étudiants entre « majeure » et

« mineure », le nouveau système, bidisciplinaire, confronte les universitaires à de vertigineux changements d'échelle. Le module de littérature, par exemple, accueille cette année plus de 1 000 étudiants (deux fois plus que les UV équivalentes, l'an dernier), un bon tiers se destinant, à priori, à des études d'anglais, d'allemand ou d'espagnol. « Le paradoxe, souligne Michel Brossette, directeur de l'UFR de lettres modernes, est que nous aurons désormais à accueillir des populations étudiantes encore plus hétérogènes et à maîtriser les flux de manière beaucoup plus globale ».

Autre difficulté : moins éclaté, le nouveau dispositif gonfle la taille des groupes d'étudiants et « tire » l'enseignement vers le cours magistral ou la « conférence », au moins dans les neuf premières semaines de la première année de DEUG. Enfin, l'organisation des « jurys de modules » devront se réunir en fin d'année, va quelque peu bousculer les habitudes, puisque les historiens et sociologues, anglicistes et littéraires devront statuer ensemble sur le sort de leurs étudiants communs.

C'est évidemment de la capacité des enseignants du Mirail à jouer à fond le jeu de la concertation et de la maîtrise globale des flux d'étudiants que dépendra la réussite de la rénovation entamée cette année. Et du soutien que voudra bien leur apporter le ministère. On sait déjà que les cinquantaines de centres de langues vivantes théoriquement prévues pour tous en première année de DEUG vont être ramenées à vingt-cinq cette année. Et dans le cadre du budget 1994, l'université s'attend à recevoir neuf postes d'enseignement supplémentaires alors qu'elle en espérait trente.

CHRISTINE GARIN

Les 28 et 29 octobre, venez découvrir en première exclusivité à la Fnac Micro les nouvelles imprimantes Hewlett-Packard Jet d'Encre, Couleur ou Laser, des petits prix qui font bonne impression.

Présentations et démonstrations les jeudi 28 et vendredi 29 octobre, de 15h à 19h au Forum de la Fnac Micro.

Fnac Micro 71 bd St-Germain 75 005 Paris. M° Cluny-la-Sorbonne. RER St-Michel.



AGITATEUR DEPUIS 1954.



مكتبة الأمل

ÉDUCATION • CAMPUS

Les IUFM après la tourmente

Placés cet été sur la sellette, les instituts universitaires de formation des maîtres se plient aux nouvelles orientations ministérielles

LYON

de notre envoyé spécial

UN petit discours de François Fillon, prononcé le 1^{er} juillet devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, avait semé la consternation dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Même si le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Berdier, avait précisé que le dispositif de formation des maîtres, conçu par la loi d'orientation de juillet 1989, était l'objet d'un réajustement et d'une remise en cause profonde (le Monde des 3, 8 et 15 juillet).

« C'est vrai, les gens ont été choqués, meurtris, constate aujourd'hui avec regret Alain Bouvier, directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de Lyon. « Tous ont mal vécu les critiques portées aux IUFM, et surtout celles dirigées contre ceux qui, en leur sein, s'efforçaient de mettre en œuvre un dispositif complexe. Mais cela appartient désormais au passé. » On fait d'ailleurs remarquer que François Fillon a tenu, fin septembre, devant les sénateurs, un langage bien plus amène vis-à-vis des personnels.

Absorbé par la rentrée qui s'achève, l'IUFM, comme bien d'autres, a « digéré » la mini-tourmente estivale : le coup de semonce du ministre, tout d'abord, qui semblait donner quelque crédit aux promesses électorales du RPR de suppression pure et simple du dispositif, puis le communiqué du 15 juillet, plus conciliant, concocté

avec François Bayrou, son collègue de l'éducation nationale, puis, enfin, la circulaire explicative de la direction générale de l'enseignement supérieur adressée pendant les vacances aux directeurs d'IUFM et aux présidents d'université.

A l'examen, les nouvelles orientations sont éparpillées, finalement, moins spectaculaires que ne l'avaient été les propos de François Fillon. De portées essentiellement symboliques, ces orientations annonçaient une autonomie réduite des IUFM face aux universités, la fin des affectations à temps plein d'enseignants-chercheurs en IUFM et, surtout, l'effacement de l'épreuve professionnelle à l'oral des concours de recrutement des enseignants du second degré.

L'effacement de l'épreuve professionnelle

« C'est comme si le temps de la politique n'était pas écoulé, commente Alain Bouvier. Comme si celui de la gestion, du travail concret, avait enfilé. » Sur le terrain, dans les différents centres, on a épluché, non sans angoisse, les textes ministériels. Les plans de formation, validés pour 1992-1994, restent valables. Dont acte. Après 1994, « circulaires ou pas, il aurait bien fallu de toute manière les revoir », explique un responsable de centre. Idem pour les modalités de formation des futurs professeurs des écoles, des conseillers principaux d'éducation, des professeurs de lycée et collège stagiaires en deuxième année d'IUFM, qui ne changent pas. On recommande bien de limiter la formation commune des futurs ensei-

gnants du premier et du second degré. Soit. Mais celle-ci l'était déjà de fait. A Lyon, par exemple, la formation commune représentait 10 à 15 % du temps de formation en première année.

La seule nouveauté finalement — mais de taille — a consisté à transformer en profondeur l'épreuve orale dite « professionnelle » des concours de recrutement des professeurs des lycées et collèges (CAPES, CAPET, CAPLP). Pour la majeure partie des candidats, celle-ci consistait à analyser des situations d'enseignement vécues lors de leurs stages de première année. L'épreuve est désormais remplacée par une épreuve sur un dossier fourni par le jury, comportant un exposé suivi d'un entretien. Son but ? « Permettre d'évaluer l'aptitude du candidat à communiquer, à exposer et à débattre, à concevoir des démarches d'investigation, à mener une réflexion sur l'apprentissage de sa discipline, et à mesurer sa connaissance du programme de l'enseignement secondaire dans sa discipline. »

« En supprimant l'épreuve professionnelle », constate Yves Bruchon, coordinateur pédagogique du centre de Saint-Étienne, on a voulu toucher à ce qui constituait l'une des originalités de l'IUFM : la volonté de rapprocher la formation professionnelle de la formation disciplinaire. La tendance, remarque-t-on, est de nouveau à accentuer la seule préparation disciplinaire aux concours. Ainsi, « à qui sont servis désormais les stages d'observation qui restent privés dans les plans de formation », demande Yves Bruchon, qui résume une « conception

trop « ethnographique » des stages ». Car ces stages d'observation ne sont plus que des stages d'observation. La circulaire du 6 août, signée par le directeur général des enseignements supérieurs, Jean-Pierre Berdier, maintient en effet les stages de sensibilisation, les stages de pratique accompagnée, préparés et analysés avec l'aide du professeur conseiller pédagogique et de formateurs de l'IUFM. Elle prévoit même de les maintenir au-delà de 1994 pour une durée minimale de quinze jours pendant la première année de formation. Mais quel lien établir entre ces stages et le concours ?

Les consignes des jurys

Déjà, on scrute ce que seront les consignes des différents jurys de concours (à paraître prochainement). Car si un arrêté daté du 23 août est venu bel et bien entériner l'épreuve professionnelle, on brandit à l'inverse la circulaire du 6 août qui indique que « l'exposé et l'entretien pourront s'appuyer sur des observations et des analyses de pratiques d'enseignement vécues lors des stages de première année de formation ». Dans l'esprit de beaucoup, rien ne serait donc fondamentalement changé, pour peu que les jurys de concours le veuillent bien. On sait déjà, par exemple, comment celui d'histoire-géographie avait su, à force d'expérience, tirer profit de ces pratiques et observations ponctuelles menées tout au long de l'année par les candidats. Et comment aussi un tel questionnement sur des expériences personnelles est déjà monnaie courante dans les disciplines techniques.

Chemin faisant, les IUFM semblent donc pouvoir retrouver leurs marques dans les méandres des nouveaux textes. On indique également que bon nombre de dispositions, pour spectaculaires et symboliques qu'elles soient, ne changent rien à l'affaire. Ainsi par exemple si, pour réduire l'autonomie dont jouissaient les IUFM, les crédits devaient aux universités sont désormais versés directement aux universités, cela se fera... sur la base des conventions qu'elles ont signées avec les IUFM. Ni plus ni moins.

Soumis successivement au regard de l'inspection générale (à deux ou trois reprises), puis à celui des sénateurs, aux investigations de la direction des enseignements supérieurs, puis à l'événement de l'Académie des sciences, à l'expertise du Comité national d'évaluation, puis de cette éphémère commission Kaspri (dont le rapport établi en un temps record devait servir à étayer les propos virevoltants de François Fillon), les IUFM balbutiants n'avaient de cesse d'être évalués. « Il est donc grand temps de se remettre au travail, indique, pragmatique, Alain Bouvier. Sans émoi d'âme, pour rendre l'outil encore plus performant. »

JEAN-MICHEL DUMAY

Sécurité de l'emploi

8 000 préinscriptions par Minut pour 2 170 places en première année. A l'IUFM de Lyon, comme ailleurs, on a dû faire face, cette année, à un afflux massif de candidatures. Les chiffres sont éloquent. En première année pour le professorat des écoles, 630 dossiers ont été acceptés sur 2 778 demandés d'inscription. On en comptait 1 000 de moins l'an passé pour moins de 500 places.

En trois ans, les effectifs de l'IUFM n'ont cessé d'augmenter. 3 300 étudiants en 1991, 3 400 en 1992, 4 030 en 1993. 26 % de hausse entre 1992 et 1993 pour l'ensemble des CAPES, 55 % pour le seul CAPES de mathématiques. Et plus encore pour les disciplines techniques, vers lesquelles s'orientent de jeunes diplômés ou d'anciens professionnels en quête de reconversion : toutes élections confondues, les effectifs des CAPET (enseignement technique)

augmentent de 55 %, ceux des CAPLP 2 (lycées professionnels) de 159 %. L'attrait de la fonction publique, la sécurité de l'emploi, la peur du chômage, les maîtres « baladés » du dispositif de formation des enseignants, expliquent sûrement cet engouement. Les candidatures multiples aussi. Car, désormais, les étudiants font leur choix. Ainsi, tel maître auditeur en poste à Rennes l'an passé n'a pas hésité à déposer... quatorze dossiers d'inscription avant d'opter pour Lyon, l'académie « la plus offerte » à ses yeux : en termes de formation et, surtout, de possibilité d'allocation en première année.

Enfin, si bon nombre de candidatures au professorat des écoles s'expliquent par le souhait ouvertement manifesté de plusieurs candidats d'échapper, dans le second degré, au mouvement national des affectations qui est la règle, l'afflux vers le professorat des écoles

résulte également d'une autre peur : celle des classes « difficiles » des collèges situés en zones d'éducation prioritaire ou autres zones de difficulté. Le sévère : on sort à la lot qu'on des premières affectations.

Que demandent en définitive ces jeunes en formation ? « Des réponses, des choses simples », indique par exemple François, vingt ans, qui prépare à Saint-Étienne un CAPES d'anglais. « Moins de blabla et de verbiage pédagogique. Des analyses de cas précis, surtout, un point de discipline par exemple ou encore comment présenter un texte, préparer un exercice. » Et des stages dès la première année, ajoute Nathalie, vingt-cinq ans, qui prépare le même CAPES, où j'ai même s'il devenaient facultatifs. Parce que c'est encore au fond de la classe, qu'on perçoit le mieux ce qu'est un cours. »

J.-M. D.

Paul McCartney university

L'ex-Beatle crée dans sa ville natale, Liverpool, un institut supérieur des arts du spectacle

Chaque soir de la tournée européenne de Paul McCartney, quelques spectateurs acceptent de payer au prix fort (3 500 francs) un LIPA ticket. En plus d'une poignée de petits cadeaux (T-shirt, programme, CD et vidéo), ce ticket leur offre la possibilité de passer quelques moments privilégiés avec leur idole (conférence de presse, repas végétarien partagé en coulisse). Accessoirement, il apporte la satisfaction de participer au financement d'un des projets les plus chers au cœur de l'ex-Beatle : le Liverpool Institute for Performing Arts (LIPA), une école des arts du spectacle bâtie sur les rives de la Mersey.

L'idée de cette université du showbiz est née il y a trois ans d'une rencontre avec Mark Featherstone-Witty, spécialiste en formations artistiques, et de la volonté du chanteur — gentiment fermier dans le Sussex mais sensible à ses souvenirs d'enfance — d'aider sa ville natale. Paul McCartney raconte récemment à la BBC l'origine de cette démarche philanthropique.

« En discutant avec des gens de quartiers de Liverpool qui venaient d'être touchés par des émeutes, je les entendais regretter le manque de lycée technique dans cette ville. Je ne me voyais pas enseigner la mécanique automobile. Mais George Martin, notre ancien producteur, m'avait dit qu'il travaillait avec Mark à un projet d'école des arts de la scène centrée sur la musique. Un soir en me promenant dans Mount Street, j'ai revu avec nostalgie mon ancien lycée, où George Harrison fut aussi élève. Ce beau bâtiment de 1825 était laissé à l'abandon à cause d'une toiture trop chère à réparer. Les idées se sont alors emboîtées. Sauver l'école, le besoin de projet éducatif, l'idée de George et de Mark... La devise du lycée n'était-elle pas « Pas pour nous-mêmes, mais pour le monde dans lequel nous vivons » ? Nous avons contacté le conseil municipal, puis à travers le journal local j'ai demandé aux habitants ce qu'ils pensaient de cette idée. Les encouragements ont été unanimes. »

Le talent ne s'apprend pas

Après deux années de travaux, le LIPA ouvre ses portes en 1995. Le directeur de l'institut, Mark Featherstone-Witty en souligne l'aspect innovateur. « Il y a quelques années nous avons lancé à Londres une école de ce type mais affiliée à l'enseignement secondaire, où les disciplines du spectacle ne constituent qu'un quart du programme. Le LIPA est plus comparable à une université et sera réservé aux plus de 18 ans. Les membres spécialisés représenteront 100 % de leurs cours. Nous croyons qu'aujourd'hui les artistes doivent multiplier leurs compétences et avoir une vision globale de tous les métiers du

spectacle, de leurs aspects techniques en particulier. De façon à mieux comprendre les gens avec lesquels ils travailleront et pour avoir, éventuellement, la possibilité de se reconverter. Nous n'accueillerons d'ailleurs pas que des interprètes, nous formerons aussi des techniciens et des managers. De bonnes connaissances en économie, en droit et même en psychologie sont nécessaires. »

En plus des cours directement liés à l'interprétation artistique, les élèves (300 dans un premier temps, sélectionnés selon leur motivation et leur talent) apprendront l'enregistrement, la chorégraphie, la régie, la vidéo, le graphisme, le maquillage et le costume, ou l'éclairage.

Paul McCartney, musicien sorti du rang, pur produit de l'école de la rue et des galeries, ne sait d'ailleurs toujours pas déchiffrer une partition. Croit-il à la pertinence d'une école de musique pop ? « Ce sont bien sûr des choses très difficiles à enseigner. Le talent ne s'apprend pas. Nous n'aurons d'ailleurs pas affaire à des débutants. Il faudra faire attention à ne pas être trop directif. Il s'agit peut-être plus de rencontres avec des gens désireux de faire partager leur expérience que de cours didactiques. Je leur consacrerai, par exemple, quelques heures pour parler de l'écriture. »

Le soutien octroyé au « gentil Paul » s'est aussi traduit par du mécénat. Mais plus peut-être que les 10 millions de francs sortis de sa poche, c'est son efficacité comme VRP international qui a permis de rassembler les 120 millions de francs nécessaires au lancement du LIPA. Toutes les chansons des Beatles et la possibilité de rencontrer l'un d'entre eux pouvaient rassembler hommes politiques, industriels, hauts fonctionnaires européens, particuliers anonymes et famille royale. La reine et des célébrités per dourlaines ont envoyé leur cheque.

Le gouvernement britannique, pourtant avare en subventions culturelles, a débloqué 35 millions de francs, le société Grundig 20 millions. En échange, le chanteur a fait une entorse à son éthique en acceptant qu'une de ses chansons soit utilisée pour une publicité de la firme allemande. A la suite d'un déjeuner à Bruxelles, la Communauté européenne a accordé une aide de 30 millions de francs pour encourager la dimension internationale du LIPA et se vider d'ouvrir largement ses portes aux artistes et aux intervenants européens. A son initiative s'est d'ailleurs mis en place un réseau d'organismes de formation artistiques appartenant à la CEE, la France y étant représentée par le Studio des variétés (notre LIPA nationale) et le Centre d'information du rock. Les premières candidatures d'élèves seront reçues en 1994.

STÉPHANE DAVET

REPÈRES

ÉDUCATION-ÉCONOMIE. Jean Garagnon, qui était, depuis le mois d'avril, conseiller au cabinet de M. Bayrou, ministre de l'éducation nationale, vient d'être nommé président du haut comité éducation-économie. Il remplace Michel Gouilloud.

ÉTUDIANTS LIBÉRAUX. Gérard Lagier, étudiant en maîtrise de droit à Paris-8 (Aussat), vient d'être élu président national du Collectif des étudiants libéraux de France (CELF). Il remplace Vincent Lafaye à la tête de cette organisation proche de l'UDF et en perte de vitesse depuis quelques années.

MINISTÈRE. Guillaume Drago, doyen de la faculté de droit et de sciences politiques de Rennes-1, vient d'être nommé conseiller technique au cabinet du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, où il sera chargé, notamment, des relations avec les organisations professionnelles. Au-delà de la qualité des hommes, cette nomination donne une tonalité particulière au cabinet de M. Fillon : après Christian Philp, fils du préfet Olivier Philp, et Roland Debessch, fils du doyen Charles Debessch, Guillaume Drago est le troisième à faire figure d'héritier. Son père, Roland Drago, professeur de droit, a été l'un des responsables de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et, à ce titre, l'un des opposants acharnés à la loi Savary au début des années 80.

SIDA. A l'initiative du Rassemblement des étudiants de Paris, la mutuelle étudiante SMERP organise,

jeudi 28 octobre, à partir de 15 heures, sur le campus de Jussieu, une grande « Mobilisation des étudiants de Paris contre le sida ». Ce colloque, ouvert à tous les étudiants, abordera les problèmes du dépistage, de la prévention, des soins et de la recherche et réunira quelques-uns des meilleurs spécialistes du sida en France (les professeurs Gentilini, Gluckman et Kietzmann de La Pitié-Salpêtrière, Videl et Lepout de l'hôpital Bichat-Claude-Bernard).

UNIVERSITÉ-ENTREPRISE. Créé à l'initiative de l'association Université et Entreprise, le Club des présidents a été officiellement inauguré, lundi 25 octobre, à la Sorbonne. Il réunit une cinquantaine de présidents d'université et autant de présidents de grandes entreprises françaises et de PME, parmi lesquelles EDF, Carrefour, Hewlett-Packard, CEGOS, La Poste, la SEITA, la SNCF, Elf, Acor, Radin-France, Bouygues, Chargeurs, La Redoute, Ikea... C'est le PDG de la SNECMA, Gérard Renon, qui va présider ce club, en remplacement de Kéber Beauvillain, PDG de HP, qui en a assuré le lancement. Destiné à améliorer et à renforcer la communication et les partenariats entre universités et entreprises, le Club des présidents entend réfléchir rapidement sur plusieurs thèmes précis : le rôle et l'image des universités, la mobilité des personnels, les stages en entreprise ou les métiers de l'an 2000.

► Pour tous renseignements : Université et Entreprise, 11, rue Gérard-Pailassy, 75006 Paris, tél. : 45-48-40-02.

Le long chemin de l'école bilingue

STRASBOURG

de notre correspondant

Le bilinguisme dans l'école publique progresse trop lentement, ont estimé les délégués de la Fédération pour les langues régionales dans l'enseignement public (FLAREP) réunis à Saverne (Bas-Rhin), les 23 et 24 octobre. Quatre mille élèves seulement sont actuellement inscrits dans des classes maternelles ou primaires « paritaires », où deux langues et deux enseignants se partagent équitablement le temps scolaire.

A cette lecture s'ajoute une extrême diversité selon les régions, qui varie avec l'attitude des collectivités locales et de l'éducation nationale, et le statut de la langue elle-même. Le docteur Thierry Deibel, président de la FLAREP, a par exemple dénoncé des difficultés nouvelles en Pays basque français : « Des copies de brevet des collèges rédigées en basque ne sont pas corrigées alors que les enseignants ont été formés dans cette langue ! ». Tandis qu'un délégué de Thionville (Moselle) a déploré la situation « désespérée » du dialecte francique luxembourgeois « alors que le Luxembourg tout proche donne l'exemple d'une école trilingue ».

Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'académie de Strasbourg, a insisté sur « le pragmatisme qui doit caractériser une construction progressive d'un cursus bilingue ». L'Al-

sace compte depuis la rentrée 1993 vingt-trois sites à treize heures en allemand, dont quatre jusqu'à deux heures de plus. L'allemand prend une part plus modeste. « Je souhaite qu'il y ait en Alsace, dans cinq ans, une vingtaine de sites complets à treize heures, de la maternelle au cours élémentaire 2 », a indiqué le recteur. Parallèlement, l'association pour le bilinguisme en classes maternelles (ABCM), à l'origine des premières expériences, gère onze classes bilingues subventionnées par les collectivités locales. Le développement des classes bilingues butte indéniablement sur les problèmes de recrutement et de la formation des maîtres. Patrick Klein-claus, chargé de mission au conseil général du Haut-Rhin, a suggéré une refonte des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

En Alsace, par exemple, il propose soit d'introduire l'allemand au concours et dans la formation, soit de créer un second IUFM spécialisé. « On ne fera pas de réel cursus bilingue sans la participation motivée des enseignants », a répondu M. de Gaudemar, qui a insisté sur son « souci constant d'évaluation » des classes bilingues et a mis en place pour cela une commission spécifique.

JACQUES FORTIER

Le Monde ÉDITIONS

Social : Par ici la sortie !

Alain Lebaube

La compétitivité des entreprises et de notre économie passe par la modernisation des rapports sociaux. Face à l'immobilisme des organisations syndicales ouvrières et patronales, de l'éducation nationale et de l'État, des expériences innovantes dessinent ici et là les contours d'un nouveau système où la production et le social seraient confondus.

Un livre décryptant, sans illusions, sur les vrais enjeux de la modernité.

232 pages, 120 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Les conflits dans les transports aériens

Bernard Bosson dénonce les « trois erreurs » de Bernard Attali

■ L'ÉTAT DU TRAFIC. — Les grèves ont atteint leur apogée, mardi 26 octobre, à Air France : tous les avions de la compagnie sont restés cloués au sol. Air Inter ne réussissant à assurer que la moitié de son trafic. Mercredi matin, alors que la situation était « normale » selon la direction d'Air Inter, elle demeurait incertaine à Air France. Au départ d'Orly, la compagnie prévoyait d'assurer mercredi quatre vols moyen-courriers et onze vols long-courriers au départ de Roissy. Les premiers vols de la matinée étaient partis normalement.

■ POURSUITE DE LA GRÈVE. — Le personnel au sol d'Air France à l'aéroport de Roissy a décidé, mercredi matin, en assemblée générale, la poursuite de la grève jusqu'à l'obtention de garanties écrites de la direction sur le retrait du plan social. La veille, en fin d'après-midi, les grévistes du fret avaient décidé de la poursuite de la grève pour une « durée illimitée ». Alors que la CGT et la CFDT appellent à « continuer la lutte, sous des formes à déterminer », le syndicat FO d'Air France a confirmé son appel à la reprise du travail.

■ L'ATTITUDE DE BERNARD BOSSON CONTESTÉE. — Alors que, au niveau des confédérations, FO, par le voix de Marc Blondel, et la CGT, par celle de Louis Vianet, invitaient le nouveau président d'Air France à ne pas répéter les « erreurs » qu'il aurait commises dans le passé à la RATP, les critiques fusaient dans le monde politique contre l'attitude du ministre des transports. Bernard Bosson, la majorité ne se montrant pas en reste. Pour sa défense, M. Bosson a estimé que le mouvement s'apparentait plus à « une révolte » qu'à « une grève » et que « ce n'est pas avec les CRS qu'on ramène la paix publique ».

Bernard Bosson, ministre des transports, de l'équipement et du tourisme, a estimé, mardi 26 octobre, lors de la communication hebdomadaire du gouvernement à l'Assemblée nationale, que le mouvement social qui a affecté ces derniers jours Air France « n'était plus une grève » mais « une révolte de la base » face à « ce qui était ressenti comme injustice et manque de respect ». M. Bosson s'est employé à justifier l'attitude du gouvernement en expliquant qu'il avait lui-même cherché à « renforcer l'aspect financier » et « le volet commercial » du plan de retour à l'équilibre présenté par l'ancien président du groupe, Bernard Attali, tout en prenant des dispositions visant à « adoucir les mesures concernant le personnel ». Il a précisé que ce plan « aurait pu être accepté » si « trois erreurs n'avaient pas été commises ».

En premier lieu, selon M. Bosson, « on a curieusement choisi de commencer à négocier, non sur les

revenus les plus élevés, mais sur les moins élevés ». Ensuite, a ajouté le ministre des transports, « les 50 millions qui devaient servir à atténuer les conséquences des mesures retenues sur les revenus les plus faibles ont été mal utilisés puisque, le 9 octobre, on a proposé une prime de 1 000 francs pour tous les salariés jusqu'à 240 000 francs par an », initiative qui « a été très mal ressentie ». Enfin, a précisé M. Bosson, « est intervenue une mesure qui résultait des négociations menées par la direction en octobre 1992 sur l'extension à 100 pilotes des accords conclus sur le passage du pilotage de trois à deux », le salaire de ces pilotes se trouvant ainsi « augmenté de 5 000 francs par mois ». Ainsi la situation a-t-elle « dérapé », car le personnel « avait le sentiment que l'effort était injustement réparti » et qu'il n'y avait ni dialogue social ni respect des hommes », a souligné M. Bosson, précisant que « la coupure totale entre le président, la direction et le

personnel de l'entreprise » interdisait d'« élaborer un nouveau plan ». « M. Attali est parti, je le dis, avec noblesse », a conclu M. Bosson.

Au sein du groupe RPR, la gestion de la crise d'Air France a suscité des remous. Mardi, en fin de matinée, Bernard Pons, le président du groupe, déclarait « ne pas avoir très bien compris » l'attitude et « la volte-face » du gouvernement dans le conflit. En fin d'après-midi, le ton changeait quelque peu, M. Pons indiquant que son groupe « faisait confiance » au nouveau PDG d'Air France, Christian Blanc, « un homme qui, dans une autre entreprise, la RATP, a montré un certain courage et une indépendance d'esprit ». Le scepticisme de certains députés RPR s'est toutefois exprimé par la voix de Jacques Godfrain (Aveyron). « Nous avons un habile négociateur, dont nous souhaitons qu'il devienne un grand dirigeant », a expliqué M. Godfrain. « A ses côtés, il faut un homme de l'entreprise, capable d'inspirer confiance aux hommes et aux femmes qui la composent ».

Évoquant cette nomination, Charles Millon, président du groupe UDF, a estimé que certains députés avaient pensé qu'« au lendemain du congrès du PS, il aurait fallu prendre des précautions ». Il a ajouté que « nombre » de ses collègues de l'UDF avaient également « regretté la confusion qui est apparue assez rapidement entre la mission de la direction de la compagnie et la mission du ministre ».

F. B.

COMMENTAIRE

Les fautes du ministre

BERNARD BOSSON a bien de la chance de n'avoir pas perdu son siège comme Bernard Attali, le président d'Air France. Il est vrai qu'il n'a pas démissionné, lui, et que son patron, le premier ministre, ne le prie pas de le faire comme il aurait pu le faire. Car le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme a accumulé beaucoup de fautes en une semaine.

Mauvaise négociateur, il a consenti, dès avant l'ouverture des discussions avec les syndicats d'Air France, une meilleure répartition des sacrifices au sein de la compagnie et, dès avant la grève, l'abandon des amputations de revenus les plus contestées. Alors qu'il est indispensable de se laisser entraîner — ou de donner l'impression de se laisser entraîner — des concessions si l'on veut que les syndicats et la base puissent éprouver la satisfaction d'avoir mené une lutte

fructueuse... Mauvais supérieur hiérarchique, il s'est substitué à un président d'entreprise publique dans le dialogue avec ses salariés, achevant de le discréditer. Un vrai faux pas pour l'un de ses buts et faisant disparaître tous les fusibles entre le gouvernement et le terrain.

Mauvais ministre, il a éternisé les redondances en affirmant qu'il avait demandé un durcissement du plan de redressement d'Air France pour prétendre ne l'avoir jamais dit quand le feu eût été à la maison. Il a failli de blâmer mesure, à la SNCF, ce qu'il en coûte de perdre et la face et sa crédibilité.

Voilà qu'il expédie, de la tribune de l'Assemblée nationale, une ultime rade au président de la compagnie nationale : c'est trop. Un vrai faux pas pour l'un de ses buts et faisant disparaître tous les fusibles entre le gouvernement et le terrain.

ALAIN FAUJAS

REPÈRES

EMPLOI

Les services ont perdu 30 000 postes en 1992

Les services marchands ont perdu 30 000 emplois en France en 1992, soit une baisse de 0,8 %, selon le dernier rapport de l'INSEE. Au premier semestre 1993, les effectifs sont restés stables en chiffres corrigés des variations saisonnières, les pertes dans l'industrie ayant été compensées par des créations dans les services aux entreprises (11 000) et ceux aux ménages (12 000). Après les bonnes années 1985-1990, une rupture a été observée en 1991. Elle s'est confirmée en 1992, le croissance de la valeur ajoutée ayant été nulle : les services aux entreprises ont été les plus touchés (baisse de 1,3 % en volume de la production) mais ceux aux ménages (hors santé) ont réussi à garder une croissance positive (0,4 %). Parmi ceux-ci, les jeux de hasard affichent une augmentation de 11 % en volume.

FINANCE

Les banques veulent une réforme radicale de la Caisse des dépôts

L'Association française des banques (AFB) a repris l'offensive contre la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Manifestement inquiète du retard pris par la réforme de la Caisse, qui figurait pourtant en bonne place dans la déclaration de politique générale du premier ministre, Edouard Balladur, le 8 avril, l'AFB a rendu public, mardi 26 octobre, un projet de « renouveau ». Il cantonnerait la Caisse

dans ses activités de mission de service public. Le document publié par l'AFB sous le titre « La Caisse des dépôts et consignations, une institution à réformer », propose un véritable démantèlement de la CDC, réduite à une « centrale d'épargne », la totalité de ses filiales et participations devant être totalement privatisées, au profit de l'Etat. La CDC y est qualifiée notamment de « Etat dans l'Etat » et de « dinosaure doté de plusieurs dizaines de milliards de fonds propres ».

INTERNATIONAL

Le Japon ouvre son marché du BTP

Le Japon a fini par accepter l'ouverture de son marché du bâtiment et des travaux publics (BTP). L'adjudication des contrats publics du BTP s'effectuera bientôt selon un système d'appels d'offres ouvert aux sociétés étrangères, a déclaré mardi 26 octobre à Tokyo Masayoshi Takemura, secrétaire du gouvernement. Jusqu'à présent, ces appels d'offres n'étaient ouverts qu'aux constructeurs agréés par les pouvoirs publics. Un système fortement critiqué à la suite de nombreux scandales et pots-de-vin. A l'annonce de cette décision, Mickey Kantor, le représentant du président Clinton pour les questions du commerce international, a déclaré qu'il allait demander au président de suspendre jusqu'au 20 janvier les sanctions qu'il s'appropriait à appliquer le 1^{er} novembre si aucune décision n'était prise du côté japonais.

M. Spinetta s'explique sur sa démission de la présidence d'Air Inter

« J'ai estimé que le président d'Air Inter n'avait pas les moyens d'assurer une gestion équilibrée de l'entreprise », a expliqué, mardi 26 octobre, Jean-Cyril Spinetta, président démissionnaire de la compagnie nationale (Le Monde du 26 octobre). « Le système de transport aérien que la France met en place ne fonctionnera pas ».

L'ouverture du ciel français à la concurrence impose à Air Inter de se comporter comme une entreprise concurrentielle et la compagnie ne sera plus en mesure d'assurer son rôle dans l'aménagement du territoire. Dès le mois de juin, le président d'Air Inter avait demandé en gouvernement de fermer quelques lignes déficitaires et d'augmenter les tarifs sur certaines autres, ce qui lui avait été refusé.

Il lui fallait également « redessiner sa flotte ». En d'autres termes remplacer ses gros porteurs par de plus petits avions en renvoyant une commande de quinze Airbus A330, des appareils de plus de 400 places. Or le ministre des transports, Bernard Bosson, a maintenu cette commande. La compagnie devra prendre livraison des cinq premiers appareils à partir de l'année prochaine, même si la livraison des dix autres est reportée au-delà de 1998. L'arrivée d'un concurrent sur les lignes Orly-Marseille dès avril 1995 et Paris-Toulouse un an plus tard imposent de se doter d'avions plus petits pour faire baisser les coûts d'exploitation et de multiplier les fréquences pour satisfaire les usagers, selon M. Spinetta. Ce fut le

cas sur la ligne Orly-Nice avec l'arrivée de la compagnie AOM.

Pour compenser l'introduction d'une concurrence aérienne franco-française dès 1993, Bernard Bosson avait annoncé l'attribution à Air Inter de trois lignes sur l'Espagne et de dessertes vers le Maghreb au départ de Marseille. Mais ces lignes d'arriveront à l'équilibre qu'au bout de quelques années, avant de dégager éventuellement des bénéfices, continue le président d'Air Inter.

« En France, une entreprise de transport aérien ne peut disparaître. Elles survivent sous perfusion comme AOM, Euralair ou Air Littoral, poursuit-il. Dans un contexte de concurrence, je trouve désagréable qu'on demande à Air Inter d'abandonner ces petites compagnies sous son aile protectrice ». Car la compagnie isolée n'est déjà plus en situation de monopole. Les trains à grande vitesse ont cessé au fil des ans de lui tailler des croupilles. Sans le TGV, Air Inter pourrait compter sur cinq millions de passagers supplémentaires chaque année, estime son président. Et en 2002, la compagnie aura perdu près de 12 millions de voyageurs ou profit des trains à grande vitesse. Le seul TGV Sud-Ouest a fait perdre 600 millions de recettes annuelles à la compagnie. « Il est impossible de faire co-exister ce modèle de concurrence intermédiaire et un modèle de concurrence aérienne, continue M. Spinetta. On est en train d'organiser un système qui assure la prééminence du ferroviaire sur les distances supérieures à trois heures ».

M. La.

Les manifestations des grévistes d'Air France

« Sauvons la maison ! »

La nostalgie, camarades ! La nostalgie, la vraie ! De celles qui vous ramènent les sens en secouant des souvenirs ; qui teignent d'émotion certaines situations que l'histoire réécrit. Et le frisson qui, mardi 26 octobre, parcourut une partie du personnel d'Air France au cours des différentes manifestations tenait plutôt de celles-là. La nostalgie du bon vieux temps des « sniffs » unitaires, des utopies collectives et des luttes sociales exemplaires ; la nostalgie des fraternités chaleureuses, des marches interminables et des coude à coude solidaires ; des slogans simplistes et des chansons éditiales composées en pleine nuit et chantées sur l'air de la Bonne du curé ou des Jolies colonnes de vacances...

Nostalgie... Elle ne se décrète pas, elle est imprévisible. Au départ du fret, à Roissy, où commença le mouvement, la diffusion par haut-parleur de la « Internationale » mit les chercheurs en condition. En un éclair, syndicalistes ou pas, ils se figèrent et reprévinrent en chœur le refrain, le col relevé et le poing en l'air. « Ça rappelle 68 ! », glissaient dans sa moustache un leader CFDT. Soupire. Le ton était donné. Après si forte évocation, on ne pouvait plus faiblir. « Soyons à la hauteur ! cria un mécano aux allures de Gavrroche. Demandons l'impossible ! Pour Bosson qui convertit l'irréversible en réversible, c'est sûrement possible ! »

La cannovi s'est ébranlé, alerte, joyeux, presque euphorique. Un Antillais brandissait une pancarte souhaitant la « bienvenue à M. Blanc pour cette journée noire », tandis que des musiciens en combinaisons blanches tapaient sur des percussions de fortune pour chasser les idées noires. D'étape en étape, le cortège grossissait. Et la foule représentait plus de deux mille personnes.

« C'est magnifique ! clameur un représentant de la CFDT. Le grève a secoué tout le monde : le gouvernement qui comptait sur l'anesthésie du chômage ; les travailleurs qui ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour s'opposer à leurs gouvernants ; et puis les syndicats qui

ironisaient et qui, grâce à Bosson, retrouvent un regain d'énergie et de crédibilité dans l'entreprise ». « Quel mouvement exemplaire ! confie un délégué CGT. Rares sont les défilés qui ont été aussi efficaces. Jamais lutte ne s'est tenue de façon aussi rapide et défilante. Cela va relancer l'esprit militant. La base a tant d'idées ! » Et tant pis si, méfiante à l'égard d'organisations jugées trop politiques, elle n'est que très peu syndiquée. « Ce qui compte, c'est qu'elle ait le goût de s'intéresser à son entreprise et de se battre, affirme un délégué du personnel CFDT. Ce mouvement a appris la solidarité à beaucoup d'entre nous. Il nous a donné une nouvelle complicité et un sentiment formidable de force... »

Des garanties écrites

Une force, disent-ils, qu'elle partage aujourd'hui avec l'ensemble des salariés de France. Leur combat n'est-il pas exemplaire ? Applaudit, encouragé, soutenu par tous les employés ? N'ont-ils pas crié « Stop ! Casse-cou ! » au nom de tous les autres, les sans-grade qu'on terrifie en les menaçant de chômage, les enfants auxquels on ne sait plus quoi promettre pour l'avenir, et même tous les Français auxquels il était temps de rappeler une tradition de lutte et de résistance. C'est simple, résume une hôtesses frigorifiée : Air France est un panache fabuleux, un morceau de l'identité de la France. On en est tous responsables. Désormais, aujourd'hui, alors que le monde entier nous observe, serait criminel.

Courage, camarades ! Voilà qui élève le débat et ferait presque oublier le plan honni à l'origine du mouvement. Mais, au fond, puisqu'il est officiellement retenu, vous vous battez pour quoi ? La question semble obscure et rend très suspect. Certains disent vouloir des garanties écrites de la part du ministre sur l'abandon du projet Attali. D'autres veulent recevoir l'engagement qu'aucun autre plan de restructuration ne verra le jour dans trois mois... surtout sous la férule d'un patron

réputé pour avoir « voulu casser le droit de grève et mettre au pas les syndicats de la RATP ».

Un commentateur de bord, orateur redoutable, en quelques phrases habiles espérera les préventions des manifestants à l'égard des navigants et exprimera au fond tout ce qui, depuis des mois, empoisonne le climat : « Nous sommes tous des petites mains de cette grande société, tous interdépendants les uns des autres, tous exigeants sur nos prestations et inquiets sur les risques de dégradation ou de mises en sous-traitance. Il faut résister à la dégradation qui se fait au détriment de tous, y compris de la sécurité. Il faut résister au mirage des billets trop peu chers qui nivellent les services. Moi, quand je charge un passager, je veux pouvoir le regarder dans les yeux : « Tu es vivant. Je m'engage à t'amener à destination ». On est sûr. Et content. Or si l'atterrisseur qu'on employait du sol ne peut m'aider à me garer, il va attendre ; si l'hôtesses fait 40 plateaux quatre fois par jour, elle n'aura guère de temps pour se montrer efficace ; si l'on réduit le personnel chargé des bagages, les files d'attente vont s'étendre. Et voilà comment on ruine une réputation jusqu'ici exemplaire... »

La foule, attentive, l'écoute. Alors le commandant va monter le ton et faire passer un message au nouveau président : « On est prêts à repartir avec le nouveau président dès qu'on nous donnera la garantie qu'on ne bradera pas Air France, mais qu'on la défendra, qu'on la redéfinira. Vous croyez que les gens ne souffrent pas de ne rien faire ? On a besoin d'un vrai chef d'entreprise. Quelqu'un qui ait du cœur, qui parle avec ses troupes, et nous dise enfin : Allons-y tous ensemble, et sauvons la maison ! Vous êtes tous indispensables... »

Un fax, une lettre, quelques phrases... Peu importe. C'est un pacte de confiance qu'attende aujourd'hui le personnel d'Air France.

ANNICK COJEAN

Les leçons du droit

Jean Glouque
Droit constitutionnel et institutions politiques

Dominique Rousseau
Droit du contentieux constitutionnel

Montchrestien

SOCIAL

Les directions et des syndicats d'EDF-GDF s'entendent pour développer l'emploi

Les directions d'EDF-GDF viennent de négocier avec les syndicats un « accord sur le développement de l'emploi et une nouvelle dynamique sociale » dont le contenu devait être rendu public mercredi 27 octobre. Ce protocole d'ores et déjà reçu l'aval de la CFDT, de la CFTC et de l'UNCM-CGC, mais a été rejeté par la CGT (majoritaire). FO devrait, pour sa part, se prononcer le 17 novembre sur ce texte qui, pour la première fois dans l'histoire d'EDF-GDF, présente la lutte contre le chômage et l'exclusion comme « un enjeu majeur » des deux entreprises.

Après des mois de discussions et plusieurs semaines de négociations, les responsables d'EDF-GDF et plusieurs syndicats se sont mis d'accord, vendredi 22 octobre, sur un document de quarante pages qui, dès son préambule, consacre qu'« en tant qu'entreprises publiques EDF-GDF se doivent d'apporter leur contribution à la collectivité nationale », s'agissant « du défi majeur auquel la société française est aujourd'hui confrontée », à

savoir « l'emploi ». Non seulement « la lutte contre le chômage et l'exclusion deviennent pour elles un enjeu majeur », mais, précise ce préambule, « la légitimité » des deux entreprises est dorénavant « fondée sur leur capacité à articuler efficacité économique et intérêt général ».

« Au moment où EDF-GDF s'apprêtent à entrer dans une zone de turbulences, nous ne voulons pas laisser croire que les milliers de suppressions d'emplois annoncées dans nos entreprises étaient une fatalité », explique Brunn Léchervin, secrétaire général de la Fédération (CFDT) du gaz et de l'électricité. « Et nous n'entendons pas non plus nous confiner au rôle de « brancardiers du social », proposé par les directions et n'agissant que sur les conséquences des choix stratégiques ». De leur côté, les responsables d'EDF-GDF recherchent sans doute une nouvelle légitimité sociale après que l'annonce, en janvier, de l'accélération du rythme annuel des suppressions d'emplois (de 1 000 entre 1984 et 1992 à 1 700 sur la période 1993-1995) eut suscité un véritable « traumatisme » au sein du personnel déjà fortement désorienté par les réformes de structures (décentralisation, gestion prévisionnelle

des emplois) engagées unilatéralement par les directions depuis la fin des années 80. C'est pourquoi ce texte affirme son souci de développer le dialogue social national et local en renforçant, d'une part, « le rôle joué par les organisations syndicales, préalablement aux choix stratégiques et en particulier en ce qui concerne leurs répercussions sur l'emploi ».

L'évolution des durées et rythmes de travail

Par le protocole, les directions s'engagent, d'autre part, à ouvrir avec les seuls syndicats signataires, et dès la ratification du présent accord, d'autres chantiers de négociations : réduction collective du temps de travail, création d'un fonds d'encouragement à la solidarité, amélioration du système de formation...

« Les signataires s'engagent ensemble pour contribuer à enrayer le développement du chômage et de l'exclusion ». Cet engagement, qui s'illustre au travers des deux premiers chapitres, détaille à la fois les contributions qu'EDF-GDF sont susceptibles d'apporter vis-à-vis de l'extérieur et les mesures internes, fondées sur « une évolution des durées et rythmes de tra-

vail », visant à dégager des emplois supplémentaires. En externe, l'accord prévoit d'aider au développement local des zones fragiles et de soutenir les structures d'insertion grâce notamment à la création d'un « fonds d'encouragement à la solidarité », alimenté par le futur quatrième plan d'épargne entreprise. L'accord prévoit aussi de financer 200 contrats d'apprentis pour le compte d'entreprises extérieures et de favoriser l'emploi des 3 000 CES (contrats emploi solidarité) actuellement en poste grâce à un véritable plan individuel d'insertion sociale et professionnelle. Enfin, EDF-GDF s'engage à recruter, sur les emplois d'exécution, 25 % de oco-diplômés et 50 % de titulaires de BEP-CAP.

En interne, les quelque 200 unités d'EDF-GDF sont invitées à négocier localement avec les seuls syndicats signataires au niveau national - dans les dix-huit mois suivant la signature du présent accord - « une nouvelle organisation du travail favorisant l'aménagement des durées et des rythmes de travail » et respectant certains principes. Ainsi les durées de travail libérées par le développement du temps partiel seront-elles « mutualisées et intégralement converties en créations d'emplois

supplémentaires au niveau de l'unité ».

En état applicable aux agents déjà à temps partiel sous certaines conditions, ce dispositif permettrait déjà, selon la CFDT, de dégager « plusieurs centaines d'emplois ». Un « compte-épargne temps » est également créé afin de faciliter les congés de longue durée (six mois minimum), les postes ainsi vacants devant être pourvus.

Grâce à ce compte, constitué par une épargne sur les congés annuels et sur certaines primes (treizième mois), les agents désireux de bénéficier de ces congés disposeront d'un capital-temps rémunéré. En outre, un mi-temps (rémunéré à 70 %) est proposé aux agents âgés de plus de cinquante

cinq ans. Parallèlement, les signataires s'engagent à « assurer à chacun un emploi utile et un développement professionnel » en morcelant le dispositif de gestion individuelle des emplois, en étendant les systèmes d'aide à la mobilité géographique et professionnelle et en facilitant les changements de métier.

Nombre de ces innovations sociales avaient certes été déjà envisagées par les directions. Mais cette fois-ci un nouveau pas a été franchi puisqu'il s'agit de préparer l'avenir de l'entreprise en y associant étroitement les organisations syndicales. Reste pour les signataires à convaincre le personnel d'adhérer à ce projet...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

SNCF : les sept fédérations de cheminots décident le boycott des réunions nationales. - Les sept fédérations syndicales de cheminots (CGT, CFDT, FO, CFTC, FGAAC, FMC, CFE-CGC) ont annoncé, mardi 26 octobre, leur décision de boycotter toutes les réunions nationales avec la direction de la SNCF, car sa « conception du dialogue » relève du « dilatoire ». « Il va de soi »,

soulignent-elles, que si la direction « persiste dans son attitude », elle prend la « responsabilité de voir se développer de nouveau dans l'entreprise un conflit social majeur ». Les fédérations rappellent que les cheminots, lors des journées d'action des 6 et 12 octobre, « ont clairement signifié leur ferme opposition à la politique que développent la direction et les pouvoirs publics en matière d'emploi et de salaires ».

(Publicité)

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Liaison autoroutière - Clermont-Ferrand - Pénzanas - A 75 section Engayresque - La Cavalerie Sud

Une enquête publique concernant la liaison autoroutière Clermont-Ferrand - Pénzanas - A 75 section Engayresque - La Cavalerie Sud portant sur :

- la mise aux normes autoroutières de la section Engayresque-Lasparrets ;
- la construction de l'autoroute A 75 depuis Lasparrets jusqu'à La Cavalerie Sud y compris les barreaux de raccordement entre l'échangeur de Saint-Germain et la RD 911, entre l'échangeur de la Côte Rouge et la RD 999 et entre l'échangeur de La Cavalerie et la RN 9 ;
- la construction de l'échangeur d'Engayresque ;
- la création d'une voie de substitution ;
- l'aménagement des aires de repos ;
- les mesures d'accompagnement dans les traversées d'Aguessac et de Millau ;
- l'attribution du statut d'autoroute depuis Engayresque jusqu'à La Cavalerie Sud ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Millau, Aguessac, Saint-Georges-de-Luzençon et Creissels : se déroulera du 15 novembre au 22 décembre 1993 inclus aux mairies de Millau, Verrières, Aguessac, Saint-Georges-de-Luzençon, Creissels, La Cavalerie, La Bastide-Pradines et Lapanouse-de-Cernon.

Consultation des dossiers

Durant la période de l'enquête les dossiers seront déposés aux mairies sus-indiquées afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture desdites mairies.

Les observations sur le projet seront consignées directement par les intéressés sur les registres d'enquête ouverts aux mairies précitées ou adressées par écrit au président de la commission d'enquête A 75-Mairie de Millau 12100.

Composition de la commission d'enquête

Président :
- M. Henri ANDRIEU, La Forêt, 12560 VILLECOMTAL.

Membres titulaires :
- M. Guy MARCILLAC, 3, rue Raynal, 12130 SAINT-GENIEZ-D'OLT
- M. André SOULIE, 318, avenue de la Gare, 12160 BARAQUEVILLE.

Réception du public

par les membres de la commission d'enquête
Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

à la mairie de Millau
les 13, 15 et 22 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

à la mairie de Verrières
le 10 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures ; le 14 décembre 1993, de 14 heures à 17 heures

à la mairie d'Aguessac
le 9 décembre 1993, de 14 heures à 17 heures ; le 17 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures

à la mairie de Saint-Georges-de-Luzençon
le 10 décembre 1993, de 14 heures à 17 heures ; le 14 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures

à la mairie de Creissels
le 9 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures ; le 17 décembre 1993, de 14 heures à 17 heures

à la mairie de La Cavalerie
le 16 décembre 1993, de 14 heures à 17 heures ; le 21 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures

à la mairie de La Bastide-Pradines
le 16 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures ; le 21 décembre 1993, de 14 heures à 17 heures

à la mairie de Lapanouse-de-Cernon
le 10 décembre 1993, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

A l'issue de l'enquête une copie du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des mairies concernées, à la préfecture de l'Aveyron et à la sous-préfecture de Millau, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance ou en obtenir communication en s'adressant à

M. le Préfet de l'Aveyron

DACI, 4^e bureau, BP 715, 12000 RODEZ

Fait à Rodez, le 4 octobre 1993,

le Préfet, Jean FEDINI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIENTÔT EN BOURSE OFFREZ-VOUS CES VALEURS DE TOUJOURS AU PRIX DE 306 FRANCS



VILMORIN & CIE, LEADER MONDIAL DES SEMENCES POTAGÈRES ET FLORALES

Vilmorin & Cie, un nom magique, symbole de création et d'innovation.

Un nom synonyme de recherche et de botanique.

250 ans d'histoire consacrés à améliorer les plantes, pour nourrir les hommes et embellir leur cadre de vie.

Vilmorin & Cie, 1141 millions de francs de chiffre d'affaires,

42,4 millions de francs de bénéfice net.

Placement public de 459 900 actions Vilmorin & Cie au prix unitaire de 306 francs du 27 au 29 octobre 1993 à 12 heures.*

Première cotation des actions le 3 novembre 1993.

Vilmorin & Cie

LA VALEUR DE TOUTES LES SAISONS

L'introduction en Bourse se fait sous l'égide de
Crédit Lyonnais - Chevrillon-Philippe - URS France S.A. - Société Générale - Société de Bourse Michaux S.A.
* Toutefois, le placement pourra être clos par anticipation et sans préavis.

CONJONCTURE

Selon le Conseil économique et social

Le gouvernement est trop optimiste dans ses prévisions de croissance pour 1994

Le Conseil économique et social (CES) estime que le taux de croissance du PIB (produit intérieur brut) retenu par le gouvernement pour 1994 (+1,4 %) est trop optimiste. Selon le CES, la croissance en France ne dépasserait pas 0,8 %.

Les pouvoirs publics fondent leurs prévisions de croissance pour 1994 sur l'espoir que la demande extérieure adressée à la France augmentera de 4,6 % l'année prochaine (après avoir baissé de 0,7 % en 1993), et qu'une baisse du taux d'épargne des ménages entraînera une relance de la consommation. Or, selon Henri de Benoist, rapporteur du projet d'avis sur la conjoncture économique au second semestre 1993, la hausse envisagée de la demande extérieure reste « une supposition fragile ». Car non seulement la croissance américaine sera plus molle que prévu, mais le pouvoir d'achat des Allemands, nos principaux partenaires commerciaux, sera au mieux maintenu en 1994. Quant à l'épargne des Français, elle se déplacera vers des placements à long terme comme la Bourse et l'immobilier, au détriment de la consommation.

La croissance modeste prévue par le CES (0,8 % en 1994) devrait, selon le rapporteur, se traduire par une hausse du chômage. Le nombre des demandeurs d'emploi atteindrait ainsi, fin 1994, 12,4 % de la population active contre 11,4 % en 1993.

Faute de possibilités de relance au niveau national, le CES préconise que le relais soit assuré au niveau européen par un renforce-

ment de l'initiative européenne de croissance dont le principe avait été retenu au sommet d'Edimbourg en décembre 1992. Ce renforcement pourrait être financé par un emprunt communautaire libellé en écus. Le Conseil économique appelle également de ses vœux une initiative franco-allemande pour aboutir le plus rapidement possible à une monnaie unique. Le traité de Maastricht n'écartera pas, en effet, la possibilité pour une minorité d'Etats membres de constituer une union monétaire avant les échéances prévues. « La convergence des économies n'est pas une nécessité de départ. Elle pourrait être provoquée par cette monnaie unique », a indiqué M. de Benoist.

Invité, mardi après-midi 26 octobre, lors de la présentation du projet d'avis, à l'assemblée plénière du CES, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a rappelé les grands axes de la politique économique française. « Le chiffre de 1,4 % est réaliste », a-t-il déclaré avant d'ajouter qu'« il ne faut pas pêcher aujourd'hui par excès de sous-estimation qui entrainerait le climat de morosité ». Selon le ministre, la France a tous les atouts pour « profiter de l'embellie que tout le monde prédit pour l'Europe », avec notamment une faible inflation, une maîtrise des coûts et la baisse de l'endettement des entreprises. M. Alphandéry a annoncé, par ailleurs, qu'il allait rencontrer prochainement le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, pour confronter les programmes de convergence des deux pays en vue de l'Union économique et monétaire.

INTERNATIONAL

La préparation du conseil européen du 29 octobre

Les Douze s'appêtent à saluer l'entrée en vigueur du traité de Maastricht

Mise en œuvre du traité de Maastricht, état des négociations d'élargissement de la Communauté engagées avec l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède, échange de vues sur la situation économique dans la Communauté et, peut-être, un bref coup d'œil sur le GATT : tel est l'ordre du jour du conseil européen extraordinaire qui se tiendra vendredi 29 octobre à Bruxelles.

franco-allemande dont il était beaucoup question mardi à Luxembourg et dont l'objet serait, semble-t-il, de mettre en exergue le caractère politique de l'événement. En revanche, sur le dossier du GATT, dans l'attente de réactions américaines aux offres de la CEE, personne ne semble croire nécessaire un échange de vues prolongé.

Eclairage de points

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis mardi 26 à Luxembourg, ont manifesté le souci d'éviter de s'appesantir sur des dossiers trop conflictuels : les chefs d'Etat et de gouvernement seront rassemblés pour fêter le terme tant attendu du processus de ratification du traité de Maastricht et pour lancer l'Union européenne. Le moment serait peu opportun d'étaler au grand jour des controverses qui ne sont pas toutes essentielles.

Ce parti pris de sagesse n'exclut cependant pas les surprises. Celles-ci pourraient venir de la difficulté de certains choix (les sièges d'organisations européennes qui sont à pourvoir), du débat sur les aménagements institutionnels à prévoir dans la perspective de l'élargissement de la Communauté... ou encore d'une initiative

Les Douze confirmeront le passage, le 1^{er} janvier 1994, à la deuxième étape du programme d'Union économique et monétaire (UEM). Lundi 25 octobre, les ministres des finances ont approuvé les règlements nécessaires. L'opération devrait se dérouler dans un climat consensuel dont personne n'est digne : depuis un an, les turbulences sur les marchés des changes, avec, en fin de parcours, début août, l'implosion du système monétaire européen (SME), ont fragilisé l'exercice et certains Etats membres - au moins la Grande-Bretagne - ne cachent plus qu'ils considèrent l'objectif assigné (la création d'une monnaie unique) comme irréaliste.

Le seul point ouvert concerne le siège de l'institut monétaire européen (IME), qui doit être mis en place dès le 1^{er} janvier, éclairé de point de la future banque centrale européenne qui, elle, si tant se déroule comme prévu, verra le jour entre 1997 et 1999.

En dépit de l'agacement que l'insistance allemande a suscitée à Londres, La Haye et Paris, la désignation de François Mitterrand, Jean-Luc Dehaene, premier ministre belge qui préside le conseil européen, présentera un projet de compromis pour répartir entre les Etats membres les lieux d'implantation des futures organisations communautaires : Agence de l'environnement, Office des marques, Europol...

La mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) exige, outre l'adoption de règles de procédures, que les Douze arrêtent une première liste d'actions communes, points chauds de la plume ou enjeux diplomatiques. Les ministres des affaires étrangères proposent d'en retenir cinq : la définition d'une politique de stabilité en Europe (il s'agit de poursuivre les débats sur les propositions présentées en juin à Copenhague par Edouard Balladur), le processus de paix au Moyen-Orient, l'Afrique du Sud, la Russie et, en dépit des réticences de Douglas Hurd, le conflit dans l'ex-Yougoslavie.

Coopération judiciaire et policière

Sur ces différents thèmes, quelques orientations minimales devraient être arrêtées par le conseil européen. S'agissant de la Yougoslavie, la suggestion exprimée par François Mitterrand d'ouvrir une route de l'Adriatique à Sarajevo et, le cas échéant, de « forcer le passage » pour faire parvenir l'aide humanitaire a été accueillie comme peu réaliste par lord Owen, le médiateur européen.

Le traité de Maastricht comporte un « troisième pilier » : la coopération judiciaire et policière. Il y a sur ce terrain une demande, l'impression largement partagée qu'un effort collectif est nécessaire notamment pour lutter contre la drogue et la criminalité organisée. Personne ne semble douter que la coopération entre ministres de l'intérieur et de la justice, jusqu'ici arriérée, ne puisse rapidement s'organiser.

La présidence belge ne souhaite pas que l'échange de vues sur les négociations d'élargissement donne lieu à un débat sur les aménagements institutionnels. L'affaire est conflictuelle (entre « petits » et « grands » Etats membres, avec le Parlement européen) et les Douze ne sont pas prêts. Il n'est pas exclu cependant que l'un ou l'autre passe outre, et l'on peut imaginer alors une décision de procédure, autrement dit qu'un comité de « sages », la présidence ou la Commission, soient chargés de préparer des propositions.

Jacques Delors s'efforcera de sensibiliser les chefs d'Etat et de gouvernement à l'idée d'entreprendre une action d'envergure, au niveau européen comme au niveau national, pour relancer l'activité et créer des emplois. Vendredi 29, il s'agira d'amorcer un débat inscrit dans les agendas pour le conseil européen de décembre. Mais c'est assurément le dossier de fond des deux prochains mois et le président de la Commission, échaudé par l'anneau glacé réservé lundi 25 octobre à ses idées par les ministres des finances, cherchera à obtenir le soutien des chefs d'Etat et de gouvernement.

PHILIPPE LEMAITRE

Après les suggestions de M. Mitterrand

Bonn regrette l'absence de projets sérieux de grands travaux européens

FRANCFORT

de notre correspondant

Le gouvernement allemand n'est pas opposé par principe à une relance des grands travaux européens financée par des emprunts de la Banque européenne d'investissement, comme l'a suggéré M. Mitterrand dans son entretien télévisé lundi 25 octobre sur France 2. La réponse officielle ne sera sans doute apportée que lors du sommet européen extraordinaire de fin de semaine, mais l'idée ne provoque pas de rejet.

L'Allemagne reste pourtant prudente, explique-t-on à Bonn, parce que le passé récent a montré que « ce sont plus les projets qui manquent que l'argent ». Des crédits du fond de cohésion bruxellois (destinés aux zones

déshéritées) sont restés sans affectation, faute de trouver des travaux d'infrastructure dont l'utilité est démontrée. Bonn ne veut pas voir « d'anciens projets déjà écartés comme non bénéfiques à la conjoncture » réapparaître. L'Allemagne refusera de financer ces autoroutes non rentables ou ces ponts à vocation plus politique qu'économique, que les élus de tous les pays sortent régulièrement de leurs cartons.

Quelle que soit la réponse finale faite aux propositions du chef de l'Etat français, le gouvernement allemand souhaite que les crédits communautaires soient accordés avec une surveillance plus fine et il « se méfie des grosses sommes ».

E. L. B.

Après les propositions de la direction

Les syndicats allemands sont favorables à la semaine de quatre jours chez Volkswagen

FRANCFORT

de notre correspondant

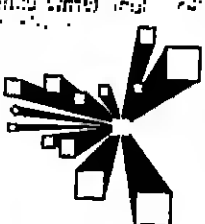
« C'est la bonne direction », a dit Oskar Lafontaine, le responsable de l'économie en Parti social-démocrate. « Nous sommes prêts à en discuter », a fait savoir le syndicat IG Metall (métallurgie). L'étude pour un éventuel passage à la semaine de quatre jours de travail chez Volkswagen, confirmée en début de semaine au siège de la firme à Wolfsburg, a relancé le débat sur l'emploi en Allemagne. IG Metall, qui a proposé de son côté « un moratoire contre les suppressions d'emplois », sans écho pour l'instant, s'est réjoui de voir la firme automobile lui répondre.

IG Metall attend de connaître les détails du plan proposé. Il tient à ce que le travail sur

quatre jours reste une option réversible. Ursula Engeler-Ker, numéro deux de la confédération DGB, tout en se félicitant de la proposition, est allée dans le même sens en expliquant que beaucoup d'ouvriers ne pouvaient pas se permettre une baisse de leurs revenus de 20 %. Si les 32 heures devenaient obligatoires pour tous, il ne s'agirait plus de « partage du travail » mais de « réduction du temps de travail », et IG Metall fait savoir qu'en échange il n'accepterait qu'une baisse des revenus plus limitée. Le syndicat s'interroge sur l'impact pour les retraites et les régimes sociaux. Il demande que VW s'engage sur une garantie d'emploi que la firme ne peut que refuser.

ÉRIC LE BOUCHER

TECHNOPOLE EUROPEENNE



RENNES ATALANTE

RENNES ATALANTE EN FRANCE

LE LABEL "QUALITE" POUR LES TELECOMS EUROPEENNES

Industriels, immergez-vous dans la recherche, nous avons un site pour vous sur Rennes ATALANTE, pôle européen de technologies de l'information. 45 % de la recherche publique française en télécommunications se fait en Bretagne.

RENNES ATALANTE

Contact : Jacqueline POUSSIER, 11, rue du Clos-Corval, 35700 RENNES, FRANCE. Tél. (33) 99 12 73 73. Fax (33) 99 12 73 74.

RENNES DISTRICT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA PERFORMANCE DE VOS PLACEMENTS EN FONCTION DE VOS OBJECTIFS avec nos SICAV et FCP de taux d'intérêt

			Valeurs liquidatives au 30.09.93 en FF	Performances (%) au 30.09.93 en %	
			6 mois	1 an	
Réguliers pas liquidités	LION COURT TERME ⁽¹⁾	SICAV (C)	44 175,03	4,13	9,73
	LION 20 000	SICAV (C)	29 452,45	3,73	8,96
	MONÉLION	FCP (C)	13 161,80	3,61	8,69
Dynamiser le rendement de votre placement à moyen terme	FRUCTILION	FCP (RA)	11 007,39	5,89	12,89
	LION ASSOCIATIONS	SICAV (RA)	12 164,91	6,68	14,93
Rechercher la valorisation à long terme	SILVARENTE	SICAV (RA)	236,10	10,63	23,18
	LION RENDEMENT	FCP (RA)	5 165,31	9,29	18,76
	LION TRÉSOR	SICAV (RA)	2 425,97	10,58	23,33
	TRILION	SICAV (RT)	5 471,95	8,33	18,02
	LION PLUS	SICAV (C)	1 188,15	9,59	21,14
Diversifier vos placements	LION CAPITALISATION	FCP (C)	875,14	9,30	20,66
	OBULION	SICAV (C)	1 701,53	11,57	28,99
	ECU CAPITALISATION*	FCP (C)	1 141,89	7,44	17,99
	CL CONVERTIBLE FUND*	SICAV (C)	19 772,01	17,87	34,93

C: Capitalisation. RA: Revenus Annuels. RT: Revenus Trimestriels. * OPCVM de droit luxembourgeois.

(1): Coupons sans intérêts.
(2): Divisé par 2 le 27.09.93

CREDIT LYONNAIS

LES 2 300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

مكتبة النهر

Le Monde SUR
3617 LMD01
36 29 04 56
lecture en tous lieux

La France hors d'âge

I - Vieux, riches et bien portants

Depuis le milieu des années 30, la peur de vieillir est une angoisse collective très française. Alors que ses caractéristiques démographiques sont plutôt meilleures que celles de la plupart des autres nations développées, la France — un des rares pays à encourager ouvertement la natalité — observe avec anxiété la lente érosion de son taux de fécondité.

Aujourd'hui, les difficultés économiques et leurs répercussions sur l'emploi et les régimes sociaux accentuent les conséquences d'un vieillissement qui paraît inéluctable. Onze millions trois cent mille individus (un cinquième de la population) ont dépassé la soixantaine contre neuf millions en 1980. En 2020, ils seront 17 millions. De manière encore diffuse, la société française découvre que les critères d'âge deviennent déterminants et que les enjeux « générationnels », trop longtemps occultés, ne concernent pas uniquement l'avenir des régimes de retraite mais influent aussi sur la répartition des revenus ou du patrimoine et sur le monde du travail.

Pourtant, cette source inquiète devant les évolutions démographiques, qui alimente régulièrement les discours xénophobes,

apparaît de nombreux égards paradoxale. Elle repose en effet sur une conception largement dépassée du cycle de vie et n'intègre pas le recul régulier de l'âge de la vieillesse biologique. Si les clichés sur le « troisième âge » ont pris des rides, c'est aussi parce que le statut social des retraités a été modifié en profondeur.

Globalement, il ne s'agit plus d'une catégorie à faible pouvoir d'achat : les revenus moyens par unité de consommation des ménages de retraités dépassent désormais légèrement ceux des actifs et, de 1979 à 1989, leur consommation a augmenté de 64 %, contre 22 % pour la moyenne des ménages. Du coup, le poids économique des plus de soixante ans est devenu essentiel. Selon les travaux du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), ils sont « les grands bénéficiaires de l'augmentation, au cours des années 80, des dépenses en vacances et du développement de l'usage de l'automobile » (1). « Dans les prochaines années, relève Robert Rochefort, directeur du CREDOC, nous verrons apparaître des octogénaires relativement aisés. Ce qui était parfaitement inimaginable il y a dix ans ».

Cette révolution est le fruit d'un contrat entre générations. Après avoir cotisé pour leurs aînés, les retraités comptent désormais sur les actifs d'aujourd'hui pour assurer leurs revenus. Or le ralentissement de la croissance, la montée du chômage et les modifications de la proportion entre actifs et inactifs ont nécessité, au cours des quinze dernières années, une forte augmentation des prélèvements obligatoires, afin d'honorer des engagements de plus en plus lourds, compte tenu de la forte expansion des années 1945-1975. Grandeur et servitude de la retraite par répartition : les « acquis sociaux » des uns sont les cotisations des autres.

A législation inchangée, un relèvement de quelque neuf points supplémentaires des cotisations serait nécessaire d'ici à 2010. Une charge supportée, pour l'essentiel, par les actifs nés pendant le baby-boom (1945-1965). La récente réforme des retraites de la Sécurité sociale vise précisément à atténuer ce fardeau. Les efforts supplémentaires qu'il faudra consentir au début du siècle prochain s'en trouveront allégés mais, en contrepartie, la pension de base ne représentera dans une quinzaine d'années que 40 % du plafond de la Sécurité sociale contre 47 % actuellement.

sonnes imposables, son taux est de 1,4 % sur la pension de base et de 2,4 % sur les retraites complémentaires contre 6,8 % pour tous les actifs). Alors que les plus de soixante ans sont d'importants consommateurs de soins de santé, on voit mal ce qui, aujourd'hui, justifie le maintien d'un tel écart. Sans l'avouer publiquement, des élus vont même jusqu'à s'interro-

supplanter l'analyse par classes sociales. Ce n'est, au fond, pas surprenant. Cela peut s'analyser comme le signe d'une société en crise qui découvre qu'elle est mortelle», souligne André Masson, chercheur au CNRS.

L'introduction, en 1990, de la contribution sociale généralisée (CSG) — qui, pour la première fois, prenait acte du niveau de vie

consenti des prêts, souvent sans intérêt, et des dons à leurs enfants représentant en moyenne 52 900 francs pour les premiers et 40 500 francs pour les seconds (le Monde du 18 avril 1992). La multiplication des donations participe aussi de ces pratiques que le poids des droits de succession ne peut qu'encourager.

Mais le rôle social des retraités ne se limite pas aux seuls flux monétaires. Leur influence sur l'aménagement du territoire est notable. Ils déterminent une large part des migrations de population, notamment au détriment de la région parisienne, accélérant le vieillissement de certaines régions (Ouest, Limousin, Auvergne, Bourgogne) mais contribuant aussi à créer des emplois dans le secteur de la santé ou dans l'ensemble des services.

De même, les associations, auxquelles appartiennent près d'un tiers des retraités, sont moins introverties qu'auparavant. A côté des traditionnels « clubs du troisième âge » émergent des groupes menant des actions de solidarité (soutien scolaire, services aux personnes dépendantes, banques alimentaires) ou de défense de l'environnement. Dans le cadre de « l'Année européenne des personnes âgées et de la solidarité entre générations », la Fédération nationale des aînés ruraux (900 000 adhérents) va multiplier des initiatives vers les jeunes et les adultes « exclus de la société ». A l'opposé, d'autres associations, conscientes que les plus de soixante ans représentent le quart des électeurs inscrits et le tiers des votants, se sont spécialisées dans le « lobbying » auprès des élus avant, pendant et après les échéances électorales.

Opposer des « vieux devenus riches » aux « actifs corvéables à merci » n'a, en définitive, guère de sens. Pourtant, faute d'intégrer le long terme dans leurs décisions et pour n'avoir pas osé introduire davantage de transparence dans les mécanismes de la protection sociale, les pouvoirs publics ont laissé germer des malentendus entre générations.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) « Consommation et modes de vie » (CREDOC) n° 63, décembre 1991.
(2) Lire à ce sujet l'article de François Lacasse dans les Analyses de la SEDES (n° 89, septembre 1992).

Prochain article :

Le monde du travail pris en étau

Une évolution inéluctable

Les préoccupations sur le vieillissement peuvent être nourries par l'évolution de la population française. Si la majorité de la population (environ 30 millions) demeure en « âge d'activité » (de 20 à 59 ans), les 60 ans et plus sont aujourd'hui 11,3 millions, soit 20 % de la population ; ils n'étaient que 9,9 millions (soit 17 %) en 1980. Les moins de 20 ans sont environ 15 millions (26,5 %), ils étaient 16,4 millions (plus de 30 %). Résultat de la baisse de la fécondité et de l'allongement de la durée de vie (passée en vingt ans de 68,4 à 73 ans pour les hommes, de 75,9 à 81 pour les femmes). Encore le vieillissement de la France s'est-il provisoirement ralenti au début des années 80 par l'arrivée à l'âge de la retraite de « classes creuses ».

Une amélioration de la santé

La situation est peu différente dans le reste de l'Europe occidentale. D'une part, ce n'est guère qu'en Espagne, en Portugal, et surtout en Irlande que la proportion des « 60 et plus » est plus faible, et celle des jeunes, plus élevée (1). D'autre part, malgré le chômage, les préretraites et l'abaissement de l'âge de la retraite, en France, 724 000 personnes de plus de 60 ans travaillaient encore en 1990 : 21 % des hommes et 17 % des femmes de 60 à 64 ans. On en rencontre dans toutes les catégories socio-professionnelles, mais plus chez les non-salariés et moins parmi les « professions intermédiaires » (techniciens, cadres moyens, etc.). Dans la plupart des cas, l'objectif est d'obtenir une retraite à taux plein : le nombre d'actifs devient négligeable après 65 ans.

De plus, l'allongement de la durée de vie s'est accompagné d'une amélioration de l'état de santé des personnes âgées considérées comme « âgées ». Selon l'enquête décennale sur la santé réalisée par l'INSEE en 1991, pratiquement 80 % des personnes âgées de 65 à 70 ans ne présentent aucune

incapacité, et, au cours de la décennie passée, c'est surtout entre 60 et 70 ans que le taux de personnes gênées ou handicapées a diminué. Cela continuera-t-il ?

Au cours des prochaines années, selon les projections faites par l'INSEE sur la base de l'évolution actuelle de la fécondité et de la mortalité, les glissements entre les classes d'âge vont continuer. Le nombre et la proportion des plus de 60 ans continueront à croître — au détriment des moins de 20 ans — mais aussi, dans un premier temps, la tranche d'âge actif, qui — en l'an 2005 — dépassera 32,8 millions de personnes (soit 54,2 % de la population). Ensuite, en revanche, le paysage changera beaucoup plus vite (voir graphique). Le nombre et la part des 20-59 ans diminueront ; en 2010, les moins de 20 ans et les 60 et plus se trouveront à égalité : 14 millions de personnes, 23,6 % de la population.

Ce vieillissement paraît inéluctable. Un relèvement — qui paraît aujourd'hui peu probable — du taux de fécondité n'apporterait guère de changement avant 2005 : en effet, la première classe d'âge de la population adulte en 2010 est déjà née. Des gains d'espérance de vie moins importants qu'au cours de la dernière décennie ne pourraient que ralentir le mouvement. Là encore, la France ne se distingue guère des autres pays développés. En 2010, par exemple, la proportion de 60 ans et plus atteindrait 25 % environ en Allemagne, en Suède et en Italie, et la France aurait été « rattrapée » par le Japon avant la fin du siècle, et par les Pays-Bas dans les premières années du siècle prochain. Ne resteraient plus « jeunes » que l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, une partie des pays de l'Est, et, hors d'Europe, les Etats-Unis.

GUY HERZLICH

(1) Aux Pays-Bas, la proportion de personnes âgées est plus faible, mais celle de jeunes aussi...

Solidarité ascendante et descendante

L'autre aspect du débat porte sur la répartition du patrimoine net près du tiers est entre les moins de 30 ans et les plus de 60 ans. Jusqu'au début des années 80, la progression du pouvoir d'achat et le faible niveau des taux d'intérêt réels ont offert à plusieurs générations des conditions extrêmement favorables à la constitution d'actifs mobiliers ou immobiliers. Un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale souligne que, en 1991, les contribuables « ne déclarant aucune personne à charge, essentiellement les retraités, représentaient 83,2 % des redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune ». Epargnant davantage que la moyenne des ménages, les plus âgés bénéficient aujourd'hui du haut niveau atteint par les taux d'intérêt, même si de très fortes inégalités de revenus existent parmi eux.

Legs des années où ils représentaient un groupe social défavorisé, les retraités bénéficient actuellement d'une cotisation d'assurance-maladie notablement sous-estimée (perçue auprès des per-

ger sur le bien-fondé de certains avantages attribués sans condition de ressources. « La gratuité ou quasi-gratuité systématique dans les transports collectifs aux personnes âgées, quel que soit leur revenu, est franchement discutable. Mais revenir là-dessus serait politiquement suicidaire », murmure l'adjoint au maire d'une grande ville.

La société française entretient-elle des inégalités entre classes d'âge ? Certains font remarquer que l'Etat s'accommode de voir les dépenses de retraite progresser plus rapidement que celles liées à l'éducation ou à la politique familiale. D'autres voient dans les « baby boomers » des générations « perdantes », condamnées à cotiser davantage sans espérer pouvoir obtenir les mêmes avantages sociaux que leurs aînés. Faudrait-il se résoudre à généraliser — comme le propose l'économiste Lawrence J. Kotlikoff, très en vogue aux Etats-Unis — une « comptabilité par générations » (2), consistant à évaluer systématiquement l'impact des choix budgétaires à travers la pyramide des âges ? « On assiste à une montée du courant d'analyse générationnelle qui tend parfois à

atteint par les retraités — aurait pu être le point de départ d'une réflexion collective. Ce fut une occasion manquée. Sujet inépuisable de polémiques, le débat sur les revenus des retraités est pourtant plus complexe qu'il y paraît car toutes les données du problème doivent être prises en considération. Toutefois, s'ils ont effectivement vu leurs ressources croître dans des proportions importantes (de 1975 à 1986, le pouvoir d'achat des pensions a progressé de 36 %), les retraités n'ont pas toujours conscience de cette réalité. Certains ressentent surtout que la technique d'indexation des pensions de Sécurité sociale (qui évoluent depuis 1987 selon l'indice prévisionnel des prix) leur interdit de bénéficier de gains de pouvoir d'achat et pénalise particulièrement les pensions modestes, c'est-à-dire le plus souvent les personnes les plus âgées.

En outre, on oublie trop souvent que la solidarité institutionnelle ascendante, alimentée par les cotisations des actifs, se double d'une solidarité familiale descendante. Le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) a ainsi évalué qu'entre 1986 et 1991 un tiers des « personnes âgées » ont

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA PERFORMANCE DE VOS PLACEMENTS EN FONCTION DE VOS OBJECTIFS avec nos SICAV et FCP actions

Spécificité		Valeurs liquidatives au 30.09.93 en FF		Performances au 30.09.93 en %	
		6 mois	1 an	6 mois	1 an
Actions françaises	SICAV 5000	496,73	8,96	25,69	
	SILVAFRANCE	797,06	8,62	25,87	
	INVESTITION FRANCE	515,81	11,08	33,50	
	INVESTITION FEA	14 872,44	14,11	48,79	
	LION INDICE	13 648,88	5,33	15,63	
Actions françaises et étrangères	SILVAM	453,26	11,99	30,40	
	SILVINTER	524,74	14,27	36,02	
Actions internationales	ACTILION	245,76	15,16	41,17	
	INVESTITION AMERIQUE	378,43	7,53	36,90	
Spécialisation géographique	INVESTITION PACIFIQUE	465,54	22,98	54,22	
	INVESTITION EUROPE	870,72	13,16	29,17	
Valeurs aurifères et de matières premières	INVESTITION MINERGIOR	159,77	20,17	63,65	
	CL EARTH FUNO	3 666,44	9,48	20,24	
Valeurs de l'industrie de l'environnement	CL GLOBAL GROWTH FUNO	4 122,89	28,29	82,57	

L : OPCVM de droit luxembourgeois.



CREDIT LYONNAIS

LES 2 300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel :

3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

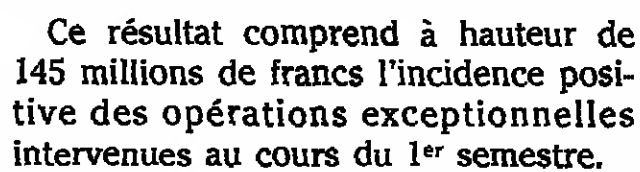
L'audition des premiers témoins précise les déficits de la charge

En refusant de nouvelles facilités de caisse à la charge - ce qui signifiait l'arrêt de son activité - la SBF ne voulait-elle pas « contraindre » l'actionnaire principal de Tuffier, la Caisse centrale des banques populaires, à recapitaliser la charge pour éviter le dépôt de bilan ?

Après l'arrêt définitif des machines Les salariés licenciés tentent de faire redémarrer l'usine Valisère

Ces dernières tentent d'utiliser leur savoir-faire pour créer, dans l'usine, installée à Echirrolles (Isère), un atelier de sous-traitance. « Nous savons que de grands groupes textiles sont à la recherche de sites industriels très qualifiés pour réaliser des productions qu'ils ne souhaitent pas délocaliser », déclare le responsable de la CGT. Le groupe Triumph a fait connaître au personnel licencié qu'il était disposé à éder gratuitement les machines arrêtées depuis quelques jours. Les anciens salariés se sont efforcés d'obtenir l'appui de la préfecture de l'Isère et du ministère du travail et de l'emploi pour décrocher des contrats et faire redémarrer leur usine. Leurs représentants seront notamment reçus le 2 novembre par le chambre patronale de Lyon.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Michelin augmente le capital de sa Manufacture française

Selon la direction, c'est pour répondre à « un besoin pressant de fonds propres indispensables à la Manufacture française des pneumatiques » que cette recapitalisation a été décidée. Cette augmentation sera faite exclusivement par la Compagnie financière, qui deviendra ainsi l'actionnaire principal de la Manufacture avec 60 % du capital, les 40 % restants étant détenus par la Compagnie générale des établissements Michelin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Résultats du premier semestre 1993

(en milliers FF)	1 ^{er} semestre 1993	1 ^{er} semestre 1992
Chiffres d'affaires	752 491	811 448
Bénéfice consolidé part du groupe	5 165	2 769

Les produits financiers seroient en baisse prononcée sur le deuxième semestre 1993 en raison de la baisse des taux et des investissements importants effectués en octobre 1993 dans le secteur agro-alimentaire.

Cette diversification s'inscrit dans la stratégie annoncée en janvier 1993 lors de la prise de contrôle d'OPTOR par le groupe ONA.

Sauf dégradation de la conjoncture africaine d'ici à la fin de l'exercice, nécessitant de nouvelles actions correctives, le résultat consolidé de l'exercice 1993 devrait être sensiblement équivalent à celui de 1991.

RENAULT-VOLVO : les instances dirigeantes du groupe se mettent en place... — Pehr G. Gyllenhammar, président du conseil d'administration de Volvo, ne sera plus chargé de « missions spéciales » au sein du groupe automobile suédois à compter du 1^{er} janvier 1994, pour se consacrer à sa fonction de président du conseil de surveillance du nouveau groupe Renault-Volvo, dont le PDG sera Lennart Johansson. Ce dernier, président actuel de Renanli. Ce conseil prendra le comité de direction dont les affectations des quatre autres membres ont été précisées mardi 26 octobre. Côté suédois : Lennart Jeansson, PDG de Volvo Personvagnar AB (voitures particulières), sera en charge de l'économie et des finances, Karl-Erik Trogen, PDG de Volvo GM Heavy Trucks (poids lourds), aura la responsabilité des poids lourds et des véhicules de transports en commun. Côté français : Philippe Gras sera responsable de la politique produits et de la production et Patrick Faure sera en charge de la stratégie commerciale.

RENAULT : le gouvernement français a nommé les représentants de l'Etat au conseil d'administration de Renault SA. - Le gouvernement français a nommé les administrateurs représentants de l'Etat au conseil d'administration de Renault SA au *Journal officiel*. Certains étaient déjà au conseil d'administration de Renault : il s'agit de Thierry Aulagnon, chef de service à la direction du Trésor, Dominique Balmay, délégué à l'emploi au ministère du travail, Amélie-Marie Idard, directeur des transports terrestres, Jean-Pierre Landau, directeur des relations économiques extérieures au ministère de l'économie, Didier Lombard, directeur des stratégies industrielles au ministère de l'industrie. Trois autres foot leur entrée chez le constructeur automobile : Claude Mandil, directeur de l'énergie et des matières premières au ministère de l'industrie, François Monier, directeur de la prévision et Jean Pico, conseiller à la Cour des comptes.

DANFOSS INTERNATIONAL : ouverture de l'OPA simplifiée sur Maneurop. — L'offre publique d'achat (OPA) simplifiée du groupe danois Danfoss International sur le groupe Maneurop (réfrigération commerciale et industrielle) a reçu l'aval des autorités boursières. Du 28 octobre au 19 novembre, Danfoss International s'est engagé à se porter acquéreur sur le marché, au prix unitaire de 387 francs, de toutes les actions Maneurop présentées à la vente. Le principal actionnaire de Maneurop, Nord-Est, une holding industrielle contrôlée par Paribas, avait conclu le 18 octobre un accord portant sur la cession de 457 230 actions Maneurop, représentant 53,6 % du capital de cette société au prix unitaire de 387 francs. La cotation de Paribas Maneurop sur le second marché de la Bourse de Lyon, reprendra jeudi 28 octobre.

Pour troisième séance consécutive, le Bourse de Paris manifestait des signes de faiblesse mercredi 27 octobre dans un marché calme préoccupé notamment par la dégradation du climat social en France. En base de 0,27 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 effleura un niveau plus haut de 10 000 à 0,28 %. Autour alentours de 12 h 30, la tendance baissière eut confirmation et les valeurs françaises abandonnèrent en moyenne 0,5 %. Selon les inventaires, les investisseurs se montrent prudents depuis quelques jours en raison de la situation en Iran. France 20 plus remarquait certains gestionnaires, les taux commencent à monter aux États-Unis aussi bien sur le long terme que sur le court terme. Le marché allemand s'est effondré, freiné la détente des taux en Europe, creusant certains.

Les investisseurs étrangers, acheteurs ces dernières semaines, tiens le Sud-Est pacifique, commencent également à s'intéresser au Japon. Pour la filiale française du courtier britannique Werburg, les actions japonaises ne sont pas chères compte tenu du niveau des taux d'intérêt à Tokyo.

Sur les grandes valeurs françaises, les gestionnaires manquent d'idées. En revanche, ils s'intéressent aux « petites » comme le prouve l'engouement actuel pour les introductions sur le second marché.

Le marché semblait bien accueillir les mesures adoptées pour assainir le Banque Hervet avant sa privatisation, le CCF ne perdant que 0,10 % à 287 francs malgré les importantes pertes somatiques de la privatisable annoncées mardi.

Wall Street a marqué une pause mardi 26 octobre au lendemain de son dernier record, des prises de bénéfices étant compensées par de bons résultats financiers. Le Dow Jones a perdu 10 points, soit 0,12 % d'infatigable sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 2 817,50, soit 10 points de moins, la baisse infime de 7,12 point (- 0,03 %). Les échanges ont été fournis avec quelque 235 millions de valeurs traitées. Les titres américains ont perdu 1,12 point, soit 0,01 % en hausse : 1 122, contre 817,7.

Le principal baromètre de Wall Street a perdu jusqu'à une dizaine de points après avoir atteint un record de 281,44 le 25 octobre. Le Dow Jones des valeurs étrangères a baissé de 59,4 % de la confiance des consommateurs, dans l'économie américaine en octobre. Le Dow Jones des valeurs étrangères a baissé de 59,4 % de la confiance des consommateurs, dans l'économie américaine en octobre. Le Dow Jones des valeurs étrangères a baissé de 59,4 % de la confiance des consommateurs, dans l'économie américaine en octobre.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a reculé à 5,98 % contre 6 % la veille.

VALEURS	Cours du 25 octobre	Cours du 26 octobre
Alcan	70 3/4	69 5/8
Am. Can.	58	57 1/2
Bell	31 1/2	30 5/8
Bank of Montreal	33 1/2	32 7/8
Imperial Oil	48 1/8	47 1/2
Estimote-Rand.	59	57 7/8
Exxon	65 1/2	65 3/4
Gen. Electric	86 3/4	86 3/4
General Motors	44 1/2	45 1/2
Goodyear	76 1/2	76 1/2
IBM	44 7/8	44 7/8
ITT	81 1/4	81 1/4
Phil.	62 1/2	62 1/2
Schleicher	81 7/8	82 3/4
Unic.	81 1/2	81 1/2
Univ. Can. Svcs.	143 1/2	145 3/8
United Tech.	19 5/8	20
Western Union	64 1/2	62 3/4
Xerox Corp.	73 1/2	72 1/4

Les valeurs ont perdu du terrain, mardi 28 octobre, pour la deuxième séance consécutive à la Bourse de Londres, en raison de prises de bénéfices, de la faiblesse de Wall Street et d'une dénote de la CBI (Confédération des Industriels Britanniques) qui a exprimé un optimisme des entreprises dans la reprise économique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 19,5 points à 3 165,3 points, soit un peu plus de 0,6 %. Le S&P 500 américain est resté moyen avec 527,3 millions d'actions contre 480,7 millions la veille.

La Footsie avait commencé la séance en hausse mais devait vite déchanter après la publication de l'indice trimestriel de la CBI qui montrait une baisse de la confiance des entreprises. Cette décla-

VALEURS *	Cours du 25 octobre	Cours du 28 octobre
Allied Lyons	6,92	6,89
BP	3,40	3,36
BTR	3,74	3,88
Cadbury	4,89	4,80
De Beers	13,50	13,63
Glaxo	7,12	6,82
GUS	6,36	5,30
ICI	7,19	7,10
Roaming	16,40	16,58
RTZ	6,78	6,83
Shell	7,06	7,08
Unilever	11,55	11,48

Les valeurs ont nettement perdu du terrain pour la deuxième séance consécutive mercredi 27 octobre à la Bourse de Tokyo, qui a continué à subir la contrecoup des transactions effrénées sur East Japan Railway au deuxième jour de sa cotation. L'indice Nikkei s'est inscrit en clôture en baisse de 184,22 points (0,9 %) à 19 538,78 points, tombant en dessous de la barre des 20 000 points pour la première fois en deux semaines. Le volume des échanges s'est élevé à 270 millions de titres contre 258 millions la veille.

VALEURS	Cours du 26 octobre	Cours du 27 octobre
Alfonso	1 400	1 380
Bridgestone	1 350	1 380
Cancer	1 510	1 480
Fuji Bank	2 380	2 380
Horvath Motors	1 510	1 580
Imperial Electric	1 600	1 450
Mitsubishi Heavy	883	877
Sony Corp.	4 900	4 850
Toyota Motors	1 850	1 840

Les autorités boursières ont suspendu la cotation de East Japan Railway

CHANGES

Dollar : 5,8555 F ↑

Mercredi 27 octobre, le deutchemark remontait à 3,4920 francs au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4810 francs mardi en fin de journée (3,4864 francs contre Banque de France). Le dollar ouvrait à 5,8555 francs sur le marché des changes parisien contre 5,8500 francs la veille en fin de journée.

BOURSES

	25 oct.	26 oct.
SBF, base 100 : 31-12-81)		
indice general CAC	608,23	609,73
SBF, base 1000 : 31-12-87)		
indice CAC 40_____	2 227,73	2 210,37

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-2U	5.8500	5.8230	5.9380	5.9030
201 (100)	5.4066	5.4120	5.4651	5.4728
202	6.0701	6.0760	6.0625	6.0705
Deutschmark	3.4035	3.4080	3.4689	3.4794
Franc suisse	3.9527	3.9574	3.9717	3.9830
Lire italienne (1000)	3.0666	3.0108	3.0873	3.0297
Livre sterling	8.6679	8.6754	8.6891	8.7003
Peseta (100)	4.3641	4.3696	4.3319	4.3406

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
U-U						
En (100)	2	3/8	3	1/4	3	3/16
En	7	3/16	3	3/8	2	1/4
Don	7	3/16	7	5/16	7	7/8
Don	6	7/16	6	2/16	6	7/16
En	4	1/8	4	3/8	6	1/16
En	8	1/2	8	3/4	4	3/16
En	5	13/16	5	5/16	5	4/16
En	5	13/16	5	7/16	8	1/4
En	9	3/8	9	5/8	9	3/16
En	6	13/16	6	5/8	6	1/4

Les cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont
communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 27 OCTOBRE

Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 8,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -0.81 % (2192.42)

Réglement mensuel									
Débitur compteur(1)	VALEURS	Cours précéd.	Débitur compteur	% +/-	Débitur compteur(1)	VALEURS	Cours précéd.	Débitur compteur	% +/-
01/04/93	EDF-EDF RS	5880	5888	+0,14	01/04/93	EDF-EDF RS	5880	5888	+0,14
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1000	1005	+0,50	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1000	1005	+0,50
30/03/93	CLAMP (F.P.)	9811	9816	+0,05	30/03/93	CLAMP (F.P.)	9811	9816	+0,05
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1000	1005	+0,50	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1000	1005	+0,50
30/03/93	CLAMP (F.P.)	2540	2545	+0,20	30/03/93	CLAMP (F.P.)	2540	2545	+0,20
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1140	1155	+1,31	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1140	1155	+1,31
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1830	1840	+0,55	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1830	1840	+0,55
30/03/93	CLAMP (F.P.)	617	617	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	617	617	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	775	780	+0,65	30/03/93	CLAMP (F.P.)	775	780	+0,65
30/03/93	CLAMP (F.P.)	644	644	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	644	644	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1230	1230	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1230	1230	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1900	1900	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1900	1900	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	66	66	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	66	66	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1100	1100	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1100	1100	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	59	59	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	59	59	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	105	105	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	105	105	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	823	823	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	823	823	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1230	1230	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1230	1230	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	297	297	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	297	297	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	120	120	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	120	120	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	120	120	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	120	120	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	252,48	252,48	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	252,48	252,48	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	400,38	400,38	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	400,38	400,38	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	298	298	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	298	298	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	653	653	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	653	653	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	985	985	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	985	985	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	89	89	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	89	89	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1222	1222	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1222	1222	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	172	172	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	172	172	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	200	200	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	200	200	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	104,68	104,68	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	104,68	104,68	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	122,59	122,59	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	122,59	122,59	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	746	746	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	746	746	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	207,30	207,30	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	207,30	207,30	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	40,40	40,4	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	40,40	40,4	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	246	248	+0,81	30/03/93	CLAMP (F.P.)	246	248	+0,81
30/03/93	CLAMP (F.P.)	20,40	20,40	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	20,40	20,40	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	410	416	+1,46	30/03/93	CLAMP (F.P.)	410	416	+1,46
30/03/93	CLAMP (F.P.)	711	718,00	+1,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	711	718,00	+1,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1180	1184	+0,34	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1180	1184	+0,34
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1203	1203	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1203	1203	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1190	1195	+0,42	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1190	1195	+0,42
30/03/93	CLAMP (F.P.)	325,31	325	-0,03	30/03/93	CLAMP (F.P.)	325,31	325	-0,03
30/03/93	CLAMP (F.P.)	420	420	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	420	420	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	154	154	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	154	154	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	400,40	400	-0,02	30/03/93	CLAMP (F.P.)	400,40	400	-0,02
30/03/93	CLAMP (F.P.)	246	246	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	246	246	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	98	98	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	98	98	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	218	218	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	218	218	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1235	1235	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1235	1235	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	590	590	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	1015	1015	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	538	538	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00	30/03/93	CLAMP (F.P.)	461	461	0,00
30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41	30/03/93	CLAMP (F.P.)	738	735	-0,41
30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17	30/03/93	CLAMP (F.P.)	585	584	-0,17
30/03/93	CLAMP (F.P.)	53							

Comptant (collection)

[illegible]

[illegible]

Sicav (sélection) 26 octobre

[illegible]

cond marché (collection)

174	174	182	182	B.A.C.	2279	—	L.C. 2.	258
175	175	183	183	Belton Raj 2	646	82	Lawrence	3570
176	176	184	184	Bolton Raj	2743	221	Leahy, H. J.	1725
177	177	185	185	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
178	178	186	186	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
179	179	187	187	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
180	180	188	188	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
181	181	189	189	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
182	182	190	190	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
183	183	191	191	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
184	184	192	192	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
185	185	193	193	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
186	186	194	194	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
187	187	195	195	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
188	188	196	196	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
189	189	197	197	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
190	190	198	198	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
191	191	199	199	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
192	192	200	200	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
193	193	201	201	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
194	194	202	202	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
195	195	203	203	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
196	196	204	204	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
197	197	205	205	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
198	198	206	206	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
199	199	207	207	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
200	200	208	208	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
201	201	209	209	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
202	202	210	210	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
203	203	211	211	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
204	204	212	212	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
205	205	213	213	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
206	206	214	214	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
207	207	215	215	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
208	208	216	216	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
209	209	217	217	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
210	210	218	218	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
211	211	219	219	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
212	212	220	220	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
213	213	221	221	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
214	214	222	222	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
215	215	223	223	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
216	216	224	224	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
217	217	225	225	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
218	218	226	226	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
219	219	227	227	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
220	220	228	228	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
221	221	229	229	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
222	222	230	230	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
223	223	231	231	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
224	224	232	232	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
225	225	233	233	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
226	226	234	234	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
227	227	235	235	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
228	228	236	236	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
229	229	237	237	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
230	230	238	238	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
231	231	239	239	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
232	232	240	240	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
233	233	241	241	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
234	234	242	242	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
235	235	243	243	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
236	236	244	244	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
237	237	245	245	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
238	238	246	246	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
239	239	247	247	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
240	240	248	248	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
241	241	249	249	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
242	242	250	250	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
243	243	251	251	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
244	244	252	252	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
245	245	253	253	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
246	246	254	254	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
247	247	255	255	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
248	248	256	256	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
249	249	257	257	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
250	250	258	258	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
251	251	259	259	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
252	252	260	260	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
253	253	261	261	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
254	254	262	262	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
255	255	263	263	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
256	256	264	264	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
257	257	265	265	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
258	258	266	266	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
259	259	267	267	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
260	260	268	268	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
261	261	269	269	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
262	262	270	270	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
263	263	271	271	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
264	264	272	272	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
265	265	273	273	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
266	266	274	274	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
267	267	275	275	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
268	268	276	276	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
269	269	277	277	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
270	270	278	278	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
271	271	279	279	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
272	272	280	280	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
273	273	281	281	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
274	274	282	282	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
275	275	283	283	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
276	276	284	284	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
277	277	285	285	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
278	278	286	286	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
279	279	287	287	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
280	280	288	288	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
281	281	289	289	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
282	282	290	290	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
283	283	291	291	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
284	284	292	292	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
285	285	293	293	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
286	286	294	294	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
287	287	295	295	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
288	288	296	296	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
289	289	297	297	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
290	290	298	298	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
291	291	299	299	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
292	292	300	300	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
293	293	301	301	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
294	294	302	302	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
295	295	303	303	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
296	296	304	304	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
297	297	305	305	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
298	298	306	306	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
299	299	307	307	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
300	300	308	308	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
301	301	309	309	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
302	302	310	310	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
303	303	311	311	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
304	304	312	312	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
305	305	313	313	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
306	306	314	314	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
307	307	315	315	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
308	308	316	316	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
309	309	317	317	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
310	310	318	318	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
311	311	319	319	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
312	312	320	320	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
313	313	321	321	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
314	314	322	322	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
315	315	323	323	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
316	316	324	324	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
317	317	325	325	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
318	318	326	326	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
319	319	327	327	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
320	320	328	328	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
321	321	329	329	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
322	322	330	330	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
323	323	331	331	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
324	324	332	332	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
325	325	333	333	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
326	326	334	334	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
327	327	335	335	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
328	328	336	336	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
329	329	337	337	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
330	330	338	338	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
331	331	339	339	Bolton Raj 2	1758	1228	Let. Computer	—
332	332	340	340	Bolton Raj 2	1758	122		

Food	127.12
Supplies	144.32
Equip. Disposal	282.48

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 28/10	Cours des billets	
			achat	vente
Dats (100 f. usd)	5,0680	5,5718	5,50	6
franc (100 f.)	0,0030	0,0745	—	—
légation (100 dnl)	340,7000	340,6400	341	384
légation (100 fl.)	10,0175	10,0000	10,00	10,00
légation (100 p.)	311,2000	310,4100	303	324
légation (100 r.)	0,0025	0,0022	0,35	0,80
légation (100 l.)	67,0000	66,7500	62	50
légation (100 h.)	0,2370	0,2380	7,40	6,25
légation (100 g.)	0,0040	0,0035	0,25	0,65
légation (100 drachmes)	1,4110	1,4000	2,60	3,00
légation (100 roubles)	396,3400	395,9900	389	411
légation (100 lras)	72,3300	72,3100	68	70
légation (100 lras)	80,2500	80,1100	78	85
légation (100 sch.)	48,7670	48,5610	46,70	51,70
légation (100 pes.)	4,3500	4,3500	4,10	4,40
légation (100 p.)	3,3650	3,3700	3	3,75
légation (100 r.)	4,0041	4,0077	4,00	4,55
légation (100 yen)	5,5770	5,5811	5,20	5,50

Marché libre de l'or LA BOURSE SUR MINUT

Monnaies et devises	Cours prix	Cours 28/10
Gr. fr. (100 fr. bureau)	7000	6570
Gr. fr. (100 fr. bureau)	7000	6570
Orpillon (20)	350	350
200 fr. (100 fr.)	1600	1600
Place Suisse (200 fr.)	400	387
Place Londres (200 fr.)	400	356
Souverain	330	347
200 fr. (100 fr.)	3400	3400
Place 10 dollars	1380	1225
Place 5 dollars	725	
Place 20 pesos	295	290
Place 100 forins	417	415

36-15

TAPEZ LE MON

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 46-52-72-57

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi d'été mens : 14 de variation 31/12 - Mardi d'été mens : coupon - Mercredi d'été mens : paiement d'été mens : Jeudi vendred : compensation - Vendredi d'été mens : quotas de négociation

36.15

TAPEZ LE MON
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
☎ 46-52-72-57

Matif (Marché à terme international de France)

**Matin (Marché à terme international de France,
26 octobre 1993**

NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 146543			CAC 40 A TERME Volume : 49 215		
Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Oct. 93	Nov. 93
128,82	128,24	124,52	Dernier, ^{TERME}	2212	2225
128,34	128,32	124,66	Précédent	2274	2230

SYMBOLS

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
 ■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
 o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

AU JOUR LE JOUR

Droit d'asile

La Parti socialiste est particulièrement attaché au droit d'asile. Il devait le confirmer, à l'Assemblée nationale, en votant contre le projet de révision constitutionnelle réformant l'exercice de ce droit en France. Le président de la République y a donné son accord ? Il n'importe !

Proclamé par la Révolution française, l'asile offert sur le territoire de la République aux combattants de la liberté est un principe inviolable aux yeux des socialistes. Ils n'acceptent pas de voir transformer en une simple possibilité

d'accueil le droit, pour les victimes d'atteintes aux libertés, de trouver refuge sur le sol français. L'obligatoire deviendrait facultatif.

Le PS ne parle pas en l'air. Michel Rocard a annoncé que la liste qu'il conduira aux élections européennes sera une terre d'asile... pour les femmes. La présence de femmes parmi les candidats aux élections n'était, au PS, que facultative. Elle devient obligatoire. Sédier dans la minorité rend sensible aux aspirations des minoritaires.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Danger sur le franc

Les marchés financiers jouent à nouveau contre le franc. La tension internationale créée par la France sur le GATT n'est, pour Lionel Stoléru, sans doute pas étrangère à ces comportements (page 2).

INTERNATIONAL

Géorgie : la victoire de M. Chevardnadze

Après avoir repris, en quelques jours, toutes les positions conquises par les partisans de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, les troupes gouvernementales géorgiennes, favorables à Edoard Chevardnadze, et désormais soutenues par la Russie, ne sont plus maintenant qu'à une dizaine de kilomètres de Zougidi, la capitale de la Mingrétie, où s'est réfugié l'ancien président (page 3).

Les naturalisations suspectes du Nicaragua

Confronté aux révélations en chaîne sur la présence de terroristes - anciens militants des Brigades rouges italiennes notamment, - le Nicaragua s'apprête à réviser les dossiers de plus de neuf cents personnes naturalisées sous le gouvernement de Daniel Ortega pour la plupart (page 6).

POLITIQUE

L'examen du projet de loi sur le droit d'asile

Les députés ont entamé l'examen du projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile, présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux (page 7).

SOCIÉTÉ

Le recyclage des déchets automobiles

Comme plusieurs constructeurs européens, Renault et Peugeot développent leur système de collecte et de recyclage des déchets automobiles. Renault termine la mise en place du premier « réseau vert » européen, et Peugeot lance une opération pilote dans la région Nord-Pas-de-Calais (page 14).

ÉDUCATION • CAMPUS

Universités : la rénovation à géométrie variable

Quelques facultés ont réorganisé leurs premiers cycles. D'autres résistent avec force. Pour la majorité, elles s'engagent progressivement sur la voie de la réforme (page 16).

ÉCONOMIE

Confusion à Air France pour une fin de grève

Les grèves ont atteint leur apogée, mardi 26 octobre, à Air France : tous les avions de la compagnie sont restés cloués au sol. Air Inter ne réussissant à assurer que la moitié de son trafic. Alors que la CGT et la CFDT appellent à « continuer la lutte, sous des formes à déterminer », le syndicat FO d'Air France a confirmé son appel à la reprise du travail (page 18).

COMMUNICATION

La réforme de l'audiovisuel

Le ministre de la communication, Alain Carignon, souhaite que le projet de réforme du système audiovisuel arrêté sous l'arbitrage du premier ministre soit discuté en décembre par le Parlement. M6 milite pour une seconde coupure publicitaire (page 22).

Services

Abonnements... 36
Annonces classées... 22-23
Automobile... 26
Marchés financiers... 24-25
Météorologie... 28
Cartes, Mots croisés... 28
Radio-Télévision... 27
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier
« Arts-Spectacles »
folios 29 à 38

Demain

Le Monde des livres

Hector Bianchini à la King
Jeu de la poésie anglaise
Robert Graves. Nicole
Lapierre rend compte du
recueil d'essais posthumes
de l'historien et sociologue
Michael Pollak. Hugo Marsan
présente plusieurs livres sur
Venise.

Le numéro du « Monde » daté
mercredi 27 octobre
a été tiré à 493 458 exemplaires

Belfast dans l'attente du prochain massacre

La tension reste très vive en Irlande du Nord
après le nouvel attentat de mardi

BELFAST

de notre envoyé spécial

Belfast, la nuit, est toujours été déserte, recroquevillée sur elle-même. L'est-elle davantage, ce mardi soir, alors que chacun, catholique ou protestant, a des raisons de se calfeutrer, en attendant le prochain épisode de violence, de vengeance ? Étrangement, on chercherait en vain ces fameux renforts de forces de sécurité annoncés le matin par Hugh Annesley, le chef du Royal Ulster Constabulary (RUC), la police nord-irlandaise, quelques heures après l'attaque perpétrée par des hommes de main des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), un groupe paramilitaire loyaliste, contre des employés municipaux catholiques.

Les deux tueurs sont arrivés en voiture à l'heure du thé du matin, avant le début de la journée de travail. Ils avaient le visage enfoui sous des capotures. Posément, ils ont vidé les ébargeurs de leurs pistolets mitrailleurs sur les quinze hommes rassemblés. Une soixantaine de balles ont été tirées, et le bilan (deux morts et cinq blessés), dans ces conditions, est presque miraculeux. Puis ils sont partis, certains de ne pas s'être trompés de « cibles » : ce dépôt municipal est situé sur Kennedy Way, au nord du quartier d'Andersonstown, presque dans le prolongement de Falls Road, le « poumon » du quartier catholique de Belfast-Ouest.

Union sacrée à Londres

Des fleurs, des messages et des ours en peluche, pour la mémoire des deux enfants qui, parmi les dix victimes, ont été tués par la bombe de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Les amis et les passants sont venus en famille, avec de très jeunes enfants. Chacun, dans la nuit, tente de lire les messages de condoléances que l'on se répète à mi-voix, comme une étrange liturgie mortuaire. Dans la journée, les obsèques de quatre des victimes protestantes ont pris la forme d'un imposant défilé silencieux, qui a remonté Shankill Road avec les certuils en tête. Au cours de leurs ser-

mons, les hommes d'Église ont défilé, rituellement, un arrêt du cycle de la violence, pour que les meurtriers de Kennedy Way, qui répondaient au massacre de Shankill, ne se perpétuent pas à l'infini.

Sur les plateaux de télévision, les hommes politiques de la province se sont efforcés de condamner la violence « d'un côté qu'elle vienne », mais il n'a pas fallu attendre longtemps pour comprendre que ce sont les « autres » qui ont jamais accepté de faire la moindre concession. A Londres, cette nouvelle flambée de violence dans la province de l'Ulster a pour résultat de forger une « union sacrée » qui, pour être temporaire, n'en est pas moins exemplaire : le premier ministre, John Major, a reçu le soutien inconditionnel de Jobo Smith, le leader du Parti travailliste, et de Paddy Ashdown, le chef de file des libéraux-démocrates. L'heure, en effet, n'est pas au dialogue, mais à la répression, à l'escalade de la répression contre les meurtriers.

John Hume, le chef du Parti travailliste social-démocrate, (SDLP, catholique modéré), qui l'a bien compris, a annoncé une suspension de ses contacts avec Gerry Adams, le président du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA. Avant de redonner une chance aux initiatives de paix, il faut sans doute que la logique de la violence, momentané au moins, s'épuise.

Derrière les volets clos de Falls et Shankill, catholiques et protestants savent bien que le compte n'y est pas. Dans la logique de cette « guerre des gangs » que se livrent, au nom de la religion, les groupes paramilitaires, il manque d'autres victimes. Il n'y a rien à faire pour empêcher un nouveau massacre. Policiers et soldats, armés jusqu'aux dents, montent la garde devant des barrières installées dans le centre-ville, que tout chauffeur de taxi un peu débrouillard sait éviter. A Belfast, ce soir, l'attente et la peur ont repris.

LAURENT ZECCHINI

Une lettre de MM. Kohl et Mitterrand à la CEE

François Mitterrand et Helmut Kohl s'apprêteraient à adresser une lettre commune à leurs partenaires de la Communauté pour marquer l'entrée en vigueur du traité de Maastricht. L'objet de cette initiative est d'indiquer à l'opinion, en termes simples, que la construction européenne va progresser de manière concrète dans les trois grands domaines retenus par le traité : la coopération économique et monétaire, la politique étrangère et de sécurité, la coopération judiciaire et policière.

Les deux dirigeants, qui sont pour une large part à l'origine du traité, devaient s'efforcer d'illustrer par des exemples pratiques les orientations qui vont émailler l'avenir, afin de prendre en compte ces nouvelles missions de la construction européenne, les ministres des affaires européennes se réunissent très prochainement ; une manière aussi d'assurer un contrôle plus étroit de l'action de la Commission.

La Moldavie s'est prononcée pour l'adhésion à la CEE

Le préliminaire du Parlement moldave s'est prononcé, mardi soir 26 octobre, en faveur de la ratification de l'entrée de la Moldavie dans le Communauté des États indépendants (CEI). Le Parlement moldave était le dernier des quinze États de l'ex-URSS - exception faite des trois États beltes - à ne pas avoir encore ratifié l'adhésion à la CEE que le président, Mircea Snegur, avait signée en décembre 1991. - (AFP.)

Sans attendre le feu vert des parlementaires européens

Strasbourg lance la construction d'un nouvel hémicycle

STRASBOURG

(communautés européennes)

de notre correspondant

Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg et députée européenne, a annoncé, mardi 26 octobre, le début des travaux pour la construction d'un nouvel hémicycle destiné à abriter les débats du Parlement européen. Cette décision intervient alors que l'Assemblée de la CEE n'a pas encore donné son accord pour louer les nouvelles installations prévues dans la cité alsacienne.

Aujourd'hui, les parlementaires, au nombre de 518, élisent dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Mais il sera difficile de les y faire tous tenir dans les locaux actuels, compte tenu de l'adhésion prévisible de nouveaux pays à la Communauté. Le groupe Politique immobilière de l'Assemblée (PIM) a tenu compte de cet élargissement à Bruxelles : il a été signé un contrat de location-rent pour une période de vingt ans avec une société privée, qui a construit dans la capitale belge un hémicycle pouvant contenir de 750 à 900 élus (Le Monde du 11 septembre).

Contrairement aux engagements pris en juillet 1991 par le bureau du Parlement, qui affirmait que la ville française devait bénéficier de « conditions analogues à celles pré-

vuées pour Bruxelles », l'Assemblée traîne les pieds tant les partisans de la cité belge sont acharnés à éliminer Strasbourg de la vie parlementaire communautaire. John Tomlinson (travailliste britannique), un des chefs de file des pro-bruxellois et membre du PIM, va jusqu'à faire valoir le coût financier de Bruxelles - la location devrait coûter 700 millions de francs par an au budget européen - pour justifier l'abandon du projet strasbourgeois : « Nous avons déjà fait une erreur avec Bruxelles, il n'est pas question d'en faire une deuxième avec Strasbourg. »

Mme Trautmann ne l'entend pas ainsi. Forte de la décision du conseil européen d'Edimbourg, en décembre 1992, qui a fixé le siège définitif du Parlement à Strasbourg, elle tente de forcer le blocus. Pendant l'automne et l'hiver, il sera procédé à l'aménagement des locaux, la construction ne devant commencer qu'en printemps 1994. D'ici là, le maire de Strasbourg espère obtenir du Parlement un accord en bonne et due forme. Dans cette hypothèse, le nouvel hémicycle strasbourgeois pourrait voir le jour à la fin de 1995. Il nécessiterait tout de même 2,5 milliards de francs d'investissement (7 milliards à Bruxelles) et une location annuelle de plus de 100 millions de francs.

MARCEL SCOTTO

La justice luxembourgeoise rejette le plan de liquidation de la BCCI

La Cour suprême de justice du Luxembourg a rejeté, mercredi 27 octobre, le plan d'indemnisation des 250 000 créanciers de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), conclu entre les liquidateurs judiciaires et les autorités de l'émirat d'Abou Dhabi, principal actionnaire de la banque. La justice luxembourgeoise a bloqué les remboursements des créanciers jusqu'à ce qu'un nouveau plan soit mis sur pied. Cette décision suspend les

versements aux créanciers et titulaires de dépôts de quarante pays. La banque s'est effondrée en juillet 1991 à la suite notamment d'accusations de malversations. Le tribunal a estimé que le plan qui lui était soumis violait la législation luxembourgeoise garantissant une égalité de traitement des créanciers. Il a fait valoir que le plan avantageait Abou Dhabi, qui est non seulement actionnaire mais aussi créancier, au détriment des petits titulaires de comptes.

Au conseil des ministres

Retour au renouvellement par moitié des conseils généraux

Le conseil des ministres du mercredi 27 octobre a approuvé le projet de loi préparé par Charles Pasqua et rétablissant le renouvellement par moitié des conseils généraux. Une loi de 1990 avait mis fin à cette tradition en prévoyant que tous les cantons seraient pourvus en même temps que les conseils régionaux. La droite a préféré revenir à la règle ancestrale afin, a expliqué Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, de « favoriser la continuité de la gestion de cette collectivité locale ». Toutefois, pour ne pas multiplier les scrutins, ce projet prévoit que les élections dans la moitié des cantons auront lieu en même temps que les régionales, et celles de l'autre moitié en même temps que les municipales. Ce deuxième rapprochement n'entrera en vigueur qu'en 2001 : les conseillers généraux élus en mars prochain le seront donc pour sept ans. Le ministre de l'intérieur a annoncé d'autre part que les élections cantonales auront lieu les 20 et 27 mars 1994.

Le conseil a aussi approuvé un projet de loi permettant la création d'un fonds européen d'investissement, afin de permettre la réalisation de l'emprunt décidé au sommet des chefs d'État et de gouvernement à Edimbourg en décembre 1992, dans le cadre de l'initiative européenne de croissance. A également été approuvé un projet de loi-programme sur le patrimoine monumental prenant la suite du texte voté en 1987.

André Rossinot, ministre de la fonction publique, a fait approuver un projet de loi mettant en œuvre l'engagement pris par Edouard Balladur, lors de sa déclaration de politique générale, d'assurer la « neutralité » et l'« impartialité » de la fonction publique. Le sens des avis rendus sur les nominations ou tout autre sera rendu public, de même que sera rendue obligatoire la consultation d'une commission lorsqu'un fonctionnaire passera dans le secteur privé.

Enfin, le conseil des ministres a officialisé la nomination de Jean-Marc Desargennes comme président directeur général de la compagnie des machines Bull et celle de Christian Blanc comme président du conseil d'administration de la compagnie nationale Air France.

LIBAN : trois soldats israéliens blessés dans le Sud. - Un porte-parole militaire a confirmé que trois soldats israéliens avaient été légèrement blessés, mardi 26 octobre, lors du bombardement de leur position au Liban sud. Il a tenu pour responsable de cet incident le mouvement fondamentaliste pro-iranien Hezbollah. - (AFP.)

MOS
POUR PRÉPARER UN NOUVEAU DÉPART
Créateur de «PROJHS»
méthode pratique,
exclusive et inédite de
Stratégie de Comportement
pour
• mener à bien vos projets
professionnels et personnels
• réaliser ce que vous n'avez
pas encore osé entreprendre
• traverser confort et sérénité
vos épreuves difficiles
Informations sur R.V. exclusivement
Tél. (1) 84.22.73.11 (6 lignes)
Institut de Conseil MOS
1 Bd Mal Joffre, 77300 Fontainebleau
(les séminaires sont organisés à Paris)

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
dans un choix de 3000 tissus
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.
LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

ARTS • SPECTACLES

CinéMémoire

Troisième édition de CinéMémoire consacrée au cinéma européen. Dans la salle aux merveilles, qui s'ouvre à l'Odéon sur la projection du «Docteur Mabuse» de Fritz Lang, des surprises et des raretés, muettes ou parlantes. Les thèmes choisis sont troublants par les liens étranges qui les unissent à aujourd'hui. Les films sur la syphilis ne peuvent que renvoyer à une autre «maladie d'amour», ou la plongée dans le cinéma yiddish des années 20 que coïncider avec la naissance d'une nouvelle espérance en Israël... Vingt mille Parisiens ont été touchés par CinéMémoire l'année dernière, vingt villes de banlieue ou de province s'associent cette fois à cette grande fête du cinéma vivant du 28 octobre au 14 novembre.



Le tournage des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*, de Rex Ingram (assis au premier plan) avec Rudolf Valentino (deuxième à gauche, debout).

HOMMAGE AU RÉALISATEUR REX INGRAM

QUAND il réalise les *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*, Rex Ingram a vingt-huit ans. De son vrai nom Reginald Ingram Montgomery Hitchcock, fils d'un pasteur de Dublin, il avait quitté l'Irlande pour les États-Unis dix ans auparavant, en 1911. Alors qu'il s'intéressait surtout à la sculpture, sa rencontre avec Charles Edison, le fils de l'inventeur du phonographe et du kinéscope, lui donna l'envie de se mettre au service du cinéma naissant, comme acteur et scénariste. En 1915, il prit le nom de Rex Ingram et, l'année suivante, il réalisa son premier film, *The Cup of Bitterness*. Après la guerre, qui le vit s'engager dans la Canadian Air Force, il entra à la Metro.

C'est là qu'il réalise, en 1921, son premier grand succès, les *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*. Bien qu'il ne soit pas à l'origine du projet, initié par le scénariste June Mathis, qui choisit également Rudolf Valentino pour le rôle principal, l'adaptation du roman de l'écrivain espagnol Vicente Blasco-Ibanez permet à Rex Ingram d'imposer ses conceptions. L'ambition du film, qui retrace la destinée d'une famille déchirée par la guerre, justifiait l'ampleur du budget (1 million de dollars) et la durée du tournage (six mois). Le perfectionnisme d'Ingram, son goût pour les innovations techniques et son souci du réalisme peuvent ainsi s'exprimer, avec la complicité du chef opérateur John Seitz : celui-ci utilise quatorze caméras pour filmer des scènes de bataille dans un petit village français, et fait procéder en laboratoire à des traitements spéciaux de la pellicule pour obtenir les différentes qualités d'image souhaitées par le metteur en scène.

L'inspiration antiallemande des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* surprend aujourd'hui encore par sa violence. Le film fut d'ailleurs interdit en Allemagne et ne dut qu'à une intervention de Raymond Poincaré de sortir en France. L'évocation de la guerre des tranchées est d'un réalisme dont on trouvera peu d'équivalents par la suite, et l'ensemble témoigne d'une cohérence et d'une puissance visuelles très impressionnantes. Rex Ingram, qui travaillait toujours longuement avec ses interprètes, obtint de Rudolf Valentino une composition qui, du jour au lendemain, fit de l'acteur une star. La fameuse scène du tango, qui impressionna tant le public de l'époque, est, dans la copie présentée, la plus complète et la plus pure que l'on ait vue depuis les années 20.

Le triomphe remporté par le film, qui permit à la Metro d'encaisser 4 millions de dollars de bénéfices, conforta le metteur en scène dans ses choix. Pour lui, le cinéma cessait d'être uniquement une industrie et devenait «le nouveau grand art, qui réunit ce qu'il y a de mieux dans la sculpture, la peinture et le théâtre».

UN ESTHÈTE A HOLLYWOOD

Erich von Stroheim voyait en Rex Ingram «le plus grand réalisateur au monde». F. Scott Fitzgerald s'inspira de lui pour composer le personnage du metteur en scène de «L'endure est la nuit» et David Lean tenait «les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse» pour son film préféré. La redécouverte de cinq de ses films les plus importants éclaire la personnalité aujourd'hui oubliée de ce cinéaste atypique, que son ambition et son esprit d'indépendance firent parer d'égards d'une industrie hollywoodienne qui le considéra pourtant, dans les années 20, comme l'égal de Griffith ou de Cecil B. De Mille.

L'adaptation d'Eugénie Grandet, à laquelle il se consacra ensuite, traduit cette volonté d'aborder le cinéma comme un art «noble». Qu'il ait demandé à ses acteurs de parler français, bien que le film fût muet, témoigne de son désir d'authenticité. Ingram met ensuite à profit la carte blanche accordée par la Metro en tournant notamment le *Prisonnier de Zenda* et *Scaramouche*, avec Alice Terry, son épouse depuis 1921, et qui révélèrent une nouvelle vedette en la personne de Ramon Novarro. Bien que jouissant d'une liberté presque absolue, imposant des phases de préparation des films (à ses yeux aussi importantes que le tournage lui-même) qui pouvaient durer plus de six mois, il ne nourrit pourtant aucune illusion quant à la vraie nature des dirigeants du studio.

C'est ainsi qu'il met Erich von Stroheim en garde contre Louis B. Mayer et Irving Thalberg lorsque Stroheim se lance dans la réalisation des *Rapaces*. Plus tard, quand les producteurs exigent du metteur en scène une réduction draconienne de la durée de son film, celui-ci fait appel à Ingram, qui propose un montage jugé satisfaisant par le réalisateur, mais refusé par la Metro : elle mutile alors le film, sans l'accord de son auteur. Cette expérience accentua la méfiance d'Ingram, qui perçut

la création de la Metro-Goldwyn-Mayer, en 1924, comme une menace pour son indépendance. Il obtint toutefois de tourner *L'Arabe*, toujours avec Ramon Novarro, sur les lieux mêmes de l'action, en Afrique du Nord, et découvre ainsi une civilisation qui le fascine. Peu pressé de retrouver Hollywood, il décide de tourner en France *Mare Nostrum*, adaptation d'un autre roman de Blasco-Ibanez et nouvelle évocation des tragédies de la guerre, à travers les destins d'une espionne allemande et d'un capitaine français.

Son choix se porte sur la région de Nice : il prend donc le contrôle des studios de la Victorine, fondés en 1920..., et l'installation à Nice d'un des plus prestigieux metteurs en scène hollywoodiens passe d'autant moins inaperçue que Rex Ingram sait se faire remarquer par son élégance un peu voyante et ses extravagances. Les professionnels s'interrogent : l'industrie cinématographique française ne risque-t-elle pas d'être colonisée par l'Amérique ? On considéra finalement que le tournage de films aussi ambitieux ne pouvait que lui être bénéfique, d'autant qu'Ingram agrandit et modernisa les studios.

Mais pareille munificence n'est pas du goût de ses commanditaires d'outre-Atlantique : lorsqu'ils s'aperçoivent que *Mare Nostrum* leur a coûté deux fois plus cher que s'il avait été tourné à Hollywood, les producteurs exigent que le cinéaste revienne en Amérique. Ingram refuse, et réalise à Nice le *Magicien* (1926), inspiré de la vie du mage Aleister Crowley, et le *Jardin d'Allah* (1927), dont les extérieurs sont tournés en Afrique du Nord. Son contrat n'ayant pas été reconduit par Louis B. Mayer, Ingram doit désormais se battre pour réaliser un nouveau film sans déroger à ses principes. Déjà perturbé par les multiples difficultés rencontrées dans la gestion de la Victorine, il est bientôt confronté à l'avènement du parlant. Comme beaucoup de grands réalisateurs du muet, Rex Ingram ne parvient pas à s'adapter à cette nouvelle technique, qui remet en cause toutes ses conceptions, notamment en rejetant au second plan les préoccupations purement visuelles.

Après *Baroud* (1932), dont il interprète également le rôle principal, il décide d'abandonner le cinéma et entreprend de voyager. Il n'a pas quarante ans. Converti à l'islam, il séjourne quelque temps en Égypte, avant de rentrer aux États-Unis, où il mourra en 1950. Le metteur en scène Robert Florey, qui fut un des rares à le rencontrer à cette époque, rapporte que Rex Ingram passa les dernières années de sa vie dans un bungalow dont un tapis et une selle marocaine constituaient tout le mobilier...

PASCAL MÉRIGEAU

ARGENTINE BAROQUE

PAGE 32

Au XVI^e siècle, Ignace de Loyola incite la Compagnie de Jésus à parcourir le monde et diffuser la parole de Dieu. En Amérique latine, les jésuites ont préféré à l'endoctrinement le recours à l'art et à la musique. De nombreux instrumentistes ont donc quitté l'Europe, comme l'Autrichien Anton Sapp et le Toscan Domenico Zipoli, et ont rejoint les «réductions» jésuites. Là, ils ont composé des œuvres qu'un courageux éditeur messin, K617, a réunies dans une collection intitulée «Les chemins du baroque» (lire le reportage à Cordoba de Véronique Mortaigne).

NOUGARO EN «CHANSONS»

PAGE 37

Après *Nougayork* et *Pacifique*, Claude Nougaro boucle son périple loin de Toulouse avec *Chansongs*, un nouvel album qui elle sons des villes et poésies cosmopolites. L'Amérique, la Chine, l'Irlande et aussi les bords de la Garonne sont les lieux de son retour en chanson (lire la critique de Véronique Mortaigne).

LA MODE EN PHOTO

PAGE 38

Sous le nom de «Vanités, la photographie de mode», le Centre national de la photographie présente à Paris une exposition importante dans ses murs neufs, en l'occurrence ceux de l'Hôtel Salomon de Rothschild, rue Berryer à Paris dans le 8^e arrondissement. Considérée par beaucoup d'artistes comme un genre mineur, sinon peu fréquentable, elle a pourtant ses admirateurs et ses grandes signatures, de Nadar à Newton, de Steichen à Bourdin (lire les articles de Michel Guerlin).

LE SPECTATEUR

La chronique de Michel Braudeau page 31.

CINÉMÉMOIRE

ENTRETIEN AVEC CHRISTIAN BELAYGUE, DIRECTEUR ARTISTIQUE

LE PÊCHEUR DE MERVEILLES

Christian Belaygue, dès 1984, présentait des films muets restaurés avec accompagnement musical à Nanterre, puis au Musée du Louvre et au Festival d'Avignon. Il raconte comment se compose le programme de ce festival de la mémoire vivante du cinéma.



Josephine Baker dans « la Sirène des tropiques », 1927.

« Comment décidez-vous des films qui composeront le programme de CinéMémoire ? »

« Je ne pars jamais d'une idée abstraite, je pars toujours d'un film, repéré grâce aux contacts que j'ai avec les cinémathèques du monde entier. Un exemple : je suis aux Archives du film, à Bois-d'Arcy, je vois *Samba*, le premier film de fiction français réalisé et interprété, en 1929, par des Noirs. De là naît l'idée, l'œuvre d'une section thématique, qui s'intitulera « Cinéma nègre, conscience noire ».

« Les pistes d'exploration sont tellement larges ! En tout cas, je n'ai pas une approche par auteur, ce combat-là a été mené dans l'après-guerre, dans les années 50, par les *Cahiers du cinéma* notamment. Ce qui m'intéresse, c'est le cinéma en tant que reflet de la société, témoin de l'histoire culturelle du siècle. Où commence le cinéma ? Où s'arrête-t-il ? Il y a beaucoup de films qui sont passionnants en dehors de leur valeur artistique propre. La recherche du chef-d'œuvre m'agace. On n'est pas toujours – en littérature, en peinture – sur des sommets. L'histoire du cinéma est trop récente pour qu'on se pose la question de la hiérarchie. Une histoire officielle s'est constituée avec des filiations, des maîtres ; cette histoire n'est plus valable et utilise une méthodologie qui n'est plus celle de l'histoire de l'art ou géométrique. C'est très important d'essayer de démontrer comment tous les autres arts, la littérature, la peinture, le théâtre sont présents dans le cinéma, que le cinéma a été un terrain privilégié, extraordinairement fécond.

« Certains films muets seront-ils accompagnés par des musiques originales ? »

« Bien entendu ! Vous savez que c'est ma marotte, depuis longtemps ! La section « Musique d'écran » est particulièrement riche. Nous reproduisons *la Nouvelle Babylone* avec la musique de Chostakovitch, qui avait été montée à Paris dans les années 70 et dirigée par Marius Constant, et que peu de gens avaient vue. On aime beaucoup Chostakovitch depuis un certain nom-

bre d'années, après l'avoir traité dans la boue pendant plus de vingt ans... Puis nous entendrons enfin les « deux propositions musicales » de Pierre Heory pour *l'Homme à la caméra*, de Dziga Vertov, un projet qui devait déjà se réaliser à Avignon il y a deux ans.

« L'ensemble InterContemporain, sous la direction de David Robertson, interprétera la partition de Michael Obst pour *le Docteur Mabuse*, de Lang, qui ouvre le Festival à l'Odéon... L'InterContemporain accompagnant un film muet ! Certains crieront au sacrilège, moi j'y vois plutôt un pont jeté entre les époques, une réconciliation. D'autre part, sur un plan plus intime, Jean-François Zygel, un garçon de grand talent, va accompagner tous les films muets de la section yiddish au piano, et a composé une musique sur *le Bonheur juif*, que nous avons voulu en clôture du festival, en pensant que ça nous portera chance... »

« Dans « Musique d'écran » également, on pourra découvrir des petits films musicaux, qu'on appelait des Cinéphonies, qui étaient produits par le musicologue Emile Vuillermoz, grand amateur de cinéma. Dans les années 30, il a eu cette idée d'enregistrer les meilleurs musiciens du temps et d'en faire des films de cinq minutes. On en a retrouvé trois. L'un permet d'écouter Jacques Thibaud au violon, le deuxième d'entendre Ninon Vallin chantant *les Berceaux*, de Gabriel Fauré, le dernier de retrouver Magda Tagliabero.

« On verra les films de Louis Delluc ? »

« Oui, l'art cinématographique est passé par lui, et on ne connaît pas ses films. J'ai appris que les Archives du film venaient de faire une découverte : *le Silence*, avec Eve Francis, un court film de Delluc, de dix minutes, absolument magnifique, personne ne l'avait vu depuis les années 20, il était considéré comme perdu. C'était un embryon de programmation. Ensuite, j'ai su que Renée Lichitz, à la Cinémathèque, restaurait dans sa forme initiale *le Chemin d'Erna*, le grand drame « basque » de Delluc. C'est ainsi que nous sommes arrivés à proposer, en fait, une « ioté-grale » de Delluc, soit six films.

« Ce qui est très étrange, c'est qu'un film comme *Fèvre* – la poésie des bouges et des ports – était déjà

considéré comme un trésor national dans les années 20. Une souscription avait été organisée pour sauver le film lors du passage du muet au parlant, le négatif avait alors été préservé, mais le film n'avait jamais été restauré !

« Pourquoi cette section « prophylactique » : « Le cinéma contre la syphilis » ? »

« Tout est parti de la Cinémathèque qui a retrouvé *le Baiser mortel*, avec Conrad Veidt. C'était intrigant : y avait-il eu d'autres films de cette nature ? J'ai donc écrit à toutes les cinémathèques européennes en leur demandant si elles possédaient des films d'avant 40 sur ce sujet, puisque une fois la pénicilline découverte, cette maladie a été jugulée. A ma grande surprise, j'ai eu énormément de réponses. Puis nous avons fouillé – avec succès – dans les archives du Cinéma aux armées, et, avec Thierry Lefebvre, qui a composé ce programme avec moi, nous avons articulé deux groupes de films : les fictions, pour la plupart des mélodrames éducatifs, et les documentaires médicaux, dont un dessin animé de prophylaxie antivenérienne datant de 1929, à l'usage des colonies d'Afrique du Nord et baptisé poétiquement *Conte de la mille et deuxième nuit*. Et un pionnier du cinéma scientifique, le « portrait » du trépanisme palé, tiré par le docteur Comandon, en 1909... »

« Il n'est pas question de se projeter artificiellement vers aujourd'hui, mais tout de même, la syphilis était un fléau mondial, on en mourait par milliers. Et c'était une maladie transmise par l'amour... Ce programme est extraordinaire par tout ce qu'on peut y lire sur la sexualité, sur la société.

« Que contient la section « Cinéma nègre » ? »

« C'est donc parti de *Samba*, et aussi de *la Sirène des tropiques*, le premier film – muet – de Josephine Baker. C'est un long-métrage de 1927, scénario original de Maurice Dekobra, à qui nous n'avons pas encore rendu hommage, mais ça viendra. Josephine est sidérante, d'une beauté extraordinaire, d'une vitalité enfantine. Mais ce n'est pas du tout le personnage Arts déco qu'on connaît, pas de grimaces, d'yeux qui roulent, etc. Il y a des séquences où – on s'aperçoit d'ailleurs que les seules femmes qui avaient le droit de se montrer nues dans les années 20 étaient les

Noires... Un autre film, franco-espagnol, est très curieux ; son titre, traduit de l'espagnol, serait *Le nègre qui avait l'âme blanche*. Bel effort, à l'époque, d'admettre que les Noirs avaient une âme, c'était déjà quelque chose ! Un Noir, donc, est amoureux d'une dame blanche ; elle, l'aime beaucoup. Seul problème, il veut l'épouser, mais chaque fois qu'il s'approche d'elle, elle s'évanouit ! Oui, c'est bien comme ça qu'on percevait les Noirs dans les années 20 et 30 au cinéma.

« Nous projèterons également un autre film de l'extrême fin du muet, que l'on connaît très peu en France, *Border Line* ; il sera accompagné par une musique de Bernard Yanotta. L'environnement de ce film est fascinant. Il a été écrit et réalisé par Kenneth Macpherson, fondateur de la revue *Close Up*, une des plus importantes revues de cinéma du monde. Il faisait partie de ce groupe très anglais des années 30, des gens très riches, marxistes, aux mœurs vagabondes, fixés au bord du lac Léman, et qui se faisaient construire des villas par Le Corbusier ou d'autres.

« *Border Line* est un film quasi expérimental, avec Paul Robeson en vedette, c'est un film progressiste sur la négritude là aussi. Il a la singularité de compter dans sa distribution l'écrivain Helga Doom, réhabilitée dans les années 60 via les librairies féministes. Le film, qui analyse les réactions d'un village suisse à la présence d'un Noir, est traité à la Joyce, toutes les pensées des personnages sont visualisées... *Border Line* est un film très peu répéré, du moins en France, alors qu'il fait partie des grandes œuvres de l'avant-garde cinématographique.

« Et le cinéma yiddish ? »

« On sait bien qu'il y a eu un cinéma yiddish très important, mais j'ai fait tout de même certaines découvertes. Ainsi, nous ignorions qu'il y avait eu deux films tournés en yiddish en France après la guerre, produits en 1945-1946 par l'Union des juifs pour la Résistance... Nous allons les montrer. Tout comme *le Bonheur juif*, très beau film muet d'Alexei Granovski, avec le Théâtre juif de Moscou, qu'on connaît à peine. Ou deux films autrichiens, dont *la Ville sans juifs*, qui est incroyable. Tiré d'un roman publié dans les années 20, il se déroule dans un Etat imaginaire, Utopia (!), dont le gouvernement décide que les juifs sont la cause de tous les maux qui frappent le pays. On les déporte donc. Atrocement prénotoire, ce film, bizarrement, se veut progressiste. Argument utilisé : les juifs une fois déportés, on s'aperçoit de l'utilité qu'ils avaient dans la cité... Et on les fait revenir.

« Vous présentez une fois encore des films du Parti communiste ? »

« On ne reprend pas les programmes de l'année dernière. Mais là aussi, il y a une actualité : les accords Blum-Byrnes ! Nous avons trouvé un film de vingt minutes, les seuls documents existants, où l'on voit tout ce que le cinéma français comptait de célébrités dans les années 47-50 se mobiliser contre ces accords-là. Dans la même section, un hymne à Staline, *L'homme que nous aimons le plus*, commentaire d'Eliard, dit par Eliard, musique de Jean Wieler, orchestre dirigé par Roger Desormières. Ce film, tourné en 1947, prend aujourd'hui une résonance extraordinaire. Tout comme un autre, très violemment antiaméricain, *les Américains en Amérique*, avec l'image du beaudois contre le Coca-Cola... »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN



Ecoutez voir

mercredi 3 novembre
Centre Georges-Pompidou
44 78 48 16

NIEUW ENSEMBLE
Direction Ed Spanjaard

Franco Donatoni
Refrain 1
Magnus Lindberg
Duo concertante, création française
UR
Lien Lim
Voodoo Child, création française
Karlheinz Essl
Entsagung, création française
Jonathan Harvey
Scena, création française
Janice Jackson, soprano
Sjef Douwes, clarinette
Angel Gimeno, violon
Taco Kooistra, violoncelle

IRCAM Centre Georges Pompidou

Et Billy Wilder rencontre Danielle Darrieux

COMME Fritz Lang qui y réalisa *Liliom*, Billy Wilder, exilé d'Allemagne, ne fit que passer en France avant de s'embarquer pour les Etats-Unis. Lui aussi tourna un film à Paris. Mais, si l'on peut revoir de temps à autre *Liliom* à la télévision, *Mauvaise graine*, qui date de 1934, est à quelques rétrospectives près pratiquement inconnu.

Le futur réalisateur de *Certains l'aiment chaud* et de *Sunset Boulevard* ne semble pas y attacher grande importance. Il a fait *Mauvaise graine*, dit-il, « par pure nécessité et sans aucune expérience ». C'est tout de même lui qui a apporté à Alexandre Esway (producteur et assistant à la réalisation) le scénario qui raconte comment un garçon pas très courageux, Jean Pasquier (Pierre Mingand), entre dans une bande de voleurs de voitures dirigée par Jean-le-Cravate (Raymond Galle), s'empare de Jeannette, la sœur du chef.

Jeannette, c'est Danielle Darrieux. Elle a dix-sept ans et déjà six films à son actif. Elle n'a pas encore été dirigée par Henri Decoin, n'est pas encore vraiment une vedette mais elle est plus qu'un espoir. Historique, donc, cette rencontre avec Wilder, qui prend parti pour la jeunesse contre les conventions sociales. Et si parfois, le sujet, assez mince, platine, les poursuites en voitures (filmées au milieu de la circulation !) emportent alors le film dans un rythme qu'on pourrait dire « américain ».

Mauvaise graine a été remarqué. Ainsi, Paul Gilson

écrit-il dans *Pour vous* (n° 295, du 12 juillet 1934) : « Que se passe-t-il ? Voici un film fait en France, et qui comporte des « gags ». Un film où l'on ne confond pas les personnages d'une scène à l'autre parce qu'ils ont changé de chapeau. » Film français à la mode américaine, précise la photo illustrant son article. C'est effectivement déjà une comédie wildérienne, où se glisse, avant la fin heureuse (un départ ressemblant à celui du cinéaste pour les Etats-Unis), un soupçon de drame, ce qui convient très bien à Danielle Darrieux. Et, entre-temps, des gags tendus vers l'absurde : Wilder est en marche.

Sur la carrière de ce juif autrichien, scénariste à Berlin au début des années 30, émigré de l'Allemagne nazie en passant par Paris avant de devenir l'un des plus grands cinéastes hollywoodiens, un étrange ouvrage vient de paraître. Abusivement présenté comme les *Mémoires* de Wilder, il s'agit de la mise en forme d'une série d'entrevues réalisées par le journaliste allemand Helmut Karscek avec le réalisateur, à la fin des années 80. Si les éléments historiques et cinématographiques qui en constituent l'arrière-plan sont très imparfaits, le livre recèle en revanche de nombreux éclairages inédits sur le destin du cinéaste, au cours d'un récit pimenté par son humour très caustique.

JACQUES SICLIER

Et tout le reste est folie, de Billy Wilder et Helmut Karscek. Editions Robert Laffont. 326 pages, ill., 149 F.



مكتبة الناصر

CINÉMÉMOIRE

LA PROPAGANDE ANTISYPHILITIQUE A L'ÉCRAN

AUX BONS SOINS DU DOCTEUR ROCARD

Le cinéma, moyen de distraction qui allait conquérir peu à peu le statut d'art, fut longtemps considéré également comme un moyen d'éducation des foules. Nombre de documentaires didactiques ou de fictions « à message » se donnèrent notamment pour tâche d'enseigner l'hygiène aux populations et de les mettre en garde contre les maladies. En présentant une sélection de films consacrés à la syphilis, CinéMémoire ne rappelle pas seulement cette fonction aujourd'hui abandonnée par le grand écran, mais révèle les blocages de la société d'alors face au fléau.

« La syphilis n'est pas une maladie honteuse, mais il est honteux de la transmettre. » Cette mise en garde adressée dans un documentaire produit par la Gaumont vers 1925 (*Une maladie sociale : la syphilis. Comment elle peut disparaître*) concerne uniquement l'hérido-syphilis, ou transmission materno-fœtale, désignée comme le seul mode de contamination auquel il soit possible de s'opposer.

Le film évoque aussi le chancre du sein (transmis à la nourrice par le nourrisson), le chancre du menton (causé par le rasoir) et le chancre de la lèvre, prétexte à une mise en garde contre le baiser, dont on savait pourtant déjà qu'il présentait un taux de risque pratiquement nul (il est vrai qu'un dessin animé de 1918, intitulé *On doit le dire*, ne retenait quant à lui que... le chancre des souffleurs de verre). Cette insistance sur les localisations secondaires de la maladie permet d'éviter la question de la sexualité. Elle traduit également une volonté d'attirer l'attention sur l'« innocence » des victimes et, donc, sur le caractère particulièrement odieux de la syphilis, dont les terrifiants effets ont été complaisamment détaillés au préalable.

A en croire le cinéma des années 20, il n'est guère de maladie, physique ou mentale, qui ne puisse être causée par la syphilis. Et le défilé devant la caméra de criminels désignés comme les cas les plus spectaculaires est censé achever de plonger le spectateur dans l'effroi. Les chiffres donnés ne contribuent pas à le rassurer. La syphilis concernerait 10 % de la population, causerait chaque année quarante mille avortements, et ses ravages seraient équivalents à ceux de la tuberculose.

La publication de ces données démontre que le bilan social importait plus que la prise en compte de la tragédie individuelle vécue par les malades, sur laquelle le film gardait le silence. Les problèmes de la dépopulation et de la désocialisation de citoyens actifs étaient clairement posés, de même qu'était souligné le coût de la syphilis pour la nation (« des milliards... »). Ce que le titre du documentaire indiquait déjà, le film l'affirmait : la syphilis était bien « une maladie sociale ».

La conclusion se voulait toutefois optimiste, et prenait la forme d'un conseil amical et simple : « Mariez-vous jeune et ayez des enfants sains ! » Métaphore de la relation sexuelle, au même titre que le baiser, le mariage et, par extension, les risques d'hérido-syphilis, constituent également la base du scénario des films de fiction. Au-delà d'une similitude de titres, des films comme *Le baiser qui tue* ou *Le baiser mortel* reposent sur une intrigue presque identique, inspirée d'une pièce d'Eugène Brieux, *les Avariés*, interdite par la censure française en 1901 et finalement autorisée quatre ans plus tard.

Réalisé en Allemagne par Richard Oswald, *le Baiser mortel* (1926) présente Jean Veber, incarné par

En parler, mais comment ? Quand le cinéma d'avant-guerre voulut faire œuvre prophylactique contre la syphilis, il se heurta sans cesse à cette question. Comment éveiller l'attention sur une maladie sexuellement transmissible sans jamais parler de sexe ? Jusqu'aux années 30, les films consacrés au fléau jouent, et trichent, avec ce dilemme.



Affiche éditée en 1931 pour « l'Ennemi dans le sang », de Walter Ruttmann, Allemagne.

Conrad Veidt, comme un artiste libertin qui trahit son ami médecin, le docteur Rocard, en lui volant sa fiancée, Colette. Dans la salle d'attente du cabinet, Veber est reconnu par une « femme de mauvaise vie », qu'il avoue avoir rencontrée quelque temps auparavant. Un long plan de baiser, en flash-back, résume la scène fatale. L'analyse sanguine ayant confirmé que Jean Veber était syphilitique, le docteur lui conseille d'attendre deux ou trois ans avant d'épouser Colette.

Mais Veber, qui ne se sent pas malade, refuse d'entendre l'avertissement de Rocard (« On ne ressent rien au début et quand on décide de se soigner, c'est déjà trop tard ») et s'en va trouver un charlatan. Dans son officine éclairée dans la meilleure tradition expressionniste, et opportunément agrémentée d'un squelette (par contraste avec le décor moderne et « hygiénique » du cabinet médical), le guérisseur s'engage à guérir Veber en trois semaines et lui verse quelques gouttes d'un mystérieux élixir sur les lèvres (toujours le souvenir du baiser).

Cinq ans plus tard, le bon docteur est heureux en ménage et père d'un bel enfant, tandis que Veber, qui n'a pas renoncé à sa vie de libertin, voit Colette dépérir et sa petite fille tomber malade. Rocard sauvera l'enfant mais devra avouer son impuissance devant la maladie de la mère, qui mourra en pardonnant à son époux. Celui-ci ne réapparaîtra que quinze ans après, véritable épave dont la misérable existence prendra fin sur un lit d'hôpital, au plus profond de la détérioration physique et sociale.

L'action du *Baiser mortel* s'interrompt en une occasion, le temps de montrer à l'écran le trépanement pâlissant, le spirille agent de la syphilis. Mais la projection du film, qui connaît un certain succès, était sans doute commentée et, éventuellement interrompue, pour faire bénéficier les spectateurs de précisions d'ordre médical. Mais le mode de transmission de la maladie demeurait une fois encore dans l'ombre.

Dessin animé destiné aux populations des colonies françaises, *le Conte de la mille et deuxième nuit* (1929) n'est pas plus explicite. On y apprend seulement que Mohamed, hier encore « fort comme un lion » et « rapide comme une panthère » (ses images le prouvent) a tort de ne pas se préoccuper d'un petit bouton en apparence anodin, mais qui se révèle le premier signe de la maladie. Pourquoi et comment ce bouton apparaît-il sur la lèvre de Mohamed ? le film ne le dit pas.

Parce qu'il lui était interdit de préciser l'origine du mal, le cinéma contre la syphilis ne pouvait qu'affirmer l'ampleur du fléau et inciter les malades à se soigner, en leur promettant, un peu hâtivement, une guérison certaine. En aucune façon il n'était à même d'enseigner les moyens de se prémunir : sauf dans un film destiné aux militaires, il n'est jamais fait allusion aux préservatifs.

« Pudeur » ridicule, dangereuse ? Une soixantaine d'années ont passé. Pourtant, le temps de réponse qui succède à l'apparition du sida, les informations approximatives et erronées données çà et là sur la maladie, et les résistances, morales ou religieuses, que suscite encore la prévention, amènent à se demander si la société a tellement évolué entre-temps.

P. M.

* CinéMémoire, du 28 octobre au 14 novembre, dans divers lieux à Paris, en région parisienne et en province. Renseignements, tél. : 43-63-07-83.

LE SPECTATEUR

P ourquoi, me demande Isabelle, me bonne polonaise, votre chronique s'appelle « Le spectateur » alors que vous ne regardez rien de spécial ? Même pas la télévision. C'est vraiment pas gentil à elle de me poser ce genre de question à neuf heures et demie du matin. Isabelle est blonde, petite, vaillante. Elle écarquille ses yeux bleus quand elle est contente ou qu'elle me demande quelque chose. Elle est souvent gaie, enthousiaste, et d'une terrible brutalité polonaise dans le ménage, ce qui, pour un homme désordonné comme moi, est une source de catastrophes intarissables, j'y reviendrai forcément. Peut-être certains lecteurs trouveront-ils qu'il vaudrait mieux dire « employée de maison », que le mot « bonne » fait bourgeoisie éhontée. Pas moi. C'est le mot vrai à mon oreille, et il me fait toujours penser à un café de la rue de la Gaité, *La Belle Polonaise*, que j'aimais et qui n'existe plus. Et puis, où serait la honte ? C'est comme les gens qui ne voulaient plus que l'on parle des « ouvriers », mais des « travailleurs » ou des « couches laborieuses ».

Je marmonne donc une généralité invérifiable : « Le monde entier est un spectacle, Isabelle. Et le fer à repasser est dans le séchoir », me retourne et tente de retrouver le sommeil, un petit bout de rêve en train de s'évaporer. Rien à faire, évidemment. Spectateur du plafond, ce qui n'est pas intéressant, une attitude que j'estime assez passable dans l'instant. C'est vrai que la télévision, depuis que j'habite en plein ciel au-dessus de Paris, a beaucoup moins de chaînes que les nuages qui passent devant mes fenêtres. Et puis,

après tout, regarder n'empêche pas d'écouter. Le dernier Souchon, par exemple, et notamment, pour la dixième centième fois, *Foule sentimentale*, un chef-d'œuvre. Il a eu des titres molassans, le grand Souchon, des moments un peu bébé, mais là, c'est formidable : « Oh là là la vie en rose / le rose qu'on nous propose d'avoir des quantités de choses / qui donnent envie d'autre chose... »

Isabelle aussi a envie de quantités de choses, de magasins pleins. J'ai peur qu'elle ne partage pas vraiment ce rejet ironique de la société de consommation. « Foule sentimentale / on a soif d'idéal / attirés par les étoiles, les voiles / que des choses pas commerciales... » Oui, ça passe mieux, tout le monde aime les étoiles. Mais « on nous claudie schieffer / on nous peut-loup sulitzer / oh le mal qu'on peut nous faire / et qui ravage la moukère... », elle n'y comprend rien, et je renonce à l'explication de texte. Finalement, Souchon, c'est juste pour les quadras aisés, cools et déprimés. Heureusement pour lui qu'on est nombreux.

Isabelle n'est sûrement pas trotskiste, ni trotskiste non plus, peut-être n'a-t-elle même jamais approché un seul exemplaire de cette espèce quasiment éteinte. Alors comment lui faire entendre une chanson en hommage à Arlette Laguerre ? « Quand Arlette chante c'est du bleu de l'azur / sur les usines et leurs grands murs / les paroles bien sûr ont beaucoup d'usure / mais elle

Polonaise

chante avec un air pur / et même si c'est des bêtises / que c'est gentil / que c'est beau / arlette it be/arlette's go. » On n'y pensait plus trop à Arlette Laguerre, entre deux présidentielles, et c'est précisément cela le coup d'artiste de la Souche, d'avoir flairé qu'elle était pourtant en nous, l'image d'Arlette, enfouie, même si on n'en parlait pas. Elle représente toute une époque où les gens de gauche croyaient aux idées de gauche, même les politiques (décidément, après Saint-Germain-des-Prés, les trotskistes et la gauche, c'est l'année Jurassic Park), une maladresse oratoire si touchante et convaincue qu'on en oubliait les « travailleurs » et les « travailleuses » de la langue de bois. Et pas une tête à avoir une caisse noire, Arlette. Une femme souriante, pleine d'espoir. Une femme si tranquillement humaine, tellement comme nous, qu'on ne voit pas comment elle pourrait remettre les pieds dans le paysage électoral et télévisuel d'aujourd'hui. Vous imaginez un débat entre Arlette et Balladur ? Soixante-cinq millions d'années les séparent, et ça nous est arrivé, à nous, comme un gros accident, entre trente et quarante.

Ces gens qui s'effacent, ces générations qui dansent au Tobou, et puis hop ! à la trappe, ces combats de classe qui se sont mis en veilleuse, en sourdine, complètement déboussolée par les nouveaux spécialistes de la nouvelle économie mondiale, c'est triste comme

de repenser au merveilleux Barthes. Et ça rappelle une phrase d'un autre emporté par le vent, Michel Foucault, dans *les Mots et les Choses*, sur la possible disparition de l'homme, de l'idée d'homme, « comme à la limite de la mer un visage de sable », si notre mémoire est bonne, parce que pour l'instant la Pologne fantasmagique s'est abattue sur le petit coin philosophique de ma bibliothèque, et le pauvre Foucault y est momentanément introuvable.

En revanche, sur la pile des lettres auxquelles je dois répondre, des listes de courses à faire et des cartes postales, toutes choses bien distribuées, il y a peu de temps, en petits tas dans la cuisine et désormais mélangées en une seule colonne militaire, je remarque un numéro du *Times*, magazine anglais où l'on interviewe un dessinateur du nom de Martin Handford. Il est riche et célèbre pour ses ouvrages illustrés, qui se vendent par dizaines de millions dans le monde. Les grandes pages sont grouillantes de figurants, des centaines de personnages dans des situations burlesques, qui ne divertiraient pas longtemps si le jeu ne consistait à trouver dans la foule de chaque planche un personnage en jeans, T-shirt rouge et blanc, toujours le même, un lycéen à lunettes prénommé Wally. En France, quatre albums de Martin Handford ont été publiés par Gründ, et Wally s'appelle Charlie. Wally m'angoisse. Je ne le vois pas. Je sais qu'il est là, mais où ? Il est si discret, si fuyant, obsédant, on dirait un petit frère de Souchon, un cousin de Zelig. Pas vu, pas pris. Des millions d'enfants adorent Wally.

Il paraît qu'une fois qu'on l'a repéré, on ne voit que lui. ■

MICHEL BRAUDEAU

MUSIQUE

« ZIPOLI L'AMÉRICAIN »

SUR LA TRACE
DU JÉSUITE
DE LA PAMPA

Quand les hommes de la Compagnie de Jésus rencontraient les Indiens Guaranis, ils voulaient leur apprendre la musique. Hier, une manière de civiliser les peuples « sauvages et innocents », aujourd'hui un biais commode pour fonder le métissage argentin. « Les chemins du baroque », une collection de disques initiée en 1992 par un courageux label messin, K 617, explore les missions jésuites de l'empire colonial espagnol. Figure de proue : le compositeur Domenico Zipoli.

CORDOBA (Argentine)
de notre envoyée spéciale

C'EST un samedi après-midi, une fin d'hiver délicate à Cordoba. L'air est frais, et les écoliers ont des regards insolents. « Cordoba, capital », disent les publicités. Capitale de l'autre Argentine, celle qui tourne le dos à Buenos-Aires. Métropole économique, volontiers sécessionniste, la deuxième ville du pays est aujourd'hui privée, après la charte des privatisations décrétées par le gouvernement Menem l'an passé, du cordon ombilical qui la reliait aux rives du Rio de la Plata : la ligne de chemin de fer. Tant pis. Plantée à environ 1 500 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires, Cordoba l'andalous est une ville opposante et fière. N'est-ce pas ici qu'aux pires moments de l'hypocrisie des mains anonymes avaient placé d'ironiques panneaux à l'entrée des bidonvilles : « Bienvenue aux classes moyennes » ?

Au milieu du siècle, tandis que Buenos-Aires, la ville italienne et juive, se livrait à la mélancolie sociale du tango, Cordoba a inventé le *cuarteto*, une danse « apparente au *paso doble* » qui a la vertu aux yeux des Cordobenses de n'être jamais passée par la capitale officielle de l'Argentine. En 1943, le *Cuarteto Leo* cultivait le piano, le violon et l'accordéon avec une bonne santé paysanne. Aujourd'hui, La Mona Jimenez, *gaitcho*

urbain et vedette absolue du genre, entretient, à coups de synthétiseurs et de boîtes à rythmes, la musique de la « pampa gringa », ses histoires de baisers gourmands et de fêtes arrosées. Entre son université centenaire et ses ventes aux enchères de bétail, Cordoba est attachante.

Au cœur du Nouveau Monde, l'Argentine de la pampa vit son passé en se songant qu'au présent. Mêlés à des buildings sans âme, des bâtiments — l'Eglise de la Compagnie de Jésus et sa chapelle « domestique », la Capilla de los Indios, construite par des maîtres indigènes, — rappellent que nous sommes ici en terre jésuite, une terre grande comme le royaume du Pérou, dont les frontières commençaient à Lima pour s'enfoncer dans les eaux du Rio de la Plata. En 1540, Ignace de Loyola avait souhaité que sa compagnie se dispersât à travers le monde. En 1759, le Portugal, jaloux de son emprise, décrivait l'expulsion des jésuites, suivi par l'Espagne en 1767. Deux siècles de prosélytisme pacifique, dont Cordoba voudrait à tout prix garder les traces.

A l'endoctrinement, les jésuites préféraient la culture. L'art et la musique, méprisés des colons espagnols, devinrent entre leurs mains un moyen de séduction efficace sur le chemin de Dieu. Plutôt que l'agression militaire, ils choisirent l'organisation utopique. « Il faut rassembler les Indiens, les réduire » en villages, dans des lieux commodes et conviviaux pour qu'ils ne soient pas privés de tout bénéfice spirituel et temporel », lit-on dans le compte rendu du synode de Mexico de 1555. En 1609, Marcel Lorenzana fonde la première réduction jésuite au Paraguay, sorte de phalanstère mêlant l'agriculture aux devoirs du culte. Pendant près de deux siècles, les hommes d'Ignace de Loyola vont veiller sur les réductions où plusieurs centaines d'Indiens sont en principe protégés (les raids esclavagistes portugais y furent sanglants) par une poignée de missionnaires.

Cordoba, ville de la plaine, est éloignée des territoires indigènes. Mais elle constitue un passage obligé entre le Rio de la Plata, où arrivaient les navires espagnols, et la zone des réductions guaranies (aux alentours de l'actuelle frontière entre l'Argentine, le Paraguay et le Brésil), chiquitanos (au sud de la Bolivie), moxos (plus au nord) et maynas (en Amazonie péruvienne). L'important collège jésuite de Cordoba possédait non loin quelques baciendos nourriciers, telle celle de Santa Catalina — 2 000 vaches, 121 esclaves répertoriés lors de l'expulsion — plantée de bêtes et de plateaux européens.

Des eaux boueuses et inhospitalières de l'estuaire du Paraná à la forêt amazonienne, les missionnaires de Dieu avaient le temps du commentaire. Les récits de voyages, truffés de références sentimentales au « bon sauvage », abondent ; ils retracent l'épopée des Pères, depuis la dure phase d'implantation, jusqu'à celle du rayonnement des missions indigènes. Autrichien, le père Anton Sepp, chanteur, joueur de viole, de flûte, d'orgue et de clavecin, devenu le principal organisateur de la vie musicale des réductions guaranies, arrive à Rio de la Plata en 1691 : « Buenos-Aires est séparée de Cordoba par une plaine, aussi plate que le *Lechfeld*. » Au terme d'un voyage de six mois, en canot et char à bœufs, Anton Sepp s'installe à la mission de Yapeyu, sur les bords du Rio Uruguay. Il y crée un conservatoire de musique. Fins au nord (au sud de l'actuel Paraguay), Anton Sepp fonde dans la foulée la réduction de San-Juan-Batista, où il fait construire une immense église « cinq portes, des chapiteaux sculptés par les indigènes, des autels en cadre doré à la feuille et incrustés de pierres, d'innombrables statues de saint Jean-Baptiste, de saint Michel et de

Les Indiens Chiquitanos construisent aujourd'hui encore, des violons. A Santa-Ana, la dernière harpe date de 1940 : on n'en joue plus, mais on la sort en procession comme une statue. Les partitions copiées restent déchiffrables jusqu'en 1880. Puis, c'est le désordre. Jusqu'en 1970, les Chiquitanos ont continué à copier les manuscrits sans les comprendre et les ont laissés sur les pupitres... (Photographie d'un indien, par Martin Chamblé, en 1935).

Notre-Dame de Alotting). Le père et ses « chicos » y cultivent le maïs et plantent plus de 200 000 pieds de coton. Le potager prospère. « Les Indiens ont d'incroyables capacités de travail », écrit Anton Sepp. Le travail s'effectue toujours au son du tambour, de flûtes joyeux. En créant à San-Juan-Batista une école de sculpture, le Tyrolien missionnaire, mort de vieillesse en 1733, inaugure la lignée des jésuites musiciens et architectes, dont le Suisse Martin Schmid (1694-1772) sera le prototype le plus complet.

Reconstituer le puzzle brisé par l'expulsion de la Compagnie, puis les guerres d'indépendance sud-américaines, n'est pas une mince affaire. Alain Paquier, directeur de K 617, un label de disques spécialisé dans la musique baroque et installé dans la Meuse, en sait quelque chose. Lorsqu'il lance, en 1992, la série « Les chemins du baroque » (du Mexique à l'Argentine) en collaboration avec l'Association française d'action artistique (AFAA) et la Fondation Paribas, Alain Paquier s'engage dans une aventure quasi policière. Le cœur de l'énigme s'appelle Domenico Zipoli, compositeur italien qui passa les neuf dernières années de sa vie à Cordoba — qu'y faisait-il ? — avant de succomber de la peste en 1726. De Domenico Zipoli, on sait beaucoup et peu : il est né à Prato en Toscane en 1688 ; il fut l'élève de Pasquini et d'Alessandro Scarlatti ; il fut un compositeur réputé dans la Rome du début du dix-huitième siècle, sous la protection d'une femme lettrée et séduisante, Maria Teresa Renzi Strozzi ; enfin il intégra la Compagnie de Jésus vers 1715 mais ne fut jamais ordonné prêtre.

Des siècles durant, l'ombre incertaine de Zipoli a plané sur Cordoba. La ville possède sa rue et son pont Domenico-Zipoli, mais aussi une école de musique Zipoli, fondée il y a trente ans par un Allemand installé en Argentine, Erbert Diehl. Financée par la province de Cordoba, elle compte aujourd'hui environ sept cents élèves, parmi lesquels se recrutent les membres du Coro de los Niños Cantores de Cordoba. Cette chorale tapageuse est composée essentiellement de jeunes filles qui s'applaudissent volontiers, bombardent leur chef de vivas, s'amuse à chanter faux, et chantent juste. Invité en 1992 à exécuter les *Vêpres de San Ignacio*, de Zipoli, au Festival de Sarrebourg, le Chœur y découvrit par la même occasion la musique de ce jésuite que nul, dans l'école qui porte son nom, ne connaissait. Zipoli ne serait-il qu'un fantôme ?

Écrite pour trois voix sans basses (les Indiens affectionnant plutôt les tessitures aiguës), deux violons, et un continuo (orgue, harpe), cette musique très mélodique était censée coller à « l'état musical » des Indiens, à l'appât d'innocence de ceux qui « vivaient avec les bêtes sauvages, savaient seulement rugir avec les lions et les tigres », avant de connaître le sifflet, comme l'écrit Martin Schmid dans sa correspondance publiée en 1992 à Lucerne. A peine achevée l'étude d'un important lot de partitions découvertes en Bolivie (lire notre encadré), les spécialistes sud-américains ont immédiatement voulu y voir « le premier répertoire que l'on peut qualifier de

SUR LES CHEMINS DU BAROQUE

Recherche
en paternité

La paternité de l'œuvre de Zipoli est difficile à établir : les jésuites ne signaient jamais leurs œuvres. En 1950, Guillermo Furlong, jésuite argentin, fonde l'idée que Zipoli est le dépositaire légitime et unique de la musique jésuite sud-américaine. Reste à établir la preuve par les manuscrits. Les premières copies attribuées à Zipoli datent de 1740. En 1963, Robert Stevenson retrouve à Sucre, en Bolivie, une copie de sa *Messa pour trois voix et trois violons*, « copiée à Potosi en l'an 1784 ».

En 1972, l'architecte de Suisse allemande Hans Roth travaille à la restauration des églises dans les réductions jésuites en pays chiquitos, en Bolivie. A Santa-Ana et San-Rafael, il trouve de très nombreux cahiers de musique, reliés en d'épais volumes, parfois démembrés et reconstitués dans le désordre. En 1983, le musicologue allemand Burkhard Jungcurt est chargé de l'inventaire.

Puis le travail de recherche retombe dans le giron sud-américain : les travaux du Paraguayen Luis Szaran en 1987, ceux de l'Argentin Bernardo Illari en 1988 et ceux de Leonardo Walsman passent au peigne fin 811 œuvres, dans le cadre d'un programme financé par le *Consejo nacional de investigaciones científicas y técnicas*, l'équivalent du CNRS en Argentine. Ils tentent d'établir de manière certaine la filiation de ces messes, oratorios ou pièces d'orgue avec Zipoli, en les comparant avec ses pièces pour clavier composées en Europe.

Ces manuscrits ont couru de grands périls. Ainsi, en 1988, un curé espagnol nommé à Santa-Ana veut combattre les tendances iconoclastes des Chiquitos : il vend les statues et brûle 37 caisses des précieuses partitions...

V. MO.

mets : un style baroque européen adapté à la réalité des missions jésuites, tant dans le style d'exécution que dans le répertoire », comme l'écrivait le musicien et musicologue cordobense Leonardo Walsman. Avec son ensemble *Musica Segreta*, il a été parmi les premiers à recréer cette musique attribuée à Zipoli. Pour Gabriel Garrido, flûtiste à bec originaire de Buenos-Aires et fixé en Suisse, ancien élève de Jordi Savall et fondateur de l'ensemble Elyna, retrouver Zipoli, c'est « unir mon pays, l'Argentine, et la musique ancienne ».

Pour qui s'interroge de l'identité argentine — souvent fluctuante, c'est la loi du Nouveau Monde, — quelle aubaine ! Tout en délectations mélancoliques et en souvenirs, la musique de Zipoli serait ainsi fondatrice d'une authentique histoire nationale, et, qui plus est, le témoin du rayonnement intellectuel de Cordoba. Très vite, musicologues, interprètes, éditeurs et commentateurs (*le Monde* du 14 mai 1992) s'engouffrent dans cette brèche. Oui, mais Zipoli n'avait jamais mis les pieds dans les réductions indigènes. Comment ses compositions avaient-elles pu arriver jusqu'en territoire chiquito ?

Le maillon manquant s'appelait Martin Schmid. De ce jésuite, on ignorait tout ou presque avant l'édition, à Berne au début de cette année, d'une thèse comparée d'archéologie et de musique, publiée par l'architecte suisse Stefan Fellner. Dès lors, le scénario était (à peu près) clair. En 1729, le missionnaire arrive à Cordoba, où il prend connaissance des œuvres de Zipoli, mort trois ans avant. Martin Schmid construit des orgues à travers les territoires chiquitos et guaranis, copie les partitions de Zipoli qu'il diffuse à Potosi, Sucre et Santa-Cruz. Il devient le meilleur représentant du commerce musical jésuite à travers l'Amérique latine. Expulsé en 1767, il meurt au pays, à Lucerne. De Cordoba, il avait écrit ces mots cruels : « Ce qui devrait être une ville est pire qu'un village d'Allemagne. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Les petits pavés
de K617

À la fin de l'été dernier, l'équipe de K617 s'était installée pour quelques jours à Cordoba afin d'y enregistrer, avec l'Ensemble Elyna et le Coro de los Niños Cantores de Cordoba, placés sous la direction de Gabriel Garrido, les nouveaux volumes des « Chemins du baroque » (*Zipoli l'Américain*, 1 CD K617/Afaa-Sur Mesure K617036, distribué par Média 7 et Musique à la cité des rois, œuvres de Torralba et Velasco (K617036)). La collection en comptait déjà quatre, dont de jolies *Vêpres de San Ignacio* de Domenico Zipoli (K617027) qui ont permis au label messin de battre des records absolus : plus de 60 000 exemplaires vendus en un an. Le budget des « Chemins du baroque » est de 12 millions de francs. Défini en 1992, il comprend la publication de huit albums, la vente de concerts et même la restauration d'un orgue du dix-neuvième siècle appartenant au Musée provincial Marques de Sobremonte de Cordoba.

Ecoutez voir

NANTERRE

du 8 octobre
au 11 novembre

PLANCHON / FRANÇON

AMANDIERS

LA REMISE

Avec pudeur, avec rigueur et des éclairs d'ironie, Alain Françon et la troupe montent sans faillir le jeu de la souffrance et de la colère. Collecte Gadard, La Manne

Un spectacle étonnant, fort et beau à la fois. Acte et après comme est l'écriture de l'auteur habile à saisir et à restituer ce qui, quelque part, est aussi la propre histoire.

Jean-Pierre Hae LA CHOUX

46 14 70 00

MUSIQUE

Classique

Mercredi 27 octobre

Mahler

Symphonie n° 3

Jard Van Nae (mezzo-soprano),
Maîtrise des Hauts-de-Seine,
Chœur et Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).
La relation triangulaire existant entre Mahler, Semyon Bychkov et l'Orchestre de Paris n'est pas sans mystère. La saison dernière l'exécution de la *Sixième Symphonie* avait même surpris par l'enthousiasme des musiciens. Tinsque, vraiment. Qu'en sera-t-il de la *Troisième* ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 28),
Tél. : 45-63-86-73. De 65 F à 280 F.

Mendelssohn

Symphonie n° 4 « Italienne »

Orchestre national de France,
Riccardo Muti (direction).

Schubert
Symphonie n° 9 « la Grande »
Orchestre national de France,
Riccardo Muti (direction).
Riccardo Muti ose prendre le risque de travailler avec un orchestre parisien. Il est moins sûr qu'il prétend ne pas en avoir le temps. A vrai dire, le risque est mesuré. Et si le National joue avec autant de conviction qu'il l'a fait à Munich la semaine passée sous la direction de James Conlon, la victoire est assurée. Le programme choisi par Muti est d'une difficulté redoutable. N'avait-il pas déjà dirigé la même symphonie de Mendelssohn lors de sa première visite, en 1981 ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30
(+ le 28), Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 220 F.

Jeudi 28

Obet

Doktor Mabuse

Vincent Bauer,
Michel Corré,
Daniel Champollat (poursuivants),
Pierre-Laurent Alvard,
Florent Boffard (piano),
Ensemble InterContemporain,
David Robertson (direction).
C'est avec cette partition de Michael Obet que la trinité d'Obet et de Côté-Ménioche ouvre ses portes. Le risque d'une pareille aventure est grand, et l'on se souvient peut-être du mariage raté entre la musique d'Arnold Schönberg et Jeanne d'Arc de Dreyer.

Théâtre national de l'Odéon (les 28 et 29,
20 h 30 ; le 29, 17 heures).
Tél. : 44-41-36-36. De 130 F à 200 F.

Beethoven, Brahms, Tchaïkovski

Igor Oistrakh (violon),
Natalia Zvereva (piano).
Bien sûr, le génie n'est pas héréditaire et il est bien difficile lorsque l'on s'appelle Oistrakh de se faire un prénom. Igor y est parvenu pourtant et son métier est grand, car son père David domina son époque.

Salle Gaveau, 20 h 30,
Tél. : 48-53-05-07. De 60 F à 200 F.

Vendredi 29

Haydn

Symphonie n° 60 « le Désert »

Bartok

La Mandarine merveilleuse

Dvorak

Symphonie n° 9 « Nouveau Monde »

Orchestre philharmonique de Vienne,
Seiji Gazeau (direction).
La Philharmonie de Vienne est une institution dont l'importance est bien connue. Il y a les chefs que les musiciens croient et ceux qu'elle refuse de voir monter à son podium. Il y a aussi les musiques qu'elle considère tellement siennes que ses musiciens refusent de se plier aux désirs des chefs qui n'auraient pas les mêmes vues qu'eux. La Philharmonie de Vienne est un objet précieux qu'il faut considérer pour ce qu'il est, une relique vivante d'un style aujourd'hui perdu. Mais que ne donnerait-on pour que les cordes des orchestres français sonnent avec une telle plénitude, de telles couleurs délicates, pour qu'elles aient ce grain si particulier ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30,
Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 750 F.

Verdi

Requiem

Paulitta de Vaughan (soprano),
Anna Schell (contralto),
Roberto Alagna (ténor),
Valentin Pivovarov (basse),
Chœur et Orchestre philharmonique
de Radio-France,
Nello Santi (direction).

Dirigé par un spécialiste incontesté, le Requiem de Verdi devrait attirer un public nombreux à Pleyel. Roberto Alagna y fera ses débuts parisiens. Avec lui, la France a enfin un jeune ténor « italien » apte à prendre la relève des trois plus célèbres ténors du moment : Pavarotti, Domingo et Carreras. Il est même possible qu'il mette les administrateurs des uns et des autres d'accord.

Salle Pleyel, 20 h 30, Tél. : 45-63-86-73.
De 60 F à 190 F.

Dimanche 31

Mozart

Duo pour violon et alto KV 423

Olivier Messiaen pour violon, alto et

violoncelle KV 595 « Puchberg »

Augustin Dumay (violon),

Gérard Caussade (alto),

Gary Hoffman (violoncelle).

Deux Français et un Américain unis comme les doigts de la main se retrouvent pour un programme qui exige justement que les individualités se fondent en une entité inséparable.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.
Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Mardi 2 novembre

Janacek

Kata Kabanova

Karin Armstrong (Katie),

Barry McCauley (Boris),

Yvonne Minton (Kabanicha),

Robert Wigley (Tikhon),

Dagmar Fickova (Veronika),

Dmitry Petrov (Doktor),

Ian Carey (Kudrjas),

Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris.



Ozawa au Théâtre des Champs-Élysées le 29 octobre.

Jiri Kout (direction),

Götz Friedrich (mise en scène).

Reprise de l'opéra le plus connu de Janáček dans la production de Götz Friedrich. Yvonne Minton est de la distribution. On avait perdu jusqu'à la trace de cette magnifique chanteuse à qui l'on doit des Mahler splendides avec Solti (Decca) et de nombreux concerts avec Boulez. La bonne nouvelle de la semaine.

Opéra-Bastille, 19 h 30,
Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 570 F.

Bach, Mozart, Medtner,

Casals, Beethoven

Eugene Istomin (piano),

Son dernier récital parisien avait montré

Eugene Istomin sous un jour peu favorable :

doigts hésitants, jeu d'une sécheresse

rébarbative. Son passé de chambriste au

sein du trio éminent formé par Isaac Stern,

Leonard Rose et lui-même lui doit néanmoins

le respect de tous les mélomanes.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30,
Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Lyon

Offenbach

Les Contes d'Hoffmann

Daniel Galvez-Vallée (Hoffmann),

Natalie Dessy (Chrysalis),

Isabelle Vernet (Gulnare),

Eliette Samyria (Antonia),

José Van Dam (Lindorf), Coppolitus,

Desperato, docteur Miravalles,

Chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon,

Karl Nagan (direction).

Louis Erlo (mise en scène).

Spécialiste particulièrement mal accueilli par les télépectateurs, lors de sa captation sur FR 3, à l'occasion de la réouverture de l'Opéra de Lyon. Pour ne pas gêner les spectateurs présents dans la salle, Louis Erlo, metteur en scène et codirecteur du théâtre lyonnais, avait refusé que l'on adapte les éclairages aux exigences des caméras de télévision. Et il n'avait pas supporté que Louis Erlo et son dimanche éliminant de la partition habituelle l'usage tout ce qui n'était pas de la main d'Offenbach. La distribution de cette reprise est identique à celle de la première, à l'exception de Barbara Hendricks qui a disparu. Une distribution parfaite dominée sur le plan expressif par Daniel Galvez-Vallée et sur le plan vocal par l'étonnante Natalie Dessy, Virgin enregistre.

Le 28, 19 h 30 ; le 31, 17 heures. Opéra
Nouvel. Tél. : 78-28-09-60. De 100 F à 230 F.

Jazz

Left for Dead

Au programme, le générique du long métrage *Left for Dead*, comme ceux de Guitry, la même *Idéologie* des postes : Tony Hymas (piano), Tony Col (saxo, clarinette), Claude Barthélémy (guitare) sont les pivots de l'aventure. En magasin, la livre va aux disques de plus en plus sophistiqués. Raison de plus pour retourner à ce jazz que l'on vient à dire « acoustique », et sur scène ! Il correspond à un état de la vie très ancien et, simultanément, très nouveau, un des aspects de la musique à venir.

Du 27 au 30, Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

Barney Wilen

Carte blanche à la note bleue : le saxophoniste d'*Essential Ballads* (voir les disques) se retrouve en compagnie amicale. Le lieu lui est familier, exigu, exactement comme il convient à l'appréhension d'un art subtil et maîtrisé. Dans les meilleures ventes des grands disques, dominées par la machinerie électronique de « fusion » (Marcus Miller dont on a dit ici l'intérêt), Barney Wilen tient sa place : c'est justice. Preuve en club à l'appui.

Les 23, 29 et 30, Petit Opportun,
22 h 45, Tél. : 42-38-01-38.

Rock

Thugs

Les Thugs jouent du hardcore, ils chantent en anglais. Leur origine angevine n'est qu'anecdotique, à moins que ce soit là qu'il faille chercher l'origine de leur réel talent mélodique, de leur capacité à subvertir un peu les règles du genre.

Le 28, Arapah, 20 h 30, Tél. : 43-48-24-84.

Poor Righteous Teachers

Représentants du rap le plus radical (et le plus décapant) quant à son idéologie, les Poor Righteous Teachers sont une des voix qui s'élèvent des ghettos américains. Émus, données les annulations à répétition des groupes de rap programmés à Paris ces derniers temps, il est recommandé de passer un ultime coup de téléphone avant de prendre le chemin du Passage du Nord-Ouest.

Le 28, Passage du Nord-Ouest, 19 h 30,
Tél. : 47-70-81-47. 110 F.

The Gun Club

Gun Club apparaît à une époque comme un éclair sur le chemin du rock dégingolisé, comme un groupe capable de mettre sa musique en danger. Aujourd'hui, le système de la démocratie apparaît plutôt comme l'exploitation d'un pays fond de commerce. Reste la part de l'imprévisible. Le 1^{er} novembre, Arapah, 20 h 30. Tél. : 43-48-24-84.

Orchestral Manoeuvre

in the Dark

Il fut un temps où OMD inventait une belle musique d'ambiance (la BNP qui utilisait abondamment *Souvenirs* pour vendre des plans épargne logement s'en était d'ailleurs aperçu, c'est une référence). Aujourd'hui le groupe maintient à peine cette tradition.

Le 2 novembre, Le Cigale-Kantartreau,
20 heures. Tél. : 42-23-15-15.

Tournée

Treponem Pal

Treponem Pal ne fait aucune concession, refuse toute nuance. Son rock est d'une dureté qui s'avère la plus expérimentale (le goût de cette musique relève définitivement de l'acquis) et effraiera les autres.

Le 28 octobre, Strasbourg, salle de la Bourse. Le 29, Calais, Maison pour tous. Le 30, Saint-Quentin (Aisne), Espace Pierre-de-Coubertin, dans le cadre du Festival du Duvetier. Le 31, Fontenay-le-Comte, Rock festival.

Terence Trent d'Arby

Ex-futur du rock, idole déchue, Terence Trent d'Arby a dû mal à se faire à son statut actuel d'habile faiseur de musique à densité. S'il peut le transcender, c'est sur scène plutôt que sur disque.

Le 1^{er} novembre, Lyon, Le Transbordeur.

Yellowman

Pilier du reggae depuis des temps immémoriaux, il a accompagné toutes les mutations du genre.

Le 2 novembre, Rouen, l'Eno 7. Le 3, Tourcoing.

Festival Fnac

Inrockuptibles

Sur la route, deux sources. La première réunit les Poses, Teenage Fanclub et Pulp, soit la fine fleur de l'école pop néoclassique. La seconde est plus hétéroclite avec

les fantaisies sonores des Boo Radleys, les ruminations mélodiques des Autour et le folk simple (et) de Pooka, duo féminin venu de Grande-Bretagne. Enfin les Parisiens auront le privilège d'une troisième nuit avec des Français (Silvina Vano et Dominique A) et un groupe (l'Indochine). Nous reviendrons sur cette programmation dans un prochain supplément.

Les 3 et 4 novembre, à Lille, l'Aérodrome. Les 5 et 6, à Rouen, salle de la Cité. Les 4, 5 et 6, à Paris, le Cigale.

Festival Art Rock 93

Saint-Brieuc

L'autre festival breton a toujours tenu à mélanger rock et théâtre. Cette année on retrouvera dans les rues de Saint-Brieuc les embouteillages du Royal De Luxe avant d'entendre le soir une programmation européenne avec les Finlandais de 22 Pispérkko, le Belge Arno, les Néerlandais Burma Shave. Le dimanche, on finira français avec Arthur H et Dominique A, deux amis qui vont venir du bien.

Du 28 au 31 octobre, à Saint-Brieuc. Renseignements : 98-53-58-73 ou 36-33-77-60.

Chanson

Liane Foly

Avant sa rentrée parisienne, Liane Foly a rodé son récit aux alentours. La muse de la chanson cool et jazz, la chérie des Top d'été intelligents et des intellects aimant la variété présente un spectacle sûrement aussi bien produit que son dernier album.

Jusqu'au 10 novembre, 20 h 30 ; dimanche, matinée à 16 heures. Casino de Paris. Tél. : 49-36-99-89. De 120 F à 210 F.

Charles Trenet

Pour ses quatre-vingts ans, à l'Opéra-Bastille, il avait poussé la chansonnette, juste pour dire comment la valeur ne diminue pas avec le nombre des années. Il crée donc un nouveau tour de chant au Palais des Congrès, après avoir fait dix fois ses adieux à la scène.

Jusqu'au 21 novembre, 20 h 30 ; dimanche, matinée à 18 heures. Palais des Congrès. Tél. : 40-88-00-06. De 190 F à 310 F.

Julien Clerc

Sur des paroles d'Edienne Roda-Gil et une musique de Julien Clerc, etc. Quelques mois après *Utile*, qui scellaient la reconnaissance de l'auteur et du compositeur, Julien Clerc se refait une santé en scène.

Jusqu'au 5 décembre, Olympia, 20 h 30,
Tél. : 47-42-25-49. De 180 F à 250 F.

Festival de Troyes

Nuits de Champagne

Les Nuits de Champagne ont en l'occurrence l'idée de bâtir leur programmation autour d'un auteur, cheville ouvrière par tour oubliée depuis vingt ans dans la naissance d'une chanson. L'heureux élu s'appelle Étienne Roda-Gil. Ce qui aura pour avantage d'attirer dans la capitale champenoise les interprètes qui ont créé ses chansons cette année : Juliette Gréco et Jojo Boreo (le 27), et Julien Clerc, évidemment (le 29), avec intermèdes pour amoureux de

la chanson (Nilda Fernandez, Princesse Érika, le 28).

Du 27 au 31 octobre, à Troyes. Renseignements et réservations à la Maison du Boulangier/Centre Culturel, 42, rue Pellot-de-Montabert. Tél. : 26-73-75-97.

Musiques du monde

Valeria Munarriz

Le tango est son royaume. Elle le parcourt avec une aisance parfois un peu grandiloquente, mais avec un talent et un jeu scénique où le pathos et la variété se rejoignent par miracle.

Le 28, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-81-41. 130 F.

Irakere

Le groupe-phare de la nouvelle musique cubaine, avec son héritage noir et ses harmonies empruntées au jazz, est aujourd'hui une machine bien rodée. La salsa est proche, et Irakere affine le son.

Les 30 et 31, New Morning, 21 heures.
Tél. : 45-23-81-41.

Iqbal Bano

La plus grande chanteuse de ghazal pakistanaise vient à Paris pour un concert unique. Longs poèmes chantés en persan ou en ourdou, voix ornementée. Iqbal Bano est largement au niveau des meilleures chanteuses de l'Inde du Nord, où elle vivait avant la création de l'état du Pakistan.

Le 30, Théâtre de la Ville, 20 h 30,
Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

Festival

Marseille

Fiesta des Suds

Non, Les Docks de Marseille n'ont pas été rayés du plan. La preuve, on y fait de la musique. Le vendredi 29, du zouk (Acoustic Zouk) et du romantisme à l'italienne (Ralph Tamar), les Raoul Petite et l'orchestre Baillan de Gènes le lendemain, avant la Rave Party du dimanche. Le programme reprend plus sagement le 4 novembre, avec le chanteur francophone Lili Boniche, suivi d'un panorama du yam et de Khaled le 5, puis l'ensemble instrumental de Guidé le 6.

Jusqu'au 6 novembre, Les Docks, 10, quai du Lazaret (La Joliette, 13002 Marseille). Tél. : 91-81-55-47. Billetterie chez Virgin Mégastore, tél. : 91-55-55-00.

La sélection « Classique »
« été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmontel.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et
« Musiques du monde » :
Véronique Mortaigne.

OPÉRAS EN EUROPE

ROSSINI

Savary à Genève

Duo de tête, pour une nouvelle production de la *Cenerentola*, de Rossini, au Grand Théâtre de Genève : Rockwell Blake en Don Ramiro ; Jennifer Lamore en Angelina. Jérôme Savary, sur lequel Hugues Gall, patron du théâtre lyrique genevois, a toujours misé pour ses spectacles ludiques, signe la mise en scène de cette nouvelle production de l'italienne Cordillón. Jesus Lopez Cobos équilibre dans la fosse l'Orchestre de chambre de Lausanne. (Les 9, 11, 14, 16, 19 et 21 novembre, 20 heures, Grand Théâtre de Genève, tél. : 19-41-22-31-12-19).

MONTEVERDI

Roussel à Amsterdam

On ne compte plus les nouvelles réalisations de l'impossible *Pappie* : celle d'Harmoncourt à Salzbourg est été, René Jacobs à Montpellier, et la radicale restauration de Philippe Boesmans pour Bruxelles. L'état embryonnaire des manuscrits autorise toutes les hypothèses. Une nouvelle équipe s'aligne sous la direction scénique de Pierre Audi, directeur artistique du lieu, à l'Opéra d'Amsterdam. Il s'agit du jeune Français Christophe Rousset qui, à la tribune de son ensemble d'instruments anciens les Talents Lyriques, et à la direction du *continuo* depuis son clavier, dirige une troupe de chanteurs de toutes nationalités et pas vraiment peuplée de célébrités. (Les 7, 10, 19, 19, 22, 25 et 30 novembre, 19 h 30, les 14 et 28 à 13 h 30. Tél. : 19-31-20-581-89-22).

BRITTEN

Kokkos à Liège

De Benjamin Britten, et toujours dans la thématique de l'homosexualité culpabilisante, *Mort à Venise*, d'après la célèbre nouvelle de Thomas Mann, compte parmi les œuvres essentielles. L'Opéra royal de Wallonie, dont le siège est à Liège, mais qui se transporte à Charleroi, en a confié une nouvelle production au décorateur et metteur en scène grec Yannis Kokkos, qui fut le scénographe de Vitez avant de signer à lui seul un *Boris*, une *Ariane* à Maxos, etc. L'Orchestre liégeois est placé sous la direction de Roger Rossel. Joseph Evans incarnera le très tourmenté Gustav von Aschenbach. Le rôle de Tadzio, jeune merveille, est confié à une femme. (Les 20 novembre, 2 et 4 décembre, 20 heures, le 28 novembre, 15 heures, à Liège. Le 9 décembre, 20 heures, à Charleroi. Tél. : 19-32-41-23-67-65 à Liège et 19-32-71-31-12-12 à Charleroi).

A. Ry.

Ecoutez voir

OPERA DE PARIS BASTILLE

KATIA KABANOVA
LEOS JANACEK

Jiri Kout / Götz Friedrich

Prix du Syndicat de la Critique 1988

2, 4, 6, 8, 10 novembre

TARIF: 60F, 130F, 195F, 300F, 400F, 495F, 570F

44 73 13 00

هكذا من الأهل

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Compartment fumées
de Joëlle Fossier,
mise en scène
de l'auteur,
avec Frédérique Lemaire, Marjorie Frantz
et Nicolas Bédard.
Une histoire d'amour entre deux
femmes.

Bateau-théâtre le Miroir au diable-rire
gauche, face 3, quai Malaquais, 6. A
partir du 2 novembre. Du mardi au
samedi à 21 heures. Matinée dimanche à
17 heures. Tél. : 40-48-90-72. 70 F et
100 F.

La Conquête du pôle Sud
de Manfred Karge,
mise en scène
de Stéphanie Noddy,
avec Gérard Bédard, Massimo Sestini,
Marie Bodnar, Magali Fouchaut, Pierre
Marcello, Laurent Sauvage, Jean-Jacques
Simenon et Virginie Volman.

Cinq intellectuels déboussolés, cinq
chômeurs égarés, cinq exclus partent
pour le pôle.

Théâtre Gérard-Philips, 68, bd Jules-
Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 2
novembre. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures.
Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Les Disparus
de Bruno Meynard,
mise en scène
de l'auteur,
avec Marjolaine Bertin, Laurence Caray,
Michel Comin, Marie Morvan, Jacques
Ribeiro et Paulette Serre.

Pour quelques représentations seule-
ment, le nouveau spectacle de Bruno
Meynard, inspiré par le naufrage du Tita-
nic, théâtralise l'effacement, l'oubli, l'enche-
trement, de somptueuses images.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambou-
teau, 2. Du mercredi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures.
Tél. : 44-78-13-16. 90 F et 70 F.
Dernière représentation le 31 octobre.

Les Guerriers
de Philippe Meryn,
mise en scène
de Valérie Jullien,
avec Dominique Chabot, Valérie Juddé,
Michel Cochet et Bernard Foster.

Enfants dans le sable, trois soldats évo-
quent la femme qu'ils ont aimée.

Espace Paris-Pierre, 13, rue du Général-
Guillaumat, 15. A partir du 2 novembre.
Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-
01-82. 60 F et 80 F.

Lazarillo de Tormes
(en espagnol)
mise en scène
de Jean Vialas
et Rafael Alvarez.

D'après un roman picaresque du
XVI^e siècle, les aventures d'un adoles-
cent sur les routes espagnoles.

Café de la danse, 5, passage Louis-Phi-
lippe, 11. A partir du 2 novembre. Le
mardi à 21 heures. Tél. : 48-08-65-23.
100 F et 70 F.

Théâtre de la Bastille
43 57 42 14
après
Les Enfants Tanner
de Robert Walser
L'Inquisiteur
de Robert Pinget
du 21 Octobre
au 20 Novembre
dans le cadre
du Festival d'Automne à Paris
**L'INSTITUT
BENJAMENTA**
de Robert Walser
mise en scène
Joël Jouanneau



« La Remise », mise en scène d'Alain Françon, au Théâtre des Amandiers à Nanterre.

Woyzeck
de Georg Büchner,
mise en scène de Jean-Pierre Vincent,
avec Daniel Auteuil, Dominique Blanc,
Franck Bonnet, Jean-Charles Borrel,
Claude Bouchery, Rémy Carpentier,
Arnaud Chevalier, Geneviève de
Kernabon, Jean-Paul Muel, Grégoire
Oestermann, Anouch Paré, Olivier Perrin,
Lud Blondev, Denis Braccini, Pauline
Famalet et Joëlle Fossier.

L'indéchiffrable mystère du malheur
et de la folie. L'un des meilleurs spec-
tacles de Jean-Pierre Vincent et Jean
Jourd'hui il y a vingt ans. On attend
avec impatience cette nouvelle mise en
scène qui bénéficie d'une distribution
hors pair.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barraut,
94000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 42-98-98-98. 120 F et 150 F.

Paris

Black-out
d'après Reginald Rose,
mise en scène de Fadil Jalil,
avec Charles Baret, Samuel Carrière,
Dimitri Costa, Florent Costes, Nicolas
Favre, Arlene Gaudel, Stéphanie Hilaire,
Thierry José, Sandra Mosser, Fabienne
Rattier, Philippe Ribeiro et Julie
Wenig.

A la recherche de la justice et de la
vérité.

Théâtre Jean-Vilar, 9, av. Henri-Seguer,
94000 Saint-Denis. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Tél. : 46-82-82-82.
De 85 F à 95 F.

Désir sous les ormes
d'après Eugène O'Neill,
mise en scène de Marianne Langhoff,
avec Evelyn Didi, Clotilde Cornille,
Jean-Marc Stalla, Gilles Privat en
alternance, Emilien Tessler, Andrew
Wier et la voix off d'Alain Cuny.

Drame biblique, tragédie paysanne sur
les terres arides de la Nouvelle-Angle-
terre. Les déchirements de la passion
dans une famille de la seconde généra-
tion d'immigrés. La force de l'ironie et
du désespoir.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-
Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à
16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F
à 130 F.

Don Juan
ou le Festin de pierre
de Molière,
mise en scène de Jacques Lemaire,
avec François Chammartin, Gérard
Girodon, Roland Bertin, Catherine
Seuval, Thierry Heneisse, Jean
Dautremay, Isabelle Gaudin, Olivier
Dautrey, André Serwayn, Jeanne
Baillet, Eric Thébaud et Emile Hov.

Quand la Comédie-Française donne le
meilleur d'elle-même.

Comédie-Française, salle Richelieu, place
Colette, 1^{re}. Les 27 et 31 octobre,
14 heures. Le 28 octobre et le 1^{er} novem-
bre, 20 h 30 (et les 3, 7 et 13). Tél. :
40-16-00-15. De 60 F à 20 F.

La Fortune du pot
de Jean-François Josselin,
mise en scène d'Edouard Berry,
avec Patricia Alexandre, Raphaëlle
Gouffé, Philippe Magnan, Julien
Courbey et Marie-Charlotte Ledaïre.

Un comédien de seconde zone, une
mère de famille déprimée avec son mari
et ses enfants, deux affreux joies. La vie
est belle.

Poches-Montparnasse, 75, bd du Mont-
parnasse, 6^e. Du mardi au samedi à
21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. : 45-45-
92-97. De 180 F à 100 F.

Fous des folies
d'Alfred Arlu,
mise en scène de l'auteur,

avec Philippe Choquet, Nadir Elie,
Marie-Josée Escher, Jacques Hauronne,
Christiane Maillard, Liza Michael et
Mouron.

Retour aux « extravaganzas » du
music-hall : des femmes, des paillettes et
des plumes. Des corps, des voix et des
rires. Des lumières, des couleurs et du
sérieux. Avec en prime l'humour et le ri-
fardement d'Arles.

Folies Bergère, 32, rue Richer, 9^e. Du
mardi au dimanche à 21 h 15. Tél. : 42-
46-77-11. De 379 F à 98 F.

**Homme pour homme ;
l'Enfant d'éléphant**
de Bertolt Brecht,
mise en scène de Yann-Joël Collin,
avec Cyril Berthelot, Nicolas Bouchaud,
Lyons Boudjette, Yann-Joël Collin,
Christian Enay, Norah Krief, Eric Louis,
Gilbert Mercatoghini, Alexandre
Millet et Serge Tesson.

La fable du brave pêcheur, entité mal-
gré lui dans l'armée des Indes et qui
devient un héros sanguinaire.

Chât International, 21, bd Jourdan, 14^e.
Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et
samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 15.
Tél. : 46-83-88-88. De 55 F à 100 F.

L'Homme qui
de Peter Brook,
avec Olivier Sacks,
avec Marianne Bédoloux, David Beaumont,
Favre, Arlene Gaudel, Yoshi Oida et Mahmoud
Tchir-Zadeh.

Description de comportements abnor-
maux par quatre comédiens exception-
nels. Plongée dans le monde de l'étrange.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Cha-
pelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-
07-34-50. De 80 F à 50 F.

L'Inquisiteur
de Robert Pinget,
mise en scène de Joël Jouanneau,
avec David Warshaw et Michael Kraft.

Il semble que David Warshaw soit né
pour faire entendre les textes de ces
auteurs énigmatiques qui n'emploient
que le langage le plus simple et lui don-
nent des infinis de direction. Beckett
ou Pinget, par exemple.

Montparnasse (Petit), 31, rue de la Gai-
telle, 14^e. Du mardi au samedi à 21 heures,
le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à
15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 heure. 60 F et
120 F.

L'Institut Benjamenta
de Robert Walser,
mise en scène de Joël Jouanneau,
avec Mariel Guitier, Gabriela Bazzoli,
Benjamin Bernard, Michel Desmiers, Fabrice
Dierck-Bédard, Simon Duprez, Pascal
Francfort, Gilles Friley, Samuel Griffl,
Darius Kohler, Fabrice Michel, David
Mortensen, Yann Perrin, Bruno Ricci,
Dominique Richard, Jean-Thibault Sadi
et Stéphanie Tsch.

Après avoir adapté les Enfants Tanner,
Joël Jouanneau retourne à Robert Wal-
ser. L'Institut Benjamenta est le nom
d'une pension où l'on enseigne à n'être
rien.

Bastille, 75, rue de la Roquette, 11^e. Du
mardi au samedi à 18 h 30. Matinée
dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14.
De 55 F à 100 F.

Les Lunatiques
de Christian Gaudel,
mise en scène de Philippe Rondet,
avec Philippe Bouchet, Bernard Jousset et
Frédéric Rosa.

Un voyage dans la Lune en compagnie
de Jules Verne.

Madouline (Petit), 36, rue des Mathu-
rins, 8^e. Du mardi au samedi à 18 h 30.
Tél. : 42-95-90-00. 60 F.

Maison d'arrêt
d'Edmond Bond,
mise en scène de Jorge Lavelli,
avec Nathalie Solleau, Christiana
Coheny, Luc-Antoine Diquero, Christiane
Gagnieux, Xavier Peroy, Dominique
Péron, Didier Sandrin, Emiliano Suarez,
Pierre Casadei, Max Delor, Carlos Kloster
et Didier Roset.

Dans la cacophonie de la ville, des

humains robotisés édifient leurs propres
prisons. Violence et déraison.

Théâtre national de la Colline, 15, rue
Malte-Brun, 20^e. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à
15 h 30. Tél. : 43-88-43-80. De 150 F à
80 F.

**La Philosophie
dans le boudoir**
d'après Sade,
mise en scène
de Michel Constantin-Rudin,
avec Iona Craqueuse, Sophie Riffort,
Isabelle Mailin, Christophe Sigognat,
Jean-Camille Sormain, Stéphane Daillo et
Sylvie Ousseno et Sophie Mee (chant).

Les équivoques du plaisir, dans une
cave réaménagée en théâtre.

Espace Saint-Sabin, 50, rue Saint-Sabin,
11^e. Du lundi au dimanche à 20 h 15.
Tél. : 30-73-85-18. Durée : 1 h 45. De
100 F à 80 F.

La Remise
de Roger Planchon,
mise en scène d'Alain Françon,
avec Anne Barrot, Pierre Barriot, Hervé
Brioux, Patrick Caffaro, Carlos Chafina,
Jean-Yves Châtelet, Thierry Chiffre,
Christine Charvatié, Gilles David, Mille
Dunier, Jean-Claude Durand, Vincent
Garanger, Dimitri Jourde, Barbara Jung,
Guillaume Lévesque, Alain Ulloa, Isabelle
Machin et Christine Marilou.

La saga picaresque d'une famille de l'Ar-
dèche, emportée par deux guerres, par la
misère. Une épopée : pourquoi l'océan
s'est-il asséché ? Des personnages éton-
nants : résistants, militaires, prêtres,
curés... Des lampistes acharnés à vivre.
Une pièce, des acteurs, un spectacle à ne
pas manquer.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-
Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au
samedi à 21 heures. Matinée dimanche à
18 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 100 F à
130 F.

Vertiges
Le vertige des humains qui se veulent
oiseaux.

Paro de La Villette, Espace chapiteau,
19^e. Le mardi, mercredi, vendredi et
samedi à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.
140 F et 50 F.

Le Visiteur
d'Eric-Emmanuel Schmitt,
mise en scène de Gérard Vorgez,
avec Maurice Garrel, Thierry Fortinier,
Jeanne Stoll et Joël Barbouth.

Il était une fois Freud et sa fille. Arrive
un visiteur. Ce ne pouvait être que
Dieu.

Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche,
9^e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le
samedi à 21 h 15. Matinée dimanche à
15 h 30. Tél. : 42-80-01-81. De 120 F à
180 F.

L'Adulateur
de Carlo Goldoni,
mise en scène de Michel Prou
et Joëlle Fossier.

Avec Paul Allo, Laurent Barthel, Yves
Solot, Alexandre Crampoy, Philippe
Dorin, Séverine Florio, Rafael Goldwasser,
Julien Lacroix, Jean-Claude Montiel,
Guillaume Nioz, Anna Truer, Denis
Waffel et Nadine Zadi.

Le regard amusé et impitoyable de Gol-
doni sur la société, les individus, leurs
faiblesses, leur tendresse.

Le Maffon, 13, place André-Maurois,
87000 Strasbourg. Le 2 novembre,
20 h 30 (et les 3, 4, 5 et 6). Tél. : 88-27-
81-81. 90 F et 110 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par :
« Danse » : Sylvie de Nussac.

DANSE

**Ballet de Francfort/
William Forsythe**
The Vile Parody of Address. Shapient.
Quintet.

Il ne reste que quatre soirs pour voir ces
danseurs et ce chorégraphe sans pareils,
qui reculent sans cesse les frontières de
la danse, et font semblant de nous
entraîner dans des planètes inconnues
pour mieux nous parler de nous.

Théâtre du Châtelet, 27, 28, 29 et
30 octobre, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40.
De 55 F à 190 F.

**Ballet de l'Opéra de Paris/
Jerome Robbins**
En set. Danse et « Gathering.
Glass Finesse.

Jerome Robbins a créé tant de chefs-
d'œuvre qu'on hésite à dire que ces trois
ballets sont ses plus beaux, mais ils sont
sûrement dans le dessus du panier.
Excellente occasion de brûler pour les
nouvelles étoiles (Carole Arbo, Fanny
Gulda, Nicolas Le Riche) et leurs cha-
llengeurs (Agnes Leston, Delphine Mou-
sin...).

Opéra de Paris-Garnier, 27, 28, 29,
30 octobre, 31 octobre à 14 h 30, 2 et
3 novembre à 19 h 30. Tél. : 47-42-
63-71. De 30 F à 370 F.

Urs Dietrich, Suzanne Linke
Orna, Sanguis (I)
Dialogue avec G. R. (I)

Avec les danseurs du Folkwang Tanstun-
dia d'Essen, temple de la tradition

expressionniste allemande, deux écri-
vains d'Urs Dietrich, souvent danseur-
invité chez Pina Bausch. Et partenaire
de prédilection de Suzanne Linke, avec
laquelle il signe et danse Dialogue avec
G. R., hommage au chorégraphe Ger-
hard Bonner, disparu l'an dernier.

Théâtre de la Ville, (1) les 2, 5 et
6 novembre, (2) le 4 novembre, 20 h 30.
Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 140 F.

**Macher, Pisan, Rigout,
Seyfried**
Chapitre Un

Quatre solos récemment créés à la Fil-
ature de Mulhouse. A voir surtout pour
celui, inimitable, d'Alain Rigout,
d'après l'Homme qui était mort de
D.H. Lawrence : le Christ, ressuscité,
jure qu'on ne l'y reprendra plus...

Théâtre de la Bastille, du 2 au 6 novem-
bre, 21 heures. Tél. : 43-57-42-14.
100 F.

Iles de danse
Dans quarante villes tournent soixante-
trois spectacles (sans parler des stages,
ateliers et répétitions publiques). En
vidéote, la Compagnie Alvin Nikolais.

Du 2 novembre au 5 décembre. Rens. :
42-68-07-29.

Vandœuvre
6^e Rencontres chorégraphiques

Stéphane Aubin avec Orphée, mettez-y
du verre, Christine Bastin avec Grèce,
Pierre Droulers avec son savoureux
Comme si on était leurs petits pouce-
aux, une soirée « solos » dont une création
de Marcelline Larigne, Dominique Petit
avec Lieux d'orages, et la Compagnie
Neuer Tanz avec Ralmen.

Centre culturel André-Mahoux, du 4 au
19 novembre, 20 h 30. Tél. : 83-56-
15-00. 90 F.

WOYZECK
Georg Büchner Jean-Pierre Vincent

Daniel Auteuil dans le rôle de Woyzeck
Dominique Blanc dans le rôle de Marie
Franck Bonnet
Jean-Charles Borrel
Claude Bouchery
Rémy Carpentier
Arno Chevalier
Geneviève de Kernabon
Jean-Paul Muel
Grégoire Oestermann
Anouch Paré, Olivier Perrin

PRODUCTION NANTERRE-AMANDIERS, THEATRE DE NANTES
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
France Inter

2 novembre / 30 décembre
LE ROND-POINT, THEATRE RENAUD-BARRAULT
location 46.14.70.00 - 42.96.96.94

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Berlioz

Symphonie fantastique - Marek Janowski - Orchestre symphonique de Berlin

Le 28 novembre 1959, l'équipe de Mercury mettait en boîte l'interprétation la plus tonique, la plus excitante connue de la *Fantastique* de Berlioz : rythmes tendus, plans sonores découpés au rasoir, couleurs orchestrales miroitantes, esprit sarcastique, voire grotesque, de la « Marche au sabbat », couleurs agréables de la « Scène aux champs », qui n'a jamais autant sonné comme une relecture de la *Pastorale* de Beethoven. Paradoxe des paradoxes, cette interprétation sur instruments modernes anticipait celles de Norrington (EMI) et de Gardiner (Philips), jouées sur instruments d'époque. C'est qu'au-delà de l'instrumentation, utilisée il y a un chef d'orchestre et Paul Paray était l'un des plus habiles de son temps - qui peut produire l'effet voulu en agissant sur les rapports de forces qui s'établissent entre les différents pupitres. Et de ce point de vue, les deux Anglais sont encore des bébés. Trente-cinq ans plus tard, Paray et ses musiciens n'ont pas été dérangés, même par David Zinman (Telarc). Servis par une prise de son... fantastique qui s'attendait que le CD.

Mahler

Symphonie n° 2 « Résurrection »

Schmidt

Symphonie n° 4 - Christa Ludwig (mezzo-soprano), Renée Fleming (soprano), Chœur de l'Opéra d'État de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Zubin Mehta (direction)

Vingt ans, il y a vingt ans que cette interprétation de la *Deuxième Symphonie* de Mahler a été enregistrée à Vienne par un jeune chef d'orchestre entré depuis peu dans la carrière. À l'âge de trente-six ans, Zubin Mehta prouvait déjà son aptitude à conduire à leur apogée les grandes « machines » symphoniques postromantiques. Cette interprétation ne peut, en effet, se comparer qu'aux

réussites majeures de Bruno Walter (Sony), Leonard Bernstein (Sony) et Otto Klemperer (EMI). Par la suite, le chef indien s'est lancé dans des programmes qui lui ont valu quelques débâcles avec les critiques et les maisons de disques. En complément, Decca a ajouté la *Quatrième Symphonie* de Franz Schmidt (1874-1939), un compositeur en équilibre instable entre deux siècles. Une musique dans laquelle les Viennois ont peu de rivaux.

Schubert

Inromptus op. 142 - Sonets en si bémol majeur D. 960

Daniel Barenboim (piano)
Barenboim chef d'orchestre divise toujours autant musiciens, mélomanes et critiques partout où il se produit. Barenboim pianiste fait, en revanche, presque l'unanimité. Non qu'il soit « classé » parmi les personnalités les plus marquantes de notre époque (Argerich, Richter, Brendel, Michelangeli, Lupu, Zimmerman, Freire, Kocsis, Gould...), mais son jeu supérieurement équilibré offre assez peu de prise à la critique. Mais avec ce récital Schubert, enregistré en public à Vienne les 21 et 22 décembre 1992, on déchant. La technique autrichienne si souple du pianiste accuse aujourd'hui quelques duretés dans les fortissimos, ses phrasés si simples paraissent curieusement chantournés, comme si sa fréquentation assidue du répertoire symphonique et de l'opéra germanique avait assombri ses lectures et engourdi ses doigts. Sa sonorité autrichienne si limpide, son *cantabile* si doux semblent un lointain souvenir. Restent toutefois des interprétations vivantes, contrastées de ces deux monuments schubertiens, qui ne sont sans doute pas des œuvres à enregistrer en public. La prise de son, détonnante dans l'aigu, ne les flatte guère.

1 CD Decca 4509-51700-2.

Debussy

Artistes oubliés - Cinq poèmes de Baudelaire - Fêtes galantes

Véronique Dietschy (soprano), Philippe Cassard (ténor)
Voix claires, diction impeccable, chant raffiné sans l'once d'une préciosité, piano décidé, aux sonorités variées, passant du pianissimo étincelant à la terre la plus grasse, ces interprétations de Véronique Dietschy et de Philippe Cassard sont une béatitude. Et la preuve que l'on peut chanter la mélodie française sans provoquer le fou rire chez l'auditeur.

1 CD Adès-Accord 202882.

Jazz

Aldo Romano

Non Dimenticar

Il est des musiciens que les fidèles aiment à l'envers. Pour peu qu'Aldo Romano sorte un disque et qu'il soit heureux, trop audacieux, on le trouve joliment, mièvre, anecdotique. S'il est public, on le plaint. Il est toujours acrobate de se tirer de ce type d'amour, l'étrange amour de regret. Portail en fait souvent les frais. Omette Coleman et est chaque fois pris (on l'aime, mais sans son fils, Donato, ou sans le tout-électrique qui l'enchante, ou sans parti-



Aldo Romano.

tions, ou avec des morts). L'amour d'insatisfaction fut le lot de Miles Davis toute sa vie durant. On aime l'œuvre, on le voudrait autre qu'il n'est. En général, le public redresse la situation. C'est un signe qui ne trompe pas, au point que l'on pourrait se demander si ce n'est pas l'amour du public que n'aiment pas les fidèles. « Après moi, dit Kierkegaard, on ne trouvera pas dans mes papiers (c'est ma consolation) un seul éclaircissement sur ce qui a fondé et rempli ma vie : on ne trouvera pas en mon tréfonds ce texte qui explique tout et qui, souvent, de ce que le monde traitait de bagatelles, fait pour moi des événements d'une énorme importance, et qu'il montre tout ce que j'ai fait, et que j'ai fait pour moi. »

Le dernier disque d'Aldo Romano, *Non Dimenticar*, est d'une grâce délicate, d'un lyrisme choisi, d'un charme absolu. Voilà pour la joliesse, la mièvrerie et les chansonnettes. D'une certaine façon, c'est un disque très italien. Ce sont des bagatelles, des futilités, quelques anecdotes et des airs d'opéra. On peut l'écouter mille fois. Paolo Fresu est à la trompette ou au bugle, Furio Di Castri à la basse et Franco d'Andrea au piano. Pour le batteur, Aldo Romano, c'est un pas particulièrement heureux dans l'aventure romaine. Avec une note scintillante qui est la clef et qu'on ne sait pas. On plaint les fidèles. On partage le goût du public.

CD MLP 518 284-2. Distribué par Polygram.

Barney Wilen

Essential Ballads

Mêmes remarques d'ensemble (Kierkegaard) que sur le disque d'Aldo Romano, même démarche, biographie analogue. Le saxophoniste de la note bleue, archétype du genre, se livre à l'interprétation de

l'art le plus volatil, celui de la ballade. Avec sa voix, sa juste voix, juste la voix. Intemporel, sans frontière, Barney Wilen conserve contre vents et marées la faveur du public. Comme à seize ans. Pur défi personnel au GATT et à l'exception culturelle, on le croit américain, comme son jeune compagnon d'adieu aux armes, Laurent De Wilde (piano). Choisisant des airs connus (air connu), des mélodies passées par tous les corps; allié à la rencontre d'un thème avec autant d'exactitude et de rigueur qu'il est possible, sans ornements et sans recours, Barney Wilen touche à l'essentiel. Chez les fidèles, il suscite un vague amour de regret. Ce qui change rien au jugement du public qui se se trompe pas toujours.

1 CD Alfa Jazz ALCA 281. Distribué par OMD.

Rock

Lloyd Cole

Real Vibe

Les dix ans de carrière de Lloyd Cole évoquent cette image : un joli petit garçon fait l'admiration de la famille, un dimanche. Et puis, quand l'attention retombe, il sort de la pièce, revient vêtu des habits des invités, ressort, revient maquillé, à chaque fois l'émerveillement baisse un peu. Pourtant l'enfant est toujours mignon, mais ses efforts désespérés pour attirer les regards viront au tragique.

Real Vibe, troisième album solo de Lloyd Cole depuis la dissolution des Commotions, arrive par d'originaux pop. Violoncelles guillerets à la *1st The Walrus*, boîte à rythmes de mauvais goût, guitares affolées. Mais des que l'on écarte cet emballage (il ne s'agit pas ici d'arranger la musique, mais de la déguiser), on

retrouve le même Lloyd Cole, sa sensibilité, son humour, son amertume (même si la proportion des deux derniers ingrédients va en s'inversant) et sa vanité. Lloyd Cole ne se remet toujours pas de n'être pas une star. A la lecture des hit-parades, il faut bien convenir qu'il y a là quelque injustice.

Phonogram 519 319 2.

Rap

De La Soul

Bulkhead Mind State

Après avoir imposé une autre manière de faire du rap avec leur premier album, *Welcome To The Doozy*, De La Soul émerge enfin d'une longue crise. *Bulkhead Mind State* se rend aux arguments de l'époque et va chercher son inspiration dans le jazz, s'assurant au passage de la collaboration de Maceo Parker (saxophone) et Pee Wee Ellis (trompette), anciens musiciens de James Brown.

Le trio renoue par la même occasion à la tentative de chronique sociale que constituait *De La Soul Is Dead*, leur second album, sans renouer avec l'inspiration pop de leurs débuts. Il faut rappeler que cette inspiration leur a été en grande partie refusée par les artistes et les éditeurs qui ont multiplié les procès contre les groupes de rap. De toute façon, le résultat est là : *De La Soul* - qui n'a jamais été porté par un message d'une extrême urgence - est obligé de faire de la musique. Avec des bonheurs divers : *Patty Dooke*, un long titre porté par un échantillonnage rythmique parfaitement travers, une belle partie de saxophone, s'impose avec une telle évidence que le reste du disque en souffre souvent. Il arrive que *De La Soul* succombe à son amour du caconlar. Maintenant qu'il n'est plus possible de chiper chez les grands auteurs pour déguiser ces bonnes farces, l'exercice gagnerait à plus de brièveté. Et il arrive aussi que le groupe retrouve - c'est sans doute une coïncidence - les tics les plus agaçants de la musique d'ambience. Il n'empêche qu'il reste assez de bonne musique sur *Bulkhead Mind State* pour en faire un disque recommandable.

Tommy Boy/Fine Music 582247.

Musiques du monde

Mônica Passos

Casamento

Mônica Passos est une chanteuse brésilienne qui a choisi de travailler en France pour des raisons économiques. Comme elle l'explique dans les scénarios d'humour que sont ses concerts : « On s'habille vite à la Sécurité sociale à la SACEM... » Au-delà de ces déclarations de principes, Mônica Passos est surtout une artiste profondément cosmopolite, qui sait dompter la folie. Formidable en scène, elle ne disposait jusqu'à aujourd'hui que d'un album, assez peu représentatif de ses capacités vocales. L'erreur est réparée.

Casamento mérite sans aucun doute de figurer au palmarès des disques de l'année.

Sous la patte veloutée, mais redoutable, de Mônica Passos, les quatorze chansons (de sa composition, ou de celles de « grands » de la musique brésilienne, Caetano Veloso, Milton Nascimento, Tom Jobim, Vinícius de Moraes) sont des créations à part entière. Quand elle ne parle pas avec le cruauté des enfants (*Le Chef revient dans cinq minutes*), quand elle n'expédie pas des airs de cabaret comme des bouquets flamboyants (*Ca y est*), Mônica Passos envoie l'ex-président corrompu du Brésil Collor de Melo dans les filets (*Fora*). Puis se calme, le temps d'une valse composée avec Daniel Goyone (*Valsa de Natal*), ou sur une petite bossa (le classique *A Felicidade*).

1 CD Azimuth Production EPC30 distribué par Harmonia Mundi.

Chelicha Rimiti

Les Racines du raï

Chelicha Rimiti est la grande dame du raï algérien. Hormis un disque paru chez Sonodisc (1 CD MLPD306), où figure l'innétable *J'en ai marre, j'en ai marre*, les albums de la diva oranaise sont absents des rayons. Celui-ci est une compilation des meilleurs titres choisis dans les ombreuses cassettes qu'elle a enregistrées. Rimiti est une vieille dame qui plaît aux jeunes. Dans son art insolent, qui a fustigé les Français au temps de la colonisation, appelé les hommes au plaisir et les femmes au pastis, il reconnaissent cette autre Algérie qui, d'un tambour, de deux flûtes et d'une voix rocailleuse, faisait un miracle. Rimiti a du rythme, des devoirs en or, des tatouages et des formes amples. Sur scène, elle s'est adjoint les services d'une danseuse du ventre. On se demande pourquoi. Avec ses trois musiciens, ses airs les et effroités, elle manie son monde sans discontinuer. Ce best of est d'un naturel certain. Comme si on y était.

1 CD Bush Musique 82874, collection La Voix du Maghreb, distribué par Média.

V. Mo.

Chanson

Jill Caplan

Avant qu'il ne soit trop tard

Saura-t-elle un jour être naturelle ? Certes, Jill Caplan et son mentor Jay Alanski ont gommé les tics, pardonnables, parfois même charmants sur un premier, voire un deuxième album, insupportables par la suite. Ils ont poussé la voix de la « charmeuse de serpents » vers le haut (sur la gamme), le chant en devient plus physique, plus expressif. Mais, un genre, *Avant qu'il ne soit trop tard* est un album sans but précis. Jill Caplan s'y livre à quelques exercices de noirceur préméditée, sur fond de musique standard. Au milieu de ce style (de mode), sous la froideur, Jill Caplan manifeste le désir de maîtriser un genre : la chanson. Elle y parviendra peut-être si elle parait sur son avenir, sans fanfaronner. Exemple : *la Grande Malle (II)*, un peu manège, un peu bastringue, presque une chanson.

1 CD Epic 4745839.

V. Mo.

« Chansons », le nouvel album de Claude Nougaro

L'accord perdue

NOUGARO n'a pas oublié la façon américaine. Après *Nougayork* et *Pacifique*, *Chansons* boucle une trilogie régnante, entre dureté urbaine et poésie cosmopolite. Le climat, développé dans ses deux albums précédents, perdure. On y retrouve les références new-yorkaises - l'enregistrement et le mixage réalisés outre-Atlantique - la pochette : un *Rap idyllique*, rencontre enjouée sur fond d'avenue géante - les emprunts au nouveau jazz - mélangé, mélangé, soutenu à l'accordéon, aux guitares, etc.

Puis, Nougaro rentre au bercail, au bercail de la chanson : « Je pratique l'art mineur, qu'a illustré le beau Sorya... Un projecteur sur la front, comme au casque du mineur, artiste mineur de fond... » Il dédie même un rock, un vrai, bien carré, à Renaud Sôchan (*Je t'est tancou, vous savez, les yeux savamment délavés, le p'tit prince des gros pavés*).

Nougaro connaît l'art du mariage et de la

séduction sur le bout des doigts. En treize titres planétaires (l'Amérique, la Chine, l'Irlande, le Garonne), il tisse une toile d'images, comme au cinéma. Musique et arrangements sont d'une rare richesse. C'est normal, Nougaro s'est assuré les services de musiciens hors pair : Richard Galliano, Didier Lockwood, Ray Lame, Maurice Vander, Daniel Goyone, Mino Cinelu, Jim Beard... qui, pour certains, ont été les compositeurs élus, chargés de faire le lit des mots de Nougaro.

Mick Lanaro signe la production de ce disque à la musicalité exaspérante. Magicien parmi les magiciens, Jean-Claude Vannier, chanteur, compositeur, arrangeur, met la main à tout.

De sa voix d'homme, Claude Nougaro, comme à son habitude, décline la *Vie, Violence*, les *Points* et les poings, tringue à la Chine, *Tchin-Chine*. C'est parfois une recette, et on sent qu'il le sait. Comme il sait qu'à ce point de sa carrière rien ne lui sied mieux

que la mélancolie. Exemples : *Vie Violence*, un tango swingué, avec le bondon de Richard Galliano, totalement enivré ; *C'est une Garonne*, dont la mélodie profonde a été composée par le Zézou Ray Lame ; *Façon Chaplin*, exécuté au piano à la manière d'une valse par Jean-Claude Vannier ; une *Irlandaise* ciselée au violon par Didier Lockwood.

Chantée d'une voix émue, la chanson choisie par Nougaro pour clôturer le bel *Accord perdu*. Il l'a composée (avec Jean Mora), écrite, travaillée, vécue. Elle est superbe : « Alors, mon cœur (je vois se briser), Tu m'as dit plus bonjour ? ... Dis, à quoi tu sers dans cette cage ? Dis, sois fou d'amour, sois fou de rage. Mais parle-moi. Tout nu. A cœur perdu. »

VÉRONIQUE MORTAIGNE

1 CD Phonogram 5211172.

CHOPIN
Nocturnes

BRIGITTE
ENGERER

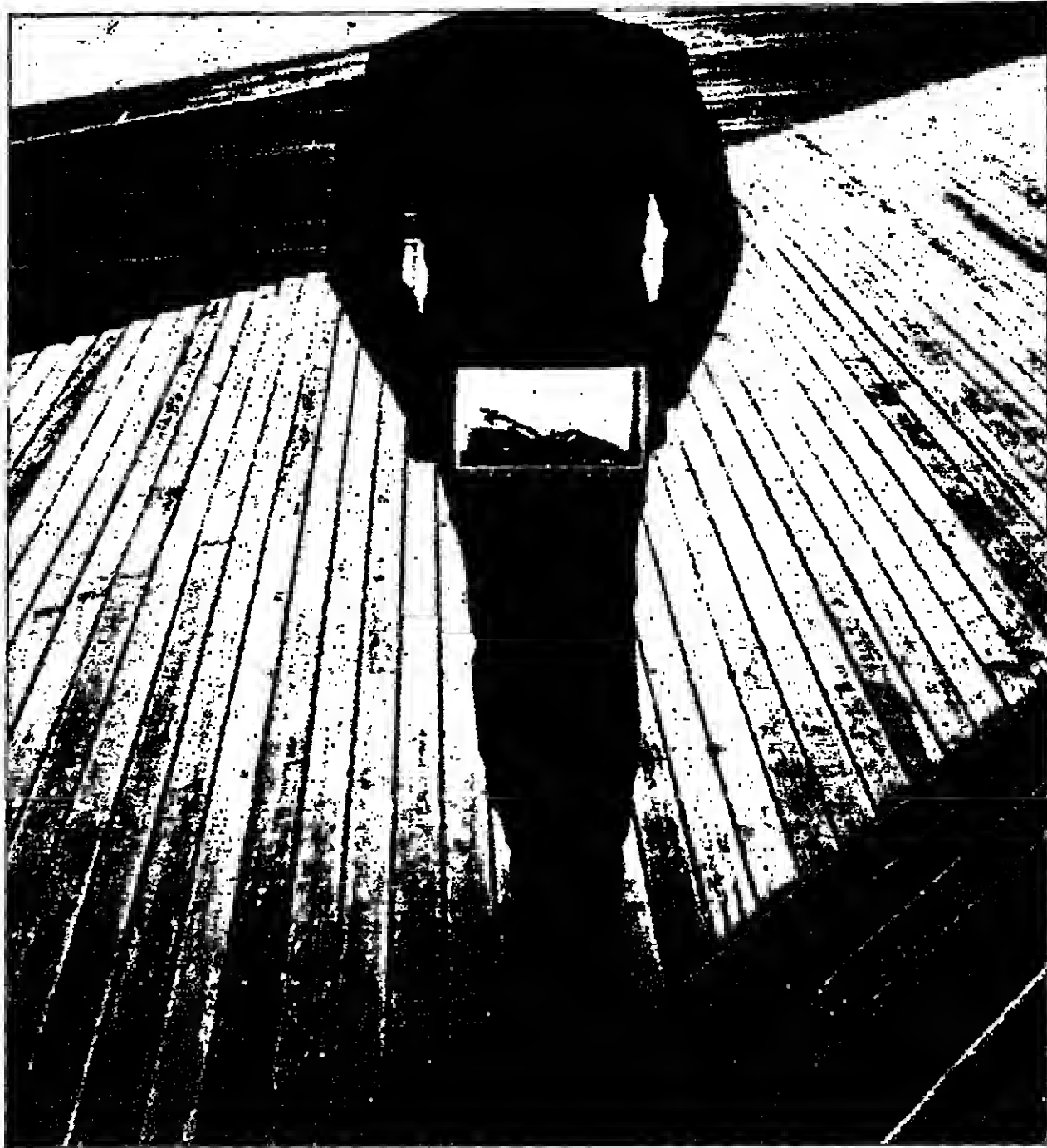
disques © harmonia mundi

PHOTO

« VANITÉS, LA PHOTOGRAPHIE DE MODE » A L'HOTEL SALOMON DE ROTHSCHILD

FIXER
LE BEL
ÉPHÉMÈRE

Tenue pour superficielle et commerciale, la photo de mode a toujours été jugée comme mineure par le milieu de la photo d'art. Dans son nouvel espace de la rue Berryer à Paris, le Centre national de la photographie présente sur cimaises les rares photographes dont les images ont dépassé la publication dans les magazines spécialisés. De Nadar à Newton, de Steichen à Bourdin, près d'un siècle d'imagerie au service de la femme.



GUY BOURDIN/COURTESY SAMUEL BOURDIN

Guy Bourdin est un cas. Comment ce photographe, qui a relégué le vêtement au rang d'accessoire, a-t-il pu imposer ses folles - et coûteuses - mises en scène aux magazines et aux annonceurs pendant près de trente ans ? Né à Paris en 1928, vendeur d'objets à la Samaritaine, peintre marqué par Man Ray - qu'il a rencontré - et par la surréalisme, il livra à « Vogue » des images complexes, énigmatiques ou narratives, souvent provocantes et insolentes sur la mode des années 60 à 80. Cet homme secret se jouait du luxe. « Qu'est-ce que Bourdin va nous sortir ? », se demandait, tous les mois, le lecteur averti de « Vogue ». Des petites filles couvertes de caviar ; quatre cents préservatifs usagés placés sous un lit ; des bijoux plongés dans des conserves de petits pois. L'exposition « Vanités » propose six extraits de la campagne pour les chaussures Jourdan, dans les années 60. Campagne révolutionnaire. La chaussure est bafouée, prétexte pour parler de la mort, du sexe, de la violence, du fait divers et de l'interdit. Chaque tache de couleur est une giffe dans cet univers, repris, bien des années plus tard, dans le cinéma de David Lynch. A la fin des années 80, les « folles » Bourdin ne cadrent plus avec l'époque. Il obtient - et refuse - le Grand Prix national de la photographie en 1985 et meurt d'un cancer en 1991. Reste une œuvre, qui n'a pas pris une ride et que nombre de photographes pillent aujourd'hui allègrement.

EN franchissant les portes du puissant groupe de presse Condé Nast, en 1923, Edward Steichen va susciter, au sein du monde de la photographie, un débat, des déchirements, dont on ressent, aujourd'hui encore, les effets. Ce photographe et peintre d'origine autrichienne, lié à Rodin, est une des deux ou trois plus importantes figures de la photographie d'art, un des maîtres du mouvement pictorialiste américain. Condé Nast n'est pas d'importance quelconque. C'est l'éditeur de *Vogue* et de *Vanity Fair*, deux magazines qui allaient devenir les phares de la haute couture.

Deux mondes étrangers se font face. Celui des artistes pursistes et celui de la photo « appliquée », au service du magazine et du vêtement. La réflexion d'un responsable de Condé Nast en dit long sur le gouffre qui les sépare : « On pourrait éviter de publier votre signature sous vos photos de mode... » Comme si le genre était indigne de son talent. Réponse de Steichen : « Au contraire, je veux ma signature. » Il l'aura, responsable de la photographie à *Vogue* et *Vanity Fair* pendant quinze ans. Les réactions du milieu artistique seront violentes, qualifiant sa « trahison » d'« asservissement commercial ». Steichen se brouille avec Alfred Stieglitz, le chef de file de la photo d'art. Et se justifie ainsi : « Désormais, j'étais déterminé à toucher un vaste public, à la place des quelques personnes qui jusqu'ici s'étaient intéressées à ma peinture. »

Steichen dépoussière une imagerie de mode, née à la fin du dix-neuvième siècle à Paris, dans des studios comme Reutlinger ou Zeeberger. Il balaie le style pictorialiste imposé par le Baron de Meyer à *Vogue* et impose une esthétique moderniste (compositions dépouillées, lignes géométriques). Il est surtout persuadé que le photographe doit se rapprocher de la société. La guerre de 1914 est passée par là. Steichen est, à ce jour, le seul « photographe artiste » reconnu à avoir résolu ment établi des passerelles avec la mode et la publicité. Les deux mondes s'ignorent, se méprisent même. Les artistes considèrent la mode comme un voisin encombrant. On comprend pourquoi. La photo de mode met en scène le « beau ». Elle est séduisante, elle plaît. Plus grave : omniprésente dans les magazines, catalogues, publicités, elle impose ses codes et sature l'univers visuel au point que le public a du mal à s'intéresser à toute autre forme d'images photographiques.

Les professionnels ont donc multiplié leurs attaques : la mode est éphémère ; la photo de mode n'est qu'un art frivole de l'apparence ; elle est vide de sens, poncifiante. « Elle est de bon ton », écrit Roland Barthes. Elle a pour unique fonction de faire vendre des vêtements. Le photographe est brisé par des contingences commerciales, etc. « Ce qui manque dans la plupart des photos de mode, c'est un sens du sacré », reconnaît Alexander Liberman, de *Vogue*. Dans son livre *Photographie américaine* (1984), Jonathan Green est le plus sévère : « La photo de mode est une idolâtrie bon marché. Elle représente une

morale collective, avec des images mercantiles sur de faux idéaux : la jeunesse, le glamour, le luxe, le narcissisme et le sexe. »

La photo de mode a surtout un réel retard sur les courants esthétiques qu'elle croit initier : au moment du cubisme, Adolf de Meyer traite la mode de façon impressionniste. Quand l'art découvre l'expressionnisme abstrait, dans les années 40, Horst, Blumenfeld et Pean réalisent des images cubistes. Dans les années 50 et 60, Avedon s'intéresse au mouvement dans le corps, alors que Cartier-Bresson et Kertész l'avaient expérimenté trente ans auparavant. Aujourd'hui, nombre de photographes de mode plagient l'expressionnisme allemand ou la nouvelle école du reportage. Finalement, ne faut-il pas chercher l'éternel féminin du côté de photographes qui n'ont pas touché au genre : les prostituées d'Atget, les Allemands de Sander, les femmes de la nuit de Brassai, celles de Lartigue, les stéréotypes féminins parodiés par Cindy Sherman ?

Les photographes qui, dans la lignée de Steichen, se sont attelés à la mode, n'ont pas fait grand-chose pour tirer le genre de son ghetto. Les photos de mode de Man Ray ont été nombreuses mais plutôt quelconques - on les a vues au Musée des arts décoratifs de Paris, en 1992. « Maître à penser » du modernisme, il aurait pu imposer le genre. Réponse cinglante de l'intéressé : « La mode était un travail moins régulier que les portraits mais mieux payé, qui me laissait plus de temps libre pour la peinture. » La photo de mode a d'ailleurs été la grande exerce du modernisme qui, durant l'entre-deux guerres, a

jeté des ponts avec la presse, la publicité, l'édition, l'architecture, l'industrie, le sport, l'industrie... La mode ? Trop aristocrate.

Certains, parmi les meilleurs représentants du genre, ont eux-mêmes douté de l'intérêt de transposer leur production de mode sur cimaises. De son vivant, Guy Bourdin, un des plus fins observateurs des années 60-80, a toujours affirmé que ses photos n'avaient pas à sortir des magazines. Richard Avedon dit - à juste titre - qu'il n'est pas un photographe de mode, bien qu'il ait produit des images mythiques. L'Espagnol Javier Vallbona, l'Allemand Peter Lindbergh et l'Italien Paolo Roversi présentent en galerie des photos éloignées du genre qui les a rendus célèbres. Et quand Helmut Newton est consacré par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en 1984, que voit-on ? Un portraitiste et des nus agrandis qui paraissent bien loin de *Vogue*.

Il y a pourtant, au milieu de l'avalanche d'images médiocres qui décrivent habilement le vêtement, des photos de mode qui transcendent le genre. Le vêtement passe, la photo dure et résiste à l'épreuve du temps. Certains ont joué un rôle déterminant dans l'émancipation de la femme (Bourdin et Avedon ont ainsi imposé des mannequins noirs). D'autres ont influencé l'art contemporain, comme le pop art. D'autres encore ont dit long sur les incertitudes de la société, la solitude de la femme, la mort, le sexe, le voyeurisme, le dégoût : Martin Munkacsy ou Louise Dahl-Wolfe, quand ils font descendre le mannequin dans la rue dans les années 30 ; Erwin Blumenfeld, dont les images pour *Harper's*

Bazaar, de 1941 à 1945, font plus référence aux horreurs de la guerre qu'à l'élégance de tel vêtement ; Guy Bourdin, quand il s'attaque, dans ses campagnes pour les chaussures Jourdan, à la violence du monde qui l'entoure ; Helmut Newton, quand il crée un baise-main, laissant un espace de cinq centimètres entre la main et le corps d'un mannequin de ciré... « Le spectateur est pris de vertige », explique Stéphane Wargnier, professeur à l'Institut français de la mode, le vêtement est parfaitement visible, mais c'est plus qu'une photo de mode. On pourra la regarder dans deux cents ans.

Ces images « durables » ont souvent été produites quand le photographe était associé à un directeur artistique de talent, et quand il était libre par rapport à ses commanditaires. Beaucoup citent les tandems Brodovitch-*Harper's Bazaar*, Liberman-*Vogue* ou Montin-Jardin des modes (années 40-60). Les grands se soucient peu du vêtement, parfois du couple, de la femme surtout, de la société, du corps et de la sexualité. « J'ai toujours eu l'impression qu'on vendait du rêve et non des vêtements », dira Irving Penn. C'est l'époque où la barrière était nette entre pages rédactionnelles et pages publicitaires, même si l'historien Martin Harrison cite la réflexion cinglante de Carmel Snow, de *Harper's Bazaar*, à Lillian Bassman, en 1949 : « Lillian, vous n'êtes pas ici pour faire de l'art, vous êtes ici pour montrer les boutons et les nœuds. »

L'époque où le studio du photographe s'apparentait à un studio hollywoodien est révolue. « Les pressions de l'argent et des annonceurs sont devenues telles qu'on demande au photographe de montrer le vêtement, un point c'est tout », affirme Stéphane Wargnier. Certains sont devenus des « stars » (Bruce Weber, Steven Meisel, Herb Ritts, Peter Lindbergh) dont chaque prise de vue est facturée plusieurs dizaines de millions de centimes. La photographie de mode s'exprime en plein brouillage, entre photographie et show-business. On vit encore plus dans l'ère de la citation (reportage, misérabilisme, vulgarité, expressionnisme) et de l'amusée - c'est sensible au Festival de la photo de mode. On voit même des couturiers qui réalisent eux-mêmes leurs photos (Karl Lagerfeld, Thierry Mugler). Qui émerge ? Ceux qui ont eu la chance de travailler en relation étroite avec des couturiers : Roversi avec Romeo Gigli, Vallbona avec Sybilla, Knight avec Yoji Yamamoto. Le tri est sévère. C'est tout le mérite de l'exposition *Vanités* réalisée par le Centre national de la photographie.

MICHEL GUERRIN

* *Vanités*, Centre national de la photographie, Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, 75008 Paris. Tél. : 33-76-12-31. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 février. Catalogue, 150 pages, 320 francs.

* Le livre le plus documenté et le mieux illustré sur l'histoire de la photographie de mode est *Apparences*, de Martin Harrison, paru aux Editions du Chêne (1992). 314 pages, 450 francs.

Nouveau lieu, nouvelles images

L'EXPOSITION « Vanités, photographies de mode des XIX^e et XX^e siècles » inaugure le nouvel espace du Centre national de la photographie (CNP), à l'hôtel Salomon de Rothschild à Paris (84). Le Palais de Tokyo, où le CNP a organisé des expositions pendant onze ans, est fermé pour deux ans et deviendra après travaux un Palais de l'image consacré au cinéma.

A priori, le CNP perd au change. L'hôtel de Rothschild offre seulement 600 mètres carrés de cimaises contre 1 800 au Palais de Tokyo. Cet hôtel bourgeois est par ailleurs situé dans un quartier peu attractif. Le Palais de Tokyo bénéficiait du public qui se rendait au Trocadéro, au Musée Guimet, à la Cinéma-thèque et surtout au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, situé juste en face. Rien de tout cela autour de la rue Berryer. L'enjeu est clair : les amoureux de l'image fixe viendront-ils en masse ?

Le lieu le mérite car il est superbe et parfaitement adapté à la photographie. Il propose, au rez-de-chaussée, huit pièces au centre desquelles Robert Delpeire, le directeur du CNP, a installé d'élégants pupitres-présentoirs dessinés par Jean-Michel Wilmette. Les murs

sont judicieusement peints en noir ou blanc pour rythmer les photographies sélectionnées. Il y a quelques absents de marque dans ce choix sévère. Citons : Munkacsy, Horst, Man Ray, Tebard, Baston, Avedon, Sieff, Richardson, Feurer, Weber, Issermann... Certains, comme Avedon, ont décliné l'invitation ; d'autres ont proposé des images peu représentatives ou ont été exposés récemment à Paris.

On retrouvera avec plaisir Steichen, Hoyningen-Huane, Dahl-Wolfe, Penn, Klein, Newton, Horvat, Knight, Roversi. On découvre le travail superbe de Lillian Bassman. L'autre bonne surprise est la présence de six photos de Guy Bourdin. Six seulement. C'est déjà pas mal, quand on sait que ce fonds fait l'objet de conflits entre héritiers et que nombre de musées souhaitent monter une rétrospective d'un des plus grands photographes du dernier demi-siècle.

M. G.

* Paolo Roversi présente également une exposition à la galerie Camera Oscura, 12, rue Ernest-Cresson, Paris (14). Tél. : 45-45-67-08. Jusqu'au 30 novembre.

* Le CNP publie dans sa collection « Photo Poche » le n° 36 consacré à Edward Steichen. 61 photos, 58 francs.